

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13782 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- SAMEDI 20 MAI 1989

Les manifestations et les grèves de la faim à Pékin

Le chef de l'Etat et les missiles à très courte portée

Le chef du PC chinois a supplié les étudiants de cesser leur mouvement

M. Mitterrand s'écarte de la RFA dans le débat sur la défense nucléaire

Une visite historique mais éclipsée

Le paradoxe de la rencontre historique qui vient de s'achever entre Chinois et Soviétiques est qu'elle aura été largement éclipsée par le déferlement non moins historique qui a bouleversé le protocole de la visite à Pékin du chef du Kremlin. La poignée de mains entre les « camarades » Deng Xiaoping et Gorbatchev n'en symbolise pas moins une réconciliation qui va sensiblement plus loin que la « normalisation » à laquelle on a longtemps, de part et d'autre, travaillé.

Il y a bien des raisons à cette évolution, et, d'abord, la perte de poids des idéologies. Le temps est loin où Moscou et Pékin s'opposaient mutuellement des procès en hérésie, et où volaient les accusations de « révisionisme ».

Les manifestations, auxquelles participent désormais toutes les couches de la société, se poursuivent dans les grandes villes de Chine.

M. Zhao Ziyang, secrétaire général du Parti communiste chinois, s'est rendu, vendredi 19 mai, à l'aube, place Tiananmen, à Pékin, pour supplier les étudiants de mettre un terme à leur grève de la faim. Mais, jusqu'à nouvel ordre, cet appel à la « raison » n'a pas été entendu par les contestataires et l'impasse demeure.

Lire page 9

Article de notre correspondant à Pékin
FRANCIS DERON



M. Ed Koch en lice pour un quatrième mandat

Après course à la mairie de New-York

Surnommé « l'incorruptible », M. Rudolph Giuliani, ancien procureur de la ville, a confirmé, mercredi 17 mai, qu'il se portait candidat à la mairie de New-York.

Celui qui a fait trembler la Mafia, les initiés de Wall Street et les édiles véreux a de bonnes chances de remporter la primaire républicaine en septembre et les élections en novembre.

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

Indifférent aux odeurs de nouvelles frites et au bruit persistant des cuisines, le petit homme poursuit son discours. Il y est question de « plus jamais ça ! » et « demain tous ensemble » : les

mots codes de toute campagne électorale, mais égrenés sans conviction. Pourtant, jouant des coudes et des baguettes, tout Chinatown s'est entassé au Crystal Palace, le restaurant chic du Bowery, pour voir le spectacle, à combi exotique, de ce vieux Noir affable et si distingué, qui s'est lancé dans la plus échevelée des entreprises : devenir maire de New-York !

Tandis que David Dinkins explique à son auditoire, bruyamment intéressé, qu'avec lui le projet ignominieux de la municipalité actuelle d'installer une pénitencier sur l'East River, près de Chinatown, ne verra jamais le jour, son regard s'attarde, inquiet, sur les dragons outrageusement dorés de la décoration.

C'est un dragon autrement plus redoutable qu'il lui faudra affron-

ter, le 12 septembre, lors de la primaire démocrate : Ed Koch lui-même. « Mr Mayor », un pur produit de Brooklyn revu par le « Village », dont la silhouette bondissante, la calvitie bonhomme et la langue acérée symbolisent depuis presque douze ans, à City Hall, la démesure et l'acidité de la « Grosse Pomme » (1).

Célibataire et travailleur infatigable, Ed Koch n'a pas raté en douze ans un seul cocktail de la « gauche-caviar » ou des « républicains-champagne » (deux spécialités new-yorkaises) ; pas une seule fête de quartier grecque ou jamaïcaine.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(Lire la suite page 11.)

(1) La « Grosse Pomme » est le surnom que les New-Yorkais donnent à leur ville.

Au cours de sa conférence de presse, jeudi 18 mai, M. Mitterrand a pris ses distances à l'égard de Bonn dans le débat sur la défense nucléaire. Il a pris position contre la dénucléarisation de l'Europe occidentale, à laquelle pourraient conduire des négociations sur les armes nucléaires à très courte portée, réclamées par Moscou et Bonn. Le chef de l'Etat a, d'autre part, fait connaître les grandes lignes de son arbitrage à propos des dépenses militaires pour les quatre prochaines années : M. Chevènement devra faire davantage d'économies, mais aucun grand programme militaire ne sera compromis.

L'Europe et le rang

par ANDRÉ FONTAINE

DES sondages au zénith. Un premier ministre bien en selle, auquel l'un de ses réputés rivaux vient de donner un sportif coup de chapeau. Une économie en expansion. Un front social calme. Une forme physique et intellectuelle que bien des hommes de dix ans plus jeunes pourraient lui envier : pour François Mitterrand, c'est, un an après sa réélection, comme un nouvel état de grâce.

Le ton particulièrement enjoué de sa conférence de presse de jeudi en portait la trace. Mais il n'y a pas de ciel éternellement bleu. Le président de la République n'a pas cherché à dissimuler qu'il se faisait quelque souci quant à l'avenir de l'Allemagne. Et, plus généralement, quant à celui de cette Europe dont les douze étoiles figurent pour la première fois, à cette occasion, dans la salle des fêtes de l'Elysée, à côté des trois couleurs.

Voisinage symbolique, qui ne pouvait mieux illustrer l'essentiel du propos présidentiel. Cette fresque passablement longuetta de la politique mondiale a bizarrement ignoré le

tremblement de terre qui ébranle la Chine. Elle a fortement mis en lumière, en revanche, la question fondamentale qui se pose aujourd'hui au pays : quelle sera la place, dans l'Europe de demain, de l'identité française ?

Pour Jean Monnet, la réponse ne faisait pas de doute : la France devait s'intégrer dans des Etats-Unis d'Europe, réplique de ceux qui existent de l'autre côté de l'Atlantique. François Mitterrand a eu beau conduire l'an dernier ses cendres au Panthéon, il est clair qu'il ne voit pas les choses de la même façon : sans quoi il ne parlerait pas comme il le fait du « rang » de la France. Il sait trop bien la place que ce mot tenait dans la rhétorique gaullienne (1) pour que son emploi ne soit pas débridé.

(Lire la suite page 7.)

(1) « Le rang » sert de titre à l'un des principaux chapitres des Mémoires de guerre du général de Gaulle, consacré au rétablissement de la position de la France dans le monde après la Libération.

■ Les principaux extraits de la conférence de presse de M. Mitterrand. ■ « Un médiateur engagé », par Jacques Amalric. ■ « Programmation militaire : un pari difficile », par Jacques Isnard. ■ Les réactions.

Pages 2 à 8

Les éditeurs à la porte de Versailles

Un Salon flottant

Le neuvième Salon du livre de Paris a ouvert officiellement ses portes vendredi 19 mai, au Parc des expositions de la porte de Versailles. Quelque 1 500 éditeurs y sont réunis jusqu'au 25 mai.

La tradition veut que l'ouverture au public du Salon du livre soit précédée d'une soirée où se retrouvent des gens qui, tout au long de l'année, ne se quittent guère. Editeurs, commerçants du livre, journalistes, auteurs et amis des uns et des autres se sont donc donné mutuellement la fête jeudi soir, au Parc des expositions de la Porte de Versailles.

Le temps chaud, le champagne frais, incitaient plutôt à l'optimisme, mais l'enthousiasme et l'excitation qui agitaient le milieu littéraire lorsque la fête annuelle du livre français se déroulait sous les magnifiques verrières du Grand Palais avaient cédé la place à une indifférence un peu morne.

La décision prise en 1988 par le Syndicat de l'édition, organisa-

teur du Salon, de déplacer celui-ci vers le béton du Parc des expositions n'a enchanté personne. Chacun savait que le Salon, victime de son succès - 200 000 entrées en 1987 - ne pouvait plus demeurer sous sa forme primitive au Grand Palais sans gêner pour le public et sans danger pour la sécurité. Mais le transfert opéré l'an dernier, à l'évidence, a écarté de la manifestation une partie des amateurs de livres, qui ont été remplacés par des visiteurs moins accoutumés à la fréquentation des librairies.

Le monde de l'édition - il en a l'habitude - est donc aujourd'hui coupé en deux. Du côté des optimistes, ceux qui se réjouissent qu'une population peu familière avec le livre vienne visiter cette immense librairie, où, sur 28 000 mètres carrés, 1 427 éditeurs français, 187 francophones et 824 étrangers présentent un large échantillon de leur production.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 23.)

Vladimir Jankélévitch Henri Bergson



Collection Quadrige puf
Les livres des Puf questionnent le monde.

Hausse du dollar

La Bundesbank n'intervient pas.

PAGE 36

Crédit agricole

La fin du monopole pour les prêts bonifiés.

PAGE 31

LA CGT en congrès

La montée de M. Vignier.

PAGE 30

Le Monde

SANS VISA

■ Ouan entre l'or noir et l'or vert. ■ La table. ■ Les jeux.
PAGES 17 à 20

Le sommaire complet se trouve en page 36

M 0147 - 0520 0 - 4,50 F



3290147004500 05200

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,00 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 166 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 1 000 L. ; Japon, 4,000 ¥ ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 336 F. CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$; USA (hors), 2 \$.

La conférence de presse

« Le rôle de la France »

La conférence de presse réunie, jeudi 18 mai, par le président de la République dans la salle des fêtes de l'Élysée était la cinquième depuis l'entrée en fonctions de M. Mitterrand, en 1981. Le chef de l'État, qui, à ce genre d'exercice, préfère la radio ou la télévision, n'avait pas utilisé ce moyen de communication depuis le 21 novembre 1985, quatre mois avant les élections législatives de mars 1986.

M. Mitterrand est si soucieux de rompre avec le style des « grand-messes » gaulliennes — il a d'ailleurs fait observer avec quelque perfidie qu'aucune question ne lui avait été communiquée à l'avance et qu'il n'avait pas appris les réponses par cœur — qu'il laisse libre cours au jeu des interventions des journalistes présents. Dès lors, cette conférence de presse strictement limitée à la politique internationale et à la défense a pris un tour cahotique. On est passé de l'OTAN et des propositions de M. Gorbatchev sur les missiles à courte portée à la Pologne, à la défense fran-

çaise, au Liban, à la visite de M. Arafat, à l'Europe et à l'Iran, avec un détour sur l'organisation des régions françaises, le tout dans un complet désordre. Cela n'a pas facilité l'expression de la cohérence de la politique internationale de la France que M. Mitterrand éprouvait le besoin de souligner dans une période où son activité diplomatique est intense. Cela n'a pas permis — puisque aucune question n'a pu être posée à ce sujet — d'entendre son analyse sur l'ensemble des mouvements qui se produisent dans le monde communiste et singulièrement sur la Chine.

Outre les explications et les analyses de M. Mitterrand, cette conférence de presse a été marquée que par une annonce concrète sur l'ampleur que prendra le rattachement de la progression des crédits militaires de la France. Le chef de l'État, qui avait à sa gauche les drapeaux français et européens, a notamment traité, en présence de nombreux membres du gouvernement, dont les ministres d'État et tous les mini-

tres concernés par la politique extérieure et la défense, des sujets qui suivent :

« Les crédits militaires de la France. — La décision du gouvernement sur la réduction de ces crédits sera connue au début de la semaine prochaine, au terme d'ultimes conversations entre le président de la République et le premier ministre. Mais M. Mitterrand a indiqué qu'il avait d'ores et déjà tranché le débat qui opposait M. Chevènement, ministre de la défense, à M. Rocard. Pour les quatre années 1990 à 1993, le programme d'équipement prévu s'élève à environ 470 milliards de francs. Le coup de « frein » se traduira par une réduction de 40 à 45 milliards, soit de 16 à 18 milliards pour les années 1990 et 1991. Le budget d'équipement pour 1990 serait d'un peu plus de 100 milliards.

M. Mitterrand a réaffirmé qu'il convient d'abord de préserver la stratégie de la France, de « veiller aux intérêts essentiels de notre industrie », et un « moral de l'armée ». Seront « pré-

servés » les grands programmes, tels que le porte-avions nucléaire, le sous-marin nucléaire lance-missiles de la nouvelle génération, les constructions d'aviation, les projets de missiles, les hélicoptères, le char Leclerc. Les programmes non classés par le président « ne sont pas forcément sacrifiés ».

« Désarmement. — M. Mitterrand se déclare « assez satisfait » de constater que les Américains et les Allemands prennent le temps de discuter, jusqu'à 1992 au moins, de la modernisation des missiles à courte portée américains installés en Europe. Le chef de l'État a réaffirmé qu'à ses yeux la priorité devait être un désarmement conventionnel. Il souhaite que la discussion s'engage sur ce sujet avant 1992, « avant que les armes à très courte portée soient dépassées ». « Si rien n'est fait, si l'on se refuse à des décisions concrètes, précises, réelles dans le domaine de l'armement conventionnel, alors il faudra bien moderniser (...). Je suis de ceux qui pensent que le

Dans sa déclaration liminaire, M. Mitterrand déclare notamment :

« Le premier objectif de la France est de contribuer à la défense de la paix, ce qui suppose de lutter en toutes circonstances raisonnables, le désarmement, qui ne peut que contribuer lui-même à la réduction des tensions. (...) »

« Le deuxième point qui s'attache à cette rubrique, la défense de la paix, est celui que j'appelle (...) l'équilibre : il ne peut pas y avoir désarmement sans équilibre dans la réduction des forces, l'équilibre étant une notion souvent subtile qui ne peut pas simplement se régler sur un plan quantitatif. Ce qui veut dire, aussi bien pour le désarmement que pour la maintenance de l'équilibre dans ce désarmement, veiller à l'équilibre entre les forces en présence, en toutes circonstances, agir par la négociation, ne jamais se refuser à discuter avec ses partenaires, proches ou lointains, amis ou non. »

« Le troisième point (...) vise au règlement de tous les conflits ouverts, conflits comme on dit régionaux ou locaux. »

« Sur quel principe est fondée cette intervention sur les conflits parfois lointains géographiques ? »

« Sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Quand la France a le sentiment qu'un peuple ne dispose pas, ne dispose plus, du droit de se déterminer lui-même, alors elle intervient ou elle dit ce qu'elle en pense, afin d'alerter l'opinion publique internationale. »

« De la même façon, autre principe directeur dans ce domaine du règlement des conflits, l'intégrité et la souveraineté des États qui ont été reconnues par l'ensemble des Nations unies. C'est la référence la plus simple. »

« Autre principe, la non-ingérence dans les affaires d'autrui. (...) »

« Les démarches françaises en faveur du désarmement, pour l'équilibre des forces au niveau le plus bas souhaitable et pour le règlement des conflits locaux, ne se passent pas d'une considération nécessaire, qui est de veiller à notre propre sécurité. D'où les problèmes qui en découlent aussi, c'est-à-dire nos armements, quel rythme, quelle puissance, en quels domaines ? »

« Le deuxième axe de cet exposé préliminaire vise la construction de l'Europe, d'abord l'Europe de la Communauté des Douze. Nous sommes associés depuis le premier jour, nous, la France, à la Communauté, celle des Six qui est devenue

progressivement celle des Douze. Nous sommes membre fondateur, particulièrement engagé et particulièrement décidé à faire avancer cette difficile construction. »

« Dans l'immédiat (...), quels problèmes avons-nous à résoudre ? Quels sont ceux qui sont posés sur la table des négociations, dont s'occupe présentement l'Espagne qui préside à la Communauté, dont j'aurai à m'occuper moi-même avec les ministres français, à partir du 1^{er} juillet de cette année ? »

« L'union économique et monétaire, la charte sociale ou le droit social européen, qu'on peut appeler aussi l'espace social, peu importe la formule et le vocabulaire, l'Europe culturelle, essentiellement pour l'instant autour du moyen le plus puissant de diffusion d'une culture, le langage audiovisuel, l'Europe audiovisuelle, l'environnement, c'est le quatrième point dans la suite de mon discours, ce n'est pas le moins important, ce n'est pas le quatrième en urgence, il se pose au même titre que les autres : l'environnement qui ne connaît pas de frontière. Il y a aujourd'hui des frontières, il n'y en aura plus en 1993. De toute façon, dès maintenant et au cours des années précédentes, la pollution passe partout. Nous avons donc besoin d'organiser un front commun de résistance face à cette détérioration des conditions naturelles d'existence. »

« Et le cinquième point, c'est qu'il faut progresser dans ce que l'on appelle aussi (...) l'Europe des citoyens. »

« Comment faire pour que les hommes et les femmes qui vivent sur le sol des douze pays en question se sentent plus à l'aise, communiquent plus facilement, aillent d'un point à un autre, travaillent là où ils veulent... bref, se sentent partout chez eux ? »

« Mais l'Europe de la Communauté, dans l'immédiat, ne se fera pas si l'on n'a pas une vision, une perspective. Ceux qui ne veulent pas d'une Europe politique, disposant d'une large part de la décision politique commune, et diplomatique, ceux-là, on les verra grogner, frapper, s'arrêter devant chaque obstacle, fût-il minuscule. »

« Donc, seule la volonté politique peut permettre de réunir les cinq discussions — j'allais dire difficultés — mais c'en est, — les cinq discussions d'aujourd'hui, que je résume : économique et monétaire, sociale, culturelle, environnement, les citoyens. »



« C'est cette volonté politique qui permettra en fin de compte de concevoir et d'organiser les moyens de la défense et de la sécurité de cet ensemble européen. »

« Mais l'Europe, ce n'est pas simplement cela, même si c'est déjà beaucoup. La Communauté exerce une grande attraction, des demandes d'adhésion nous sont adressées (Autriche, Turquie...), il y a des accords particuliers entre la Communauté et de nombreux pays, certains avec des pays de l'Est de l'Europe, d'autres avec des pays du Maghreb, ou bien du Proche-Orient... Je veux dire que la Communauté, première puissance commerciale du monde, voit se

multiplier les contrats entre elle et les autres. »

« Mais cette Europe, ce n'est pas toute l'Europe. Il y a celle qu'on appelle vulgairement — mais, inutile de s'en expliquer, vous avez déjà compris ce que je veux dire — l'Europe de l'Est. Ce n'est pas une notion très fidèle, en vérité, aux quatre points cardinaux. »

« L'Europe de l'Est. Il est nécessaire que la Communauté et que chacun des pays qui la composent ouvrent portes et fenêtres autant qu'il est possible. C'est difficile, en effet, d'affirmer que désormais le courant de circulation est libre, tant qu'il y a un mur, tant qu'il y a des interdits, c'est-à-dire qu'il faut faire

progresser en même temps les droits de l'homme et les libertés. »

« J'ai moi-même entrepris ce type de relations. M. Gorbatchev était venu en France en 1985, première visite d'État qu'il effectuait dans un pays occidental. Je l'ai rencontré plusieurs fois depuis lors. J'ai rendu une visite d'État en Union soviétique l'année suivante, en 1986. Nous nous sommes revus récemment, à la fin de l'année dernière. Il sera là le 4 juillet prochain. »

« Mais j'ai conduit une délégation de la France en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, je le ferai dans moins d'un mois en Pologne, et je compte bien aller en Allemagne de l'Est, avant la fin de l'année, avant de pourvoir bien entendu ce périple partout où cela me paraîtra souhaitable. »

« Ces deux Europes, qui n'en font qu'une, ne peuvent pas aujourd'hui marcher du même pas et ce serait un raisonnement défectueux que de se dire : elles peuvent marcher du même pas puisque, en perspective, on peut imaginer que les deux fractions de l'Europe — ce sont-elles en tout cas, car il en reste d'autres — lanceront davantage de ponts entre elles, commenceront de bâtir l'Europe des Européens. »

« Il faut bien se dire qu'on recrée d'autant mieux que nous aurons réussi un solide amarrage de l'Europe des douze. C'est-à-dire que ce n'est pas exclusif l'un de l'autre. Ce n'est pas parce qu'on souhaite

cette ouverture qu'il faut renoncer à la première catastrophe. Plus on souhaite cette ouverture — c'est mon cas — plus on souhaite en même temps que l'Europe de la Communauté soit solide et se décide vite à franchir de nouveaux pas en direction de ce marché unique — qui n'est pas qu'économique, croyez-le, mais nous y reviendrons — du 31 décembre 1992. »

« Le troisième axe de ce raisonnement autour de la politique étrangère de la France touche au développement, terme que j'ai choisi parmi d'autres qui me venaient à l'esprit. »

« Le développement, la réduction du fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres — on dit aussi les pays du Nord et les pays du Sud, expression encore approximative. »

« La réduction de ce fossé bute tout de suite sur le problème de l'endettement. Il faut donc apporter des réponses permettant d'en finir avec ce problème dramatique qui interdit à la plupart des pays dont je parle, les plus pauvres, ou les pays intermédiaires — moins pauvres mais pas riches — de surmonter la crise qui, aujourd'hui, les frappe. »

« Donc, faire des propositions. Nous en parlerons tout à l'heure. Je l'ai fait à Toronto, en proposant un plan qui a été adopté de réduction de la dette pour les pays les plus pauvres ; devant les Nations unies, en développant une approche sur la dette des pays intermédiaires c'est-à-dire du type du Brésil, pays qui ne sont pas pauvres mais qui sont très fortement endettés et qui voient leur développement freiné par cet endettement. »

« A cet égard, la France est le premier des grands pays industriels quand il s'agit de fournir, bilatérale ou multilatérale. Je tiens à le rappeler. »

« Bref, il faut un renversement de la tendance, et c'est un des objectifs majeurs de la politique qu'avec le gouvernement de la République l'entende conduire. Pour employer des termes faciles à comprendre, il faut en finir avec un certain néo-colonialisme des échanges. »

« Quatrième domaine où s'exerce notre politique étrangère, et cela a été prévu par divers accords internationaux de grande envergure — je pense à Helsinki, c'est, partant, protéger, défendre ou assurer les droits de l'homme. (...) »

« Je conclurai en disant que le rôle de la France, à mes yeux, est de tenir son rang. »

« On me dira : oui, mais lequel ? Certains plaideront qu'il est en déclin, d'autres le magnifient... C'est selon, naturellement, où l'on se

Un calendrier chargé

19 mai : rencontre de M. Mitterrand avec M. Brian Mulroney, premier ministre du Canada, à Ottawa.

20 mai et 21 mai : visite aux États-Unis. Rencontre avec M. James Baker, secrétaire d'État, à Pesce (New-Hampshire) puis avec le président Bush, dans sa résidence du Maine.

23-25 mai : sommet des pays et communautés francophones à Dakar.

25-30 mai : réunion de l'Alliance atlantique, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'OTAN, à Bruxelles.

5-6 juin : visite en Tunisie.

15-16 juin : visite en Pologne, entre les deux tours des premières élections démocratiques.

20-27 juin : conseil européen de Madrid.

1^{er} juillet : début de la présidence française des Communautés européennes.

4-6 juillet : visite de M. Gorbatchev en France.

15-16 juillet : sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés à Paris.

LES GRIFFES DE CHAUMET

10 700 F
Modèles or :
10 700 F et 16 300 F

CHAUMET
JOAILLIER DEPUIS 1790
PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO
12 PLACE VENDÔME, TÉL. 42 90 12 83 - 40 AVENUE GEORGE V, TÉL. 49 32 00 39

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-61

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Éditions,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Veret.
Conducteur en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS
PAR MINUTE
36-15 - TAPES LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index de Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Mois	FRANCE	EUROPE	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 620 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse, défectueux ou
généralistes : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

هنا من الأصل

du président de la République est de tenir son rang »

temps n'est pas venu, loin de là, d'une troisième option zéro.

M. Mitterrand a ajouté, à propos des essais nucléaires : « Si les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique y renoncent, et la Grande-Bretagne aussi, nous suivrons cette voie (...). Demander la cessation des expériences nucléaires, c'est demander la fin de l'armement nucléaire de la France. Que ceux qui se lancent dans cette voie aillent jusqu'à demander la suppression de tout armement nucléaire, y compris stratégique bien entendu, des deux grandes puissances du monde ». Le chef de l'État a réaffirmé d'autre part que les missiles Hadès « ne peuvent être une arme d'ultime avertissement » et non pas « une arme de théâtre ou de bataille ».

Construction européenne. — M. Mitterrand, qui assurera la présidence de la Communauté à partir du 1^{er} juillet prochain, a traité des

problèmes que la Communauté doit résoudre « dans l'immédiat ». Il s'agit de l'union économique et monétaire, de la « charte sociale », de l'Europe culturelle et d'abord audiovisuelle, de l'environnement et de « l'Europe des citoyens ».

L'Europe de la Communauté dans l'immédiat ne se fera pas si l'on n'a pas une vision, une perspective. Ceux qui ne veulent pas d'une Europe politique, disposant d'une large part de décision politique commune, et diplomatique, ceux-là ont les verra grogner, freiner, s'arrêter devant chaque obstacle, fût-il minuscule.

Visite de M. Arafat à Paris. — M. Mitterrand a défendu l'initiative qu'il a prise de recevoir M. Arafat à Paris et les résultats obtenus (M. Arafat ayant déclaré publiquement que la charte de POLP est devenue « caduque »). Il estime d'ailleurs que la France a reçu M. Arafat « un peu tard ». A propos de l'émotion que cette

visite a provoquée dans la communauté juive française, il a déclaré : « Quand les esprits se sont reposés (...). Je pense que les mauvaises humeurs se dissiperont et que le doute laissera place à la confiance. La politique étrangère de la France se décide à Paris. La France ne vit sous aucun protectorat et n'est pas se laisser dicter ses décisions ».

Liban. — Après avoir expliqué et défendu l'action diplomatique et humanitaire de la France, M. Mitterrand a noté, en une formule fort diplomatique, que « les relations avec la Syrie ne sont pas empreintes de la plus grande chaleur ». « C'est-est que nous sommes décidés, les uns et les autres, à assurer au Liban son unité, sa souveraineté et son indépendance ? Voilà la question qui commande tout le reste », a-t-il dit.

Plan Shamir. — A M. Shamir, premier ministre israélien, qui souhaite organiser des élections dans les territoires occupés, M. Mitter-

rand a dit son « scepticisme ». « A moi, a-t-il ajouté, que des mesures très importantes ne soient prises assurant la liberté du vote, son authenticité. C'est vrai qu'il est difficile de tenir des élections libres, par exemple, en présence d'une force militaire exigeante. Mieux vaudrait disposer d'un contrôle international ».

Iran. — La France a « marqué la différence » en ne renvoyant pas, pour l'instant, son ambassadeur à Téhéran car « le discours de mort, la menace, ne sont pas acceptables ».

Nous avons observé que, dans les périodes précédentes, l'attitude de la France n'avait pas été très contagieuse et que si nous avions noblement renoncé à un certain nombre d'avantages qui se traduisaient dans des contrats de toute sorte avec ce pays, pendant ce temps beaucoup de vertueux vendaient beaucoup de choses. Nous voulons bien être vertueux, nous ne voulons pas être naïfs ».

trouve sur la carte géographique de la politique intérieure. Argument de circonstance qui n'a pas beaucoup d'intérêt.

Tenir son rang. Nous sommes l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Cela veut dire que nous avons le droit de réfléchir, de penser et d'agir dans tout domaine à notre portée sur lequel les différents points de vue politique extérieure que je viens de développer auraient à s'appliquer : c'est le Proche-Orient, c'est le Cambodge, c'est l'Afrique noire, les récentes difficultés graves qui ont séparé le Sénégal et la Mauritanie, c'est le Maghreb, qui vient de procéder à une coopération, à une entente nouvelle. Finalement, en tant que président de la Communauté, dans cette partie du monde, c'est la Méditerranée, c'est — revenons-y — la Communauté économique européenne, c'est l'Europe de l'Est, c'est l'Amérique latine, ce sont les Sept du sommet des pays industriels... bref, la liste serait longue.

La France doit tenir son rang. Son rang est élevé parmi les nations du monde.

C'est aujourd'hui, toujours, l'un des quatre ou cinq premiers pays du monde pour ce qui touche au développement économique, à la réalité économique.

C'est le quatrième, certainement, pour ce qui touche à sa capa-

ciété d'exporter les biens qu'elle produit.

C'est la troisième puissance militaire.

Sur le plan culturel, impossible de procéder à des évaluations... Disons simplement que nos créations, dans toutes les disciplines, sont reconnues, parmi beaucoup d'autres, comme moyen d'assurer notre civilisation.

Donc, j'entendrais, tout le long de cette discussion-conversation avec vous, marquer à tout moment que la France entend tenir son rang et que je rejette catégoriquement l'argument du déclin, entendu ici et là, parce que je ne sais pas très bien ce que cela veut dire. Par rapport à quel ? A Louis XIV ? Ah oui, mais pas 1715 ! A Napoléon ? Oui, mais pas à 1815 ! Pas Waterloo ! Au Second Empire, si possible ? Oui, mais pas à Sedan. A la Grande III^e République, mais pas à 1940. A quelle monarchie, à quelle dynastie, à quel régime, à quel moment ? Qu'on me donne les références. A moins que l'on ait des rêves inventés, la France, aujourd'hui, continue de figurer, en dépit de sa démographie trop faible — ce n'est pas la seule en Europe, elle est même l'une des nations qui préservent le mieux, si je puis ainsi m'exprimer, son identité nationale par le nombre de ses enfants, mais c'est peu de chose par rapport à tant d'autres, — la France, malgré tout, tient son rang (...).

dités intermédiaires de moyenne portée en Europe. Très bien. J'ai approuvé (...).

Je me souviens d'avoir dit : (...) Fixons un délai, notamment au pacte de Varsovie, pour que soit engagée la discussion, la négociation réelle sur la réduction des armes conventionnelles équilibrées au niveau le plus bas, que ce délai soit de deux ans ou de trois ans. Mais il faut que ce soit avant 1992, avant que les armes à très courte portée soient démantées. Alors, on constatera non seulement si la négociation est ouverte mais si elle a avancé. Priorité à l'armement conventionnel. Alors les marques de bonne volonté mutuelle auront été données et l'on pourra commencer d'examiner le domaine des courtes portées.

Si rien n'est fait, si l'on se refuse à des décisions concrètes, précises, réelles, dans le domaine de l'armement conventionnel, alors il faudra bien reconnaître, c'est-à-dire qu'après avoir vécu quelques années dans l'idée que le désarmement était à notre portée, constatant que c'était une illusion, qu'on s'était enfoncé en chemin, il faudra prendre les mesures qui conviennent pour assurer la sécurité de l'Alliance (...).

Je suis de ceux qui pensent que le temps n'est pas venu, loin de là, d'une troisième option zéro. Et Dieu sait si j'ai été partisan de la première et de la deuxième option zéro, mais cela signifiait la disparition de toutes forces nucléaires dans le cadre de l'Alliance, au centre de l'Europe du côté occidental, alors qu'il existe quelque 10 000 charges nucléaires du côté soviétique et que la réduction annoncée par M. Gorbatchev ne toucherait que 5 % de l'ensemble de ces forces.

Les crédits de la défense de la France

La décision est imminente (...). Autour de quels principes ? Ceux que j'ai fixés : d'abord préserver notre stratégie, et donc les instruments de cette stratégie autonome de dissuasion et dissuasion nucléaire ; ensuite, veiller aux intérêts essentiels de notre industrie ; enfin, et ce n'est pas le dernier, pour ordre d'importance, veiller aussi à ce qu'on appelle le moral de l'armée, que l'armée se sente à l'aise dans son pays, ce sentiment de pouvoir remplir sa mission, même si elle doit consentir, comme les autres, ou comme presque tous les autres, à un certain nombre de sacrifices.

J'avais dit, pendant la campagne présidentielle, qu'en dehors des priorités accordées au budget de la recherche, au budget de l'éducation

(Lire la suite page 6.)

Un médiateur engagé

Gagner du temps et calmer le jeu pour éviter une crise jugée inutile : telle est finalement la position adoptée jeudi après-midi par M. Mitterrand à propos de la modernisation des armes nucléaires à très courte portée (SNCF). Pour le président de la République, il s'agit là presque d'une fausse querelle, car rien ne presse : ce n'est qu'en 1992, a-t-il rappelé, que les missiles Lance de l'OTAN seront obsolescents et devront être modernisés. Pourquoi, dans ces conditions, vouloir conclure le débat dès le prochain sommet de l'OTAN, à la fin du mois, à Bruxelles ?

Se posent en arbitre la France, a rappelé le chef de l'État, n'est pas membre du commandement intégré de l'OTAN (M. Mitterrand a reproché, sur le mode mineur, aux États-Unis et à la Grande-Bretagne de vouloir une décision « assez rapide »). Sans le formuler explicitement et en évitant toute allusion blessante pour le chancelier Kohl, il a, par ailleurs, regretté que Bonn ait repris à son compte l'idée soviétique d'une négociation « proche de la fin ». Pensant manifestement au sort de la force de dissuasion française, il s'est exclamé : « Je suis de ceux qui pensent que le temps n'est pas venu d'une troisième option zéro », car « cela signifierait la disparition de toutes forces nucléaires dans le cadre de l'Alliance au centre de l'Europe du côté occidental ».

Une négociation sur les SNF serait d'autant plus prématurée pour M. Mitterrand qu'il existe toujours un fort déséquilibre entre les armements conventionnels du pacte de Varsovie et ceux de l'OTAN. Il est donc urgent de se donner « deux ans ou trois » pour voir comment évoluent les négociations de Vienne sur ce type d'armes et jusqu'à quelle limite les armements conventionnels du pacte de Varsovie et ceux de l'OTAN. Il est donc urgent de se donner « deux ans ou trois » pour voir comment évoluent les négociations de Vienne sur ce type d'armes et jusqu'à quelle limite les armements conventionnels du pacte de Varsovie et ceux de l'OTAN.

Ces propos du chef de l'État sortent à rapprocher des conversations, plus prudentes que d'ordinaire, auxquelles il s'est livré à propos de l'expérience réformatrice en URSS. Tout en souhaitant « le succès de M. Gorbatchev », il a notamment déclaré : « Tout cela ne se fera pas sans difficultés. L'histoire procède souvent par à-coups ! Après qu'elle est lente à faire bouger. Les résistances s'organisent. Conclusion : il ne faut pas aller plus vite qu'il ne faut. On a besoin de voir cette évolution se confirmer. Nous n'avons pas à la gérer. Nous n'avons pas, non plus, à dégarner notre arsenal de sécurité au point où nous en sommes ».

L'occasion historique

Voilà un langage qui fera plaisir au président Bush mais qui décevra sans doute à Bonn, où beaucoup de responsables, à commencer par M. Genscher, le ministre des Affaires étrangères, sont d'ores et déjà convaincus qu'il faut saisir au plus vite l'occasion historique d'en finir une fois pour toutes avec les SNF. Faut-il prendre M. Gorbatchev au mot ou faut-il l'attendre aux actes ? Telle est finalement la question qui divise les Occidentaux. Résumons-les d'ici le sommet de l'OTAN à trouver une formule de compromis pour assurer la face du chancelier Kohl, qui n'a plus d'espoir, dorénavant, de faire entendre sa demande d'une négociation rapide sur les SNF ? On l'espère dans l'entourage de M. Mitterrand, qui plaidera en faveur d'une telle formule lors de sa rencontre avec M. Bush, samedi et dimanche prochains, d'abord dans le Maine puis à Boston.

Des autres sujets abordés par le président de la République, on retiendra, outre l'Europe, la situation au Proche-Orient. C'est ainsi qu'il a défendu la récente opération humanitaire française au Liban en des termes déjà utilisés par MM. Rocard et Dumas, égratignant à plusieurs reprises la Syrie, avec laquelle « [ses] relations ne sont pas empreintes de la plus grande chaleur ». Mais c'est à défendre le principe de la visite à Paris de M. Yasser Arafat que le président de la République a mis le plus de cœur. Peut-être est-il évident que l'homme a été blessé par les critiques acerbes en provenance d'Israël et d'une par-

tie de la communauté juive française.

Le principe d'une telle visite, a fait valoir M. Mitterrand, était pourtant contenu dans le discours qu'il avait prononcé devant le Knesset dès 1982, mais à l'époque personne n'avait voulu l'entendre dans sa totalité. Et d'ajouter, un peu provocateur, que pour lui la venue de M. Arafat s'était faite « avec un peu de retard » par rapport à nombre d'autres pays.

Scepticisme sur le plan Shamir

Plus nouveau : le scepticisme ouvertement affiché à l'égard du plan Shamir concernant l'organisation d'élections dans les territoires occupés. Défendant la représentativité de M. Arafat (« L'OLP est libre de choisir qui elle veut pour le représenter », M. Mitterrand a commenté : « Quand on s'acharne à ne pas vouloir discuter avec ceux qui l'on combat, on perd du temps. » Car le président paraît toujours persuadé que la bonne formule passe par cette conférence internationale qu'il a une nouvelle fois appelée de ses vœux, mais à laquelle les États-Unis ont pratiquement renoncé. Encore un sujet de conversation avec M. Bush, qui est, lui, favorable à des pressions sur Israël pour obtenir des élections dans les territoires dans les meilleures conditions.

Le discours européen du président ne contenait guère de surprises, exception faite d'un appel au consensus national en la matière. « Chacun peut se prévaloir du drapeau européen », a-t-il lancé à l'opposition, notamment à M. Giscard d'Estaing, « n'ayons pas de disputes sur ce terrain ». Mais toujours soucieux d'évoquer le dernier mot, il n'en a pas moins affirmé : « Beaucoup de choses ont été faites avant nous, nous en avons fait plus ». A la veille d'assurer la présidence de la Communauté, M. Mitterrand a eu soin cependant de ranger au magasin des accessoires sa sortie du début de l'année contre les « prédateurs » de tout acabit qui menaçaient de dénaturer le visage de l'Europe. Il lui a donc en remette dans l'anti-thatcherisme un mois et demi avant une présidence qui promet d'être agitée, ne serait-ce qu'en raison d'un certain manque dans les relations économiques et monétaires entre la France et une Allemagne politiquement troublée.

JACQUES AMALRIC.

Pas de troisième « option zéro »

Le président de la République répond ensuite aux questions.

LOTAN et les missiles à courte portée

M. Mitterrand rappelle que la France ne fait pas partie du commandement intégré de l'OTAN, qu'elle peut donner son avis, mais que le moment n'est peut-être pas venu. « Ne concluons pas trop vite », dit-il.

Il a été très rapidement posé en principe l'impératif, dès le point de départ, qu'il conviendrait de moderniser les armes nucléaires à très courte portée, tout de suite, bientôt, enfin qu'il fallait en décider maintenant. Mais les Allemands, qui n'y tenaient pas, ont bien montré qu'ils ne souhaitent pas accélérer l'allure. Les États-Unis d'Amérique souhaitent, comme la Grande-Bretagne, prendre une décision assez rapide. Mais je suis à l'heure actuelle assez satisfait de voir que, parce que je les trouve raisonnables, les Américains et les Allemands semblent avoir estimé que si moder-

nisation il y avait (...), on avait le temps d'en discuter d'ici au moins, à 1992, cette date étant le point à partir duquel il y aurait vieillissement et, donc, déséquilibre (...). Cette discussion-là, il faut l'avoir. Nous l'avons à Bruxelles, dans quelques jours. Il faut être en mesure de vieillir l'état réel des forces modernisées de l'Union soviétique car toute modernisation d'un côté entraînerait automatiquement une modernisation de l'autre (...).

Lors de la dernière réunion de l'OTAN, qui s'était également tenue à Bruxelles, j'avais dit au nom de la France qu'il me paraissait indispensable de fixer une priorité au désarmement conventionnel, qu'après les premières réductions opérées par les Russes et les Américains — c'est une affaire qui les regarde — en raison de leurs énormes puissances qui ne sont pas comparables à celles des autres, y compris la nôtre — un effort beaucoup plus important devait être fait. Enfin, ils ont quand même décidé la disparition des armes

listes que des questions seraient bien posées sur les sujets que le général souhaitait aborder.

Il arrivait aussi qu'en cas de lacune une question fût suggérée sans être à proprement parler « préparée » par les services de l'Elysée.

Certains journalistes cependant, en ces temps où les conférences de presse du général étaient à la fois un spectacle de qualité et un événement attendu, appréciaient d'avoir l'honneur d'interroger un grand homme et étaient flattées d'être filmés, ne serait-ce que quelques secondes. Le comble du bonheur était atteint lorsque le chef de l'État — comme encore aujourd'hui d'ailleurs — reconnaissait l'interpellant et le nommait par son nom.

Cette joie, par exemple, a été ressentie par Geneviève Tabouis ou par le journaliste britannique Harold King, qui se flattaient d'une telle « familiarité » à distance avec le président. De toute façon, comme ce fut le cas avec ses successeurs, les problèmes traités par de Gaulle dans ses conférences de presse étaient imposés par l'actualité. C'est pourquoi il préparait avec soin les développements qu'il aurait inévitablement l'occasion de faire. Il attachait à ceux-ci une particulière importance.

Il nous l'avait indiqué au cours d'un entretien dans son bureau de l'Elysée le 6 mai 1966 en disant : « Les choses que je veux faire savoir, que je trouve importantes, j'y pense longtemps et je les écris toutes. Je les apprends par cœur, je travaille beaucoup et longuement, je me donne un mal de chien et je les récite parce que je veux qu'on les aise. Ce sont les seules choses qui aient de l'importance à mes yeux. » Et puis il y a les autres, que je dis comme ça sans les avoir préparées, sans y penser, sans les avoir apprises, devant l'importance qui, devant le bon peuple, au milieu des bonnes gens. Cela n'a pas de valeur

Les conférences de presse du général de Gaulle

« Je me donne un mal de chien »

A notre confrère Dominique Bromberger, de TF 1, qui lui demandait avec déférence s'il pouvait revenir sur le problème des relations Est-Ouest déjà traité, M. Mitterrand a répondu tout d'abord : « Vous pouvez ce que vous voulez. Les questions n'ont pas été préparées. Elles ne m'ont pas été communiquées. Je n'ai demandé à personne de poser des questions car en même temps que la réponse. C'est une conférence de presse de caractère démocratique ».

Le président de la République voulait manifestement faire allusion à une certaine pratique en usage lors des conférences de presse du général de Gaulle, qui a introduit ce moyen de communication dans la pratique politique française, et notamment à l'Elysée en 1959. Il est, en effet, arrivé parfois que l'attaché de presse du chef de l'État, dans les jours précédant la conférence de presse ministérielle, s'assure auprès de certains jour-

nalistes que des questions seraient bien posées sur les sujets que le général souhaitait aborder.

Il arrivait aussi qu'en cas de lacune une question fût suggérée sans être à proprement parler « préparée » par les services de l'Elysée.

Il nous l'avait indiqué au cours d'un entretien dans son bureau de l'Elysée le 6 mai 1966 en disant : « Les choses que je veux faire savoir, que je trouve importantes, j'y pense longtemps et je les écris toutes. Je les apprends par cœur, je travaille beaucoup et longuement, je me donne un mal de chien et je les récite parce que je veux qu'on les aise. Ce sont les seules choses qui aient de l'importance à mes yeux. » Et puis il y a les autres, que je dis comme ça sans les avoir préparées, sans y penser, sans les avoir apprises, devant l'importance qui, devant le bon peuple, au milieu des bonnes gens. Cela n'a pas de valeur

Dans les conférences de presse présidentielles, il est rare — quel que soit le procédé utilisé — que les présidents omettent de dire ce qu'ils veulent faire savoir, alors qu'il est fréquent que les journalistes ne puissent pas poser leurs questions. Face à la foule de ses auditeurs, c'est toujours l'orateur solitaire qui, à la dernière mot : telle est, en France, la loi du genre.

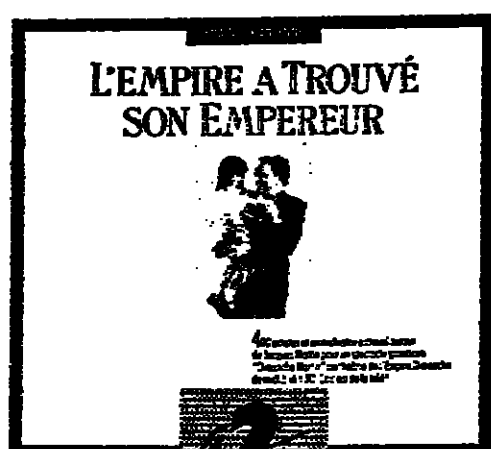
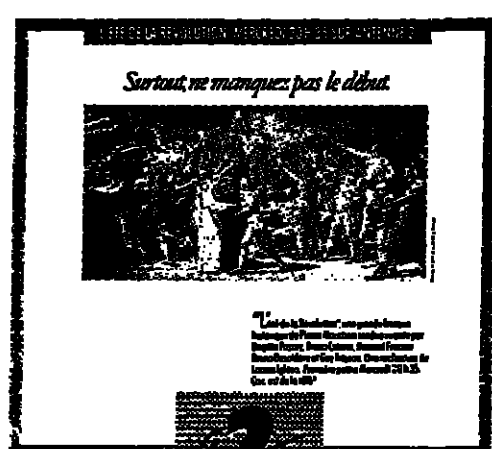
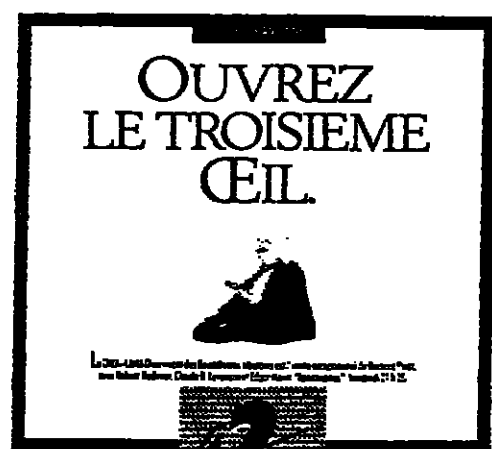
ANDRÉ PASSERON.

La manipulation du cerveau humain : nouvelle conquête ou grande peur du XXI^e siècle ?

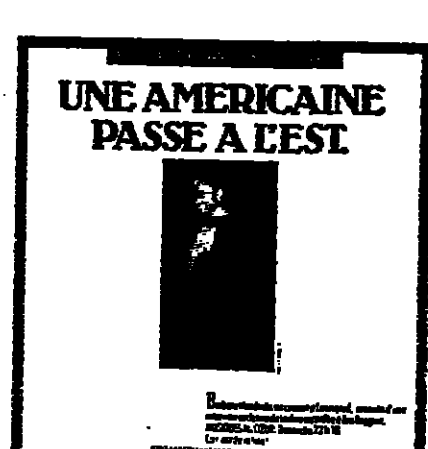
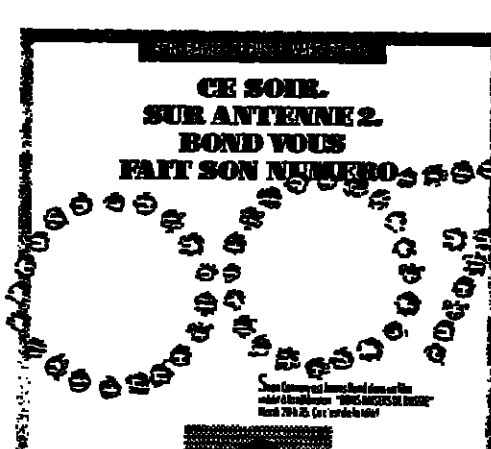
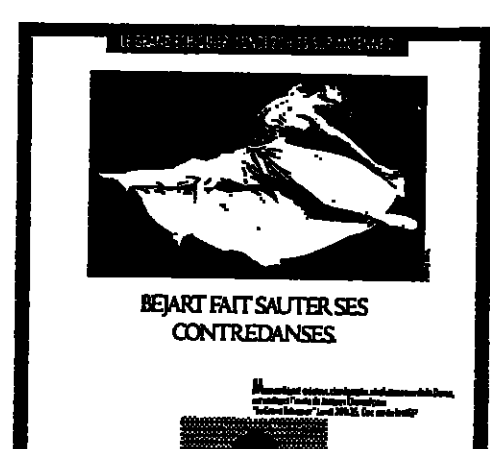
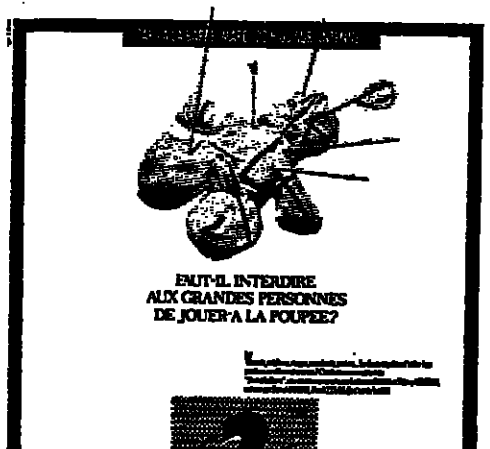
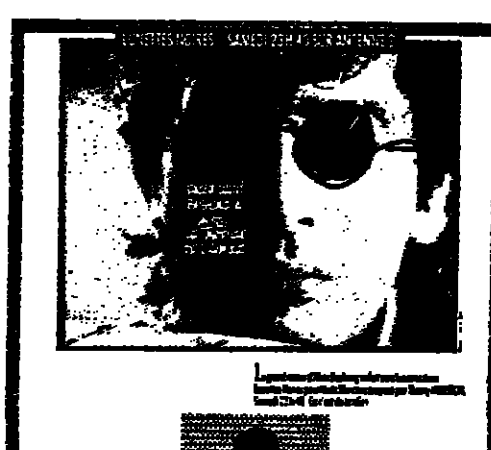
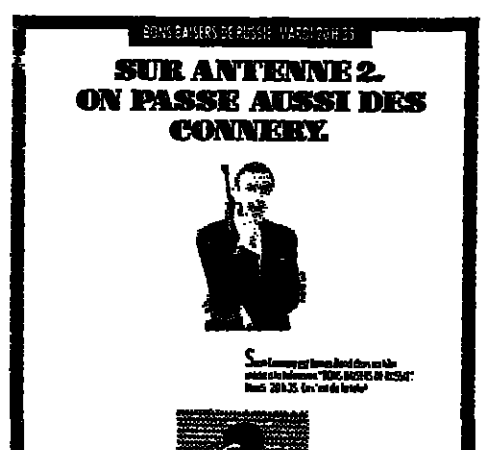
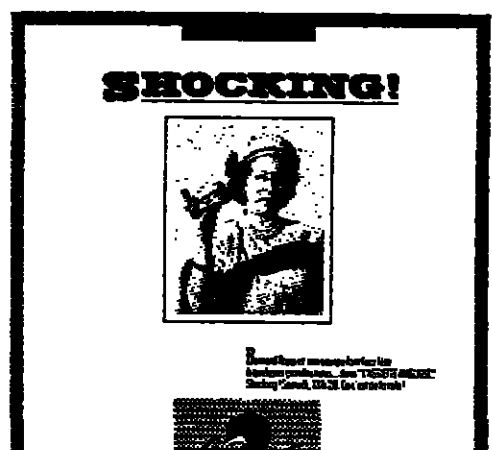
LARRY COLLINS
Dédale

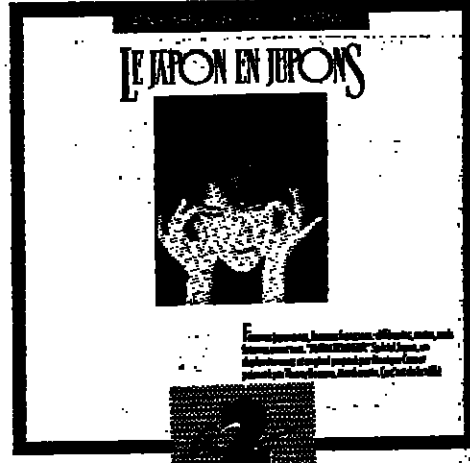
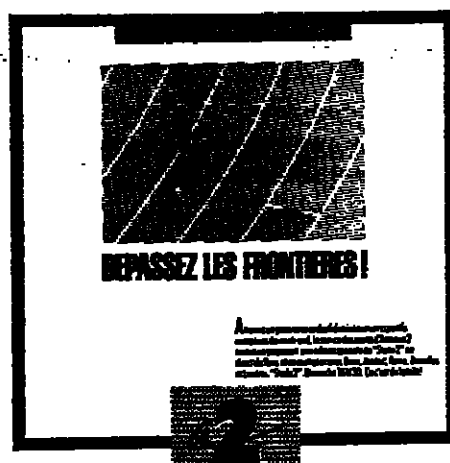
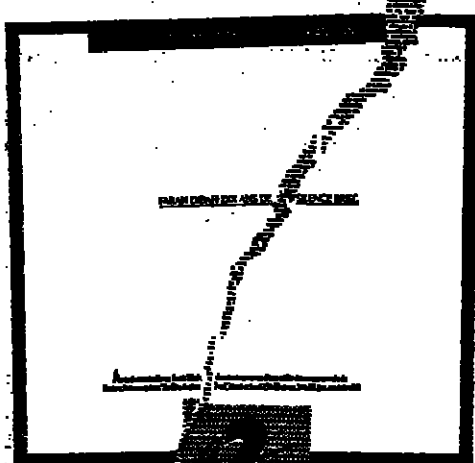
Fondé sur une enquête planétaire, LE PREMIER ROMAN DU TROISIEME TYPE

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

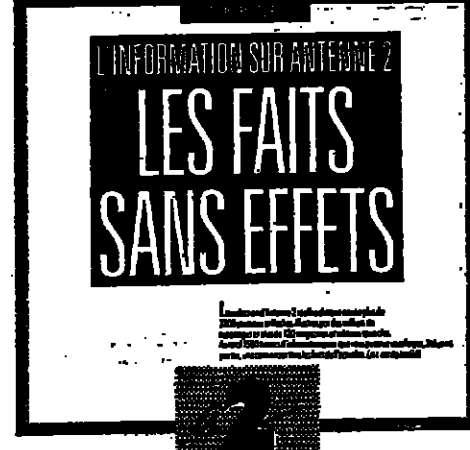
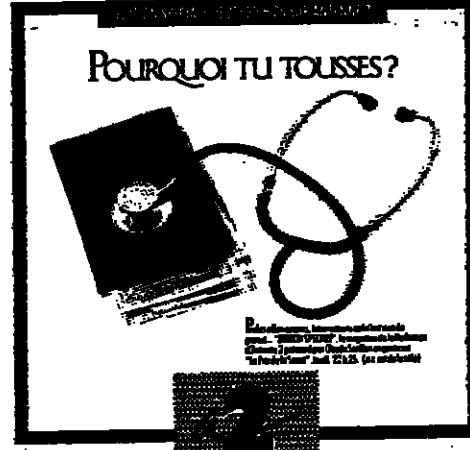
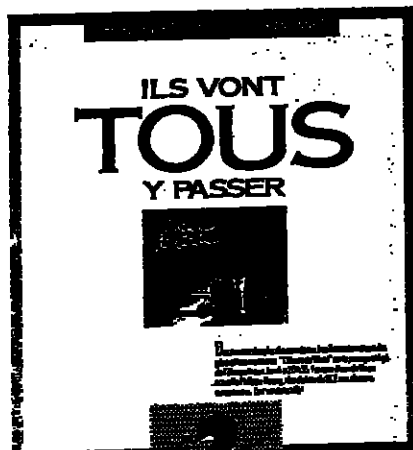
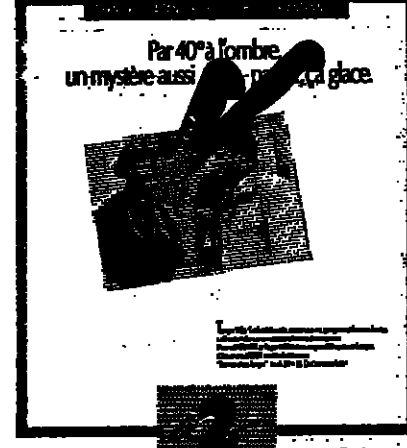
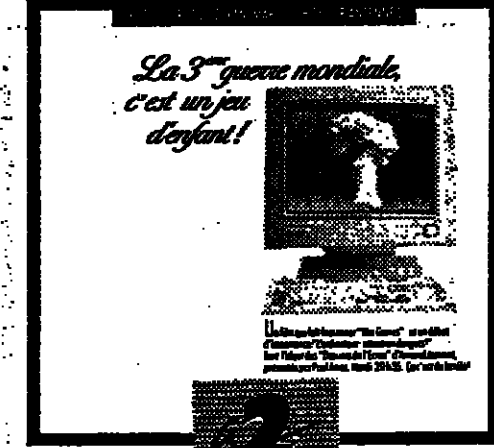
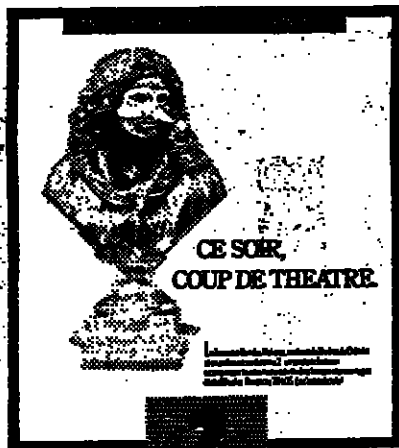


ÇA C'EST





S DE LA TÉLÉ!



La conférence de presse

Le ralentissement de la programmation militaire

Un pari difficile

Dans son arbitrage, qui était attendu, sur le montant des crédits alloués à l'équipement des armées françaises par la prochaine programmation militaire, le chef de l'Etat n'a pas, au premier ministre ni le ministre de la Défense, A. M. Michel Rocard — partisan de proposer des choix d'abandon de projets d'armement — M. François Mitterrand a demandé, en quelque sorte, d'aller plus loin qu'il ne le voulait initialement en matière de dépenses militaires. A. M. Jean-Pierre Chevènement, le président de la République a réclamé de ne supprimer aucun des programmes majeurs, mais il n'aurait pas de lui accordé les crédits que le ministre de la Défense estimait indispensables d'avoir pour tout mener à bien.

Pour les quatre ans à venir, entre 1990 et 1993, M. Chevènement avait besoin de 438 milliards de francs au minimum (valeur de janvier 1989), soit 3,56 % du produit intérieur brut marchand prévisible, quand ce taux est, aujourd'hui, de 3,69 %. M. Rocard ne se voyait pas en état d'offrir plus de 420 milliards. Sans prononcer officiellement d'évaluation pour son propre compte, M. Mitterrand laisse entendre qu'il faudrait que le ministère de la Défense consente 40 à 45 milliards de « sacrifices » sur une progression militaire estimée à hauteur de 474 milliards de francs. Autrement dit, les armées recevraient environ 430 milliards de francs.

C'est plus que ce que s'apprêtait à donner le premier ministre. C'est sensiblement moins que ce qu'imaginait le ministre de la Défense, déjà embourbé par le fait de devoir couvrir avec son hypothèque, la plus basse, de 436 milliards de francs, quand le total des besoins était estimé à 474 milliards, si la programmation avait été poursuivie telle quelle. Ce qui veut dire, en réalité, qu'il est demandé à M. Chevènement d'obtenir davantage d'économies que lui-même, conscient de l'excessive « largesse » de la programmation en cours de révision, était disposé à effectuer.

On aura une idée plus exacte de l'effort demandé aux armées lorsque le gouvernement sera appelé à se prononcer, vraisemblablement au conseil des ministres du 23 mai, comme M. Mitterrand en a émis l'éventualité. On saura alors comment M. Chevènement envisage concrètement de tenir le pari de n'écarter aucun programme d'armement important, nucléaire et classique, avec, cependant, moins d'argent que prévu.

Comme ses prédécesseurs à l'Elysée, M. Mitterrand n'imaginerait pas que la France puisse se priver des armements modernes dont s'équipent les autres pays qui voudraient maintenir le même rang mondial. Dans ces conditions, le chef de l'Etat a recouru aux mêmes solutions que ses prédécesseurs, c'est-à-dire qu'il suggère de ralentir le rythme ou de réduire les commandes de la plupart des matériels produits.

Le sort du missile Hadès

Cette révision à la baisse devra être observée dès l'an prochain. Pour 1990 et 1991, en effet, la programmation préconisait 223 milliards de francs. M. Chevènement n'en souhaitait, lui-même, que 208, après avoir pris les décisions de réduire de nombreux ajustements. M. Mitterrand parle, de son côté, de 205 à 207 milliards de francs, dont seulement une centaine de milliards de francs dès 1990, quand le ministre de la Défense obtenait au moins 102 milliards.

Dans les armées, on vient donc, en prévision de l'arbitrage final du gouvernement au début de la semaine prochaine, de remettre sur le chantier de nouvelles décisions de report ou de réduction, sans abandons de programmes majeurs. On devrait s'attendre, dans ces circonstances, à des retards dans l'exécution des projets de porte-avions nucléaires, Charles-de-Gaulle, du char Leclerc, de l'aviation de patrouille maritime Atlantique 2, de frégates de surveillance et de bâtiments anti-mines océaniques.

Des réductions de commandes devraient intervenir sur le Mirage 2000. L'aviation de combat Rafale demeurerait intouchable. L'hélicoptère franco-allemand prendra davantage de temps, mais cela ne devrait pas gêner Bonn, qui le demande. Seul de tous les programmes nucléaires, dont le missile Hadès qui a reçu l'option présidentielle, le sous-marin stratégique de nouvelle génération (SMLE-NG) risque de marquer une légère pause.

Pour les années suivantes, 1992 et 1993, les armées devraient hériter globalement de 223 à 225 milliards de francs et donc, persévérer dans l'étalement de certains programmes dans le temps. Avec, toujours, la priorité affichée en faveur du « cœur » de la défense, pour reprendre l'expression du chef de l'Etat, c'est-à-dire le nucléaire. Mais avec une nouvelle crainte dans les états-majors : celle que le programme Hadès de missile nucléaire préstratégique soit réduit en nombre d'exemplaires réellement mis en service après 1992-1993, parce que le concept français de dissuasion ne se fonde pas sur la quantité et qu'il conviendrait, de surcroît, de tenir compte de l'évolution des discussions en cours sur le désarmement nucléaire et classique en Europe. Déjà, le nombre des escadrons de Mirage-2000 nucléaires a été réduit par rapport à ceux auxquels ils succèdent.

D'une manière générale, ces retards dans les programmes ou ces diminutions dans les commandes ne sont pas sans effets directs sur le plan de charge et indirects sur l'emploi dans les industries d'armement. Toute réduction de crédits dans la progression espérée, a reconnu M. Mitterrand, entraîne une réduction des activités. Mais ce ne sera pas la seule conséquence : ces mesures de restrictions se traduiront aussi, à terme, par un renchérissement des coûts de production pour chacun des matériels touchés.

JACQUES ISNARD.

(Suite de la page 3.)

et de la formation, et, le cas échéant, dans son ensemble, au budget de la culture, il n'y avait pas de sujet tabou, y compris le budget militaire.

Cependant, il est de grands programmes (...), le sous-marin nucléaire « lance-engins » de nouvelle génération que j'ai moi-même décidé, il y a quelques années (...), le porte-avions nucléaire (...), l'ensemble des constructions d'avions, l'ensemble des projets de missiles, les hélicoptères, le char, et j'en passe. Ceux que je ne cite pas ne sont pas forcément sacrifiés (...). Ces programmes seront préservés (...).

Nous n'avons pas les mêmes obligations politiques et morales pour 1992 et 1993 et pour 1990 et 1991 (...).

Si l'on prend les références 90, 91, 92, 93, cela représenterait (...) un programme pour les équipements d'environ 470 milliards de francs (...). Il faut que la réduction de la progression, le frein, dans mon esprit, soit de 40 à 45 milliards. Si l'on retient stricto sensu ce qui est notre obligation devant la loi pour 1990 et 1991, cela représenterait environ 223 milliards. Je pense qu'il faut prévoir une réduction de la progression de 16 à 18 milliards. Et si l'on s'en tient à une donnée encore plus stricte, c'est-à-dire le budget d'équipement dont nous allons discuter pour l'année qui vient, 1990, le premier ministre m'indiquait qu'il faisait une proposition que j'ai trouvée raisonnable : tourner autour de 100 milliards, ou un peu plus. Quand je dis « un peu plus », ce ne serait que quelques unités, ou quel que soit. Ne considérons pas cela comme un engagement très au-delà de ces chiffres.

L'action de la France au Liban

(...) Personne, parmi ceux qui semblaient critiquer vivement la politique française, n'a osé dire : « Étrange, nous dans une guerre ». La négociation diplomatique et l'action humanitaire, nous les avons menées.

On a critiqué aussi la précipitation, l'absence de négociation préalable avec les intéressés libanais, ce qui fait que le navire que nous avons envoyé là-bas est resté quarante-huit heures à tourner en rond, comme on dit. Quarante-huit heures, c'est une chance qu'on n'ait pas de temps à lui pour accomplir sa mission qui s'est terminée en moins d'une semaine, grâce aux efforts de notre diplomatie, grâce à la présence de M. Bernard Kouch-

ner, grâce aux liens étroits établis entre les différents ministères intéressés, autour du Quai d'Orsay et du premier ministre.

J'ai reçu deux lettres, le même jour. Elles étaient émanées, une lettre de M. Sélim Hoss, chef du gouvernement libanais — comment l'appeler ? — du Liban, et une lettre du général Aoun, désigné par M. Gemayel, au moment de son départ, qui assume la direction du Liban, qui porte grosso modo les couleurs — je risquais d'être injuste en disant cela — les frontières ne sont pas aussi exactement tracées, des chrétiens.

Le même jour, j'ai reçu ces deux lettres qui remettaient la France, en termes énoncés, non seulement pour l'aide apportée, qui était plus que symbolique, mais pour l'ouverture de négociations qui se sont déroulées de toutes parts, et surtout pour l'entraînement donné par la France à ce qui, jusqu'alors, pouvait s'appeler le désintéressement international.

C'est vrai que la Ligne arabe n'avait pas attendu pour agir ; nous l'en avons remerciée et nous avons travaillé en étroite collaboration avec elle. Pas davantage M. Perez de Cuellar avec lequel nous avons travaillé de façon étroite.

Communauté juive : le doute et la confiance

La visite à Paris de M. Arafat

J'ai reçu M. Yasser Arafat un peu tard, après que l'ancien chef de l'ensemble des pays arabes, après que l'ancien chef de l'ensemble des pays arabes, un grand nombre de pays d'Amérique latine, plusieurs pays d'Europe comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie et la haute autorité spirituelle du Vatican (...). Pourquoi un peu tard ?

Parce que j'entendais précisément bien marquer les termes de ce que j'avais déjà dit en 1982 à la tribune de la Knesset, le parlement israélien, à Jérusalem, à savoir que j'avais besoin d'une garantie sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël, ce qui entraîne dans mon esprit, et je l'ai toujours dit en le précisant, la reconnaissance des moyens de cette existence.

Je tiens essentiellement à ce que la France se considère comme engagée pour que l'Etat d'Israël puisse vivre en dépit de l'environne-

ment difficile dans lequel il se trouve et des agressions dont il est l'objet.

Mais je l'ai dit dans ce même discours et j'ai tenu le même langage partout, j'ai dit aussi que les Palestiniens avaient le droit de disposer d'une patrie, d'une terre, la patrie, la terre de leurs pères, et dans cette patrie — comme tout peuple qui a le droit de disposer de lui-même — de définir eux-mêmes les structures, y compris étiennes, auxquelles ils aspirent.

Tout cela a été dit à Jérusalem en 1982.

Je reconnais qu'à l'époque, j'ai eu l'occasion de l'observer, les uns étaient tellement contents de voir la France là qu'ils ne m'écoutaient pas, les autres étaient si mécontents de me voir là qu'ils ne m'écoutaient pas non plus ! Mais le texte est là.

Qu'attendait-je de M. Arafat ? Non pas qu'il me concède, s'il doit jamais le concéder, ce que j'ignore, ce que pourrait décider avec son accord la conférence internationale que j'appelle de mes vœux (il est normal que les partenaires adversaires réservent pour ce moment-là leurs ultimes arguments), mais au moins la reconnaissance de l'Etat d'Israël et, par voie de conséquence — M. Arafat l'a répété à Paris à plusieurs reprises — la reconnaissance de deux Etats, comme la suppose d'ailleurs la résolution 181 de l'ONU au point de départ de cette affaire.

Voilà le point où nous en sommes.

(...) Je vais vous raconter une histoire, comme cela, en passant. Vous avez bien voulu dans différents éditoriaux noter l'importance qu'avait revêtu mon voyage de 1982 en Israël, premier chef d'Etat français à me rendre là-bas et dans les conditions que vous savez. Israël m'a reçu magnifiquement, amicalement. Nous avons des relations d'amitié, nous n'avons pas de rela-

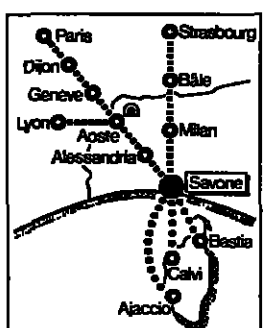
La rue des Rosiers

Le lundi 9 août 1982, vers 13 heures, des tirs descendant la rue des Rosiers, dans le vieux quartier juif de Paris, tirant de nombreux coups de feu et lançant une grenade dans le restaurant Goldenberg. Dans ce carnage, six personnes sont tuées, vingt-deux blessées dont douze plus ou moins gravement.

Dès le début de l'après-midi, M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, se rend au restaurant Goldenberg, sans incident. Mais la tension monte dans le quartier toute la journée, ses habitants s'en prenant aux responsables politiques et aux journalistes accusés de défendre les Palestiniens.

Aussi quand, à 19 h 45, Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, veut traverser, à pied, la foule qui se masse devant l'entrée de la synagogue de la rue Pavée pour assister à la prière du soir, il est dûment pris à partie, les policiers qui l'entourent ont le plus grand mal à lui éviter les coups.

Il y eut aussi de grandes difficultés à déloger la rue pour permettre le passage de la voiture du président de la République. M. Mitterrand est accueilli aux cris de « Mitterrand trahison », et même bousculé entre la porte de son véhicule et celle de la synagogue.



La Corse par l'Italie:
Sans soucis, sans attente.
Avec un service inégalé
à un prix...

corsica ferries

Ajaccio, Bastia, Calvi... Découvrez l'ABC d'une liberté nouvelle. La Corse sans problèmes, c'est notre affaire: vous en avez rêvé, nous y avons travaillé...



depuis vingt ans! Qualité, service inégalé, Magasins Hors-Taxe, en Saison tous les jours au départ de Savone. Pour tous renseignements: Votre agent de voyage ou

corsica ferries

Corsica Ferries • B.P. 239 • 20294 Bastia • Tél. 95.31.18.09
Minitel 36 15 • Code CORSI

La modernisation : moins d'armes mais des armes plus performantes

Les états-majors de l'OTAN souhaitent moderniser leur arsenal nucléaire tactique en Europe dans deux directions principales qui aboutiraient, à terme, à déployer un nombre moindre d'exemplaires de ces armes, mais des armes ayant des performances accrues.

1. — Le missile actuel Lance, dont la technologie remonte au début des années 60, est en service dans six armées de l'OTAN. Il a une portée qui n'excède pas 120 kilomètres et il est donné, par les experts, pour un système dépassé en 1985.

Le projet des états-majors consisterait à disposer d'un Lance amélioré en portée (environ 250 kilomètres), en précision et en capacité à fonctionner en ambiance de guerre électronique. Selon les spécialistes de l'OTAN, l'intérêt serait de disposer d'une arme nucléaire tactique apte à s'en prendre au deuxième échelon dans la profondeur du dispositif adverse.

2. — Des avions de combat et des pièces d'artillerie, répartis sur le territoire de huit pays de l'OTAN, sont actuellement en mesure de larguer des bombes ou de tirer des munitions équipées d'une charge nucléaire.

Le projet des états-majors est de doter les avions d'un missile air-sol (de 400 kilomètres de portée) et de disposer de plates-formes de tir plus modernes que les pièces d'artillerie sol-sol. Dans le premier cas, il s'agit d'un missile dit « stand-off », c'est-à-dire qu'il est lancé sur son objectif à distance de sécurité pour l'équipage de l'avion, qui n'a pas besoin, ainsi, de trop s'avancer à l'intérieur du réseau de la défense anti-aérienne adverse.

Dans le second cas, il pourrait s'agir de plates-formes analogues à un lance-roquettes multiple (qui rappellent les « orgues de Staline » de la dernière guerre mondiale) tirant des projectiles nucléaires à portée accrue, en demeurant à l'abri, en arrière de

la ligne des combats : ce que ne peut pas faire une batterie d'artillerie de moindre performance.

Aussi bien pour le Lance que pour les avions ou l'artillerie sol-sol, les états-majors de l'OTAN expliquent que le perfectionnement de ces systèmes a aussi l'avantage de compliquer la tâche de l'adversaire, en le contraignant à réviser ses plans de défense, notamment en matière électronique pour faire face à de nouvelles menaces.

Si ses propositions de modernisation étaient acceptées, le commandement suprême allié en Europe considère qu'il n'aurait pas besoin de remplacer, nombre pour nombre, son stock actuel d'armes nucléaires tactiques.

Déjà, à deux reprises durant ces dix dernières années, l'OTAN a réduit le nombre de ses systèmes d'armes nucléaires tactiques, toutes catégories confondues. En 1979, mille armes ont été supprimées. En 1983, quatre cents autres ont été éliminées. Au total, aujourd'hui, l'arsenal compterait quatre mille six cents têtes explosives. Avec les nouvelles armes, si les solutions préconisées étaient retenues, le stock prévu serait de deux mille sept cents.

Parallèlement, durant cette décennie, l'Union soviétique n'est pas demeurée en arrière de la main pour ce qui concerne la modernisation des armes nucléaires tactiques en service dans les armées du pacte de Varsovie. Après la signature de leur accord, avec les Etats-Unis, de démantèlement des missiles intermédiaires (Pershing et missiles de croisière, d'un côté, et SS-20, SS-23 et SS-12, de l'autre), les Soviétiques ont continué de remplacer leurs missiles Frog à courte portée par des SS-21. Au point que, selon l'OTAN, le rapport des forces serait en 1988 de 1,7 contre 1 en faveur de Moscou.

J. I.

هكذا من الأصل

du président de la République

tions de soumission, ni l'un ni l'autre.

Quelques mois après cette visite qui avait ému la communauté juive un peu partout, on France en particulier, il y a eu l'attentat de la rue des Rosiers. Je me suis rendu avec Gaston Defferre, ami d'Israël, ministre de l'Intérieur de l'époque, et nous avons été accueillis par quelques centaines de personnes dont je comprends la douleur et qui criaient : « Mitterrand, Defferre, assassins ! ».

Cela veut dire qu'il existe dans toute collectivité des franges d'extrême qui confondent les choses et qui peuvent croire, dans leur exaltation, que nous étions des poseurs de bombes. Ce sentiment n'était pas partagé par une immense majorité de juifs de France.

Mais cette fois-ci, quand les esprits se seront reposés, quand on aura bien réfléchi à la situation présente d'Israël et au conflit israélo-arabe, quand on aura vu de quelle manière se profilent des drames futurs, quand on aura vu de quelle manière la conférence internationale que je demande pourra être préparée par un certain nombre de pays de la région et les membres permanents du Conseil de sécurité, quand on aura constaté à quel point la France est fidèle à ses engagements et entend défendre les justes intérêts d'Israël, je pense que les mauvaises humeurs se dissiperont et que le doute laissera place à la confiance.

Et puis, voyez-vous, la politique étrangère de la France, elle se décide à Paris, elle se décide ici, elle n'est pas dépendante des autres. Il n'est arrivé de dire à quelques-uns de mes visiteurs : la France ne vit

sous aucun protectorat et n'attend pas de laisser dicter ses décisions. Cela vaut pour cette affaire, la vaut pour d'autres.

Les relations avec l'Iran.

(...) Quand le premier ministre du gouvernement précédent, qui était M. Jacques Chirac, est venu me donner sa démission, je lui ai demandé, et lui-même désirait m'en parler, quelles étaient les obligations que je pourrais ignorer, soucrites lors des négociations secrètes, confidentielles, autour du retour des otages. Il m'a dit : « Une seule obligation » ou plutôt : « Nous avons contracté un engagement d'honneur, c'est la reprise des relations diplomatiques. » J'ai dit : « Très bien, ce sera fait. » Il ne m'a rien dit d'autre, il ne m'a pas dit : la libération de celui-ci, de celui-là, il m'a dit : « C'est la seule obligation à laquelle nous avons consenti. » Elle me paraissait raisonnable.

J'ai donc, un peu plus tard, avec le gouvernement de M. Michel Rocard, rétabli les relations diplomatiques avec l'Iran jusqu'à ce que de nouveaux événements viennent troubler l'atmosphère avec l'Iran.

Nous avons observé, même, que, dans les périodes précédentes, l'attitude de la France n'avait pas été très contagieuse et que, si nous avions noblement renoncé à un certain nombre d'avantages qui se trouvaient dans des contrats de toutes sortes avec ce pays, pendant ce temps beaucoup de vertueux vendeurs beaucoup de choses. Nous voulons bien être vertueux, nous ne voulons pas être naïfs.

Mais c'est vrai que le discours de mort, la menace, n'est pas acceptable, et donc nous avons marqué la différence.

La responsabilité incombe au premier ministre d'Israël, et si, par chance, il a vu juste, ne partageant pas, c'est évident, mon scepticisme à moi, alors tant mieux (...). Mais je vais dire une banalité parce qu'on l'a cent fois répétée : je crois que quand on s'acharne à ne pas vouloir discuter avec ceux qui vous combattent, on perd du temps, sans résultat.

M. Gorbatchev

Interrogé sur l'évolution de la situation en Union soviétique, le chef de l'Etat commence par ironiser : « Les questions n'ont pas été préparées ; elles ne m'ont pas été communiquées ; je n'ai demandé à personne de poser une question que j'aurais apprise par cœur au même temps que la réponse. C'est une conférence de presse à caractère démocratique, vous pouvez dire ce que vous voulez. »

Puis il constate : « Les décisions prises par M. Gorbatchev et par ceux qui le soutiennent ont modifié considérablement le cours des choses, on le voit bien et sur le plan intérieur — je n'en suis pas bon juge — et sur le plan extérieur — cela, je le sais. — Il est normal que le ton s'en ressent. Qu'on puisse souhaiter le succès de M. Gorbatchev, c'est normal dès lors que cette action s'est affirmée dans le domaine du désarmement et, disons, du désengagement des aspects militaires de l'Union soviétique dans de nombreux secteurs du monde. »

Cela dit, il ne faut pas aller plus vite qu'il ne faut. On a besoin de voir cette évolution se confirmer. Nous n'avons pas à la gêner. Nous n'avons pas, non plus, à dégrader notre arsenal de sécurité, simplement, au point où nous sommes. Qu'on fasse confiance, je crois que c'est une bonne donnée de politique étrangère, et qu'on se fasse confiance à soi-même, en étant suffisamment prudent, c'est une autre donnée nécessaire. Mais le dialogue existe ; il s'est approfondi (...). Tout cela ne se fera pas sans difficulté. L'histoire procède souvent par à-coups. Après quoi, elle est lente à faire bouger. Les résistances s'organisent.

Les essais nucléaires français.

Comme on lui demande si la France ne pourrait pas cesser ses essais nucléaires et stopper la construction du missile Hadès, le président de la République réplique : « Si les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique y renoncent, et la Grande-Bretagne aussi, nous suivrons cette voie. (...) Demander la cessation des expériences nucléaires, c'est demander la fin de l'armement nucléaire de la France. Alors que ceux qui se lancent dans cette voie aillent jusqu'à demander la suppression de tout armement nucléaire, y compris stratégique, bien entendu, des deux plus grandes puissances du monde. (...) An demeurant, ils sont voués à succéder aux Plutons (...). Et les Hadès atteignent des distances (...) suffisamment réduites pour être limitées au-dessous des 500 kilomètres qui risqueraient de les placer, dans l'optique de nos partenaires, même si ce n'est pas la nôtre, dans la négociation qui a abouti sur les armes nucléaires de moyenne portée. »

Les relations avec l'Allemagne

Le président de la République assure que les relations avec la République fédérale d'Allemagne se passent dans un climat de confiance : « Ce que nous avons bâti, depuis les premiers accords autour de l'Europe des Six, depuis l'accord de 1963 entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, dont les dispositions militaires ont été mises en œuvre en 1983, tout cela montre que si l'on doit avoir une idée dominante de la relation franco-allemande, c'est que cela marche. »

Il ajoute, toutefois : A côté de cela, que de contestations ! Lorsque nous voyons les relations franco-allemandes s'affirmer aussi utilement, et sur le plan diplomatique, et sur le plan militaire, la France est toujours en droit d'attendre qu'elles soient aussi bonnes sur le plan économique et monétaire. De ce point de vue, il y a un certain manque. Il faut que tout marche en même temps. Si l'on considère qu'il y a un quadrangle, il faut que les chevaux marchent du même pas, ou bien on tombe sur le bord de la route.

Mais, dans le débat actuel (...), j'ai le sentiment qu'on n'a pas dit le dernier mot, y compris sur la retenue à la source, la liberté de circulation des capitaux à partir du 1^{er} juillet 1990. Cela pose des problèmes importants. Nous ne voulons pas que cette disposition, que nous acceptons, soit l'occasion d'une vaste fraude, pour qu'un certain nombre de pays sans scrupule en profitent — je ne pense pas à l'Allemagne pour l'instant — pour attirer vers eux, de façon indue, les capitaux de nature purement spéculative. Il est normal qu'on prenne des précautions. Il ne serait pas sor-

mal que les impositions soient si différenciées que, pouvant placer les capitaux où l'on veut, à l'intérieur de cette Europe, finalement la France soit hypothéquée à cause de la malignité de certains de ses partenaires. Nous prenons nos précautions, nous mettons les points sur les « i ». On continuera de les mettre, mais je dois dire que, sur ce plan-là, nous avons rencontré plus souvent le soutien allemand que la contradiction.

Nous ne sommes pas des amoureux du nucléaire, pas du tout. Il se trouve simplement que ce moyen de destruction déterminant a entraîné en même temps l'équilibre de la paix depuis quarante ans entre les deux blocs militaires. Il se trouve qu'il est dans les mains de grandes puissances, et particulièrement de l'Union soviétique sur le continent européen. Je ne vois pas pourquoi la France se priverait du moyen minimum, juste au seuil de ce qui nous est nécessaire (...). Pourquoi demander à la France ce qu'on ne demande pas aux autres ? J'aurais dit qu'il fallait faire le même effort sur les armes chimiques. Cet effort est en train d'être fait, à l'initiative de la France ; c'est sur son sol que s'est tenue la conférence internationale qui a fort bien réussi, que les travaux de l'Europe maritime, jusqu'ici, c'est aujourd'hui la France qui a été chargée de conduire, d'assurer la conduite de cette négociation. Nous ne sommes en retard pour le désarmement.

A propos des Hadès, M. Mitterrand précise : « Les Hadès ne peuvent qu'être une arme d'ultime avertissement, ils ne peuvent pas être une arme de théâtre ou de bataille. »

Elargissant son propos à l'Europe, avant de conclure, M. Mitterrand déclare : « J'ai entendu quelques critiques, notamment de mon prédécesseur, sur la manière dont nous conduisons notre politique européenne. (...) Nous avons beaucoup travaillé à cette Europe. La France avait refusé l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. (...) Nous nous sommes acceptés. (...) Nous avons beaucoup travaillé à ce qu'on appelle l'Europe bleue, l'Europe de la pêche, l'Europe maritime. Jusqu'ici, il n'y avait que l'Europe des terres. »

Nous avons proposé l'Eurêka technologique, qui dépasse les limites de la Communauté. Dix-huit pays aujourd'hui y souscrivent. Aujourd'hui, les industries de pointe, les inventions, les créations les plus modernes, les plus audacieuses, nous les mettons en commun. Cela a déjà donné des résultats tout à fait remarquables, des centaines de contrats signés par les entreprises européennes. (...) Nous avons notamment décidé l'Eurêka audiovisuel, et l'amorce de ce que nous tentons a déjà donné comme résultat la mise au point d'une haute définition que je crois supérieure à ses concurrentes japonaises aujourd'hui, américaine demain.

Nous avons engagé l'Acte unique, qui commande aujourd'hui tout le devenir de l'Europe. Cela a été préparé à Milan, cela a été conclu à Luxembourg en 1985. Ce n'est pas vouloir l'Europe, cela ? Ce n'est pas faire confiance à l'avenir de l'Europe ? C'est déterminant, c'est un grand tournant, c'est le grand tournant depuis le traité de Rome.

Nous avons réglé tous les contentieux précédents, ils étaient nombreux. (...) Nous avons obtenu de doubler les fonds sociaux, c'est-à-dire les fonds pour le développement des régions et des pays pauvres. (...) Les premières directives sur la protection sociale, à l'initiative de la Commission et de quelques pays comme la France, ont commencé de voir le jour en 1988 et en 1989, et on va continuer. (...)

Voilà pourquoi je pense qu'il ne faut pas commettre d'injustice. Moi, je n'en commets pas beaucoup. Des choses ont été faites avant nous et par d'autres. Nous avons fait plus, non pas qualitativement, mais nous avons poursuivi, ajouté. D'autres le feront, j'espère, après nous. Nous n'avons pas de dispute sur ce terrain-là. Que chacun ait son critère, son caractère particulier. C'est vrai que nous insistons davantage sur le plan culturel ou audiovisuel, ou sur le plan social. C'est vrai. Mais chacun peut se prévaloir du drapeau européen.

L'Europe et le rang

(Suite de la première page.)

Comme s'il voulait se justifier aux yeux de l'histoire de tout ce qu'il a fait, lui qui a osé résister au général, pour poursuivre son œuvre et défendre son héritage.

Valéry Giscard d'Estaing parlait de la France comme d'un membre du peloton de tête des nations moyennes. Son successeur préfère rappeler qu'elle est la troisième puissance militaire du monde — ce qui n'est vrai, soit dit en passant, que sur le plan nucléaire, — la quatrième puissance exportatrice, la quatrième ou cinquième économique, et une grande puissance culturelle. Rappelons aussi les droits que lui confère son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, le rôle qu'elle joue au Proche-Orient, en Afrique, dans la négociation sur le Cambodge, son ambition de contribuer au désarmement, à l'avancée des droits de l'homme, au développement du tiers-monde.

Partisan convaincu de la réduction des inégalités entre les hommes, le président ne va donc pas jusqu'à prêcher pour la stricte égalité entre les nations d'Europe, sauf à reprendre à son compte la célèbre formule d'Orwell selon laquelle « dans la ferme des animaux, certains sont plus égaux que d'autres ». Sans doute, d'ailleurs, ne pourrait-il s'y résigner sans violer sa nature profonde de terrain tant épris de notre culture. Sans trahir aussi le mandat qui fait de lui le dépositaire de la souveraineté nationale.

C'est ce même homme pourtant qui s'est juré de rester dans l'histoire comme l'un des grands bâtisseurs de l'Europe. Aussi bien a-t-il répété, au cours de sa conférence de presse, qu'elle n'avait aucun sens si elle ne reposait pas sur le pluralisme des idées et des langues, tout en dressant la liste, impressionnante,

des sujets sur lesquels elle devrait être capable de parler d'une seule voix sur la scène du monde. Il n'a pas trop dit comment il comptait y parvenir. Comment, par exemple, il s'y prendrait pour surmonter l'hostilité croissante de Maggie Thatcher à l'Europe sociale, qu'elle préfère baptiser « socialiste ». De même qu'il n'a pas donné la clé susceptible de séparer à coup sûr ce qui relève de l'Europe et ce qui relève de la nation.

Cette clé existe-t-elle ? On peut en douter. Mais le carterisme primaire qui marque trop souvent, dans ce pays, l'approche de la politique n'aide pas à vivre des situations d'appartenance multiples. Et pourtant, à y bien réfléchir, un citoyen trouve tout à fait normal et compréhensible d'appartenir à la fois à une famille, à un métier, à telle ou telle association, Eglise, formation politique, à une localité, à une région en même temps qu'à la nation. Pourquoi ne pas ajouter un échelon supplémentaire, celui-là européen ? Après tout, bien des peuples européens vivaient à l'aise, autrefois, au sein du Saint Empire. Un Algérien n'a pas de difficulté aujourd'hui à se sentir à la fois Algérien, Maghrébin, arabe et musulman.

Cette double question des rapports entre l'identité nationale et l'identité européenne, comme de la répartition des compétences entre communautés et gouvernements nationaux, a toutes chances de se poser avec une acuité croissante au fur et à mesure que se rapproche l'échéance de 1993. On s'abstiendrait peut-être moins, aux élections du 18 juin, si les candidats en présence voulaient bien s'y attaquer de front. Comment imaginer, en effet, que les Français se désintéressent de savoir si, et dans quelle mesure, ils resteront Français ?

ANDRÉ FONTAINE.

Objectif : l'Europe politique

Le rôle du Parlement européen.

C'est vrai que, d'une façon générale, il va plus loin dans l'expression de ses désirs et dans ses votes que les prudents chefs d'Etat et de gouvernements ou les ministres qui les représentent. Il pose les problèmes en termes de principes, il passe plus facilement que nous sur les obstacles du terrain, et nul n'ignore que ces obstacles sont considérables. Si l'on ne veut pas, dans tel ou tel pays, de l'Europe politique disposant d'une unité de direction et de diplomatie, alors on croit avoir intérêt à arrêter la marche en avant sur les problèmes particuliers, en l'occurrence le système monétaire, l'ECU, cela pourrait être demain la charte sociale. C'est vrai, chaque fois qu'on avance un pas, il est déjà de trop, parce que ce pas nous mène plus loin, on risque d'atteindre l'objectif politique. Mais la France, elle, le veut. Sa volonté est pour le moins égale à celle des autres.

Le président de la République explique que des « expériences rapides » permettront de mesurer la volonté européenne des pays de la Communauté : « Nous verrons bien si on peut étoffer notre système monétaire avec les monnaies qui manquent, et si ce système monétaire élargi veut bien se doter des instruments d'un système monétaire, je veux dire d'une monnaie et d'un organisme central qui puisse gérer cette monnaie. Voilà une première tentative. »

J'attache beaucoup d'importance aussi au développement culturel. Qu'on ne croit pas qu'il s'agit d'une manie personnelle, mais il est vraiment clair que l'identité des pays de cette Europe-là tient essentiellement à la préservation de la culture de chacun, en même temps qu'au développement d'une culture commune. (...) Comment voulez-vous sauver les langues de l'Europe, expression la plus simple de leur culture, si l'ensemble des langues employées se résume, j'allais dire à l'anglais, mais c'est plutôt à l'américain, et si la technologie est purement japonaise ? (...) Or le gâchis, que je le parlez ? Et le flamand ? Et le danois ? Et l'allemand ? Et l'italien ? Et le français ?... Je ne dirais pas la même chose pour l'espagnol, le portugais ou l'anglais, en raison de leur projection sur la surface de la planète.

La diffusion audiovisuelle, l'image et le mot doivent être défendus — à la source, en tout cas à la racine. (...) La création, si elle n'est pas européenne, elle sera vite renvoyée dans les « oubliettes » de l'histoire, au bénéfice des pays puissants, qui ont la puissance de leur langue. Voilà pourquoi je tiens beaucoup à l'audiovisuel. Cette dispute sur les quotas, c'était un peu injuste à l'égard de la France qui, elle, avec la Commission, a été la première à poser ce problème — pour qu'elle se l'applique à elle-même — pour que les œuvres produites puissent émaner de créateurs, de concepteurs, de réalisateurs et d'interprètes européens. Et entre pays européens, c'est quand même la moindre des choses

qu'on puisse s'organiser pour que cette production s'étoffe. (...) Il manque donc des instruments de production, des sociétés de production, des coproductions, et il manque aussi des règles juridiques. C'est à quoi la France s'est appliquée et continuera de s'appliquer. Il lui faut, pour cela, le soutien de tous les créateurs de France et d'Europe.

La bataille des régions.

« Les vingt-deux régions françaises métropolitaines et les quatre régions d'outre-mer sont tout de même un peu étroites pour une planification réelle, géographiquement, au regard de la puissance économique aussi. Sinon toutes, presque toutes. Alors, il faudrait les étirer. De quelle manière ? Cela reste à étudier et le gouvernement fera certainement ses propositions un jour. En tout cas, pour l'instant, c'est un sujet de réflexion. (...) »

Je n'ai pas de plan tout prêt dans ma tête, pas de découpage de la France en morceaux. Cela devrait être une œuvre de longue haleine et les responsables régionaux doivent eux-mêmes dire leur mot (...).

La situation monétaire.

Interrogé sur la réduction des crédits du ministère des affaires étrangères, le président de la République explique que la priorité est d'avoir une économie en croissance : « C'est un souci majeur du gouvernement, qu'il faut quand même comprendre, d'avoir un instrument moderne. Cet instrument, nous le forgerons : la politique économique et financière de la France obtient de remarquables résultats. Déjà, nous avons le moyen de faire plus, et nous faisons plus. Mais, nous ne faisons pas autant que nous le souhaiterions. Et nous essayons en même temps de parachever le redressement économique de la France, qui nous a mis déjà en état de supporter pas mal de soubresauts monétaires, y compris au sein du Système monétaire européen, qui ne nous fait pas regarder avec une exagérée inquiétude les évolutions du dollar, qui nous permet de constater avec intérêt et agrément que les dernières difficultés dues à la hausse du dollar n'ont pas entraîné une augmentation des taux d'intérêt de l'argent par décision de la Bundesbank, et puis après tout, l'aurait-elle décidée — il lui est arrivé de le décider — cela n'entraîne pas automatiquement une décision française du même type. »

Le plan Shamir.

A propos de la volonté du premier ministre israélien d'organiser des élections dans les territoires occupés, M. Mitterrand déclare : « J'ai reçu M. Shamir, il y a quelques semaines, et je lui ai dit mon scepticisme au sujet des élections. A moins que des mesures très importantes ne soient prises assurant la liberté du vote, son authenticité. C'est vrai qu'il est difficile de tenir des élections libres, par exemple, en présence d'une force militaire exigeante. Mieux vaudrait disposer d'un contrôle international, etc. (...) »

Le Monde

LUNDI 22 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 23)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

20 pages d'annonces des centaines d'offres d'emploi pour les cadres

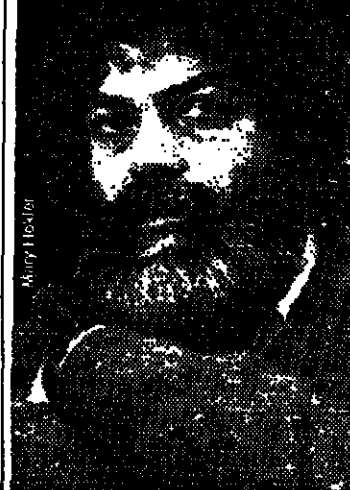
PILE SEPARÉE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le Monde Economie en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

MAREK HALTER

Les fils d'Abraham

La grande fresque du judaïsme contemporain que Marek Halter rêvait de peindre depuis La mémoire d'Abraham



ROBERT LAFFONT des livres ouverts sur la vie

1988 : 12 mois d'actualité, un an d'histoire.

Larousse et Le Monde signent le JOURNAL DE L'ANNÉE

La conférence de presse du président de la République

Les réactions

Bonn estime que M. Mitterrand s'est rapproché sur le fond des positions américaine et britannique

BONN
de notre correspondant

La presse et les milieux politiques ouest-allemands ont naturellement prêté une grande attention aux propos tenus par le président de la République concernant le débat en cours au sein de l'OTAN sur la modernisation des armements nucléaires à courte portée et d'armes nucléaires à longue portée.

Si l'on note avec satisfaction, dans les milieux proches du gouvernement, que le président français ne voit pas d'urgence pour une modernisation des fusées Lance avant 1992, on prend aussi également de son refus de soutenir la position allemande sur les armes à courte portée.

François Mitterrand a fait des efforts pour soutenir la République fédérale qui se trouve dans une situation difficile, nous a déclaré M. Karl Lamers, porte-parole du groupe parlementaire CDU sur les questions de défense et de sécurité, mais nous devons tenir maintenant compte du fait que la France ne soutiendra pas l'ouverture de négociations sur les armes nucléaires à courte portée sans progrès conséquents à la conférence de Vienne sur le désarmement conventionnel. Cela devrait donner à réfléchir à certains, à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement.

L'impression qui domine à Bonn est que si, dans la forme, le président français a été moins rude que les Américains et les Anglais vis-à-vis des positions défendues par la RFA, il est, sur le fond des choses,

dans une même ligne de pensée que ces derniers, notamment sur le refus d'une dénucléarisation de l'Europe et d'une troisième option zéro à proche ou à moyenne échéance.

Tous les efforts du gouvernement de Bonn vont consister maintenant à rechercher avec les partenaires de l'Alliance une sortie honorable pour la RFA d'un conflit où elle s'est imprudemment engagée. Le gouvernement subit la pression de l'opposition social-démocrate, qui a le vent en poupe dans les sondages, et qui prend la défense de M. Genscher, actuellement objet de vives critiques dans certains secteurs du parti chrétien-démocrate.

Le président du SPD, M. Hans Jochen Vogel, a une fois de plus qualifié, jeudi 17 mai, le projet de modernisation des missiles américains de « stupidité », et s'est prononcé pour une troisième option zéro.

Un autre passage de l'intervention présidentielle a fait dresser l'oreille à Bonn, celui où M. François Mitterrand a indiqué qu'il lui semblait que la RFA « n'avait pas dit son dernier mot » sur la suppression de la retenue fiscale à la source sur les revenus du capital. Cette mesure, un des points-clés de la nouvelle politique définie par le chancelier lors du remaniement gouvernemental du mois d'avril dernier, est ardemment défendue par le nouveau ministre des finances, M. Theo Waigel, CSU. On voit mal comment le gouvernement ouest-allemand pourrait procéder à un nouveau revirement sur cette question avant les élections au Bundestag du mois de décembre 1991.

LUC ROSENZWEIG.

Dans les milieux politiques

« M. Simone Veil a relevé, sur TF1, que le président de la République avait « parlé très clairement d'un au-delà pour l'Europe et notamment d'une Europe de la défense ». Elle a également « noté des progrès européens [du chef de l'Etat] de voir progresser des questions qui sont actuellement en discussion, comme l'espace social, la culture, l'union économique et monétaire ». A propos de « l'éventualité d'une étape institutionnelle », elle s'est toutefois demandée si M. Mitterrand était « prêt pendant la présidence française [de la Communauté européenne] à demander à ses partenaires (...) de confier au Parlement européen la mission de rédiger un nouveau traité ».

« M. Jean François-Poncet (UDF), ancien ministre des affaires étrangères, a « soulevé à la façon de voir » du chef de l'Etat, qui « en quelque sorte pris la tête des européens qui veulent une Europe véritablement communautaire s'opposant à cette Europe ouverte à tous les vents sans finalité politique ».

« M. Jacques Chirac (RPR) a affirmé, sur Antenne 2, que M. Mitterrand avait donné l'image d'une « France en pantalons ». Le maire de Paris s'est déclaré « résolulement hostile » à la réduction des crédits militaires, qui relève, selon lui, de « la folie » car « rien dans le monde d'aujourd'hui ne nous permet de dire que les dangers ou les tensions décroissent ». Toute réduction « touchera, selon lui, à la fois le programme majeur ».

« M. Pierre-André Williser (UDF), député de l'Eure, proche de M. Raymond Barre, a prévenu que si la réduction des moyens financiers destinés à la défense « devait se traduire dans les décisions du gouvernement à l'occasion de la présentation d'une nouvelle loi de programmation militaire fortement en retrait sur ne soient qu'un bien beau rêve », et surtout constate qu'on fait « miroiter » celui-ci « exotiquement à un moment d'une consultation électorale qui ne s'annonce pas sans risques pour le Parti socialiste ».

Dans la presse parisienne

Les éditorialistes de la presse parisienne portent, sur la conférence de presse présidentielle, le plus à la fois front renversé. Le plus élogieux est Philippe Tesson, qui, dans le *Quotidien de Paris* écrit : « Sur le fond, et si l'on exclut le dossier du Proche-Orient à propos duquel François Mitterrand n'a rien fait pour apaiser les passions soulevées par la visite d'Arafat, l'exposé présidentiel semble de nature à renforcer encore ce fameux consensus qui rassemble les Français autour de sa politique extérieure ».

Le directeur du *Quotidien* se félicite ainsi qu'aient été levées « certaines ambiguïtés », et « calmées certaines inquiétudes » sur la politique européenne et sur les relations avec M. Gorbatchev. S'il a trouvé « prudent » le chef de l'Etat, il ne pense pas que ce fut par « souci d'opportunité ». Mais M. Tesson constate quand même que « Mitterrand hier obéissait à l'histoire plus qu'il ne la faisait (...) Est-il condamné à n'être plus qu'un vieux sage qui dit des choses justes mais oubliées des lois qui lui échappent peu ou prou ? ».

Jacques Jacquet-Franchillon, dans le *Figaro*, est, lui, d'abord plus sévère : « Par là, lui-même, au sommet de son talent dans le rôle qui lui convient le mieux, celui de Merlin l'Enchanteur, François Mitterrand a choisi délibérément de blesser dans son analyse les grands problèmes du moment. A l'exception d'un seul, majeur il est vrai : celui de la construction européenne. Sur ce point-là, le journaliste du *Figaro* reconnaît que les intentions présidentielles sont « nobles » mais redoute « qu'elles

qui va vers la non-modernisation [des missiles à courte portée de l'OTAN] ou vers la négociation avec les Russes (...) va vers la suppression de ce gendarme nucléaire grâce à qui nous avons la paix depuis quarante ans ».

M. François Léotard (UDF-PR) a affirmé que M. Mitterrand avait « exprimé avec gravité chacun des lieux communs nécessaires à son exercice d'autosatisfaction ». Le président du Parti républicain a ajouté, que « sans perspectives ni moyens, les Français se retrouveront prisonniers des inconséquences d'une politique plus personnelle que nationale ».

M. Jean Lecanuet (UDF-CDS), président de la commission de la défense au Sénat, a constaté « avec inquiétude » que « la défense n'est plus considérée comme une priorité nationale ». « La réduction annoncée de la progression des crédits militaires entraînent (...) des sacrifices ultérieurs, ainsi que des incohérences et des pertes d'efficacité ».

M. François Fillon (RPR), député de la Sarthe, ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, a rappelé que « la réduction des crédits militaires suppose, pour être cohérente, que des choix soient faits ». « En choisissant de ne pas choisir, a poursuivi le député rennais, le président de la République prend le risque de ne pas pouvoir tenir le rang de la France ».

M. Pierre-André Williser (UDF), député de l'Eure, proche de M. Raymond Barre, a prévenu que si la réduction des moyens financiers destinés à la défense « devait se traduire dans les décisions du gouvernement à l'occasion de la présentation d'une nouvelle loi de programmation militaire fortement en retrait sur

la loi actuellement en vigueur, cela briserait inévitablement le large consensus entre l'opposition et la majorité sur la défense, l'un des acquis bénéfiques des vingt dernières années ».

M. Didier Barthelemy (UDF-rad.) a estimé que M. Mitterrand s'était « livré à une dissertation de philosophie diplomatique affichant un certain volontarisme de façade qui cache mal un profond scepticisme sur les capacités de notre pays à demeurer une grande puissance ».

M. Jacques Barrot (UDF-CDS) a jugé le discours du chef de l'Etat sur le Moyen-Orient, et en particulier sur le Liban, « trop diplomatique ». Le secrétaire général du CDS a « espéré que M. Mitterrand sortirait de ce discours lors de sa prochaine rencontre avec le président Bush ».

M. Alain Lamassouze, porte-parole de l'UDF, a regretté que M. Mitterrand ait « commenté les décisions des autres » sans avoir « annoncé les siennes ».

M. Jean-Marie Le Pen a estimé, au cours d'un meeting à Rennes, que le président de la République avait été « obscur, confus et embarrassé ». « Le moment est, selon lui, mal choisi pour réduire le budget des armées », car, a-t-il ajouté, « jamais nous n'avons été aussi menacés que nous le sommes aujourd'hui ».

L'Association des démocrates a noté « avec satisfaction »

les perspectives tracées par M. Mitterrand dans « l'engagement européen » de la France. La présidence de la République « a marqué avec une grande vigueur », s'est félicité l'Association qui rassemble les ministres de l'ouverture, « sa volonté de tout mettre en œuvre pour réussir l'acte unique et aller plus loin dans la voie de l'Europe politique ».

M. Jean-Michel Boucheron (PS), président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, a indiqué que le chef de l'Etat avait réalisé « un tir de haute précision sur la défense : les 40 ou 45 milliards de francs qui sont injectés dans les autres budgets représentent des économies drastiques mais ne remettent pas en cause les grands concepts de la défense française ».

M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, a jugé cette conférence de presse « utile » car elle a donné l'occasion à M. Mitterrand de « marquer la continuité de la politique étrangère française ».

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a noté « avec satisfaction les objectifs et les priorités rappelés par le président de la République ». « Conduites avec sérénité, autorité et fermeté, ces orientations sont, selon lui, de nature à renforcer le rayonnement diplomatique de la France et sa stature de puissance écoutée et respectée ».

Partez en vacances avec Le Monde



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	260 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

LOCALITÉ _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB : _____

Date d'expiration : _____

Signature : _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) : _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

L'ÉTAT DU TIERS MONDE

ÉDITION 1989

Le seul ouvrage de synthèse sur le tiers monde

Mieux comprendre la diversité et la complexité du tiers monde, et mieux connaître les formes et les conditions des actions de solidarité en faveur des populations qui y vivent, tel est le double objectif de cette nouvelle édition de *L'état du tiers monde*. Les meilleurs spécialistes ont collaboré à cet ouvrage qui dresse un panorama synthétique des situations géopolitiques et économiques du tiers monde, et fournit de nombreuses informations sur les formes d'aides gouvernementales et non gouvernementales.

LA DÉCOUVERTE
SALON DU LIVRE STAND 1.51

1988 :
365 jours de chocs, d'évolution et d'histoire en 384 pages.

Larousse et Le Monde
signent
le JOURNAL DE L'ANNÉE
édition 1989



MICHEL GULLON



ARMAND LITVACK



FRANCOPHONIE S'ÉVEILLE

LA FRANCOPHONIE S'ÉVEILLE

Depuis les Sommets de Paris et de Québec, en attendant celui de Dakar, la francophonie s'éveille...

La francophonie n'est pas une utopie, c'est une ambition qui manque encore de moyens. C'est un idéal à la mesure des générations nouvelles.

1 volume de 264 pages, 120 F

"LE LIVRE DE RÉFÉRENCE QU'IL FAUT AVOIR LU"

Collection "Mondes en devenir" dirigée par Edmond Jouve

EDITIONS BERGER-LEVRUAULT INTERNATIONAL

5 RUE AUGUSTE COMTE, 75006 PARIS - TEL. 46 34 12 35

هكذا من الأصل

Afrique

ETHIOPIE : la tentative de coup d'Etat

Le président Mengistu annonce que la rébellion a été matée en Erythrée

Dans sa première intervention publique depuis son retour précipité d'Allemagne de l'Est dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 mai, le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a annoncé jeudi soir l'écrasement de la rébellion militaire en Erythrée et la reprise du contrôle d'Asmara, la capitale provinciale, par les troupes loyalistes.

Dans son allocution, diffusée en direct par la radio et la télévision, le dirigeant marxiste, qui avait revêtu l'uniforme kaki de commandant en chef des forces armées, s'est dit « fier et profondément honoré » d'annoncer à ses compatriotes que « la 1^{re} armée basée en Erythrée a écarté les officiers rebelles et leurs complices pris au piège à Asmara ».

« La valeur et le courage de la 1^{re} armée resteront inscrits dans les annales de l'histoire éthiopienne », a-t-il ajouté.

« Les tentatives des officiers rebelles d'établir des relations avec les forces sécessionnistes érythréennes, visant à démembrer la nation et à violer son intégrité territoriale, sont des plus méprisables », a déclaré le colonel Mengistu. Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) avait, en effet,

annoncé un cessez-le-feu de deux semaines pour laisser les mains libres aux mutins. On indiquait même, jeudi soir, de source diplomatique à Nairobi, que les maquisards rebelles seraient désormais prêts à « offrir une partie de leur territoire comme base d'action » aux troupes insurgées.

Le chef de l'Etat éthiopien a précisé que les troupes gouvernementales avaient repris le contrôle total d'Asmara après de violents affrontements. Selon la radio d'Asmara, de nouveaux aux mains des forces loyalistes, six généraux rebelles auraient été tués, dont le général Demissie Bullo, commandant de la 1^{re} armée et le chef des putschistes. Toutefois, d'après des radios insurgées, captées par la BBC, de très durs combats continueraient de faire rage autour de la capitale érythréenne.

Selon certains observateurs, la ville-garison de Keren, située au nord d'Asmara, serait passée dans le camp des mutins. On indique, de mêmes sources, que entre quatre-vingt mille et cent mille soldats éthiopiens, soit près du tiers des effectifs totaux de l'armée nationale, sont, aujourd'hui, basés à Keren. La capitale érythréenne abriterait, elle, les quartiers généraux de la 1^{re} armée.

Dans la province voisine du Tigré, contrôlée en très grande partie par les maquisards du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), le soutien aux mutins paraît acquis. Le comité central du FPLT, qui s'est réuni jeudi, a diffusé un communiqué en ce sens.

A une cinquantaine de kilomètres au sud d'Addis-Abeba, des affrontements auraient opposé, jeudi matin, les forces loyalistes aux troupes insurgées de la base aérienne de Debre-Zeit. Le numéro un de l'armée de l'air, le général Amha Desta, avait été tué au tout début de la tentative de coup d'Etat.

Les autorités gouvernementales ont, d'autre part, confirmé la mort du ministre de la défense, Haile Giorgis Habte-Mariam. Il aurait été abattu parce qu'il s'opposait, dit-on, au projet de putsch. En outre, l'arrestation du ministre de l'Industrie, M. Fanta-Belai, accusé d'avoir soutenu la tentative de coup d'Etat, a été officiellement confirmée.

Le discours du colonel Mengistu a coïncidé avec le rétablissement des liaisons internationales téléphoniques et de télé. L'aéroport d'Addis-Abeba a été rouvert, vendredi matin, au trafic intérieur. Les vols internationaux ne doivent reprendre un samedi. — (AFP, Reuters.)

MAROC : conférence de presse à Paris sur les droits de l'homme

Les limites des mesures d'amnistie

Plusieurs associations militent en France pour le respect des droits de l'homme au Maroc ont tenu une conférence de presse, jeudi 18 mai, au siège parisien de la Ligue des droits de l'homme, pour se féliciter des mesures d'amnistie annoncées récemment à Rabat (le Monde du 9 mai) mais aussi pour souligner leurs limites et dénoncer la détention de « plus de deux cents autres prisonniers d'opinion ».

Le 7 mai, trente-deux détenus politiques de la prison de Kénitra étaient libérés en même temps que dix-huit de leurs camarades incarcérés ailleurs. Les autres bénéficiaires de mesures d'apaisement étaient cent soixante-dix-huit fonctionnaires qui peuvent retrouver leur emploi après avoir été sanctionnés lors des grèves de 1979 et des émeutes de juin 1981. Ils avaient été radicalement de la fonction publique, mais n'étaient pas incarcérés. Il ne s'agit donc pas de deux cent vingt-huit libérations, comme on l'avait annoncé initialement.

Les détenus de Kénitra, connus sous le nom de « frontistes », appartenaient à trois organisations marxistes différentes. Ils avaient été arrêtés en 1974 et condamnés à de lourdes peines de prison. Une déclaration commune des associations concernées souligne que, « contrairement aux allégations du commu-

nié officiel, ces élargissements ne se sont aucunement produits à la suite d'une quelconque demande de grâce royale signée par les délégués ». D'autres « frontistes » avaient été libérés auparavant, parmi lesquels huit avaient demandé le pardon et travaillent actuellement au ministère de l'intérieur. Ces huit personnes sont les seules à s'être « repenties », assurent les associations. Au cours de la conférence de presse, le sort des militaires impliqués dans la tentative d'assassinat du roi Hassan II en 1971 a été brièvement évoqué. On sait qu'ils croulaient dans un camp de Sud marocain, isolés de tous, même après le terme de la peine qui leur avait été infligée par un tribunal.

Les chefs des conjurés de 1971, si on leur laisse le meilleur embusqué dans l'aventure, avaient accepté le recours à la violence. Cela ne paraît pas être le cas des lycéens et étudiants condamnés à des peines de prison allant de un à quinze ans après les troubles de Marrakech en janvier 1984. La majorité de ces trente et un jeunes ont été libérés, mais trois d'entre eux poursuivent une grève de la faim dans des conditions qu'a évoquées une femme médecin de l'Association pour les victimes de la répression en exil (AVRE).

Cette association médicale considère comme une « urgence psychiatrique » le cas des trois jeunes gens alimentés de force par sonde gastri-

que dans un pavillon de l'hôpital Averroès de Casablanca.

Face à la résolution presque suicidaire des trois intéressés, les autorités marocaines n'avaient guère que des méthodes, et l'AVRE reconnaît qu'une « attention médicale » a été apportée, pendant leur détention, à trois autres de leurs camarades grévistes examinés par elle après leur libération au terme de leur peine. Mais on peut se demander pourquoi une amnistie en faveur de ceux-là n'a pas permis de sortir d'une situation bloquée et rendre encore plus dramatique par la mort suspecte de deux grévistes de la faim avant l'envoi du groupe à l'hôpital.

La conférence de presse s'est terminée par une intervention de M. Darveille qui, avec M. Kiejman, s'occupe de la famille Oufkir. L'avocat a indiqué qu'il n'y avait eu aucune réaction marocaine à la conférence de presse de M. Kiejman pour dénoncer l'injustice faite à la femme et aux enfants de l'ancien homme de confiance du roi (le Monde du 30 avril). Il a qualifié cette affaire d'« exemplaire », dans la mesure où elle peut donner crédit aux accusations de l'Association de parents et amis de disparus au Maroc. Si la famille Oufkir a pu être maintenue au secret pendant des années sans que la justice s'en mêle, pourquoi exclure que certains contestataires commencent un sort analogue, a demandé M. Darveille.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Diplomatie

L'admission de l'OLP empêcherait le retour des Etats-Unis à l'UNESCO

Le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture est réuni à Paris depuis le 17 mai, au siège de l'organisation, pour sa cent trente et unième session, qui durera jusqu'au 23 juin.

Sa tâche principale est, officiellement, d'examiner le plan à moyen terme (1990-1995) de l'UNESCO et le projet de budget 1990-1991 présentés par le directeur général, M. Federico Mayor (Espagne). Si ses propositions sont acceptées, elles seront adressées, pour adoption définitive, à la vingt-cinquième conférence générale, prévue à Paris en octobre-novembre prochains. L'un des traits dominants des programmes mis sur pied par l'équipe de M. Mayor est, selon ce dernier, « de considérer l'Afrique comme région prioritaire au cours des six prochaines années », notamment sous l'angle de « la réconciliation de l'homme et de la nature », autrement dit l'écologie.

En contrepoint de ce qui n'est cependant qu'une quasi-routine budgétaire, l'événement politique majeur du conseil sera l'examen de la demande de l'Etat de Palestine à être admis comme membre à part entière, demande présentée par l'Algérie, l'Egypte, l'Indonésie, la Mauritanie, la Nigeria, le Sénégal et le Yémen du Nord. La Palestine, ou plutôt son Organisation de libération, bénéficie jusqu'à présent à l'UNESCO du statut d'observateur

au même titre que le Saint-Siège ou les Etats-Unis, depuis leur départ de la place Fontenay en 1985.

Si les conseillers se sont donné d'emblée le temps de la réflexion pour étudier la requête déposée par le représentant palestinien, M. Omar Messalha, puisqu'elle ne figurera à l'ordre du jour officiel que le 19 juin, les Américains, en revanche, ont fait savoir dès l'ouverture des travaux qu'ils ne reviendraient « jamais » à l'UNESCO si la Palestine y était reçue en tant qu'Etat membre. Le secrétaire d'Etat adjoint chargé des institutions internationales, M. John Bolton, a indiqué le 17 mai que « l'admission de l'Organisation de libération de la Palestine à l'UNESCO mettrait définitivement fin à tout projet de retour des Etats-Unis au sein de l'organisation ».

Après leur récent échec, au moins provisoire, pour adhérer à l'Organisation mondiale de la santé à Genève (le Monde daté 14-15 mai), les Palestiniens pensent que leurs chances sont meilleures à l'UNESCO, où existe une majorité en leur faveur au conseil exécutif (29 ou 30 voix sur 51 membres, dont la France, qui s'abstiendrait) et également parmi les cent cinquante huit Etats membres de la conférence générale qui, en tout état de cause, devraient valider à l'autonomie le choix des conseillers.

Dans toute cette affaire,

M. Mayor est « neutre », contrairement à ce qui paraît s'être passé à l'OMS, dont les dirigeants ont assez ouvertement opposés à l'adhésion de l'Etat palestinien.

Neutralité de M. Mayor

Face au veto américain, M. Messalha nous a déclaré que « l'Etat de Palestine ne chercherait la confrontation avec personne et n'entendait pas non plus empêcher le moins du monde la réintégration des Américains dans l'UNESCO, mais maintiendrait sa demande ». En effet, selon l'observateur de M. Yasser Arafat, « les Palestiniens ne considèrent pas l'entrée à l'UNESCO comme une fin en soi mais comme un moyen de participer aux activités de l'organisation, ce qu'ils ne peuvent faire jusqu'à présent ».

Et de citer la « méconnaissance » du maire de Naplouse, en Cisjordanie, M. Hafez Toukane, qui, venu récemment prier M. Mayor d'inscrire la partie ancienne de sa ville sur la liste du patrimoine mondial, « afin d'éviter de nouvelles destructions d'édifices historiques par l'occupant israélien », s'est vu répondre que l'UNESCO ne serait pas compétente pour satisfaire à une telle requête, si légitime soit-elle, tant que la Palestine ne serait pas membre de l'organisation.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

Europe

ITALIE

La Conférence épiscopale a décidé que les mafieux seront automatiquement excommuniés

ROME de notre correspondant

Dieu pardonne, pas son Eglise. D'ores et déjà, les « bons chrétiens » qui prétendent être les « hommes d'honneur » de la Mafia seront automatiquement excommuniés. Ainsi en a décidé, mercredi 17 mai, la Conférence épiscopale italienne, à l'occasion de la publication d'un document sur l'Eglise et le Mezzogiorno. Jean-Paul II, qui présidait jeudi au Vatican une assemblée plénière des évêques de la péninsule, a approuvé, totalement, cette mesure, qui, en vérité, n'est pas entièrement nouvelle.

L'excommunication automatique des mafieux et du banditisme organisé date déjà de 1952, et elle avait été réaffirmée avec force il y a six ans par les évêques de Sicile. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est qu'une éminence comme le cardinal Michele Giordano, archevêque de Naples, ait donné ordre à ses curés de refuser désormais comme parrains de baptême des hommes réputés « parrains » d'une autre religion. Qui décidera si tel ou tel est ou non mafieux ? Mystère. A moins que l'Eglise ne s'en remette à la rumeur publique, qui, dans ce

domaine, se montre la plupart du temps très généreuse. De toute façon, a reconnu Mgr. Giordano, l'excommunication est une mesure un peu « usagée » ces temps-ci. « L'idéal », a-t-il poursuivi, serait de pouvoir prendre des mesures disciplinaires contre les membres de la Camorra (Mafia napolitaine) et de la N'drangheta (version calabraise) et de la Cosa Nostra sicilienne. Mais la chose est difficile, il faudrait pouvoir les démasquer, ces délinquants ! ».

Les jésuites de Sicile

Le vrai motif pour lequel l'Eglise s'est crû obligée de renouer avec une certaine pompe sa condamnation de toutes les Mafias tient aux quelques critiques voilées contenues un peu plus loin dans le document, et, là encore, approuvées par Jean-Paul II à l'encontre des jésuites de Sicile. « L'Eglise n'a pas à aller au-delà de sa mission institutionnelle », il faut prendre garde, a dit le cardinal Giordano, « à ne pas glisser vers la politique ». En clair, l'engagement militant antimafieux d'un brillant ecclésiastique comme le père jésuite Bartolomeo Sorge, directeur à Palerme

d'une école un peu particulière où l'on apprend aux jeunes élités siciliennes à se méfier de la Mafia et à ne jamais composer avec elle dans le domaine politique, cette expérience-là, pour certains évêques, sort par trop du cadre purement religieux.

Il y a longtemps, en réalité, qu'une partie de l'Eglise reproche au Père Sorge, ancien directeur de Christa Cottarelli, et seul ecclésiastique en Italie avec le pape, à bénéficier d'une garde permanente et armée, de faire la pluie et le beau temps à Palerme. A tort ou à raison, beaucoup considèrent l'actuel maire démocrate-chrétien de la ville, M. Leoluca Orlando, « enfin un homme aux mains propres », selon la vox populi — comme la « création » du célèbre jésuite. Plus grave, le mois dernier, M. Orlando, contre l'avis des dignitaires de son parti, a fait entrer les communistes siciliens dans son équipe, avec, là encore, la bénédiction du bon Père Sorge. Réduits, à Palerme, au banc de l'opposition, les socialistes, qui, à Rome, participent au gouvernement démocrate-chrétien, ont donné de la voix anticléricale et dénoncé « les manœuvres du curé ». Le Vatican les a entendus... PATRICE CLAUDE.

TURQUIE

Le gouvernement et la confédération syndicale TURK-ISH ont signé un accord sur les salaires

ISTANBUL de notre correspondant

Le gouvernement turc et la confédération syndicale TURK-ISH ont signé mercredi 17 mai un accord sur le renouvellement des conventions collectives pour six cent mille travailleurs du secteur public. Aux termes de cet accord, les salaires seront augmentés en moyenne cette année de 141 % et de 37,5 % en 1990. Dans le cas où l'inflation dépasserait 60 % en 1989 et 45 % en 1990, la différence serait versée aux salariés à la fin de l'année. Des primes diverses pour le chauffage et les fêtes sont également prévues. Le SMIC, qui est aujourd'hui de 430 francs, passe donc immédiatement à 760 francs.

Ce résultat est une victoire du mouvement revendicatif qui s'était développé dans tous les secteurs au cours des deux derniers mois. Le premier ministre, au cœur de la crise, n'allait pas au-delà d'une proposition de doublement des salaires, alors que la TURK-ISH demandait 170 % d'augmentation. Deux fac-

teurs ont influencé le revirement gouvernemental : d'une part, les actions syndicales menaçant de se durcir et touchaient des secteurs aussi délicate que l'approvisionnement pétrolier ; d'autre part, les pressions constantes de l'opposition pour des élections anticipées après la défaite du premier ministre, M. Turgut Ozal, aux élections municipales du 26 mars pouvaient entraîner une politisation des grèves. Les augmentations consenties alimentent déjà les spéculations sur l'intention de M. Ozal, qui a refusé jusqu'ici ces élections, de les organiser dans un climat qui lui serait plus favorable.

La charge supplémentaire représentée par le nouvel accord est évaluée annuellement à 10 milliards de francs, et la lutte contre l'inflation, actuellement estimée à 80 %, n'en sera que plus difficile : le premier ministre a assuré qu'elle sera contrôlée, « si l'on augmente la production et qu'on économise davantage » et « avec l'aide de Dieu ».

MICHEL FARRÈRE.

Plus de cinquante blessés au cours d'une mutinerie dans une prison d'Istanbul

ISTANBUL de notre correspondant

Une cinquantaine de détenus et un militaire ont été blessés, certains grièvement, au cours de la répression d'une émeute le mardi 16 mai dans la prison de Bayrampasa, à Istanbul. Sept d'entre eux ont été hospitalisés jeudi ; une enquête a été ouverte par le procureur. Les rumeurs faisant état de la mort de prisonniers n'ont reçu aucune confirmation. L'émeute a concerné à la fois les détenus politiques et les droits communs : les premiers visaient d'être transférés de la prison de Samsatlar, après la découverte d'un tunnel d'évasion il y a deux semaines. Protestant contre la fermeture permanente de leurs nouvelles cellules et la suppression des promenades et des visites, ils ont dressé des barricades dans les couloirs et mis le feu à leurs cellules. De leur côté, les détenus mineurs de droit commun, dont les cellules étaient évacuées pour installer les politiques, se sont également révoltés contre leur transfert dans une autre prison. D'après les rares récits des prisonniers, toujours isolés, la répression et les représailles ont été particulièrement brutales.

M. F.

POLOGNE : selon le « Financial Times »

Les chantiers de Gdansk partiellement privatisés

Les chantiers navals de Gdansk, berceau du syndicat libre Solidarité dissous sous l'état de guerre et aujourd'hui légalisé, sont-ils menacés par les pratiques d'un capitalisme sans concessions ? C'est ce que croit savoir le Financial Times pour qui l'entreprise, menacée de fermeture l'an dernier, a vu cette sentence « commune en privatisation », partielle du moins.

A en croire notre confrère britannique, la décision a en effet été prise de confier en location pour cinq ans la section K 2 des chantiers à un homme d'affaires polonais, M. Jerzy Piskorz-Nalecki, qui va en prendre la direction en association avec une firme anglo-polonaise. Le nouveau patron se déclare tout à fait satisfait de son acquisition mais ne cache pas ses intentions

d'introduire des méthodes de gestion nouvelle style. Ses conceptions en matière de relations avec les syndicats risquent de surprendre, à tout le moins, dans les rangs de Solidarité. Cité par le Financial Times, M. Piskorz-Nalecki déclare en effet : « Il n'y aura pas de problèmes de grèves dans les chantiers privés. Nous en sortons les syndicats. Les travailleurs peuvent en être membres, mais nous pouvons aussi choisir d'autres travailleurs ».

Au reste, cet entrepreneur d'avant-garde comprend mal pourquoi le gouvernement polonais a consenti à réintégrer Solidarité, qui va désormais recruter en concurrence avec les syndicats officiels OPZZ. Pour lui, dit-il, « un syndicat, c'est déjà un de trop ».

M^{rs} Thatcher ferait-elle école sur les bords de la Baltique et qu'en pense-t-on à Varsovie ? A. J.

● Nouvelles manifestations antisoviétiques à Cracovie. — Des jeunes Polonais ont manifesté, jeudi 18 mai pour la troisième journée consécutive à Cracovie, aux cris de « Les Soviétiques dehors ! » et « A bas le communisme ! », rapporte l'agence officielle PAP. La police a dispersé à coups de matraque et de canon à eau quelques trois cents jeunes gens qui tentaient de marcher sur le consulat soviétique. Les manifestants ont lancé des bouteilles et des pavés sur les forces de l'ordre et utilisé des bancs publics et des poubelles pour ériger des barricades. — (Reuters.)

● URSS : tension en Arménie. — Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées mercredi soir 17 mai à Erevan, la capitale arménienne, pour lancer un appel à la grève. Celle-ci a été partiellement suivie le lendemain, indique l'agence officielle locale Armenpress. Un autre meeting s'est déroulé dans la soirée du 18 mai devant le Musée des archives. Les manifestants réclamaient la démission des dirigeants locaux et la convocation immédiate du Soviet suprême arménien. Selon les habitants, des camions de soldats sont rasés par certains points de la ville. L'armée, qui impose le couvre-feu à Erevan depuis plus de cinq mois, n'y maintient plus qu'une présence discrète ces derniers temps.

● Fête de l'indépendance en Géorgie. — Le bureau politique du Parti communiste géorgien a décidé de faire du 26 mai la date de la « restauration de l'Etat de la Géorgie », a annoncé la Pravda du 18 mai. Cette décision des autorités constitue un geste à l'égard des mouvements nationalistes dans cette république qui avait proclamé son indépendance en 1918, au lendemain de la révolution, et qui ne fut intégrée à l'URSS qu'en 1921.

● Devise estonienne. — A compter de l'année prochaine, les Russes qui souhaitent voyager en république d'Estonie devront changer leurs roubles contre des korus, la monnaie estonienne, dont le Parlement de Tallin a voté jeudi 18 mai l'introduction. Cette mesure s'inscrit dans un vaste programme d'autonomie économique adopté à l'unanimité des députés. L'Estonie veut assurer elle-même l'équilibre de ses recettes et de ses dépenses sans compter sur l'Etat soviétique pour combler d'éventuels déficits. Le Soviet suprême de Lituanie a voté le même jour un projet identique.

● Plainte de M. Ligatchev contre un juge. — Un porte-parole officiel a confirmé jeudi 18 mai, à Moscou, que M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique, avait bien déposé une plainte auprès du président du Soviet suprême contre le juge d'instruction Nicolai Ivanov, qui l'avait accusé publiquement de corruption (le Monde du 16 mai). Le chef de file des conservateurs qualifie ces allégations de « provocation » et de « calomnie ». Mis en cause également, M. Solomentsev a déposé une plainte similaire.

● Andreï Sakharov en France. — L'académicien soviétique, accompagné de son épouse Elena Bonner, fête dimanche 21 mai son sixième anniversaire au château de Blois, où le ministre de la culture, M. Jack Lang, offrira un dîner en son honneur. Andreï Sakharov participera la semaine prochaine à un congrès scientifique dans cette ville. — (AFP, Reuters.)

هكذا من الأمل

Amériques

M. Ed Koch en lice pour un quatrième mandat

Après course à la mairie de New-York

(Suite de la première page.)

On l'a vu en costume lamé, un oiseau mécanique sur la tête, jouer les clowns à la parade. Voir les équilibristes lorsque, bédonnant fin 1977 d'une ville en pleine banqueroute et endettée de 1,8 milliard de dollars, il fallut bien jongler, congédier des milliers d'employés, réduire des programmes d'assistance et surtout carresser les investisseurs dans le sens du poil. Non sans grincements de dents, en dix ans l'équilibre était rétabli, et même bien au-delà. Adulté par les médias, Koch écrivait son autobiographie en 1985, *Mayor*, pendant vingt et une semaines, elle restera en tête des best-sellers. Ce qui fait dire aujourd'hui au journaliste du *Village Voice*, Wayne Barrett, coauteur d'un livre dévastateur sur le maire (2), que « Koch est bien le seul homme qui ait jamais touché plus d'argent en un an pour parler de son métier (205 000 dollars) que pour l'exercer (110 000 dollars) ».

Le vieux roi vieillit mal

Que ferait contre pareille idole le trop discret Dinkins ? Justement. Comme l'explique, placide, son conseiller de presse, Stan Davis, « après un maire qui parle, il est temps d'en avoir un qui écoute ». Et là, Dinkins est imparable. Depuis trois ans qu'il est président du quartier de Manhattan (sorte d'administrateur), il n'a eu de cesse, précisément, d'écouter cet autre New-York, occulté par la folie immobilière et les « golden boys », un New-York qui ne s'exprime que par statistiques : 13 % de chômage chez les Noirs (le double des Blancs) ; un habitant sur cinq recensé officiellement comme « pauvre » ; 54 % d'enfants noirs et « latins » qui abandonnent leur scolarité en cours de route ; 10 % de la population qui s'adonne à la drogue ; ou encore 60 000 sans-abri, dont 25 % travaillent mais ne peuvent s'offrir des loyers devenus prohibitifs.

Noir, fils d'une manœuvre et d'un ancien barbier, Dinkins, qui travailla comme vendeur de rue à Harlem pour payer ses études de droit, compte, à soixante et un ans, sur son image pour devenir le « maire de la réconciliation ». Ce qu'il propose, c'est une coalition « arc-en-ciel », façon Jesse Jackson, mais le charisme en moins. « Quand on veut croquer la « Grosse Pomme », ironise un commentateur politique, il faut y mettre un peu d'appât, et Dinkins a l'air bien anorézié... » En attendant, faute de remuer les foules, le centiste laborieusement les motions de soutien, soixante-quinze mille syndicalistes du textile ici, dix mille camionneurs là, dans l'espoir que

l'addition pèsera suffisamment lourd en septembre. A cet égard, le meilleur atout de Dinkins c'est... Koch, lui-même. Car en ce printemps 1989, la révolution gronde dans un New-York en proie à la sécheresse, où des équipes spéciales patrouillent pour contrôler le gaspillage d'eau. La voirie est dans un état lamentable, les hôpitaux insuffisants et l'un des principaux ponts, le Williamsburg, qui menaçait ruine, a été fermé quelque temps. Enfin, le jour, les sans-abri vont trouver un peu de fraîcheur dans le hall de marbre défilant de la Trump Tower, en pleine cinquième avenue ; la nuit, ils envahissent Grand Central Station en attendant la soupe populaire.

Mais que fait donc le vieux roi Koch ? Il vieillit, justement, et plutôt mal. A soixante-cinq ans, ses blagues sonnent faux, son insouciance apparente sent le calcul. Il en fait trop, déclarant l'été dernier : « C'est une honte de donner de l'argent aux mendiants », et stupéfiant tout le monde, début avril, en annonçant sans autre commentaire sur une radio : « Je suis un hétérosexuel ».

« Je n'ai pas, disait-il, le genre à attraper des aiguilles d'estomac, mais à en donner. » Est-ce toujours vrai ? Depuis 1986, et le début de son troisième mandat, patronage et favoritisme régissent la cité : promoteurs, banquiers, ou « boss » politiques, un à un, les alliés de Koch sont tombés. Le cercle se resserre autour du maire, qui se défend mal : « Du temps de *La Guardia* (autre maire historique), plaide-t-il, on volait même les cadavres à la morgue ! » Il n'empêche, en voyant tout à tour le *congressman* Mario Biaggi puis Stanley Friedman, le chef des démocrates du Bronx, et celui de Brooklyn, Meade Esposito, accusés de corruption (celui du Queens, Donald Manes, se suicidera avant), beaucoup se souviennent tout à coup que, dans le passé, Koch n'a pas eu son pareil pour jongler aussi avec les étiquettes politiques.

Les idées fortes du « shérif » Giuliani

Libéral juif bon teint, façon « Village », dans les années 60, ne fut-il pas le premier à renier les « excès » des radicaux, allant jusqu'à se déclarer pour la peine de mort dans sa campagne de 1977 ? Et si New-York n'avait servi ces dernières années qu'à payer les dettes politiques de son maire caméléon ?

Le doute s'est installé. En mars 1987, les journalistes accrédités à City Hall monteront même pour leur fête annuelle un spectacle de music-hall au cours duquel Koch, figuré dansant en costume immaculé, s'exclamait : « Je ne suis pas inculpé ! J'en suis charmé ! »

« L'histoire du maire, explique encore l'irrésistible Wayne Barrett, tapi dans son antre du *Voice*, c'est celle d'un personnage de Woody Allen devenu un héros tragique de Saul Bellow. »

Aigri et sur la défensive, Koch en vient à accuser la presse de « macarthysme ». Et à y regarder de plus près, ce n'est pas tout à fait faux, tant le grand nettoyage opéré en ville en devient évident. Cette œuvre, c'est celle d'un seul homme : Rudy Giuliani, quarante-quatre ans, « l'anti-

ville ». Et à l'heure où l'une des *business-women* de Wall Street vient de se faire violer en plein Central Park, lors d'un sacro-saint jogging, les New-Yorkais, qui connaissent mal Giuliani, mais fantasment d'autant plus sur son côté justicier, solitaire, lui font les yeux doux. Selon les derniers sondages, si l'élection finale, en novembre, opposait Koch à Giuliani, celui-ci l'emporterait avec 59 % des suffrages contre 28 %.

Quoi, un maire républicain ? Du jamais vu en vingt ans, à New-

York, où appartenir au Parti républicain passe pour un luxe d'oisifs. Mais rien n'est impossible, surtout si Ray Harding s'en mêle. Ray Harding, ce n'est pas seulement une montagne humaine, c'est surtout le dernier dinosaure du Parti libéral. Un tiers parti qui compte, où du moins comptait, à New-York, avant que, réagissant aidant, les libéraux ne fassent figure de doudou rétro. C'est avec leur appui que John Kennedy fit une percée lors de la présidentielle de 1960 à New-York, et surtout que le républicain modéré Lindsay fut réélu maire de la ville en 1969. Or, au début du mois d'avril, fêtant leur quarante-cinquième anniversaire en fanfare, les libéraux ont adoubé Giuliani ! Pour un parti dont la devise est « Gardons les républicains libéraux et les démocrates honnêtes », voilà qui est fort ! Car le « shérif » Giuliani affiche résolument ses idées en faveur de la peine de mort et contre l'avorte-

ment (même s'il s'est engagé du bout des lèvres à respecter la législation qui l'autorise à l'heure actuelle). Un mariage de raison qui profite à tout le monde, à l'efficacité Giuliani, qui se défend d'avoir des « blocages idéologiques », et surtout aux libéraux, dont les troupes sont clairsemées (vingt-quatre mille adhérents). « Soyons clair, conclut pragmatique, Ray Harding, Koch est une disgrâce, et nous avons choisi Giuliani parce qu'il est le mieux placé ! » D'autant mieux, d'ailleurs, que la primaire républicaine sera sans doute une simple formalité pour l'ancien procureur : le seul concurrent à être entré en lice étant le riche mais peu crédible héritier des cosmétiques Estée Lauder, Ron Lauder, qui — lucide ? — n'a pas fait une seule apparition publique jusqu'à la, se contentant de dépenser près de 1 million de dollars de publicité télévisée pour « transcender enfin sa maman », comme le dit, ironique, un stratège républicain.

Paré d'une double étiquette, Rudy Giuliani pourra donc, selon l'adversaire qu'il affrontera en novembre, jouer sur deux tableaux : la « fermeté » républicaine face à Koch, ou l'« ouverture » libérale face à Dinkins.

Haine raciale

Perspective qui n'enchantait guère le camp démocrate : obligés pour survivre jusqu'en novembre de décrocher coûte que coûte l'investiture du parti, Koch, Dinkins et quelques autres vont devoir se battre à mort, et l'on peut craindre le pire ! « Koch est le candidat de la haine ! », s'exclame dans son duplex tapissé de statues africaines Bill Tatum, qui, depuis six semaines, titre l'éditorial de son journal, l'*Amsterdam News* (le plus vieux journal noir de la ville) : « Koch doit partir ». « Il va jouer à fond les divisions raciales et, pour faire bon poids, il promettra deux ou trois postes aux Hispaniques, en leur disant qu'ils doivent l'aider... Souvenez-vous, lors des premières présidentielles l'an dernier, il avait dit : « Voter pour Jesse Jackson, c'est être fou. »

Et, justement, comme pour jeter de l'huile sur le feu, Jesse Jackson, qui, l'an dernier, finit pourtant en tête de la primaire démocrate à New York City même, en dépit des anathèmes de Koch, a bien l'intention de rééditer son exploit par Dinkins interposé. Aussi a-t-il annoncé qu'il donnerait « un petit coup de pouce » à celui qui fut son ami et son lieutenant. D'où panique dans la communauté noire : « Jesse » est une figure nationale, mais bien peu ont oublié ici son fameux épithète « hymietown » (« Youphi-

ville ») pour qualifier une ville où le vote juif reste déterminant. Aussi les lieutenants de Dinkins essaient-ils de dissuader discrètement leur encombrant allié pour éviter une campagne « raciale » dont ils ne sortiraient pas forcément gagnants.

Que Koch paraisse aux abois, l'affaire est entendue, mais « attention à ne pas le sous-estimer, met en garde un stratège de Giuliani, l'animal forcé est plus dangereux encore ! ». Certes, un nouveau sondage explique que 62 % des New-Yorkais préféreraient que le maire ne brigue pas de nouveau mandat, mais, dans l'ombre, les seconds rôles s'agitent, et l'hydre démocrate new-yorkaise l'a montré au cours des derniers mois : aussitôt coupées, elle remplace ses têtes. Que signifie, par exemple, cette « neutralité » ostensiblement affichée par le gouverneur Mario Cuomo, alors qu'il est de notoriété publique que Cuomo a tenté de faire pression auprès des libéraux pour qu'ils n'appuient pas Giuliani ?

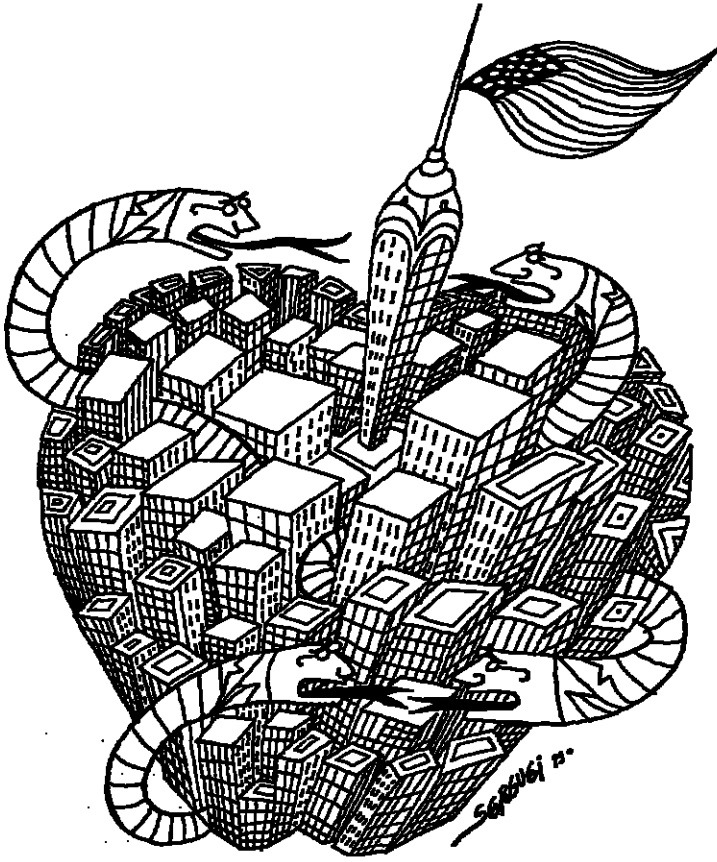
Ne dit-on pas que l'ombrageux gouverneur « roulerait » en fait pour Koch ? Si cela était, quel chemin parcouru depuis la triviale campagne qui opposa Koch et Cuomo pour la mairie en 1977 ? N'y allant pas de main morte, Koch avait insinué que Cuomo avait des liens avec la Mafia. De son côté, Cuomo, qui ne se posait pas encore en conscience du parti, avait fait répandre le bruit que Koch était homosexuel.

Et l'on vit même des pancartes amonçant « Votez pour Cuomo, pas pour l'homme ! ». Et ce précisément au moment où Koch, main dans la main avec la populaire Bess Myerson, qui fut la première Miss America juive (elle sera inculpée, puis acquittée dans un des scandales-bavures de Giuliani), jouait les amoureux pour les caméras... Une idylle montée de toutes pièces par le gourou publicitaire du maire, David Garth, mais qui se révéla payante.

Enfin, il ne faut pas oublier non plus que Koch commande encore 90 % du vote juif, qui « fait » New-York, et qu'il reste très fort auprès des Italiens du Queens et des Irlandais de la baie. Sans parler des milliers d'affaires, toujours « réelles », qui se disent pour l'instant « partagées ». Déjà, le roi des « golden boys », le promoteur républicain Donald Trump, qui avait lancé une tapageuse campagne d'un million de dollars contre Koch, y a mis une sourdine. Et Dieu sait — appétits politiques aidant — quelles alliances et quels tourments revirements la « Grosse Pomme » va susciter d'ici septembre.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(2) *City for Sale*, Edition Harper and Row, New-York, 1988.



Koch » au visage de carnassier triste, qui jusqu'en novembre dernier était procureur de la ville. A son tableau de chasse : un roi de la Mafia (« Fat » Tony Salerno) ; un prince de Wall Street, le trop initié Ivan Boesky ; le dictateur philippin Marcos et, bien sûr, tous les amis d'Ed Koch. Rudy Giuliani, qui dans sa jeunesse pensa devenir prêtre, est un homme de vocation : ancien démocrate devenu républicain, il s'est à présent mis en tête, lui aussi, de devenir maire.

Pas vraiment charismatique (son « truc » pour déridier un auditoire, c'est d'imiter l'accent de la Mafia. Et à New-York, beaucoup ne trouvent pas ça drôle.) Giuliani a aussi quelques belles « bavures » à son actif, tels ces hommes d'affaires bien connus emmenés, il y a quelques mois, menottes aux poings de leur bureau pour être relâchés plus tard. Qu'importe, son style très « pour sur la ville » fait déjà mer-

York, où appartenir au Parti républicain passe pour un luxe d'oisifs. Mais rien n'est impossible, surtout si Ray Harding s'en mêle. Ray Harding, ce n'est pas seulement une montagne humaine, c'est surtout le dernier dinosaure du Parti libéral. Un tiers parti qui compte, où du moins comptait, à New-York, avant que, réagissant aidant, les libéraux ne fassent figure de doudou rétro. C'est avec leur appui que John Kennedy fit une percée lors de la présidentielle de 1960 à New-York, et surtout que le républicain modéré Lindsay fut réélu maire de la ville en 1969. Or, au début du mois d'avril, fêtant leur quarante-cinquième anniversaire en fanfare, les libéraux ont adoubé Giuliani ! Pour un parti dont la devise est « Gardons les républicains libéraux et les démocrates honnêtes », voilà qui est fort ! Car le « shérif » Giuliani affiche résolument ses idées en faveur de la peine de mort et contre l'avorte-

PANAMA : après deux semaines d'effacement

Le général Noriega revient sur le devant de la scène

PANAMA de notre correspondant en Amérique centrale

Après une absence de plus de deux semaines de la scène publique, le général Manuel Antonio Noriega a fait une rentrée politique remarquée jeudi 18 mai, vingt-quatre heures après l'adoption d'une résolution de l'Organisation des Etats américains (OEA) condamnant le régime pour « les abus perpétrés contre les candidats de l'opposition ». L'« homme fort » du Panama n'a pas prononcé un seul mot mais il est apparu sûr de lui, démentant ainsi toute rumeur d'un prochain départ du pouvoir.

C'est un véritable acte d'allégeance que ses partisans lui ont réservé à l'occasion, imprévue, d'une soirée culturelle du ministère de la Santé... Quelques minutes à peine avant le début de la cérémonie, la presse étrangère a eu vent de la présence possible du général Noriega, qui n'avait pas été annoncé officiellement pour des raisons de sécurité. Ce fut la rumeur : l'homme invisible qui défie la plus grande puissance

mondiale allait enfin sortir de son silence.

Le général Noriega est arrivé, vêtu d'une guayabera blanche (chemise brodée) et d'un pantalon gris. Souriant, entouré de gardes du corps, le général a salué les quelques centaines de partisans inconditionnels qui l'attendaient avec impatience et scandaient : « Noriega, le peuple est avec toi ». « Noriega il faut le garder la racine aux Yankees », le commandant en chef des forces de défense, les traits tirés, mais visiblement ravi d'être là, est resté au premier rang toute la soirée, face à de nombreux journalistes qui n'ont finalement pas réussi à lui tirer un mot.

Le spectacle a duré plus de deux heures, les chants folkloriques alternant avec les discours virulents contre les Etats-Unis et la lecture de messages de solidarité envoyés par des organisations révolutionnaires latino-américaines. Des banderoles proclamaient : « Noriega jusqu'à l'an 2000 ». Une pancarte dénonçait la résolution adoptée la veille par l'OEA : « Un triomphe pour Panama, une défaite pour Bush ».

Au cours des heures précédentes, les partisans du gouvernement et les membres de l'opposition s'étaient répandus en déclarations contradictoires sur le sens et la portée de la résolution de l'OEA. Pour l'Alliance démocratique de l'opposition civile (ADOC), il s'agit d'une condamnation sans appel du régime. Le candidat à la vice-présidence pour l'opposition, M. Ricardo Arias Calderon, estime que le texte est très clair : « Compte tenu de la prudence traditionnelle du langage diplomatique, dit-il, nous sommes pleinement satisfaits. D'autant plus que l'OEA demande explicitement le transfert du pouvoir dans les plus brefs délais et dans le respect de la volonté souveraine du peuple panaméen. » Pour l'opposition, il ne fait aucun doute que l'OEA reconnaît ainsi sa victoire au scrutin du 7 mai qui a été annulé par le tribunal électoral (les chiffres les plus faibles donnaient près de 70 % à l'ADOC).

Les partisans du régime font une tout autre analyse, parlant de « défaite pour les Etats-Unis ». Un des membres de la délégation panaméenne à Washington,

M. Carlos Ozorès, reconnaît néanmoins que le texte a surtout l'avantage d'être moins dur pour son pays que « ne le laisseraient craindre les commentaires de la presse américaine ». Un autre membre de la délégation, M. Oydén Ortega, ancien ministre des affaires étrangères et négociateur des traités sur le canal, a déclaré : « Nous attendons la visite de la délégation de l'OEA (les ministres des affaires étrangères du Guatemala, d'Equateur et de Trinidad-et-Tobago devant arriver lundi au Panama) pour protester contre les violations des traités et exiger le retrait des troupes envoyées au cours des derniers jours par les Etats-Unis ».

La réapparition du général Noriega en public, après seize jours de silence, semble avoir pour but, en mobilisant ses partisans face à l'isolement grandissant du régime, d'enlever l'initiative à l'opposition et de l'empêcher de profiter de la visite de la délégation de l'OEA pour marquer des points supplémentaires.

BERTRAND DE LA GRANGE.

EN BREF

● **ETATS-UNIS** : la Cour suprême autorise une adolescente à avorter sans l'accord des parents ou d'un juge. — Une adolescente de quinze ans pourra avorter sans l'accord de ses parents ou d'un magistrat aux termes d'un arrêt rendu, jeudi 18 mai, par la Cour suprême des Etats-Unis.

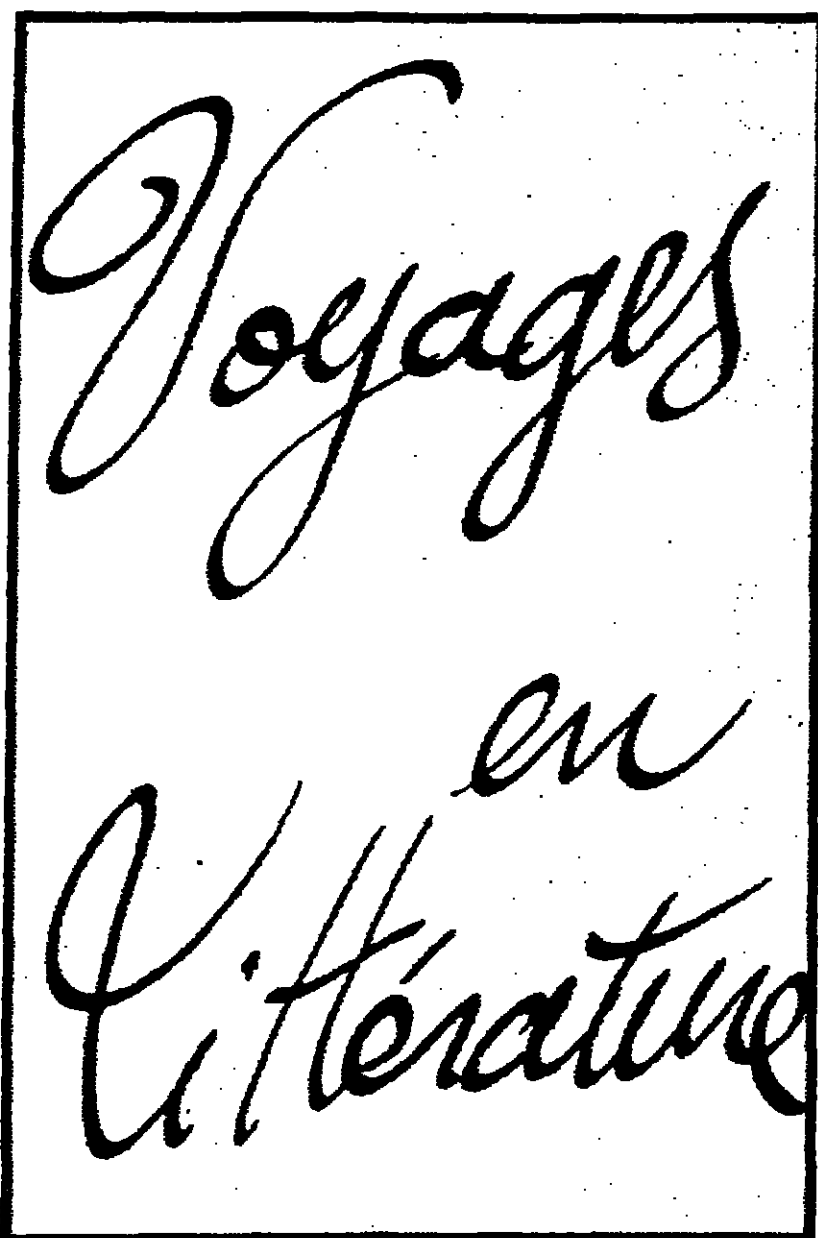
Cet arrêt va à l'encontre d'une décision prise mardi par un juge de Floride. La décision de la Cour suprême, qui n'est accompagnée d'aucun commentaire, rend inapplicable une loi de cet état, en vigueur depuis février et exigeant que les mineurs non mariés obtiennent de leurs parents ou de la justice une autorisation. Cette décision intervient au moment où le débat sur l'avortement est redevenu très animé aux Etats-Unis et provoque de nombreuses manifestations. Les défenseurs du droit à l'avortement craignent que la Cour suprême ne revienne sur sa décision, prise en 1973, de la légaliser. — (AFP.)

● **COLOMBIE** : une tentative d'évasion a fait au moins quinze morts. — Un groupe de vingt individus équipés d'armes automatiques et de bombes a fait irruption, jeudi 18 mai, dans la prison de Bellavista, dans le nord de la Colombie. Trois gardes et au moins douze prisonniers ont été tués pendant la tentative d'évasion. Selon les autorités, le commando voulait délivrer le fils d'un important trafiquant de drogue, M. Gacha. — (AP, Reuters.)

● **PÉROU** : vague du violence du Sendero lumineux. — Un professeur d'université de Lima, Abelardo Ludena, quarante-six ans, a été tué mercredi 17 mai par les rebelles du Sendero lumineux. Ce meurtre porte à quatre-vingts, selon la police, le nombre de personnes assassinées par ce groupe terroriste depuis le début de la semaine. Le Sendero a célébré mercredi le neuvième anniversaire de la lutte armée qu'il a déclenchée et qui a fait près de quinze mille victimes depuis 1980. La veille, soixante-quatre paysans, membre de groupes d'autodéfense organisés par l'armée dans les départements andins d'Ayacucho et Apurímac, avaient été tués. Neuf policiers, en outre, ont été abattus au cours de deux embuscades de la guérilla dans la vallée du Haut-Huallaga, où se trouvent les plus importantes plantations de coca du pays, nous indique notre correspondant à Lima.

● **VENEZUELA** : succès de la grève générale mais austérité maintenue. — La première grève générale au Venezuela depuis trente ans a été massivement suivie, jeudi 18 mai. Pourtant, le président Carlos Andres Perez a exclu de renoncer aux mesures d'austérité imposées par le Fonds monétaire international. Industries, commerces, aéroports et administrations ont été quasiment paralysés pendant douze heures. La Confédération des travailleurs vénézuéliens (deux millions d'adhérents) estime que son mot d'ordre a été suivi à 98 %. — (AFP, Reuters.)

GRAND CONCOURS



Testez vos connaissances en littérature grâce au grand concours organisé par :

**HACHETTE CLASSIQUES,
LE MONDE, EUROPE 1**

« Voyages en littérature »

HACHETTE
Classiques

Le Monde

EUROPE 1

Pour participer, achetez *le Monde* du 22 mai au 10 juin. Chaque jour, vous y trouverez les questions du concours.

Pour vous aider durant cette période, des indices seront dévoilés sur EUROPE 1.

Vous pouvez gagner l'un des 1 000 prix offerts, dont 3 voyages en Chine pour 2 personnes, 2 voyages à Bali pour 2 personnes, des bibliothèques et des centaines de prix.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ARTICLE 1 : La S.A.R.L. LE MONDE, capital social 620 000 F RC B 59 20 10 151, 7, rue des Italiens, 75009 Paris, éditeur du quotidien LE MONDE, HACHETTE CLASSIQUES, Département de la S.A. HACHETTE, organisent avec la participation de la radio EUROPE 1 un concours intitulé « Voyages en littérature ».

ART. 2 : La participation à ce concours est ouverte à toute personne, à l'exception des collaborateurs du journal LE MONDE, du Département HACHETTE CLASSIQUES, d'EUROPE 1, des sociétés partenaires dans le cadre de ce concours, de leurs salariés, sous-traitants et membres de leur famille directe.

ART. 3 : Du 22 mai 1989 (LE MONDE daté 23 mai 1989) jusqu'au 9 juin 1989 (LE MONDE daté 10 juin 1989), chaque jour de parution du quotidien LE MONDE

- seront publiées deux questions les 16 premiers jours
- sera publiée une question le 17^e jour (soit au total 33 questions).

Les questions porteront sur la littérature française en général et ont été rédigées par MM. DARCOS et FERENCZI. Pour aider les participants, un indice sera, pour chacune des questions parues dans LE MONDE daté un jour donné, dévoilé :

- sur EUROPE 1
- et ultérieurement sur Minitel (3615 LE MONDE, 3615 EDUC pour Hachette Classiques, 3615 EUROPE 1).

ART. 4 : Le 10 juin 1989 (numéro du MONDE daté 11-12 juin 1989), LE MONDE publiera le bulletin de participation au concours et la question subsidiaire. Chaque concurrent devra :

- indiquer ses coordonnées dans l'emplacement prévu à cet effet ;
- coller toutes les vignettes de participation dans l'ordre de parution ;
- répondre aux 33 questions, ainsi qu'à la question subsidiaire permettant de départager les ex aequo.

ART. 5 : Les bulletins de participation, dûment complétés et validés par la présence des 17 preuves d'achat demandées, sont à expédier à : Concours « VOYAGES EN LITTÉRATURE », BP n° 4, 93261 LES LILAS Cedex avant le 13 juillet 1989 minuit, le cachet de la poste faisant foi.

ART. 6 : Une même personne peut concourir plusieurs fois, à condition d'utiliser des bulletins de participation différents, chacun de ces bulletins étant intégralement rempli et validé par l'apposition des preuves d'achat demandées. Toutefois, il ne pourra être attribué qu'un seul prix par foyer (même nom, même adresse).

ART. 7 : Ne seront pas pris en considération les bulletins illisibles, raturés, incomplètement remplis, photocopiés, ne comportant pas la totalité des preuves d'achat demandées ou expédiés après la date limite de participation.

ART. 8 : La sélection sera tout d'abord effectuée en tenant compte du nombre de réponses exactes aux 33 questions. Seront considérées comme bonnes réponses les noms propres parfaitement orthographiés au tiret près. Les éventuels ex aequo seront départagés par une question subsidiaire qui sera publiée avec le bulletin-réponse dans *le Monde* du 10 juin 1989 (daté dimanche 11-juin 12).

ART. 9 : Dotations. Le concours est globalement doté de 1 000 prix, répartis ainsi :

- 1^{er} prix : un voyage personnalisé de 15 jours en Chine pour 2 personnes ;
- 2^e et 3^e prix : un voyage de 10 jours en Chine intitulé « Capitales chinoises » pour 2 personnes ;
- 4^e prix : une bibliothèque « La Maison des bibliothèques » d'une valeur de 30 000 F ;
- 5^e et 6^e prix : un séjour de 9 jours à Bali pour 2 personnes ;
- 7^e au 10^e prix : une bibliothèque « La Maison des bibliothèques », d'une valeur de 10 000 F ;
- 11^e au 20^e prix : l'encyclopédie générale HACHETTE en 14 volumes ;

- 21^e au 30^e prix : « Camille Claudel au bonnet », sculpture de Rodin, moulage en plâtre d'après l'original ;
- 31^e au 50^e prix : « L'aventure de l'art au XX^e siècle », relié plein cuir, HACHETTE/LE CHENE ;
- 51^e au 100^e prix : « L'histoire au jour le jour » 1944-1985, La Découverte, LE MONDE ;
- 101^e au 200^e prix : un atlas IGN/HACHETTE ;
- 201^e au 500^e prix : « Le dictionnaire de notre temps », HACHETTE ;
- 501^e au 1 000^e prix : « La Révolution française », d'A. Bendjebbar, HACHETTE.

ART. 10 : Il ne sera pas possible d'obtenir la contre-valeur en espèces des prix mis en jeu ou de demander leur échange contre d'autres prix.

ART. 11 : Il ne sera répondu à aucune demande sur le mécanisme du concours et les modalités de sélection.

ART. 12 : Le présent règlement et les réponses aux 33 questions autres que la question subsidiaire sont déposés chez M^{re} VENEZIA, huissier de justice à Neuilly-sur-Seine, et peuvent être obtenus en écrivant à : Concours « VOYAGES EN LITTÉRATURE », BP n° 4, 93261 LES LILAS Cedex.

مكتبة العامة

Société

Au rassemblement œcuménique de Bâle

Les Eglises européennes de l'Est jouent les trouble-fête

Représentant environ cinq cents millions de baptisés en Europe, six cent soixante-dix Eglises catholiques, protestantes, orthodoxes, anglicanes de l'Ouest et de l'Est du Vieux Continent traitent ensemble, pour la première fois, à Bâle, des questions de paix, de justice et d'environnement (le Monde daté 14-15 mai). Commencé jeudi 15 mai, ce rassemblement œcuménique doit adopter, avant de se terminer dimanche 21, un document final et un message.

BÂLE
de notre envoyé spécial

De Bâle, en Suisse, à Hünig, en France, en passant par Weil-Friedingen, en Allemagne fédérale, cinq mille délégués et invités au rassemblement œcuménique de Bâle ont participé, jeudi 18 mai, à une marche internationale et interreligieuse symbolisant l'espoir d'une Europe sans frontières.

Pour la première fois, on a vu des évêques catholiques (une quarantaine sur six cent soixante-dix délégués officiels), des métropolitains orthodoxes, des pasteurs et des présidents d'Eglises protestantes, des militants écologistes et pacifistes venus des deux côtés du rideau de fer défilier côte à côte dans les mêmes rues suisses, françaises et allemandes. Le rassemblement œcuménique de Bâle n'a, en effet, rien d'une session théologique. Il rassemble à une grande démonstration, dominée par les Eglises germaniques, néerlandaises, scandinaves, de chrétiens unis dans la même condamnation de l'armement nucléaire et du modèle de développement occidental, généra-

teur d'injustices sociales et d'atrocités graves à l'environnement. Le grain de sable est venu, à l'impromptu, de cette rencontre originale, de délégués des Eglises de l'Est qui ont exprimé leur malaise devant le déroulement d'une assemblée qui leur paraît trop exclusivement dominée par des préoccupations occidentales. Les amendements pleuvent donc sur le document de travail dont l'adoption (à une majorité de 75 % des délégués) clôturera cette grand-messe œcuménique.

Un théologien est-allemand, Joachim Garasicki, a reproché aux Occidentaux de se comporter en « maîtres de la maison européenne ». « On parle beaucoup des pays riches et du tiers-monde, mais on ne parle pas de nous, du deuxième monde ; on parle des réfugiés d'Afrique et d'Asie, mais pas de ceux de Transylvanie ; de discriminations à l'égard des femmes, mais pas à l'égard des Eglises de Lituanie ou d'Ukraine », nous dit un prêtre catholique, délégué hongrois, le Père Laszlo Lukacs. « Le tiers-monde en Europe, c'est nous », affirme pour leur part des Polonais.

Liberté de parole

Un malentendu règne, en effet, dans cette conférence de Bâle. Le « processus conciliaire » engagé, depuis 1983, par les Eglises protestantes et orthodoxes du Conseil œcuménique de Genève sur le thème de la « paix », de la « justice » et de la « sauvegarde de la Création » est déterminé par une sorte d'axe Nord-Sud, c'est-à-dire le déséquilibre entre l'Occident riche et le tiers-monde pauvre.

Or le véritable événement de l'école de Bâle est moins dans ces retrouvailles œcuméniques, intégrant pour la première fois des catholiques, autour de projets de solidarité et de désarmement général, qu'il est dans la liberté de parole toute nouvelle acquise depuis peu par les Eglises de l'Est, catholiques, protestantes et orthodoxes, venues exprimer à l'Ouest — et jusque dans les rues, comme on l'a vu jeudi — leur souhait d'indépendance politique, de réforme économique, de désarmement ainsi que leur désarroi devant les catastrophes écologiques touchant aussi leurs pays.

L'orateur qui a fait la plus grosse impression est un métropolitain orthodoxe de Russie, Cyrille de Smolensk. Il a prononcé un réquisitoire, d'une violence surprenante dans la bouche d'un personnage haut placé de la hiérarchie, contre le modèle de développement soviétique, contre l'athéisme militant, contre « l'autonomie dépourvue de toute moralité », le progrès scientifique et technique, tel qu'il est conçu en URSS. « Nous détruisons la Création de Dieu », s'est écrié en cours de séance un autre délégué soviétique, évoquant la pollution des lacs, de la Baltique et la destruction des forêts de son pays.

Le fait que toutes les Eglises de l'Est soient représentées à Bâle (à l'exception de l'Albanie et d'un refus de visa à un délégué orthodoxe membre de la Charte 77) est déjà un signe des temps. Mais le constat, dressé par le métropolitain Cyrille et partagé par d'autres, que la crise en Europe est d'abord morale et générale, touchant aussi bien l'Ouest que l'Est du Vieux Continent, donne un tour au débat sur la paix, la justice et l'environnement que n'avaient pas prévu les organisateurs.

HENRI TINCO.

Les conditions d'entrée et de séjour des étrangers

M. Pierre Joxe entendu par la commission des lois de l'Assemblée nationale

M. Pierre Joxe a été entendu, jeudi 18 mai, par la commission des lois de l'Assemblée nationale, chargée d'examiner au fond le projet de loi abrogeant de nombreuses dispositions de la loi Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. La commission avait également entendu, mercredi 17 mai, M. Claude Evry, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, sur la politique d'insertion des étrangers. Le projet de loi sera examiné en séance publique par les députés, les 19 et 20 mai.

De la sérénité d'un débat en commission, il serait certes bête de tirer des conséquences sur la discussion à venir en séance publique. Mais il semble que l'on puisse aujourd'hui parler différemment à l'Assemblée de l'entrée et du séjour des étrangers. M. Pierre Joxe a trouvé, face à lui jeudi, une opposition bien décidée à ferrailler sur ce texte, mais s'interrogeant essentiellement sur des points juridiques ou sur les conséquences de l'ouverture des frontières en 1993. Le ministre de l'intérieur, qui ne serait pas mécontent de voir le débat se déplacer sur l'Europe, a longuement répondu aux interrogations des députés sur ce sujet.

Pour M. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques), la liberté de circulation qu'impliquera, à l'intérieur de la Communauté européenne, l'acte unique de 1993 nécessite une harmonisation des

législations européennes. Il est donc, selon lui, inutile de légiférer en France sans tenir compte de cette échéance. Pour M. Joxe au contraire, le texte soumis aux députés, qui reflète une « voie moyenne » entre les différentes législations existantes pourrait servir de base à une harmonisation européenne.

Le ministre de l'intérieur a également répondu aux arguments juridiques soulevés par l'opposition, et en particulier par M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) à propos de la compétence du juge judiciaire en appel d'une décision d'expulsion prononcée par une autorité administrative. M. Mazeaud estime que seul le juge administratif peut être compétent. Pour M. Joxe, cette dispo-

sition répond au souci pratique de rendre rapidement une décision : « Il existe 181 tribunaux de grande instance en France et seulement 26 tribunaux administratifs », a-t-il rappelé aux députés.

M. Joxe a également confirmé les chiffres indiqués par M. Claude Evry, sur l'entrée des étrangers en France : sur les 100 000 étrangers arrivés légalement sur le territoire en 1988, environ 50 000 l'étaient en qualité de demandeurs d'asile (alors que ce chiffre s'élevait à 27 000 en 1987). Or, chaque année, seulement 4 000 demandes sont satisfaites. M. Joxe s'est inquiété de cette « nouvelle filière », précisant qu'il faudra revoir le système tout en servant le respect du droit d'asile.

P. R. D.

« La CGT : « de vives préoccupations ». — M. Alphonse Vénisse, secrétaire confédéral de la CGT, a estimé jeudi 18 mai que, si le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour en France des immigrés « modifie » les dispositions de la loi Pasqua, il « n'abroge » pas pour autant le texte de 1986. « De vives préoccupations demeurent », a-t-il souligné : « Les visas, les centres et les autres lieux de rétention sont maintenus. Les immigrés sans emploi sont toujours confrontés aux difficultés de renouvellement des titres de séjour et sur eux pèse la menace d'expulsion. » (...) « La situation des immigrés, dont le plus grand nombre est durablement installé en France, nécessite d'autres mesures que des dispositions de police. »

« SOS-Racisme : des amendements nécessaires. — Dans un communiqué, publié jeudi 18 mai, SOS-Racisme « se félicite » du projet de loi. « La mobilisation des associations débouche ainsi sur la reconnaissance du droit au séjour pour les étrangers et la rupture avec la logique « charter » de la loi Pasqua, affirme cette association. Toutefois, nous regrettons le maintien des dispositions concernant les visas où règne le plus grand arbitraire. (...) Nous nous adressons dans les prochains jours au gouvernement, aux députés et aux sénateurs, afin que soient introduits dans le débat parlementaire des amendements en vue d'améliorer le texte. »

DÉFENSE

L'avenir des arsenaux de l'Etat

Le GIAT deviendra une société nationale

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confirmé aux organisations syndicales des travailleurs des arsenaux sa décision de transformer le Groupement industriel et des armements terrestres (GIAT) en société nationale à capitaux d'Etat. Cette décision devrait intervenir en 1990.

Employant environ quinze mille salariés, le GIAT est constitué de dix arsenaux de l'Etat, qui fabriquent depuis les munitions jusqu'au char de combat, en passant par divers blindés légers ou des pièces d'artillerie. Depuis des années, le GIAT connaît d'importantes difficultés de commercialisation de sa production, notamment à l'exportation. Le ministre de la défense, comme ses prédécesseurs, a demandé à diverses autorités des

rapports sur la situation du GIAT et des discussions ont été ouvertes avec des centrales syndicales pour déterminer le sort réservé à cette entreprise.

Un projet de loi sera déposé à la session parlementaire d'automne, qui vise à transformer le GIAT en une société nationale à capitaux d'Etat comme il en existe, par exemple, dans l'industrie aéronautique, civile ou militaire.

Selon le ministre de la défense, aucun agent du GIAT ne sera contraint d'entrer dans la nouvelle société et ceux qui s'y refuseront ne verront offrir un emploi au ministère de la défense en fonction des vacances disponibles. Tous les autres salariés du GIAT renouvelleront leur statut ou bien choisiront un emploi dans le cadre des conventions collectives qui seront négociées avec les personnels.

ENVIRONNEMENT

Les experts défavorables à la construction d'un port de plaisance à Trébeurden (Côtes-du-Nord)

Les projets d'aménagement du port de plaisance de Trébeurden (Côtes-du-Nord), qui ne faisaient pas l'unanimité de la population (le Monde daté 30-31 octobre 1988), suscitent aujourd'hui les plus vives réserves des experts. Les trois commissaires-enquêteurs, qui viennent de rendre leur rapport, ne s'opposent pas au principe d'un port à Trébeurden, dans l'anse de Trozoul. Mais ils donnent « un avis défavorable pour le port tel qu'il est conçu ».

Les experts constatent en effet qu'il y a « trop d'incertitudes quant à la sécurité réelle offerte aux baigneurs », qui risquent « de graves accidents » à l'entrée et à la sortie du port, hérissement d'écueils. Ces incertitudes entraîneront selon eux une mévente des aménagements. Ils émettent donc un « avis très défavorable » pour la gestion du port, qui risquerait de léser les intérêts de la municipalité, et donc les contribuables de Trébeurden. Les enquêteurs jugent en outre que l'avenir de la plage de Port Tormen risque d'être compromis par des travaux irréversibles.

En guise de solution de rechange, les trois commissaires-enquêteurs reprennent une variante proposée par la direction départementale de l'équipement, c'est-à-dire « l'édification d'un môle au large de Trozoul pour simplement protéger le port naturel, l'anse actuelle, des houles importantes, ce qui permettrait des mouillages en eau profonde ». Les concepteurs du port de Trébeurden doivent donc revoir leur copie.

Une deuxième opposition se fait jour contre le projet de ZAC qui devait accompagner — et donc financer — le port. L'expert commis à l'enquête, qui ne s'oppose pas par principe à un aménagement de la ZAC de Trozoul, constate que les promoteurs du port, craignant qu'il ne soit déficitaire, ont prévu des opérations immobilières « très importantes » pour compenser le déficit. Il donne donc un « avis défavorable » au projet, tout en encourageant la municipalité, qui a fait « des efforts méritoires », à reprendre l'aménagement de la plage de Trozoul « avec moins de risques pour tous les contribuables ».

Librairie BIBLIOPHANE 28, rue des Roisiers 75004 PARIS	
RENCONTRES SIGNATURES DIMANCHE 21 MAI DE 18 h 30 à 20 h 30	
MARC HILLEL , <i>L'Amour des lamentations</i> (Editions Bibliophane)	DIMANCHE 28 MAI DE 15 h à 18 h MARC HILLEL , <i>Les Filles d'Abraham</i> (Editions Robert Laffont)
RAPHAËL DRAI <i>Lettre ouverte au cardinal Lustiger sur l'avenir du judaïsme</i> (Editions Albin)	MARC HILLEL <i>Les Filles d'Abraham</i> (Editions Robert Laffont)
RENSEIGNEMENTS 48-87-82-20	

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PRIVILEGE qu'apporte la fonction ou séduction personnelle, ou encore intérêt que suscite une parole plutôt rare, lorsque le président de la République cesse de se taire, la vie publique en paraît moins morte.

Il en découle que, en dehors de celle-là, toute autre fonction, aussi élevée soit-elle, ne s'affranchit jamais tout à fait d'une part de subterfuge. Le premier ministre lui-même, qu'il s'appelle Michel Rocard ou Laurent Fabius, mais aussi Jacques Chirac en d'autres temps, donne fatalement l'impression de parler sous bénéfice d'inventaire. Ce n'était pas moins vrai avec Pierre Messier et, étonnamment, avec Michel Dobre, qui a avalé avec son général de patron, plus d'une coulure.

D'un propos présidentiel, on attend qu'il redonne de la saveur à notre République marchande et qu'il la nourrisse de sujets d'animation moins prosaïques que le défilé de grâce accordé pour le versement du deuxième acompte provisionnel.

Le rituel de Solutré n'a, cette année, sur ce point, réussi qu'à demi ; comme si la société française était si fort empêtrée que même cet homme-là peinait à l'échapper. D'autres, il est vrai, jugeront que le ou 89 du protocole pentacostiste était égal à ses devanciers. Peut-être, pour cette fois, les chroniqueurs se sont-ils eux aussi laissés gagner par l'engourdissement et le contour s'en est trouvé trahi. Force est cependant de constater que la classe politique, dont c'est pourtant le métier, n'a pas particulièrement réagi, en bien pas plus qu'en mal, au fil des mots de M. Mitterrand.

C'est, après tout, aussi bien ainsi. Si l'on tient par principe pour sans intérêt les commentaires de la majorité, qui n'aurait pu voir moins que du sublime, qu'aurait pu dire cette malheureuse opposition qui n'a même plus l'énergie de maudire son vainqueur (1), dont le marche vers la revanche évoque le retrait de Sedan ou l'exode de 1940 ?

D'AUTANT que la réponse, en fait, a implicitement été fournie par cette calamiteuse motion de censure dont une moitié de la France n'a pas compris le sens, tandis que l'autre ne s'en apercevait même pas. Ne pas faire le plein de ses voix quand on se prétend, fût-ce de plus en plus faiblement, uni, c'est là un four digne de figurer au livre des records.

A se demander si l'intérêt soutenu que marque M. Mitterrand pour les affaires extérieures, outre son goût, les exigences et les privilèges de sa charge, ne procède pas aussi de l'ennui en béton qu'il ressent au milieu de la vie intérieure (si l'on peut dire) du pays dont il est le maître.

Des partisans en position gémiprécatoire constante donnent le ton à des adversaires qui ne sont pas loin de les imiter. Point de querelles ! Point de controverses. Même les critiques relèvent de réflexes de grenouilles de laboratoire.

M. Mitterrand regretterait le temps où il pouvait laisser libre cours à la férocité de sa plume et de sa parole qu'on n'en serait pas autrement étonné. Qui sait si ces adversaires,

autrefois farouches, aujourd'hui tout occupés à apprendre le maniement de la quenouille, ne regrettent pas, eux aussi, l'époque où M. Mitterrand les étourdissait de paires de claques qui leur apportaient au moins la preuve qu'ils étaient encore quelque chose. Ce n'est plus une République où le conflit des idées irrigue la démocratie, c'est une garderie pour mercredi après-midi.

MÊME l'annonce, par nature menaçante, qu'une fois encore la République allait tenter de « moraliser » ses élections a laissé sans voix ceux que cela concerne. Il est juste de dire que, sur ce terrain, les casseroles sont si généralement réparties, si équilibrées, qu'il ne peut pas se trouver grand monde pour oser à la vertu outragée. Encore les affaires existantes sont-elles loin d'être toutes étalées sur la place publique.

Chances

Pour autant, l'utilité d'une réforme des finances électorales est moins de les contrôler que d'interrompre leur progression, si ce n'est de les réduire. Le danger qui, à l'américaine, guette la vie publique française n'est pas tant les moyens inavouables que les moyens excessifs, moins les méthodes illégitimes que l'importance des sommes engagées pour se faire élire, y compris pour un poste de faible notoriété. Le danger est moins, d'obtenir 100 000 francs par des voies hétérodoxes que de devoir disposer de 10 millions pour avoir le droit de concourir et d'être battu.

Autrefois (il y a, heureusement pour les intéressés, très longtemps, au dix-neuvième siècle), les parlementaires n'étaient pas payés. C'était, disait-on, pour justifier ce traitement dérisoire, afin d'éviter que les candidats ne soient guidés par l'appât du gain plutôt que par le bien de la nation. Le résultat, le logique résultat, c'est que les élus étaient soit des hommes riches, soit des fonctionnaires. Même la rouge Convention était composée aux trois quarts de nantis.

A noter que, pour ce qui concerne les fonctionnaires, le changement n'est pas des plus flagrants. Il y a à cela une raison simple et à deux volets. D'abord, qu'il échoue dans sa tentative ou qu'il vienne à connaître le malheur d'être défait, le fonctionnaire n'encourt que l'humiliation de le rester ou de le redevenir. Il tente sa chance sans trop de risques.

Ensuite, sans vouloir médire sur les cadences de la fonction publique, que les aménagements d'horaires ne sont jamais impossibles à obtenir, à fortiori si le hiérarque du candidat pense qu'il est bon, fût-il de conviction politique contraire, de ne pas trop contraindre le subordonné qui, demain, lui parlera peut-être du haut de son fauteuil de par-

lamentaire. Et puis, en principe, dans la fonction publique, on sait vivre.

La situation se présente bien différemment pour le cadre d'une entreprise, surtout s'il s'agit, dans tous les sens du terme, autour de son lieu de travail, des idées qui ne sont pas celles de son patron. Quant à être « repris » après un revers électoral, c'est une autre paire de manches.

CETTE longue parenthèse pour craindre que la voie du seul contrôle des finances électorales, celui-là fût-il assorti d'un plafond, ne soit une fausse tentative.

Parvenir à une vraie transparence du financement n'est certainement pas irréalisable, pour peu qu'on veuille bien en payer le prix, qui sera de contraintes et même, comme le mot, d'une manière d'acquiescement. Mais la vraie question n'est pas celle-là. La question est celle de l'égalité des chances.

Alors qu'elle est un maître mot s'il s'agit de la vie des citoyens ou de l'accès aux emplois publics ; que personne, quoi qu'il en pense par-devers lui, ne voudrait remettre en cause un tel dogme, il est, ce dogme, ridiculisé lorsqu'il s'agit de désigner ceux qui auront mission de parler au nom de leurs pairs. Qui peut douter que l'égalité du scrutin soit une force quand l'un des candidats dispose, fût-ce légalement, de dix, de cent fois plus qu'un autre ?

L'égalité elle-même ne suffirait pas. Une campagne électorale, c'est aussi du vent : des engagements, des promesses, des serments qui ne peuvent ensuite être tenus qu'à la lumière des réalités que rencontre l'élu, aussi haut que soit le poste qu'il a conquis. Il est choquant que l'altérisse puisse coûter si cher.

C'est une fonction noble que d'être élu de ses semblables. C'est déchoir, et l'amour, que de le mettre aux enchères. Seraient-ils égaux en moyens pécuniaires, les candidats déshonorerait l'élection s'ils jettent trop d'argent dans la balance pour que la fumée sorte blanche des cheminées républicaines.

Il n'est pas concevable que, quel qu'en soit le vainqueur, un scrutin coûte et s'achève aussi cher bientôt qu'un avant-centre de football. Qui peut prévoir ce qu'il faudra dépenser pour la prochaine élection présidentielle ? Trop. Au point que ce ne serait plus l'élu qui serait corrompu, mais aussi son électeur ; à travers eux, la démocratie.

SPECIAL-COPAINS. Sans doute est-il tout à fait inconvenant de faire figurer M. Henri Guillemin sous une rubrique au titre aussi cavalier que « Spécial-copains ». Mais ce maître libéré n'est pas homme à s'en froisser. Son orgueil est d'une autre force pour d'autres points d'appui. Il publie *Parcours* (au Seuil). Il faut le lire, pour alerter la vie en la regardant ardemment ; pour ne pas confondre l'espoir et l'illusion, la lucidité et le désespoir, la sévérité et la méchanceté. Il faut le lire.

(1) Cette compassion pour l'opposition est d'une condamnable hypocrisie.

هكذا من الأصل

Société

JUSTICE

Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe

Escarmouches

LYON
de notre bureau régional

Alors que la troisième journée du procès de la branche lyonnaise d'Action directe s'annonce, jeudi 18 mai, aussi tarde que la précédente, avec la suite de la lecture de l'arrêt de renvoi, les deux principaux accusés ont, tour à tour, fait un éclat. Incidents mineurs mais révélateurs de leur état d'esprit, et vraisemblablement annonciateurs de la tonalité des jours à venir.

A peine introduit dans le box, André Olivier a interpellé l'assistance : « Je tiens à signaler que le kiffeur est interdit dans les tribunaux français ! Je suppose que la calotte juive doit être autorisée... ». Proférée dans la salle même où fut jugé Klaus Barbie, l'apostrophe a causé un certain malaise. De fait, s'il porte toujours une chemise rouge vif, Olivier n'aborde plus la coiffe peletienne noir et blanc dont il s'était fait un fétiche. L'explication en réalité est simple. Dans la crainte de voir l'accusé utiliser cet objet pour tenter d'étouffer un co-accusé « trop bavard », les responsables du Groupe d'inter-

vention de la police nationale (GIPN), chargé de la sécurité, ont, de leur propre initiative, prié Olivier de laisser cet accessoire vestimentaire au petit dépôt.

Ces incidents plus tard, Max Frérot, qui n'aime pas être en reste par rapport à son chef, annonce qu'il a également une déclaration à faire. « Prenez donc le miroir », lui dit le président, bon enfant. L'artificier du groupe s'en prend alors à l'avocat général, M. François Brigneau, qui, l'avant-veille, avait demandé et obtenu le rejet de la mise en liberté de Nicole Chevillon (le Monde du 18 mai). « Dans le même temps, dit-il, à Genève, on relâche le conseiller municipal Pierre Van Dorpe, qui avait été sur un Magasin, le 29 avril. En ce jour, demandant qu'une caution de 12 000 francs, le prix d'un fusil de chasse et de deux boîtes de cartouches... Bravo, M. Costa ! »

Face à ces mouvements d'humeur, la cour comme le ministère public sont restés de marbre. La lecture de l'arrêt de renvoi pouvait paisiblement reprendre, jusqu'au soir.

R. B.

Au tribunal de Pointe-à-Pitre

Le « parrain » de la cocaïne colombienne est condamné par défaut à vingt ans de prison

POINTE-À-PITRE
de notre correspondant

Le tribunal de Pointe-à-Pitre, présidé par M. Yves Dominique, a, jeudi matin 18 mai, en grande partie les réquisitions du substitut du procureur, M. Jean-Luc Beck, qui avait requis des sanctions « exemplaires » dans l'affaire des 445 kilos de cocaïne colombienne saisie le 6 décembre 1987 sur l'île de Marie-Galante (le Monde du 19 mai).

Les trois principaux organisateurs de ce trafic, toujours en fuite et contre qui des mandats internationaux ont été lancés depuis le 11 mars 1988, ont été condamnés à vingt ans de prison ferme et leurs mandats d'arrêt ont été maintenus. Il s'agit de l'ancien député libanais colombien membre du conseil de Medellin (qui est à l'origine de 80 % du trafic mondial de cocaïne, selon la police), Pablo Escobar Gaviria, né en 1949 à Rio-Negro ; de son cousin Gustavo Gaviria Rivero, né en 1947 à Pereira, et de leur principal « courtier », Gustavo Gonzalez Flores, né en 1954 à Armenia.

Il s'agit de la première condamnation de Pablo Escobar dont un jury de Meuse avait demandé, sans succès, l'extradition le 17 décembre 1986 (le Monde du 17 décembre 1986).

Le tribunal a, d'autre part, rejeté la demande des avocats de Juan Francisco Perez Piedrahita, quarante-cinq ans, et de David Ortiz Hernandez, trente-trois ans, visant à faire bénéficier leurs clients de la loi du 31 décembre 1987, qui prévoit une réduction de moitié des peines pour les « repentis ». Les deux hommes ont finalement été condamnés à quatorze ans de prison.

De leur côté, les deux seconds rôles de l'opération, le copiste et l'assesseur, Jean Garcia Lasprilla, quarante-deux ans, et Castro Munoz Harold Armando, vingt et un ans, ont été condamnés à dix ans de prison.

Enfin, le tribunal a partiellement suivi les demandes des douanes en accordant la saisie de l'avion, un Piper Cheyenne qui avait servi à la livraison de cocaïne, ainsi que la somme de 500 millions de francs à titre d'amende.

ANDRÉ LÉGER.

Un livre de Jean-Marie Pontaut et de Francis Szpiner

Quand l'Etat s'affranchit de ses propres règles

C'est une constatation de bon sens : l'Etat s'affranchit facilement des règles non écrites et pesantes qu'il s'impose. Le citoyen qui craint de perdre tout fait semblant d'accepter ces chevauchements de ligne sans commettre par ceux qui sont censés faire respecter le code. Il en prend son parti, comme s'il s'agissait d'une fatalité, un peu comme l'écaboteur routier du week-end de Pentecôte où le cancer du poulmon des fumeurs. Il a pourtant tort. Les libéralités que s'octroie l'Etat sont bien plus nombreuses et scandaleuses qu'il ne le pense.

C'est leur catalogue — non exhaustif, ce qui donne, hélas ! à penser que le mal est encore plus profond — agrémenté de commen-

taires peu complaisants que livrent Jean-Marie Pontaut et Francis Szpiner dans leur ouvrage connu : *L'Etat hors la loi*.

J.-M. Pontaut est journaliste, F. Szpiner est avocat, deux professions qui constituent un excellent point d'observation pour comparer les faits au discours. Car, les mêmes qui, ministres ou hauts fonctionnaires, fustigent le zèle des agents du fisc dans leur traque au fraudeur, s'attribuent généreusement des primes considérables, quasi clandestines, versées en liquide et libérées de tout prélèvement fiscal. Celui-là même, l'Etat, qui pourchasse les faussaires de paris non seulement ne s'empêche pas de jouer le jeu de hasard qu'une loi jamais abolie interdit, mais, surtout, tel un tricheur, ne respecte pas ou change son propre règlement dès que la chance tourne.

Dans le chapitre consacré aux loteries, version dixième ou version lotto, Pontaut et Szpiner racontent ainsi la savoureuse histoire du récent Tapis vert, première loterie de contrepartie créée par les pouvoirs publics. Le calcul des probabilités fait former un carré d'as — ou de rois — combinaison qui assurerait aux gagnants une belle prime, ne devait « sortir » qu'un bout de onze ans. Le chef de partie, en l'occurrence, le ministre des finances, avait donc peu de risque de perdre sa chemise. Las, la chance, par nature incontrôlable, lui joua un vilain tour. Le 29 mars 1987, soit six mois après la création du jeu, l'improbable carré d'as surgit, obligeant la Société du Loto à décaisser une montagne d'or. L'Etat prit alors peur. Et si un tel carré « sortait » une seconde fois ? Une parade fut rapidement trouvée : du jour au lendemain, les organisateurs décidèrent de plafonner la masse des enjeux pour chaque combinaison. Lorsque ce plafond est atteint, édictent désormais les nouvelles règles, il n'est plus possible de parier sur la même combinaison. La ruse est si grossière qu'aucun gamin n'oserait jouer ses billes avec de telles règles. Mais la Société du Loto, dont on apprend au passage que les responsables perçoivent des émoluments très confortables, n'a, elle, pas hésité.

Et que dire du discret bureau des commissions qui, installé au cœur du ministère des finances, est officiellement chargé d'autoriser les exportations de capitaux qui permettront à nos industriels d'« arroser » hauts fonctionnaires ou chefs d'Etat étrangers ? Ces pots-de-vin, qui ne sont rien d'autre que des manœuvres de corruption sévèrement réprimées en France, sont bien entendu versés pour préserver la bonne santé de notre balance commerciale. Mais, avec les auteurs, il n'est pas interdit de se demander si de telles pratiques ne favorisent pas un peu ce climat où se récolte l'« argent facile » si facilement dénoncé.

Effet de masse

Les ventes d'armes sont là pour le montrer : il n'est jamais certain qu'une partie des commissions offertes à l'étranger pour faire acheter français ne finisse, en réalité, dans les coffres d'un parti politique plutôt que dans la poche d'un intermédiaire ou d'un émir. Pontaut et Szpiner n'auront pas eu la preuve qu'il en a bien été ainsi au cours de l'affaire Luchaire — laquelle, entre parenthèses, paraît s'achever vers un définitif sommeil. Mais ils reproduisent le rapport inédit de l'amiral Lacoste, alors chef des services secrets français, avertissant dès 1984 le gouvernement que la société Luchaire vendait des armes interdites à l'Iran. Pourtant ce n'est que deux ans plus tard que le ministre de la défense demandera que des poursuites soient engagées. Au lecteur de trouver une explication à cet étonnant retard.

L'on pourrait, à la rigueur, s'accommoder d'un scandale isolé. Mais observé dans sa lassante répétition, la perspective n'est plus la même. Il y a effet de masse et bien-tôt, la perspective n'est plus la même. C'est le temps où le respect de la loi est l'exception n'est pas encore venue. Mais celui où sa transgression demeure exceptionnelle n'est déjà plus.

GEORGES MARION.

★ *L'Etat hors la loi*, de Jean-Marie Pontaut et Francis Szpiner, Fayard ; 297 pages ; 98 francs.

REPÈRES

Accidents domestiques

M^{me} Neiertz envisage une série de mesures

M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, a annoncé, jeudi 18 mai, la série de mesures qui doivent être prises pour la sécurité dans les maisons et la lutte contre les accidents domestiques. Le premier pour imposer aux fabricants d'antigel l'obligation d'ajouter un « répulsif » pour dissuader les enfants de boire le produit ; le second pour définir des normes précises concernant certains articles de puériculture.

En outre, le secrétaire d'Etat a l'intention de rendre obligatoire les garde-corps aux fenêtres et les prises électriques « à éclipse » dans tous les logements neufs ou rénovés.

Un effort sera fourni dans le domaine de l'information. M^{me} Neiertz envisage de faire insérer un petit fascicule de conseils dans tous les carnets de maternité et d'organiser une campagne spécifique pour les familles rurales et les milieux défavorisés dans lesquels on constate le plus fort taux d'accidents.

Vingt-deux mille personnes mourant la mort chaque année à la suite d'accidents domestiques et, parmi elles, sept cents enfants. Ces accidents font deux fois plus de victimes que les accidents de la route.

Education

Test d'entrée en CE 2 et en sixième

Tous les élèves entrant en CE 2 et en sixième vont être « évalués ».

Les connaissances en lecture, écriture et calcul de tous les élèves entrant en cours élémentaire deuxième année et en sixième à la rentrée prochaine, soit 1,5 million d'enfants, seront évaluées. Ces contrôles, dont le principe figure dans le rapport annexé au projet de loi de M. Lionel Jospin, ne donneront lieu à aucune sanction et ne compromettront pas l'accès dans la classe supérieure puisqu'ils auront lieu en début d'année.

Le ministre de l'éducation nationale a précisé mercredi 17 mai, à l'issue du conseil des ministres qui a approuvé son texte, que les enseignants seraient informés avant le fin des modalités de ces tests qui doivent leur permettre de mieux adapter leur pédagogie, et dont les résultats « ne devront découler en aucun cas sur un palmarès ».

Une première expérience, restée sans lendemain, avait été menée dans les CE 2 à la rentrée 1986.

Enseignants

Grève du SNALC le jour du bac

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) vient de déposer un préavis de grève des professeurs pour le mercredi 7 juin, jour de l'épreuve écrite de philosophie du bac. Le SNALC avait décidé, lors de son dernier congrès en avril, de déclencher une telle action si les négociations sur la revalorisation des salaires « n'étaient pas revenues ». Estimant n'avoir obtenu « aucune réponse », le syndicat appelle les enseignants qui doivent surveiller les épreuves du 7 juin à cesser le travail pour obtenir une augmentation générale de 15 % sur cinq ans, alors que l'accord signé par les principaux syndicats (sauf le SNALC et le SGEN-CFDT) avec M. Jospin combine un ensemble d'augmentations incitatives, d'indemnités nouvelles et d'accréditations de carrière. Le SNALC, qui a obtenu 12,2 % des voix aux dernières élections professionnelles, envisage de renouveler son action lors des autres épreuves du baccalauréat si aucune réponse ne lui est donnée.

Publicité mensongère

Dix sociétés dénoncées par le ministre de la santé

Dans un arrêté publié au Journal officiel du 18 mai, M. Claude Evlin, le ministre de la santé, désigne dix sociétés qui font de la publicité pour un objet, un appareil ou une méthode présentée comme bénéfiques pour la santé sans que soit pour autant apportée la preuve scientifique des propriétés vantées. Aux termes de l'arrêté ministériel, toute publicité devra avoir cessé dans les trois semaines suivant la parution du texte officiel.

Les sociétés visées par cette décision sont : le Centre national d'application médicale et esthétique, à Bordeaux ; le société Rhumatisme Trapp, à Brumath ; le société DMD, à Paris 5^e ; le centre du Vernet, à Vincennes ; les laboratoires Viteadex, à Paris 15^e ; la société Sart, à Aix-en-Provence ; le centre de propagande Santé, à Paris 13^e ; la société Servit, à Haguenau ; et enfin, la société Davidson Distribution Francillon, à Crest.

CH. CH.

MÉDECINE

Une collecte de médicaments pour le tiers-monde

L'association « Pharmaciens sans frontières » organise les 26 et 27 mai, une collecte nationale des médicaments qui encombrent les armoires à pharmacie. Les particuliers sont invités à venir déposer ces médicaments inutilisés dans les vingt-deux mille officines de France qui resteront exceptionnellement ouvertes jusqu'à minuit le 26 mai.

Cette campagne qui sera relayée par Antenne 2, a reçu le soutien du secrétariat d'Etat chargé de la consommation (pour ce qui concerne la prévention des accidents domestiques) du ministère de la santé (pour l'aspect lutte contre l'automedication) et du secrétariat d'Etat chargé de l'action humanitaire.

Très populaires dans les pays donateurs, les campagnes de médicaments sans frontières (MSF) lancées avec la fondation du Raster'a Diézet une campagne nationale en faveur de la vaccination des enfants du tiers-monde. Un million d'autocollants « Paris 89 de Médicins sans frontières » sont en vente à MSF et dans les pharmacies au prix de 50 F. L'argent recueilli servira à vacciner un million d'enfants contre des maladies qui tuent dans les pays pauvres : tuberculose, rougeole, tétanos, poliomyélite, coqueluche, diphtérie et fièvre jaune.

A Paris, un village de Médicins sans frontières inauguré par M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, et par M. Bernard Kouchner, a été reconstruit au Champ-de-Mars. Il est ouvert au public le vendredi 19 et le samedi 20 mai.

★ MSF : 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris. Tél. : 40-21-29-29.

★ *ÉTATS-UNIS* : les étrangers atteints du sida disposent d'un visa de trente jours. — Le département de la justice a annoncé, jeudi 18 mai, que les étrangers malades du sida pourront désormais obtenir un visa de trente jours pour voyages d'affaires, d'études ou d'agrément aux États-Unis. Le Congrès avait, en 1987, autorisé les services d'immigration et de naturalisation (INS) à rajouter le sida à la liste des maladies considérées par cet organisme comme justifiant une interdiction d'entrée. La décision rendue jeudi est intervenue après de vives protestations contre l'arrestation d'un Néerlandais atteint du sida ; il avait finalement été autorisé, en avril, à assister à une conférence sur la maladie à San Francisco. — (AFP)

ARCHÉOLOGIE

Un « cimetière » d'ours des cavernes découvert en Savoie

Un « cimetière » d'ours des cavernes, où l'on trouve une cinquantaine de squelettes visibles en surface, et probablement d'avantage dans le sol, selon le paléontologue Michel Philippe, a été découvert en décembre 1988 dans une grotte située à 1 700 mètres d'altitude au-dessus d'Entremont-le-Vieux (Savoie).

Deux spéléologues qui ont eu l'idée de purger de ses grottes un boyau obstrué depuis des milliers d'années ont découvert sur une surface de 300 mètres de long et de 5 mètres à 10 mètres de large, recouverte d'os d'ours, adultes et jeunes, morts probablement surpris au cours de leur hibernation il y a environ vingt mille ans à quelques milliers d'années près.

Il y a des gisements d'os d'ours des cavernes dans la Vercors, dans la Lot, en Corrèze, dans les Pyrénées, indique M. Michel, conservateur adjoint au Musée Guimet d'histoire naturelle de Lyon, mais celui-ci nous semble être un des plus importants de France, et, surtout, comme peu de personnes y ont pénétré, il est resté intact depuis que les derniers ours des

cavernes ont abandonné la grotte. Certains de ces animaux sont conservés dans la position où ils sont morts, ce qui va nous permettre de mieux connaître comment vivait cet animal, si les femelles et les mâles hibernaient ensemble, par exemple.

L'ours des cavernes était beaucoup plus gros que l'ours brun actuel : il devait atteindre 3 mètres de long (contre 1,70 mètre ou 1,80 mètre pour l'ours des Pyrénées). Il a dû s'éteindre il y a quatorze mille ou quinze mille ans, lorsque la dernière période de glaciation a commencé son déclin.

M. Michel Philippe et M. Jean-Paul Claret, le maire d'Entremont, espèrent avoir les crédits nécessaires pour créer dans la grotte d'Entremont l'école de fouilles spéléologiques qui manque à notre pays et aussi pouvoir faire en laboratoire les études complémentaires (détermination, consolidation, reconstruction, études anatomiques et datation).

La fouille de la grotte sera pluridisciplinaire et sera faite avec l'accord de la direction régionale des Antiquités préhistoriques pour la cas où des vestiges archéologiques seraient mêlés à tous ces squelettes.

Sports

Les Jeux des petits Etats d'Europe

Moins vite, moins haut, moins fort

La troisième édition des « Jeux des petits Etats d'Europe » se déroule à Chypre du 17 au 20 mai. D'Andorre ou de Monaco, du Luxembourg ou d'Islande, huit cent cinquante athlètes, représentant huit pays, concourent dans cette compétition miniature, copie conforme des grands J.O. Une occasion idéale de glaner quelques médailles entre adversaires de même calibre.

NICOSE

de notre envoyé spécial

YANNIS ZISIMIDIS n'est ni Carl Lewis, ni Ben Johnson et ne le sera sans doute jamais. Certes, il est plutôt bien bâti

et porte le cheveu court. Mais cet athlète chypriote boucle le 100 mètres en 10 s 62. Autant dire que s'il avait pu s'aligner en finale sur cette distance à Séoul lors des derniers Jeux, les deux sprinters nord-américains - dopés ou pas - l'auraient distancé d'au moins dix mètres ! Pourtant, Yannis Zisimidis est bien champion olympique lui aussi. Un vrai champion. Avec une médaille en or certifiée conforme.

Sur la plus haute marche du podium, le regard fixe et le torse bombé, droit et fier comme un coq, il lève même une lame à la première note de l'hymne national chypriote. Dans les tribunes du stade Makarios de Nicosie, le public lui réserve une ovation de héros. En ce mercredi 17 mai, n'est-il pas devenu le plus grand des plus petits, le plus

rapide des plus lents, médaillé des J.O. des Lilliputiens ?

Les « Jeux olympiques des petits pays d'Europe ». Ils mettent aux prises des athlètes de huit pays - Andorre, Chypre, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco et Saint-Marin - décidés à en découdre dans neuf disciplines sportives : athlétisme, basket-ball, cyclisme, judo, natation, tennis, tir, voile, volley-ball. Des Jeux en modeste réduit, respectueux du cérémonial olympique, jusque dans les moindres détails, de la tenue des hôtes et des officiels - du bleu au vert en fonction de leur rôle - au voyage de la flamme à travers le pays.

Mercredi, vers 19 heures, lorsque cette flamme arrive sur le stade, portée par deux parasportistes en fauteuil roulant, on se croirait revenu à Séoul ou à Los Angeles. Il ne manque, finalement, que les soldats en armes et les interminables contrôles policiers... Car, ici, tout est affaire de bonne volonté et de bonne humeur.

Après avoir défilé au pas, au rythme des applaudissements des vingt mille spectateurs, les différentes délégations se sont alignées sur la pelouse, derrière leur bannière respective. Éléments dans leur survêtement, les athlètes ont entendu le président de la République chypriote, M. George Vassiliou, proclamer officiellement l'ouverture des « troisièmes Jeux » des « petits Etats d'Europe ».

Mobilisation

Avec la bénédiction du Comité international olympique (CIO) et le soutien de onze gros sponsors, les Chypriotes préparent ces quatre jours de compétition depuis décembre 1987. L'ensemble du pays (650 000 habitants) s'est mobilisé. Le Comité olympique local y a consacré un budget de 2 700 000 francs, et de superbes installations (une piscine, un gymnase et un champ de tir) ont été édifiées pour l'occasion. Notre problème n'est pas d'équilibrer dépenses et recettes mais d'amener les jeunes à

faire du sport et de voir enfin nos athlètes récompensés de leurs efforts », certifie Nicos Megalamos, administrateur du Comité olympique chypriote.

Résultat : une organisation parfaite et une opération déjà vouée au succès. Depuis une semaine, tous les hôtels de l'île affichent complet - en raison également de la présence de réfugiés libanais qui arrivent par bateau à Larnaca - les enfants des écoles garnissent les gradins et il règne dans Nicosie une joyeuse agitation. On y croise des Maltais ou des Luxembourgeois en vadrouille, des lanceurs de javelot du Liechtenstein et des nageurs d'Andorre, des athlètes de Saint-Marin jouant les séducteurs transalpins ou des cyclistes islandais, pâles comme un jour de neige sur le port de Reykjavik.

Tous font « comme si ». Comme s'ils étaient les meilleurs, les plus forts, les plus rapides. Comme si ces jeux étaient bien « les » Jeux. Ils ont souvent préparés le plus sérieusement du monde à l'issue de longues épreuves de sélection. Certains viennent même à considérer cet événement comme le principal rendez-vous de leur saison. « Je connais des athlètes qui accordent beaucoup plus d'importance aux championnats d'Europe qu'aux véritables Jeux olympiques », note l'un des quatorze journalistes luxembourgeois, présents à Chypre (ils n'étaient que trois à Séoul !) avant d'ajouter : « Mais quel plaisir de revenir pour la première fois avec des médailles ! »

Tous ces Lilliputiens de la planète sport refusent donc de voir dans cette compétition une sorte de réunion des complexes des Jeux olympiques. Au contraire, les petits sont heureux. Un bonheur simple de sportifs simples, des étudiants, des mécaniciens, des bouchers ou des cuisiniers. « On s'amuse, on gagne ou on perd, mais on n'est jamais ridicule », note un cuisinier de Saint-Marin que le peloton du Giro laisserait sur place.

PHILIPPE BROUSSARD.

AUTOMOBILISME

Les Vingt-Quatre Heures du Mans hors championnat



APF

Comme en 1986 et en 1987, les Vingt-Quatre Heures du Mans ne figureront pas cette année au programme du championnat du monde des voitures de sport-prototypes. A l'issue de deux réunions tenues les 17 et 18 mai à Paris, les responsables de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) et de l'Automobile-Club de l'Ouest (ACO), ont convenu dans un communiqué que « compte tenu de la personnalité, de la spécificité et du patrimoine de la compétition mancelle, il a été convenu, d'un commun accord, qu'il était de l'intérêt de l'épreuve de rester à l'extérieur du championnat du monde pour 1989 ».

Afin de favoriser les retransmissions télévisées et donc d'accroître les rentrées publicitaires, M. Bernie Ecclestone, vice-président de la FIA, chargé de la promotion de ce championnat, avait obtenu cette année la suppression de toutes les épreuves d'endurance, à l'exception des Vingt-Quatre Heures du Mans, et leur remplacement par des courses de moins de 500 kilomètres.

Le désaccord avec les responsables de l'ACO a porté sur leur refus de prendre à leur charge

l'intégralité des frais de production des images télévisées alors que les droits de retransmission seraient reversés à la FIA et sur le chronométrage assuré pour tout le championnat par Longines-Olivetti alors que les 24 Heures du Mans étaient déjà sous contrat avec RIS.

Le retrait des Vingt-Quatre Heures du Mans du championnat ne devrait pas nuire à leur succès. Toutes les marques présentes en sport-prototypes avaient déjà fait parvenir leur engagement avec, le plus souvent, des voitures supplémentaires. Le « plateau » pourrait même être complété par des Ferrari F40, qui n'avaient pu s'inscrire dans le championnat.

Après la victoire de Mauro Baldi et de Jean-Louis Schlesser (n° 61 sur la photo) à Suzuka, dans la première manche du championnat, les Mercedes, qui seront encore favorites dimanche 21 mai à Dijon, devraient donc effectuer au Mans un retour officiel très attendu depuis le tragique accident de Pierre Lavigne qui avait provoqué en 1985 la mort de quatre-vingt-deux spectateurs et entraîné le retrait de la marque allemande de toutes les compétitions automobiles.

FOOTBALL : championnat de RFA

Du rififi à la Bundesliga

BONN

de notre correspondant

LES éphémères vont très bas en ce moment dans les instances dirigeantes du football ouest-allemand. L'entraîneur national, Franz Beckenbauer, traite M. Gehard Mayer-Vorfelder, président du VfB Stuttgart d'incompétence. Riposte de ce dernier, qui est également ministre de l'Éducation du Land de Bade-Wurtemberg : « L'empereur Franz a une fois de plus ouvert la bouche sans savoir. » Et d'ajouter, perfide, que ce n'est pas parce que Beckenbauer gagne le double de son salaire de ministre qu'il est deux fois plus intelligent.

Ces amabilités ont été échangées à l'occasion de la polémique qui se développe entre Rhin sur la réforme du championnat national de football, dont M. Mayer-Vorfelder est le principal promoteur. Il s'agit d'appliquer au championnat de première division, la Bundesliga, la formule qui a fait le succès des coupes européennes : les matches aller et

retour seraient joués à une semaine d'intervalle ; le décompte des points serait modifié : le vainqueur sur l'ensemble des deux rencontres obtiendrait un point supplémentaire, et un bonus viendrait récompenser l'équipe qui aurait marqué le plus de buts.

Cette réforme vise à ramener le public ouest-allemand vers des stades qu'il boudait de plus en plus. Pour Franz Beckenbauer, cette réforme compliquerait le championnat et désorienterait un public qui serait, selon lui, obligé de suivre les événements avec une calculatrice. D'autres craignent que ce système ne favorise les débordements de supporters qui n'auraient pas le temps d'oublier les vilenies de l'équipe adverse avant le match retour. Cependant les équipes de bas de tableau sont les plus inquisiteuses : la réforme prévoit également la réduction à seize au lieu de vingt des formations jouant dans la prestigieuse Bundesliga.

LUC ROSENZWEIG.

HOCKEY SUR GLACE : la défection d'Alexandre Moguily

Une histoire rocambolesque

Considéré comme un des meilleurs joueurs de hockey sur glace de sa génération, le Soviétique Alexandre Moguily, a choisi de « passer à l'Ouest » à la suite des championnats du monde disputés à Stockholm et remportés par l'URSS. Cette défection anachronique perturbe les nouvelles relations que le hockey soviétique s'appropriait à mener avec la puissance et fortunée ligue nord-américaine (NHL).

Un film muet en noir et blanc à l'époque des super-productions d'hollywood : voilà résumée l'histoire d'Alexandre Moguily, ce jeune Soviétique qui a percé le rideau de fer alors qu'il avait tout loisir d'aller exercer son art, le hockey sur glace, en Amérique du Nord avec l'assentiment des autorités de son pays. Une histoire qui tient du mauvais polar et de la série Hartogin mais qui risque de ne pas seulement faire pleurer Margot. C'est toute la politique qui

consiste à libéraliser la circulation des sportifs soviétiques qui risque d'être remise en cause.

Rien ne serait arrivé si Alexandre Moguily avait été un gamin comme les autres. Mais non, le fils de Genady, modeste employé des transports publics à Khabarovsk, lointaine cité de l'est, est un petit prodige de la crosse et du palet. Un prodige qui n'échappe pas au système de recrutement et de formation des sportifs de haut niveau. Quand, à dix-sept ans, il se trouve enrôlé dans l'armée rouge, ce n'est donc pas pour monter la garde au Kremlin mais pour jouer au hockey dans les rangs du club militaire de Moscou, le CSKA. Et, dès sa première saison sous les couleurs de ce club, il confirme qu'il est bien un avant aile gauche de grand talent : il marque 15 buts. Ses coéquipiers ne l'appellent plus que « magicien ».

Ce surnom lui va comme un gant. Au terme de trois saisons, c'est-à-dire à vingt ans, il peut inscrire sur sa carte de visite : champion du monde junior, champion olympique

1988, champion du monde 1989. Bref, Alexandre Moguily est une star. L'armée rouge lui a décerné le grade de sous-lieutenant. Et sa « solde » de 400 roubles est enviée pour un Soviétique, d'autant qu'il a la possibilité de faire de fréquents déplacements à l'Ouest. Il a même la perspective d'aller amasser des dollars aux Etats-Unis puisqu'il a été sélectionné (« drafted ») par les dirigeants des Sabres de Buffalo, une ville des bords du lac Érié dans l'Etat de New-York.

Guerre froide

Conséquence de l'assommoirisme des règles olympiques sur l'amateurisme et de la perestroïka, l'Union soviétique a décidé d'ouvrir ses frontières à ses meilleurs sportifs : footballeurs, basketteurs, cyclistes, tennismen sont ainsi devenus depuis deux ans des pourvoyeurs de devises pour le Comité des sports. Jusqu'à présent, un seul hockeyeur soviétique avait trouvé dans ce cas, Sergueï Prichkin, qui a fait ses débuts en NHL en février dernier avec les Flames de Calgary. L'entraîneur de l'équipe nationale soviétique, Victor Tikhonov, s'était opposé au transfert du numéro un russe, Viatcheslav Fetisov, chez les Devils du New-Jersey. Mais ce genre de veto devait être levé après les championnats du monde de Stockholm. Le président de la NHL, John Ziegler, avait négocié avec le Comité des sports le transfert en Amérique du Nord de plusieurs joueurs, la possibilité pour les Flames de Calgary et les Capitals de Washington de s'entraîner en URSS en septembre prochain, et une tournée de 21 matches au Canada et aux Etats-Unis d'équipes soviétiques.

Dans ces conditions, pourquoi Alexandre Moguily n'a-t-il pas pris l'avion de Moscou avec ses camarades, mardi 2 mai, après avoir célébré comme il se devait son nouveau titre de champion du monde ? Pourquoi a-t-il choisi la liberté ? Dans les heures qui ont suivi la « disparition » du hockeyeur on se serait cru revenu aux plus noires années de la guerre froide.

Moguily était introuvable. Le ministère des affaires étrangères suédois n'était saisi d'aucune demande d'asile politique. L'ambassade des Etats-Unis à Stockholm s'était murée dans un silence embar-

assé tandis que la délégation soviétique parlait de « situation particulièrement grave ». Tout le monde feignait avoir perdu la trace du transfuge. Il devait « réapparaître » vendredi 5 mai à l'aéroport de Stockholm, où il s'est embarqué sur un vol pour New-York sans difficulté particulière. A l'aéroport Kennedy, des agents du FBI attendaient Alexandre Moguily. Il n'eut pas à se plaindre de tracasseries policières : quelques heures après son atterrissage à New-York il s'envolait pour Buffalo, qui était le véritable terme de son voyage. Là, les dirigeants du club local de hockey, qui l'avaient escorté depuis la Suède, l'escorteront une nouvelle fois.

Impossible donc de savoir ce qui avait justifié la défection du champion de la crosse. Il fallait s'en tenir aux hypothèses. Celles des journaux soviétiques n'étaient pas très flatteuses pour Alexandre Moguily : à les lire, c'est un caractère faible qui aurait fui, ébloui par les propositions financières mirobolantes des patrons des Sabres. Le journal des armées le qualifie carrément de « déserteur », et un procureur militaire évoque comme sanction le bannissement. La version des reporters suédois était beaucoup plus romantique : ils avaient cherché la femme et ils avaient trouvé Tera Harrington, une étudiante en biologie de l'université d'Anchorage où avaient eu lieu, l'année dernière, les championnats du monde juniors. Celle-ci n'aurait pas reçu le visa pour rejoindre son bien-aimé à Moscou, et Alexandre aurait ainsi décidé de passer à l'Ouest pour la rejoindre.

Les cinquante-cinq minutes de conférence de presse que devait

finalment donner le jeune Soviétique à Buffalo, lundi 8 mai, n'ont guère éclairci la situation. Le filtrage très sévère des questions opéré par les responsables des Sabres a seulement permis de savoir que Moguily projetait depuis un an de quitter l'URSS où il se sentait « comme engourdi », qu'il n'avait pas de liaison avec Tera Harrington et qu'il espérait jouer la saison prochaine avec l'équipe de Buffalo. Mais il n'avait alors qu'un permis de séjour d'une semaine. Mardi 9 mai, il a déposé une demande d'asile politique motivée « par une possibilité de persécution en cas de retour en URSS ». Son permis de séjour a ainsi été prolongé de deux mois.

Le championnat de hockey reprendra en septembre. D'ici là Alexandre Moguily aura-t-il obtenu l'autorisation de travailler aux Etats-Unis ? Le président de la NHL, qui attendait un rapport des Sabres sur les conditions de la défection, aura-t-il donné son accord à son inscription aux Jeux olympiques de Barcelone ? On bien le joueur sera-t-il retourné dans son pays ? Après avoir exprimé du « dégoût » puis profité des menaces de « déportation », les Soviétiques ont envisagé la manière douce : le meilleur hockeyeur du pays, Viatcheslav Fetisov, devait se rendre aux Etats-Unis pour tenter de convaincre son ancien coéquipier de rentrer dans le rang, mais son voyage a été annulé au dernier moment « pour des raisons administratives ».

En attendant de nouveaux rebondissements, on en est donc toujours réduit aux hypothèses sur les raisons qui ont réellement décidé Moguily à passer à l'Ouest. Car, si l'on dépasse les vieux réflexes anticomunistes, sa présence se révèle plus embarrassante qu'autre chose pour tout le monde dans le contexte actuel.

ALAIN GRAUDO.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Championnat du monde de sport-prototypes. — Dimanche 21 mai à Dijon (FR 34 14 h 50.)

4 x 4 Show

Salon du 4 x 4 à Paris-la Défense. — Du 22 au 28 mai.

Aviron

Internationaux de France. — Samedi et dimanche 21 mai à Vichy.

Football

Championnat de France. — Trente-troisième journée, samedi 20 mai.

Coupe d'Europe. — Finale de la Coupe des champions : Steaua Bucarest — Milan AC, mercredi 24 mai à Barcelone (TF 1 à 20 heures).

Gymnastique

Championnats d'Europe dames. — Jusqu'au dimanche 21 mai à Bruxelles (Antenne 2 samedi à 14 h 10).

Handball

Coupe des vainqueurs de coupe. — Finale retour entre Essen et Créteil, le dimanche 21 mai (Canal Plus à 16 h 45).

Jeu à XIII

Coupe de France. — Finale Avignon-Le Pontet, dimanche 21 mai à Albi.

Voile

Grand Prix de formule 40. — Jusqu'au dimanche 21 mai à Marseille.

FÊTE DU SPORT

Journées portes ouvertes organisées par les fédérations dans de nombreux centres sportifs, samedi 20 et dimanche 21 mai.

Le Monde

LUNDI 22 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 23)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

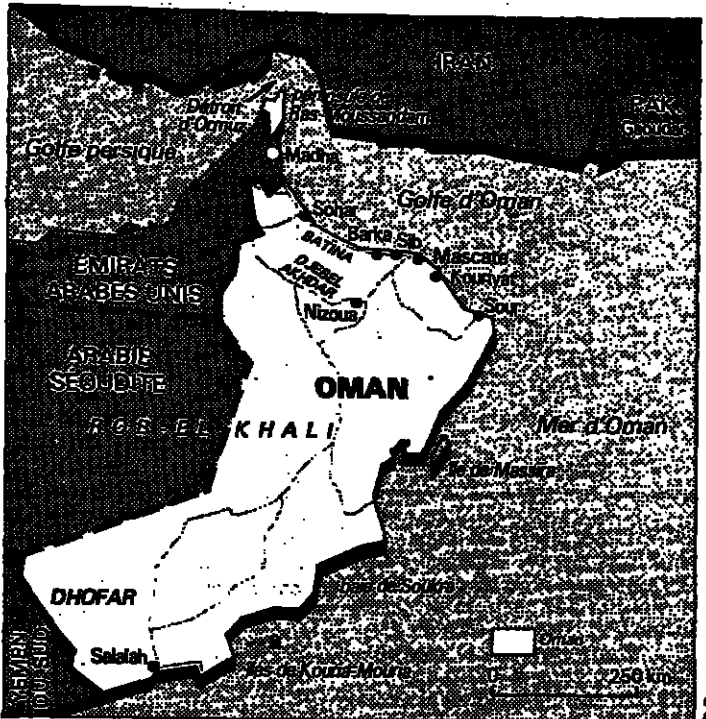
20 pages d'annonces des centaines d'offres d'emploi pour les cadres

PILE SEPAREE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le Monde Économie en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

هذا من الأصل

Le Monde SANS VISA



Forteresse de Nizous.

Oman entre l'or noir et l'or vert

par Jean-Pierre
Péroncel-Hugoz

AVANT d'aborder à Mascate, il vaut mieux se débarrasser de quelques bonnes vieilles idées reçues. Attendez ici et là sur le Sultanat d'Oman : non, Qabus I^{er} n'est pas « le dernier sultan ». Même si n'existant pas son collègue en titre, âge, religion et pétrole, le sultan Hassan al-Bunayy, tout chef d'Etat arabe renferme sultan en ses Etats, du moins tant que soient signifiés pouvoir, au plein sens du terme, dans la langue de Mahomet.

Qabus, par ailleurs, est bien un prénom rarissime en arabe, mais, contrairement à ce qui a pu être imprimé, il ne signifie ni « cauchemar » ni « contrainte » ; tout simplement... « circoncis par les anges » ou « fécondé par les anges », ce qui peut d'ailleurs aller de pair.

Oman, enfin, n'est pas, comme la Jordanie ou le Pakistan, né des œuvres coloniales d'Occident. L'Etat omanais s'est forgé dès les débuts de l'ère musulmane sous forme d'un imamat batailleur du l'islam hétérodoxe (le Monde daté 9-10 avril) à toujours été, et jusqu'à présent, un excellent prétexte pour récusar les hégémonies panarabo-islamiques de Bagdad, du Caire ou de Ryad.

La particularité omanaise concerne jusqu'à la géographie, le Sultanat étant l'un des rares Etats continentiels de la planète (avec l'Angola et les Etats-Unis) à être territorialement discontinus : outre son « pré carré », Oman s'étend non seulement à la presqu'île de Ras-Monssandam, précieuse dentelle stratégique — « canon brisé vers l'Iran », selon les militaires anglo-américains — mais encore, toujours dans les Emirats arabes unis, à la minuscule enclave de Madha (voir carte). Sans oublier que la désertique frontière omano-émiratienne est rien moins que fixée.

« Une vieille amitié particulière »

Fortis dès 1798 d'un « traité d'amitié » avec la dynastie des Bou Said — dont Qabus est le treizième surpère — les Britanniques s'efforcent de résister à la tentation de mettre Oman dans leur gironcibère impérial. De ce traitement au moins en apparence d'égal à égal, ils ont été récompensés puisqu'ils sont toujours là, même si leur drapeau n'y a jamais flotté. Pas loin de dix mille d'entre eux vivent actuellement dans le Sultanat, conseillers de ministres, banquiers, dactylos ou professeurs ; et last but not least, chef suprême des services secrets et commandants de la flotte et de l'aviation.

Ne vous aviez pas trop, à propos de ce qu'un diplomate arabe pas très bienveillant nommait une « vieille amitié particulière », de triller les Omanais, princes dynastiques ou simples sujets ; car s'appuyant sur

nos propres débats européens au sujet du rôle des étrangers, ils ont la répartie prête : « Je vous en prie, pas de racisme ni d'exclusion ! Des Britanniques servent loyalement Oman, comme d'ailleurs des Indiens, des Pakistanais, des Bengalis ou des hindous... » (Environ deux cent mille étrangers vivent apparemment en bonne intelligence avec le million de naturels du pays.)

Ultima ratio de l'Omanais vété par une insistance bien française sur « l'omniprésence anglaise » dans le pays : « Nous ne pouvons pas être colonisés puisque nous avons nous-mêmes des colonies jusqu'aux années 60. » Et il est vrai que pour se venger des Portugais qui occupèrent le littoral mascatien de 1508 à 1649, les Omanais, navigateurs intrépides (l'un d'entre eux, Ahmed Ben Madjid, soulignait les manuels d'histoire d'Oman, pilote Vasco de Gama d'Afrique orientale aux Indes), se taillèrent un chapelet de jumeaux comptoirs épiques et esclavagistes de Mogadiscio à Zanzibar.

Les Omanais préfèrent évidemment éviter de rappeler que la branche zanzibari de la famille Bou Said dut régner sous « protection » britannique à partir de 1890 et jusqu'à son renversement par les Noirs en 1964. Au Prisme français, le dernier marché en vogue à Mascate, on vous présentera peut-être un jeune homme en longue robe blanche semblable à tous les autres clients mais au sujet duquel on vous glissera : « Le pauvre, c'est l'ami machin-chose, le fils du dernier sultan de Zanzibar. »

Aux fies du clo de girofle, les Omanais n'ont pas dû laisser que de mauvais souvenirs puisque, aux ultimes nouvelles, les habitants de Zanzibar et Pemba, aujourd'hui liés (enchantés ?) à l'ancien Tanga-nika, au sein de la très anaire et très socialiste Tanzanie, rêvent au retour d'anciens maîtres aux mains d'or (le Monde du 27 juillet 1988).

Il est trop tard, même si le sultan entretient désormais un consul à Zanzibar. De leur aventure aux îles africaines, les Omanais se contentent maintenant de cultiver avec délectation les souvenirs, comme les Français pour son leur empire ; il se trouvera quelque jour à Mascate une Edmonde Charles-Roux locale pour conter en arabe l'histoire de cette Isabelle Eberhardt à l'envers que fut Sayeda Selma.

Née vers 1844, de Said II roi d'Oman et de Zanzibar (de 1804 à 1856) et d'une blonde odalisque importée du Caucase, Madame Selma fut élevée dans l'île africaine, où elle s'éprit à la folie d'un négociant allemand, Frédéric Roet, venu présenter sa pacoille au palais. Ses moustaches rousses accrochèrent en plein cœur cette princesse dont l'unique photo de jeunesse conservée dans l'un des musées de Mascate est une photo de jeunesse conservée dans l'un des musées de Mascate.

Et il fallait d'ailleurs qu'elle n'en eût pas que l'air pour s'enfuir en 1866 de Zanzibar, sur une nef de fortune, avec le séduisant rouquin.

Parvenus dans le britannique Aden, ils s'y marièrent, et Selma devint Emile. Le couple gagna ensuite le Reich, où Frédéric mourut en 1870, laissant à sa veuve trois enfants, dont un garçon, Said-Rudolf, sorte de « fils du cheik », ou plutôt de la cheika qu'aucun Hollywood ne découvrit jamais.

Selma-Emilie vécut jusqu'en 1920, au fond de son exil allemand, mille fois maudite en ses terres d'ori-

La marque anglo-saxonne ne peut pas être niée non plus dans la gestion sage de cette pétromonarchie sans autre folie architecturale qu'un palais international conçu autour d'une coupole à la Sainte-Sophie. Le moderne palais du Drapera, résidence officielle du sultan, au Vieux-Mascate — où d'ailleurs il ne vit pas, lui préférant ses discrètes installations de Sib ou de Salalah, — ressemble bien à une essencerie (1).

Ce pays dont la France, pour la première fois, s'apprete à recevoir officiellement le sultan, a su tirer profit avec art de la rente pétrolière. L'agriculture traditionnelle aussi bien que l'écologie y bénéficient d'une sorte de culte.

gine car une musulmane jamais ne peut épouser un « infidèle ». Aujourd'hui, le temps a apporté une sorte de pardon, et on amène les écoliers mascatiens voir les robes de baren et les colliers de thalers abandonnés dans sa fuite par la princesse amoureuse, pieusement raménés de Zanzibar et devenus objets du patrimoine au même titre que les modèles réduits des anciens voiliers omanais, « premiers navires arabes à aborder l'Extrême-Orient ou l'Amérique du Nord ».

Un port au Baloutchistan

Si les esclaves africains furent portés les uns après les autres, en revanche, à la barbe de tous les comités de décolonisation de la Terre, il est bien vrai que les Omanais parvinrent à garder jusqu'en 1958, sur la côte baloutche du Pakistan, indépendant dès 1947, l'enclos cilière de Goudar qu'ils possédaient depuis 1785. Mieux, le sultan Said III, père de Qabus, ne consentit pas à restituer purement et simplement Goudar aux Pakistanais mais seulement à leur vendre, pour 3 millions de livres sterling.

Pour en revenir à l'influence britannique, et en finir avec elle, soyons honnêtes en relevant que, tout particulièrement ces dernières décennies, elle a permis à Mascate de mener sa barque à sa manière et non pas selon les vœux de la Ligue arabe ; élimination de l'imam Ghaleb, qui, dans ses montagnes, encouragé par Nasser, contestait les armes à la main le pouvoir sultanien, et a dû finalement s'exiler en Arabie ; appel aux troupes du chah d'Iran pour venir à bout, en 1975, de la dissidence des tribus non arabophones du Dhofar, autre « colonie » dont le rattachement au Sultanat — par droit de conquête — remonte après tout à seulement un siècle ; soutien indéfectible à la paix de Sadate avec Israël ; autonomie à l'endroit de la politique pétrolière arabe, etc.

pour opérette hindoue (pétrole local et Inde proche obligent), mais il est de proportions modestes.

Au reste, ce sont là bagatelles. Le sérieux, il est dans ces six cent mille barils exportés chaque jour vers les bons payeurs du Japon ou de Formose par la seule compagnie pétrolière du golfe Persique pas complètement nationalisée (34 % d'actions à la Royal Dutch Shell et 4 % à la Compagnie française des pétroles-Totale). De 15 à 20 milliards de francs continuent d'affluer chaque année vers le Trésor omanais, malgré la récession intervenue depuis 1986. Deux décennies de réserves sont assurées, sans compter les découvertes de naphte encore possibles au Dhofar et au large des 1 500 kilomètres de côtes.

Cinq ans de palais surveillé

Said III, le précédent souverain, au pouvoir depuis 1932 et père de Qabus, était un Harpagon enturbanné qui jugeait superflu de consacrer le moindre rial à l'éducation, à la santé, aux routes ou au téléphone. 3 kilomètres de macadam suffisaient pour faire rouler comme un jonc la limousine sultanienne, et trois écoles veillaient à former un minimum de scribes. Se représentant d'avoir envoyé son fils unique étudier en Grande-Bretagne — l'art militaire à Sandhurst et l'administration publique à Cambridge, — d'où il ramena des idées « modernes », Said III ferra son royaume en palais surveillé à Salalah durant cinq ans. C'est là que fut mûrie la révolution de famille qui permit, en 1970, à Qabus de prendre le pouvoir.

Depuis lors, en moins de quatre lustres, le pays a été équipé de fond en comble. 1 750 écoles scolarisent à présent la jeunesse, qui peut ensuite choisir entre l'Université nationale et des bourses à l'étranger ; les hôpitaux, les communications terrestres, aériennes ou téléphoniques n'ont

rien à envier aux nôtres ; la plupart des services éducatifs et sociaux sont gratuits pour les particuliers, qui, en outre, ne paient pas d'impôts sur le revenu. Le culte de l'environnement n'a même pas en besoin de l'inspiration d'un parti vert, le sultan Qabus, en ce domaine comme dans bien d'autres, jouant à la fois les initiateurs et les contrôleurs.

Le moins étonnant, en cette terre orientale, n'est pas le soin constant, volontariste, touchant, apporté à l'entretien du cadre de vie : chasse aux sacs en plastique en liberté jusque sur les routes du désert ; amendes aux possesseurs de voitures sales ; plantations obstinées dans les rocailles ; prohibition absolue de la chasse afin que des animaux rares comme l'oryx — notre lionne — puissent se reproduire tranquillement ; jusqu'aux tortues de mer venant pondre la nuit sur les plages à qui on est tenu de ficher la paix, alors qu'un Pakistan voisin les automobilistes continuent d'aller darder sans vergogne leurs phares sur la ponte nocturne des chéloniens.

Tous ces soins ont encore suscité cette remarque peu aimable de la part d'un diplomate arabe : « Le sultan aime son pays à la manière d'un Européen. » Cela voudrait-il dire que pour rester elles-mêmes les nations musulmanes devraient demeurer vouées, ad vitam eternam, aux rues-poubelles et aux campagnes-dépotoirs ? Qabus a peut-être contracté l'amour de la nature au contact des Anglais ; il s'est sans doute aussi souvenu de la

vieille sentence islamique qui veut que « la propreté vienne de la foi », sentence que les peuples musulmans appliquent, généralement, aux personnes mais non point à l'environnement. Fou le cheik Abbas, recteur de la Grande Mosquée de Paris, rappelait lui-même volontiers à quel point cette négligence de leur entourage nuisait à l'image des Maghrébins en France.

Le jardinier des eaux

La protection des tortues et des gazelles ou la restauration des châteaux forts n'ont rien de dérisoire, surtout quand on connaît, par ailleurs, les efforts du gouvernement omanais pour maintenir l'antique et très actuel système aquifère des falaj. Comparables aux qanats de Perse ou aux foggora du Sahara algérien, ces galeries drainantes qui peuvent courir 3 kilomètres sous terre en Oman (jusqu'à 50 km en Iran) ont de toute éternité permis aux fellahs de cette contrée aride et calcinée de sillonner d'exploiter rationnellement une nappe phréatique qui recueille 90 % de brèves et violentes précipitations pas toujours annuelles.

(Lire la suite page 19.)

(1) Selon le sociologue omanais récemment adopté par l'Académie française, à l'initiative de Léopold Senghor, pour désigner les stations-service.

Islande

Volcans, glaciers, geyser.

Tout ceci est à vous au travers de circuits, camping safari, trekking, randonnées en 4 x 4, mais aussi la pêche, l'ornithologie, la géologie.

L'Islande, c'est aussi pour vous la nature à l'état pur.

9, boulevard des Capucines
75002 PARIS
Tél. : (1) 47.42.82.26.

ICELANDAIR
Vols directs de Paris à
Info minitel : 36.16
code OTISLAND

DECOUVERTE

Oman entre l'or noir et l'or vert

(Suite de la page 17.)

Cependant, les falajes aux petits poissons bleus, à l'onde fraîche et potable scrupuleusement répartie par le *bidar*, « jardinier des eaux », aussi bien pour les cultures que pour la « piscine » des hommes et celle des femmes, amènent le miracle, lui toujours annuel, de ces dattiers, mangouliers, baumiers ou grenadiers peints de fruits, sur tapis d'une épaisse luzerne expédiée jusqu'au fond du Dhofar, région sans falaj.

Naturellement, ces oasis imputant depuis des siècles, et même des millénaires, un travail, une conscience quotidiens. Lorsque, il y

a une vingtaine d'années, la main pétrolière commença à s'abattre sur le sultanat, la tentation fut grande, tant parmi les petits agriculteurs et artisans que chez les cadres du régime, de dire « ouï » et de jeter la houe, de laisser les laborieux devenir du jour au lendemain planteurs de ministères, comme on le vit à la même époque en Algérie.

Le gouvernement d'Oman, quitte à essayer quelques grognements, refusa, finalement, cette politique de l'instant, pressant en charge, quand il y avait défaillance, privation, puisant et entretenant des falaj; introduisant dans les villages le tout-confort des

villes; interdisant les forages à moins de 3 kilomètres des falajes afin de ne pas faire mourir de soif les palmiers, comme en Arabie saoudite; lançant un programme d'axe quinzaine de barrages dont six sont terminés ou en voie de l'être. Moyennant quoi, l'hydrogéologue français Paul Barrière, en mission en Oman, peut s'écrier aujourd'hui: « Voici les plus belles palmeraies irriguées du monde! »

Surtout, la condition paysanne, qui demeure celle de la moitié de la population, n'a pas été délaissée mais exaltée — comme en Côte-d'Ivoire ou au Maroc — ce qui n'était pas couru d'avance quant on connaît les propos prêtés au Prophète par la Tradition sur l'« avilissement » lié à la charrie. Ici, on a fait l'impasse sur ce hadith, préférant raconter aux enfants des écoles la légende nationale montrant « le roi Salomon, du haut de son trône volant, ordonnant aux djinns (?) de construire en Oman dix mille falaj en dix jours ». D'où, assure-t-on, le surnom de *daoudi* donné encore aux falajes. Salomon étant le fils de David, *Daoud* en arabe.

Plus prosaïquement, il est vraisemblable que la science de l'irrigation par galeries souterraines franchit le détroit d'Ormuz, venant de Perse, environ cinq cents ans avant Jésus-Christ. La fonction de *bidar* est signalée dans la corne arabe avant l'islamisation. Oman est, avec l'Irak, l'un des rares États arabes où le passé antislamique ne soit pas assimilé aux « ténés » par l'idéologie en vigueur. Les Omanais n'en sont pas moins fiers de leur passage à la troisième religion abrahamique, dès le siècle de Mahomet et d'avoir, aussitôt après, servi de tremplin à la première entreprise de colonisation du Sind, l'actuelle province de Karachi.

Cette adhésion précoce à l'islam se colore très vite d'un particularisme identitaire sous forme de ralliement à la doctrine ibadite, ni chite ni sunnite, et dont le principe politique original était que « tout chef doit être choisi par le peuple ».



YVES GELIS/JOHANNESBURG

Cet idéal n'a pas empêché les dynasties de se succéder en Oman, la fiction électorale étant maintenue à chaque succession, où le nouvel imam, *sayed* ou *sultan* — l'appellation change suivant les règnes — n'est pas censé être couronné comme fils de son père mais en vertu du consensus général suscité par sa seule valeur propre.

Le pouvoir sultanien est, quoi qu'il en soit, exercé selon la très ancienne recette arabo-islamique de la *choura*, la consultation. « À quel bout des formations politiques à l'occidentale, estime Ahmed Makki, ministre de la fonction publique et ancien sorbonnard, dès lors que nous avons soixante-dix tribus ou sous-tribus qui constituent quasiment autant de partis? »

L'âme du pétrole

Le Conseil consultatif d'État, créé en 1981 et composé d'une cinquantaine de notables chargés de « donner un avis sur l'éventail des questions que Sa Majesté le sultan peut lui soumettre », ne compte guère que pour du beurre: Qabous préfère aller lui-même sur le terrain pour tâter directement le pouls de ses sujets.

Ainsi, chaque année, il entreprend une tournée d'un mois à travers son royaume, pilotant lui-même sa Mercedes tout terrain vert Nil, suivie de 50 tonnes de matériel. Que l'on ne

nous fasse pas dire que cela ressemble à un cirque, même si cette irrévérencieuse pensée peut venir à l'esprit quand est dressée à chaque nouvelle étape la tente royale doublée de soie cerise assortie à la ceinture du monarque.

En réalité, la tournée annuelle du sultan est l'occasion de voir fonctionner *in vivo* l'un des rares authentiques régimes patriarcaux: avec sa cause, son poignard et son turban, Qabous est littéralement avalé par la foule des villageois dès qu'il descend de voiture parmi les hommes dansant en chœur et les écolières en fichu blanc le bombardant de fleurs.

LA, c'est un vieillard auquel son âge permet de tancer littéralement le sultan pour le retard mis par l'administration à relier son oasis de montagne au réseau électrique; ailleurs, c'est un paterfamilias qui, trouvant trop compliqué de passer par le ministère *ad hoc* pour faire attribuer une bourse à son fils, la demande directement au chef de l'État. Et puis il y a les récurrentes contestations pastorales ou hydrauliques.

Qabous écoute tout avec une patience angélique et règle extemporanément chaque cas qui peut l'être. « Tout son art, dit un ancien ambassadeur de France, tient dans sa faculté à absorber et résoudre par incorporation les problèmes qu'on lui présente. » Une ambassade étrangère a calculé qu'il avait dû, en moins de vingt ans de règne, recon-

struire directement au moins une fois chacun de ses compatriotes malles. La diplomatie ne chôme d'ailleurs pas durant les tournées. J'allais dire pastorales, du milieu: simplement, c'est à même le tapis de sa fameuse tente qu'il reçoit aussi bien le directeur général de l'UNESCO que le duc de Kent, faisant craquer les jointures de personnages peu habitués à s'asseoir en tailleur.

De ce bagneusement à travers Oman, ce qui nous paraît ressortir surtout, c'est la différence avec les autres principautés pétrolières alignées sur la rive arabe du *Sinus Persicus*: à Mascate, l'or noir n'a pas répandu ses bienfaits (et ses méfaits) sur un sable à peu près nu. L'Histoire avait déjà trop profondément marqué l'opiolite noire du rivage omanais.

Du coup, peut-on dire que le pays a déteint sur le naphte plutôt que le contraire, constaté dans tant d'émirats voisins? Incontestablement, la présence pétrolière est, en Oman, moins brutale qu'ailleurs; on parvient même assez vite à l'oublier. De là à avancer qu'ici le pétrole a une âme... Celle du pays s'est en tout cas montrée jusqu'à présent assez robuste pour résister à la violence d'une soudaine prospérité.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(2) Génies reconnus par le Coran et qui peuvent être bénéfiques ou malins.

Bienvenue aux voyageurs!

MEUX veut le savoir avant de former le projet de partir pour ce sultanat du corne d'Arabie qui vient du Maroc par ses forteresses brunes, du Hoggar par ses rochers violacés, de Djibouti par sa chaleur saïde et des mers du Sud par ses cocotiers sur la plage: Oman est un pays fermé.

Fermé mais accueillant comme seul peut l'être un pays sans touristes, une fois qu'on y est, nenni de son HOC (non-objection officielle) que les autorités omanaises n'accordent qu'au compte-gouttes. La condition de voyageur (y compris solitaire) a encore tout son sens entre Mascate et Salalah.

Contrée sur laquelle on n'a pas écrit des masses, même en anglais, Oman offre donc de vraies découvertes, le choc de ce qui n'a jamais été décrit ou photographié comme cas ethniques, crâniels gouvernant les paysages de la façade perse ou, cette queue inattendue de mous-jour méditerranéenne, amène voir quelques mois le *sac Dhofar*.

Votre petite bibliothèque omanaise sera assez vite constituée: laborieux d'écriture et de traduction mais mine de renseignements et d'illustrations, Oman et sa renaissance de l'ambassadeur britannique Donald Hawley (traduction de Suzanne Lombard et Nadine Vitols, Ed. Stacey, 128 Kensington Church Street, Londres W8 4BH), est régulièrement réédité en français depuis 1978.

Un autre Lawrence d'Arabie

Le *Désert des déserts* (Pion, col. « Terre humaine »), d'un autre Britannique, celui-là peu familier des chanceleries, l'explorateur Wilfred Thesiger, demeure, pour le Sahara arabe, quel que soit Oman participe, une excellente introduction. Le tempérament bédouin n'a guère changé dans les sables du Quart-Vide (Rob-el-Khail) depuis les années 50, qui virent passer la petite caravane de cet autre Lawrence d'Arabie que fut, en moins flamboyant et en plus équilibré, Thesiger le Méhériste. La traduction de Michèle Bouchet-Forme se lit agréablement même si elle s'est dispensée de restituer aux termes

d'origine arabe leur graphie française: *jabal* n'est pas « djebel », *bin* se dit « ben » et les *Duru* sont chez nous des « Douros ».

On n'adressera pas ce genre de reproches à Gabriel Darlaud et son couple Lacouture, dont les pages sur Oman, comme sur reste celles sur les autres pétromonarchies arabes du golfe Persique, se lisent lire et relire avec plaisir dans les *Emirates mirages* (Seuil, collection « L'Histoire immédiate », 1975).

Le jeu des six familles de nos confrères de Radio-France International, Olivier De-Lage et Gérard Grzybek, est aussi un travail d'ensemble où on trouve sur la même région un large panorama politico-économique (Autrement, collection « Ciel ouvert », 1985). La perspective diplomatique-stratégique est à l'ordre du jour des Omanais, nouveaux gardiens du Golfe de notre continent sud-est (L'Asie Michel, collection « Présence du monde arabe », 1981). Hachette a publié en 1977, sous la plume de Bruno et Colette La Cour-Grandmaison, un guide illustré succinct intitulé *Au Sultanat d'Oman*. La ministère de l'Information du gouvernement de Mascate diffuse chaque année, notamment en français, un utile petit livre de faits et chiffres officiels (édition Oman Newspaper House).

Pour la bonne bouche, nous avons conservé *Old Oman*, qui jusqu'ici n'adeste qu'en anglais (éditions Stacey) mais est surtout, en regard du texte de W. D. Peyton, un superbe album de photos sur la vie en Oman, à la cour, à l'armée ou dans les souks où la vie avant les années pétrole.

J.-P. P.-H.

« Via UTA ou Gulfair, Mascate est reliée à Paris quatre fois par semaine. Essayez de ne pas choisir un vol desservant aussi d'autres capitales arabes-pétrolières sauf si vous êtes attirés par les fabuleux souks hors taxe des aéroports de Douhaï ou Bahraïn. La meilleure saison omanaise va de fin novembre à début mars. Mascate a des hôtels possédant toutes les traditions du luxe international jusqu'au plus insensé (hôtel Coustan). Salalah est également dotée de tout le confort hôtelier ».

Club Aventure

EXPEDITIONS • RANDONNÉES

30 pays 63 destinations

D'authentiques voyages d'Aventure à vivre en pleine action.

Club Aventure

CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE

122 RUE D'ASSAS • 75006 PARIS ☎ (1) 46.34.22.60

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

La montagne et l'aventure en Valais

1 Crans-Montana	1941 27 41 30 41/41 21 32
2 Fiesch-Eggishorn	1941 28 71 14 66
3 Grächen	1941 28 56 13 00
4 Nendaz	1941 27 58 14 44
5 Verbier/Val de Bagnes	1941 26 31 62 22
6 Veysonnaz	1941 27 27 10 53
7 Portes-du-Soleil:	
Champéry-Planachaux	1941 25 79 11 41
Morgins	1941 25 77 23 61
Torgon	1941 25 61 31 31
Val d'Iliez-Les Crosets-Champoussin	1941 25 77 20 77
8 Zermatt	1941 26 66 11 81

Valais • 100000

Union Valaisienne de Tourisme

Rue de l'Europe 16

CH-1000 Sion

Tél. 091 21 22 31 61

LM

JEUX

échecs

N° 1333

SCIENCE
ET ART(Coupe du Monde,
Brest, 1988)
Blancs : A. BELIAVSKY
Noirs : G. KASPAROV
Défense sicilienne.
Système de Scheveningen.

1. f4 c5 2. f3 d4 3. f4 d5 4. f3 d4 5. f4 d5 6. f3 d4 7. f4 d5 8. f3 d4 9. f4 d5 10. f3 d4 11. f4 d5 12. f3 d4 13. f4 d5 14. f3 d4 15. f4 d5 16. f3 d4 17. f4 d5 18. f3 d4 19. f4 d5 20. f3 d4 21. f4 d5 22. f3 d4 23. f4 d5 24. f3 d4 25. f4 d5 26. f3 d4 27. f4 d5 28. f3 d4 29. f4 d5 30. f3 d4 31. f4 d5

NOTES
a) La position classique de la « défense de Scheveningen ».
b) Permet à la D noire de s'installer en c7 sans être attaquée par un C blanc tout en préparant l'avance b7-b5.

c) Une mesure prophylactique nécessaire, le F-D n'étant pas encore développé.
d) D'après 9... c6; 10. Cg6, b7c6; 11. d5 ! Les Blancs prennent l'avantage.
e) La stratégie de Maroczy, interdisant l'expansion b7-b5, est toujours la meilleure continuation.
f) On 10... Cg6; 11. Cb3, b6; 12. Ff3, Td8; 13. Dd1, Ta-b8; 14. Fb3, Ca5; 15. Td1, Cg4; 16. Fd1, b5 avec un bon jeu pour les Noirs (Folty-Benko, 1948). Sur 10... b6 Tal répondit contre Pascin en 1965, de manière aigüe, 11. d5 et obtint rapidement une forte attaque : 11... Cc6; 12. dxc6, Fxd6; 13. f5, f6; 14. Cd5, Dd8; 15. f6, fxc6; 16. Dxd4, Cg6; 17. Dd4 ! On poursuit habituellement, dans cette position, tant analysée depuis 1980, par 10... Cg6, et, après la sortie 11. Fb3, les Noirs doivent choisir entre deux mouvements de la T-R, soit 11... Td8 (recommandé dès 1982 par Kasparov) et 11... Td6. Kasparov repousse la sortie du CD et place toute sa suite en T et en f6, comme il le fit contre Karpov dans de nombreuses parties du championnat du monde de 1985. Contre Aronson, Tal joua en 1987 10... Td8 et, après 11. Fb3, Cc6, 12. Cb3, b6; 13. Dd2, Fd7; 14. g4, l'ancien champion du monde battit : 14... d5, 15. d5, Cc7; 16. Fb3, Cxd5; 17. f6, d4; 18. Cd5, Txd5; 19. Fxd5, dxc3.
g) De nombreuses suites sont jouables : 12. Fd3; 12. Fg1; 12. Cb3; 12. Ff3;

12. Cb3. On a longtemps joué aussi la variante 12. Dd1, Cxd4; 13. Fxd4, d5; 14. fxc5, dxc5; 15. Dg3 jusqu'à ce que l'on découvre pour les Noirs la forte défense 15... Fd6; 16. Fb3, Rb8; 17. Fg5, Fd6; 18. Td1 ! (menaçant si 18... Tg8; 19. Td8 ! suivi de 20. Dd4), Cg6 ! avec égalité (Tal-Andersson, 1976).
h) Karpov préféra la suite 15. Ff2-Fg3-Td6 dans la 18^e partie de son match contre Kasparov mais attaqua par 15. g4 dans la 24^e.
i) Si 17... Ca5; 18. Ta-d1 !
j) Interrompant la suite de la 24^e partie Karpov-Kasparov : 18. Dg2, Fd7; 19. Ta-d1, g6; 20. Fg1, Tb-g8. Il n'est pas certain que l'avance du pion à améliorer la position des Blancs.
k) Le gain d'un pion par 20. Fxb6, Cxb6; 21. Ca5, Fd6 donnerait aux Noirs une initiative dangereuse après 22... d5, le R blanc n'ayant plus autour de lui de pions protecteurs.
l) Précisément, le dédoublement du R blanc autorise le sacrifice du pion d5 et l'ouverture des lignes qui s'ensuit : 24. dxc5, dxc5 (menaçant 25... Cc6); 25. Cxd5, Dd7; a) 26. Cg3, Dd3+; 27. Rg1, Dd5 ou b) 26. Cb3, Dg4 menaçant Dd5+ comme Ta-d8 comme Ca4 comme Cc4, etc.
m) Beliavsky fait confiance au champion du monde et ferme le jeu; une autre partie commencerait.
n) Une offensive douteuse.

o) 31. Fd5 perdrait une pièce. Si 31. Fd5, Cxd4; 32. Th2, Fg7 !
p) Très fort, la menace 32... Dg3 et 32... Cc5 force l'ennemi du pion c.
q) Après s'être défendu avec précision, Kasparov s'empare tout de suite de l'initiative, sacrifiant la qualité au profit de ses F. Ce sont maintenant les Blancs qui sont obligés de se défendre péniblement.
r) Menace 33... Cxd4-Fg5 et Th4.
s) Le retour de la qualité est inévitable.
t) D'où cette tentative désespérée.
u) Menace mat en g2.
v) Récompensant la qualité avec un pion de plus.
w) Une simple question de technique mais l'exécution est magnifique.
x) Si 46. Td1 ? dxd1; 47. Fxd1, Td1 suivi de Td2-d2-Fb4 et de la promotion du pion.
y) Si 48. Td1, Td2.
z) Enfonçant la T pour quelques instants.
aa) On 51. Rf4, b5; 52. axc5, a4.
ab) Si 55. Rxd2, Ff4.
ac) Si 56. axc5, a4 !
ad) La dernière touche de l'artiste. Si 62. Txb6, Fd6+ et 63... Fd8.

1. Fb1, Bc2; 2. Rf2, Bc3; 3. Fd5, Bc4; 4. Fg7, Bb5; (si 4... Rg5; 5. Cc4+ avec gain de la D); 5. Fd6, Bb4; 6. Cc1, Dd3; 7. Fb1, Rg5; 8. Fg2, Bb5; 9. Cg3 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE N° 1332
PR. BONDARENKO
(1968)

SOLUTION
DE L'ÉTUDE N° 1332
P. BONDARENKO
1947
(Blancs : Rf1, Ff2, Cg3, Pg5, g2, h3. Noirs : Rb1, Dh2, Pp6 et g7).

bridge

N° 1331

UN PRÊTÉ
POUR UN RENDU

Il fallait bien raisonner et faire preuve d'imagination pour gagner cette manche jouée en partie libre par le grand champion français Roger Trézel, qui nous a quittés il y a déjà deux ans.

♦ V6
♦ DV6
♦ A9654
♦ 864

♦ D1084
♦ 42
♦ 32
♦ AV952

N
O
E
S

♦ 973
♦ VR10987
♦ D107
♦ D7

♦ AR52
♦ A53
♦ RV8
♦ R103

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud Ouest Nord Est
Trézel Muez Chalmers Equilat
1 SA passe 2 SA passe
3 SA passe 3 SA passe

Ouest (Raphaël Munoz) ayant entamé le 5 de Trèfle pour la Dame d'Est, comment Trézel, en Sud, a-t-il joué pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

RÉPONSE

Si on commence par jouer Carreau et si Dame et 10 ne sont pas secs, il n'y aura pas moyen de faire plus de trois levées dans cette couleur puisqu'on sera obligé d'utiliser immédiatement l'As de Carreau.

D'autre part, il n'est pas possible de jouer petit Carreau vers la Dame car la défense fera chuter en rejoignant Trèfle (à moins qu'Est ait le Roi de Carreau et n'ait plus de Trèfle, mais, d'après son entame, Ouest n'avait en principe que cinq Trèfles). Il restait heureusement une solution : rendre la main à Ouest en rejoignant Trèfle ! Il suffisait alors

qu'il ait la Dame de Pique sans la Dame de Carreau pour gagner le contrat si les Carreaux étaient bien répartis.

Munoz prit à Trèfle, mais il était sans défense car toutes les contre-attaques à Pique (pour le Valet du mort), à Cœur ou à Carreau livraient le contrat...

Remarquable
sécurité

Certains coups techniques sont vieux comme le monde, mais on ne résiste jamais au plaisir de les publier quand ils constituent un « modèle du genre ». Observez ce grand chélem que l'Américain Coffin avait présenté avant la guerre, et cachez les mains adverses pour vous mettre à la place du déclarant.

♦ AR64
♦ 78
♦ D76532
♦ A2

N
O
E
S

♦ 932
♦ DV42
♦ 10
♦ V984
♦ V10985

♦ DV875
♦ A9765
♦ AR
♦ R

Les enchères, qui n'avaient pas été publiées, seraient aujourd'hui les suivantes :

Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 2 ♠ passe
2 ♥ passe 3 ♥ passe
4 SA passe 5 ♥ passe
6 ♠ passe 7 ♠ passe...

(Comment les interprétez-vous ?)

Ouest ayant entamé le Valet de Trèfle, Sud a pris avec le Roi de

Trèfle sec et il a tiré la Dame de Pique. Tout le monde ayant fourni, comment Coffin propose-t-il de gagner le GRAND CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Après le Blackwood, l'enchère de « 6 Trèfles » (l'annonce au palier de 6 d'une couleur non déclarée) est le moyen aujourd'hui classique d'utiliser la convention de Josephine. En effet, après « 4 SA », si Sud déclare « 5 SA », c'est un Blackwood pour les Rois et non la demande conventionnelle du grand chélem. Pour savoir si le partenaire a deux des trois gros-chélems de la couleur d'atout. L'annonce d'une nouvelle couleur remplace donc conventionnellement le « Josephine » quand le Blackwood a été utilisé.

Avec As, Roi de Carreau dans la couleur du partenaire, il était normal d'essayer le grand chélem si Nord avait As, Roi à l'atout (Pique).

PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 354

LUMINEUX
EST CLERC

Tournoi international
de Moscou, 1987

Blancs : MODZGWIIST JWILI
(URSS)
Noirs : CLERC (Pays-Bas).
Ouverture : Raphaël.

1. 32-38 16-21 21-41-37 7-11
2. 31-36 (a) 11-16 22-46-41 11-16
3. 37-32 (b) 7-11 (c) 23-35-30 18-14
4. 41-37 18-23 24-38-25 (d) 6-11
5. 34-29 6-7 23-45 23-28 (e) 11
6. 48-34 13-18 26-33 19-23 (f) 11
7. 47-41 21-27 (g) 27-33-29 (m) 23-34
8. 32-21 16-27 28-39-20 12-18 (n)
9. 37-31 9-13 28-40 (o) 28-32 (p)
10. 40-37 (q) 13-18 26-33 22-23
11. 45-40 13-13 (r) 31-31 (s) 8-19
12. 28-19 14-23 32-20 (t) 33-38 (q)
13. 35-38 18-14 33-43-32 12-18
14. 38-24 (u) 14-18 34-13-22 17-40 (v)
15. 48-35 19-38 35-44-39 11-17
16. 34-14 30-28 (h) 36-33-33 46-23
17. 28-24 (i) 30-29 37-46-35 23-18
18. 33-24 5-18 38-40 18-9 (o)
19. 37-31 11-16 39-45-39 17-22
20. 32-21 16-27 (k) 46-48-48-17-22

NOTES

a) L'esquive de la stratégie d'enveloppement trouve son refuge le plus usuel dans la continuation 2. 37-32 puis 2... (11-16); 3. 41-37 (6-11); 4. 31-27 (19-23); 5. 28-19 (14-23) [les Noirs alors portent leurs efforts sur le centre]; 6. 47-41 (10-14); 7. 34-29 (23-34); 8. 39-30 (1-6); 9. 44-39 (21-26); 10. 50-44 (20-25) [nouvelle tentative d'enveloppement noir sur l'aile opposée]; 11. 40-34 (5-10), etc.

[REJC-ZEE, tournoi international de Moscou, 1987].

Les Noirs empruntent aussi, sans contenir leur rage de vaincre, la voie de violentes secousses au centre après décision prise de ne pas donner suite à leur stratégie d'enveloppement : 11... b1 accablée par les Blancs : 2. 37-32 (11-16); 3. 31-26 [l'acceptation] (18-22); 4. 41-37 (7-11); 5. 37-31 (21-27); 6. 32-21 (16-27); 7. 34-29 (1-7); 8. 40-34 (13-18); 9. 45-40 (18-23) [en percussion au centre]; 10. 29-18 (12-32), etc. [REJC-WIRNY, tournoi international de Moscou, 1987].

b) Dans ce même tournoi de Moscou, le maître polonais PALUCH, contre le grand maître soviétique VALNERIS, poursuivi par le coup positionnel peu orthodoxe 3. 38-32 et le début, avant la victoire de VALNERIS au vingt-huitième temps, se déroula dans un épais silence : 3... (18-22); 4. 43-38 (7-11); 5. 49-43 (1-7); 6. 37-31 (21-27); 7. 32-21 (16-27); 8. 42-37 (11-16); 9. 47-42 (7-11); 10. 37-32 (16-21); 11. 41-37 (20-24); 12. 34-30 (13-18); 13. 39-34 (8-13); 14. 44-39 (18-23); 15. 30-25 (12-18); 16. 34-29,

etc., deux seules échecs en seize temps !

c) On l'enchâssement éprouvant pour les Blancs par 3... (13-22) : puis une étonnante variante de début : 4. 41-37 (13-18); 5. 37-31 (6-11); 6. 42-37 (1-6); 7. 47-42 (9-13); 8. 46-41 (4-9); 9. 34-30 (20-25); 10. 30-24 (19-30); 11. 35-24 (14-20); 12. 39-34 (20-29); 13. 34-23 (18-29); 14. 33-24 (22-33); 15. (38-29, belle série de violentes échanges redoublés [EKKEL-STOKKE], championnat des Pays-Bas, 1987).

d) Classé dans les six premiers joueurs mondiaux depuis une quinzaine d'années, le GMI néerlandais CLERC manifeste son intention de mener le débat.

e) Les experts internationaux considèrent 10. 41-37 comme une faute positionnelle.

f) CLERC se rend maître du centre.

g) Début périlleux, de très haut niveau de part et d'autre.

h) Plus fort que 16... (23-34).

i) Il faudrait quelques pages de notes au grand maître néerlandais pour donner les justifications, litanies pour la plupart, de la monnaie de cet éclaircie à 24.

j) Sachant que CLERC ne se résoudra pas à dégrader son assise en chassant le pion à 24.

k) Tout au contraire, dans son sens lumineux de la stratégie moderne extrêmement étudiée, CLERC se renforce au centre.

l) CLERC monte encore d'un cran et pose le premier sérieux problème au grand maître soviétique.

m) On... ?

n) Athlète complet du damier (on peut aussi y perdre des kilos superflus en quelques jours), CLERC, qui maintient à soi de vaincre, est le point de dédicace démolissant les plus assoiffés de beaux essais.

o) La seule faute du grand maître soviétique.

p) Lumineux par son génie imaginaire, inventif [une combinaison se conçoit, à ce niveau, bien avant son exécution], CLERC consomme le fruit de son désir.

q) L'une des caractéristiques du mécanisme.

r) Dame sur cette très pure combinaison en six temps, envisagée dès le vingt-sixième temps, avec (18-23) !!

s) L'art de placer sa dame.

PROBLÈME
LECOQ
1911

Les Blancs jouent et gagnent.

Un mécanisme surprenant, déposé au maximum et que l'on peut, comme pour toutes les combinaisons, habiller et marquer avec des mécanismes d'un tout autre type.

• SOLUTION : 24-27 (36-47) 48-43 (38-49) 29-24 (49-35) 20-15 [la mise en jeu des deux dames contre la Motte le pion] (47-20) 15-41 (35-13) 4-15, rafle trois pièces, dont les deux dames.

JEAN CHAZE.

mots
croisés

n° 560

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

IX. Vit dans l'eau. On en parle depuis Ceylan. - X. Si on aime la variété...

Horizontalement

1. Feudataire. - 2. Celle du I était remarquable et remarquable. - 3. Se mirent en tenue. - 4. Impératrice. Certains vers la portent. - 5. Fus un peu chiche. Libéral. - 6. Dans la légende. Cachés. Ils ont perdu le nord. - 7. Le I fut de cette sorte. - 8. Va avec le pain. Est-ce une composition suffisante ? - 9. Apporte la nouvelle ou... la pluie. Fit un soldat. - 10. On le fera dans l'eau, ou encore dans l'alcool. Presque le même. - 11. Tapèrent des pieds. Voyelles. - 12. Graisses. Pourfendre de bas en haut. - 13. Garantie.

SOLUTION DU N° 559

Horizontalement

I. Konrad Lorenz. - II. Ivoirien. Loi. - III. Douars. Coing. - IV. Nib. Etiers. - V. Adaptas. Dégu. - VI. Pèse. Nato. Ei. - VII. P.S. Sacra. III. - VIII. Méditerranée. - IX. Usitée. Tende. - X. Rabanes. Léon. - XI. Sous-estime.

Verticalement

1. Kidnappeurs. - 2. Ovoides. Saco. - 3. Noubas. Miba. - 4. Rha. Pesetas. - 5. Arrêt. Archa. Distancées. - 7. Le. Isard. St. - 8. Onze. Tait. - 9. Ordo. Oclm. - 10. Elise. Innée. - 11. Non. Cédon. - 12. Zigouillat.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 562

Horizontalement

1. ADENNOPR. - 2. EIMRSU. - 3. EEEIMRTU. - 4. EEUINPX. - 5. ACEGILN. - 6. EIIIRSZ. - 7. EOPRSU (+2). - 8. AREGIMPR (+1). - 9. EIIILSTU. - 10. ARDEM. - 11. ACETLU. - 12. EELLOSSU. - 13. AEELLS. - 14. EIMNS. - 15. CIOSSU. - 16. EEEELRU (+1). - 17. EIIINOQU. - 18. EEEGNOR. - 19. AEGRSSU (+1). - 20. EEEISSU.

Verticalement

21. EHIPPE. - 22. ADEMSS. - 23. AAEEMRR. - 24. CEEMORU. - 25. AILNOTU. - 26. EIIINOSU. - 27. EIIINOTU. - 28. AIELNORS (+2). - 29. EEEISSU. - 30. AAEISV (+1). - 31. AAEISV (+1). - 32. AEGIL. - 33. CEELLOSU (+1). - 34. AAEIMOR. - 35. EEMOPRS. - 36. AAEELNRS. - 37. AELORSU (+2). - 38. ACEGINR (+1). - 39. CDEERSSU (+1). - 40. EEEISSU (+1).

SOLUTION DU N° 561

1. INSONNIE. - 2. EBAUDIR (RIBAUE). - 3. NUISSETTE

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inscrites sur le griff.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admis.)

(TENUTES). - 4. PERLOUSE. - 5. DISPARUT. - 6. TORPEUR (PORTEUR). - 7. INDEXEUR. - 8. ALLIEREZ (ALLIEZ BRAILLEZ). - 9. CROQUIS (COURTISAN). - 10. EPEURERA. - 11. CISTODES (DISCUTES). - 12. AESCHNE (ENSACHE ACHENS). - 13. PINULE, plaque métallique. - 14. OTOLITE, concrétion dans l'oreille. - 15. ARETES (RATES REATES TAREES TEASER). - 16. REPIER (PERLIER). - 17. AISEES (ESSAIE). - 18. ECHINENT. - 19. REALISEE. - 20. NUBERENT. - 21. IMPETRA (EMPIRAT PERIMAT PRIMATE TREMPAT). - 22. ECHOTIER (COHERITE).

23. LEPIOTE (PITIOLE PILOTE). - 24. SORORAL. - 25. INUTILE. - 26. MIOCENE. - 27. REEDITE (DETIEREE). - 28. INSURGE (RUGINES). - 29. ASPERITE (PIETAS, etc.). - 30. ESBIGNER (GIBERNES BRINGES). - 31. DUODENALE. - 32. ATYPPE. - 33. SURISSE (RUSSISE REUSSIS RESSUS). - 34. TACLE, au football. - 35. ECLATE LACTEE. - 36. HETRAIE (HETAIRE). - 37. RIOTERAS, tiras un peu (ROTERAIS ROSERAIT SIROTERA). - 38. EXSUDAT.

MICHEL CHARLEMAGNE
et MICHEL DUGUET.

هذا من الاصل

Culture

CANNES 89

Le Monde • Samedi 20 mai 1989 21

Il y a des gens qui ont vu quelque chose à Hiroshima, qui ont subi des irradiations. Et ils meurent lentement des suites de la Pluie noire. Ce que montre Shohei Imamura, Palme d'or il y a quelques années avec une histoire cruelle, déjà, la Ballade de Narayama... Enfin, le couple d'enfer Percy Adlon-Marianne Sägebrecht amène avec Rosalie fait ses courses le souffle d'ironie et de gaieté qui manquait ces derniers jours. Le vent change, Joan Collins va tourner pour la jeune société 21th Century, dirigée par un revenant, Menahem Golan — tout seul sans le cousin Globus...

Come back

Brad Davis est un très bon acteur. Dans *Rosalie goes Shopping* de Percy Adlon, il est méconnaissable, mûr, malingre, le petit mari moche de la vaste Marianne Sägebrecht. Maintenant, dans ce palace de la Croisette, il est reconnaissable, beau, à nouveau. Mais changé. *Midnight Express*, c'était il y a longtemps, dans une autre vie peut-être, il y a onze ans.

Présenté à Cannes, *Midnight Express* d'Alan Parker, déclenche un incident diplomatique avec les Turcs, avant de devenir un film culte, et de faire de Brad Davis un héros esquiné, mais un héros tout de même. Quatre ans plus tard, en 1982, il moule son torse puissant dans un maillot de corps aussi sexy que littéraire. Il est le marin de *Que- relle de Rainer-Werner Fassbinder*, d'après Genet. « Les scènes violentes homosexuelles me font très peur », dit-il. Il y a alors un autre projet avec Fassbinder, *Cocaine*.

Les années qui suivent font encore plus peur à Brad Davis : jalonnées de films inoubliables et de substances nocives. Mais un enfant lui naît, et il entreprend « un long voyage de réveil ».

Beaucoup de théâtre pour se réveiller tout à fait, dont la *Métamorphose* d'après Kafka... Dans *Rosalie goes Shopping*, pour la première fois de sa carrière, il fait rire. Pour de bon métamorphose.

DANIEL HEYMANN.



SELECTION OFFICIELLE

« Pluie noire », de Shohei Imamura; « Rosalie fait ses courses », de Percy Adlon

Tombés du ciel

La gravité d'un drame ne fait pas forcément la profondeur d'un film. Voir *Pluie noire*. La légèreté d'un sujet peut s'accompagner d'un humour acerbe. Voir *Rosalie fait ses courses*.

Le « grand éclair blanc » qui car- bonise Hiroshima le 6 août 1945 fit, on le sait, de nombreux irradiés, condamnés à plus ou moins long terme, dont certains moururent encore aujourd'hui. La jeune Yasuko n'a pas été directement exposée à l'éclair, elle était alors en bain, mais elle a reçu les gouttes de la pluie noire radioactive qui s'est abattue juste après. En 1950, elle vit à la campagne chez son oncle Shige- matsu et sa tante Shigeko, dans une belle maison traditionnelle, comme hors du temps. Les autres irradiés qui sont dans les parages (on distin- gue les « irradiés-du-jour-même » et « irradiés-d'après ») peinent à la ligne et répondent à ceux qui leur reprochent leur paresse : « On fait ça sur ordre médical », en souriant.

Il y a un soldat traumatisé, pas de là, Yuchi, qui se couche sous les

roues des voitures dès qu'il entend un bruit de moteur, coince son oreil- ler sous les yeux en hurlant « Char- emment neutralisé ! Mission accom- plie ! ». Brave garçon au demeurant. Yasuko devrait songer au mariage, d'autant qu'un riche parti s'intéresse à elle, mais non, elle n'y tient pas. En fait, elle est persuadée qu'elle a été irradiée elle aussi et qu'elle sera bientôt malade, comme sa tante a commencé de l'être. Pourquoi ne pas accéder à la demande de Yuchi, qui n'est pas moins perdu qu'elle ? A condition d'en avoir encore le temps, de n'être pas déjà morte comme elle le pressent.

Shohei Imamura, Palme d'or en 1983 pour la *Ballade de Narayama*, s'est inspiré d'un roman de Masuji Ibuse pour ce long film en noir et blanc, qui n'est pas le premier ni le dernier sur le thème de la bombe d'Hiroshima. Ni le meilleur. La gra- vité du sujet n'est pas un garant indiscutable de la nécessité d'une œuvre, et, en l'occurrence, il y a des plages entières du film qui ne tien- nent pas. Le décor de catastrophe du 6 août 1945 avec ses cadavres à la pelle n'est pas très convaincant. L'en- teur ne signifie pas profondeur, ni réflexion : on passe par un tunnel

d'une heure et demie avant de connaître l'émotion du sort de Yasuko. C'est long, même si l'on remarque au passage des questions du genre : « Pourquoi Hiroshima ? Pourquoi pas Tokyo ? » qui laissent rêver. Comme tout le film, du reste, qui semble ignorer le contexte de la guerre, la situation du Japon dans l'axe et considérer la tragédie atomique comme une défaite du hasard, un désastre presque naturel. Dédaigné de l'histoire, donc incom- préhensible.

A côté de cette *Pluie noire*, que la douleur devrait placer au-delà de la critique, pour beaucoup, le nouveau film de Percy Adlon semble terri- blement futile : *Rosalie fait ses courses* se passe à Stuttgart, Arkansas, avec la grande Marianne Sägebrecht dans le rôle de Rosalie, mère de sept enfants, mariée à Ray (Brad Davis), aviateur agricole qui pèrifierait les champs avec son biplan jaune. Ray est un peu simplet et pas loin d'être trop myope pour piloter. La famille aime bien regarder col- lectivement la télé et chanter les publicités en chœur. Rosalie adore faire des courses et chaque tour l'argent qu'elle n'a pas. Elle a pour cela treize-sept cartes de crédit et n'hésite pas à faire des chèques en

bois, à imiter les signatures. Ce n'est jamais bien grave puisque le curé est là. Il suffit de se confesser, trois Ave Maria et les pendules sont à l'heure.

Tous les soirs on fait des repas ruineux et fantastiques chez Rosalie, tous les matins, elle signe les intérêts de ses dettes en offrant le café au facteur. Elle a une vision de l'écono- mie politique et domestique à la fois soumise, cynique et très juste. La meilleure preuve est qu'elle ne cesse de réussir tout en aggravant son cas. La découverte de l'ordinateur indivi- duel lui permet de s'envoyer vers des sommets financiers avec un culot parfait qui fascine le curé confes- seur.

Si l'on retrouve les couleurs acrid- es de *Bagdad Café*, le goût des images sophistiquées, l'humour de Rosalie n'est pas si tendre. Il faut voir comment elle traite ses parents qui viennent de Bavère lui rendre visite, avec des casses vidéo du village natal, pour sentir la distance que prend Adlon avec ses racines. Et regarder Rosalie jongler absurde- ment avec les millions et acheter n'importe quoi pour mesurer la réserve ironique que lui inspire sa seconde patrie : Rosalie fait ses courses et Adlon règle ses comptes.

MICHEL BRAUDEAU.

21th Century s'associe avec Eclair

La troisième naissance de Menahem Golan

Après avoir frôlé la catastrophe, le producteur Menahem Golan rebondit, avec la création d'une nouvelle société et un accord avec un laboratoire français.

Mercrdis 17 mai, au restaurant du Carlton, une centaine de photo- graphes et de reporters assaillent Joan Collins. La star de « *Dynastie* » annonce à la presse internationale son retour au grand écran dans *Mur- der out of Time*, une comédie pro- duite par la toute jeune société 21th Century. A côté d'elle, Menahem Golan savoure son triomphe : il a réussi une fois de plus à créer l'événement sur La Croisette et à annoncer en fanfare son come back dans la production cinématographique.

C'est la troisième fois que Menahem Golan tente de créer un empire à la mesure de ses ambitions. Dans les années 60, cet ancien étudiant du New York City College milite, avec son cousin Yoram Globus, pour la création d'un cinéma israélien et commence une honnête carrière de réalisateur. En 1979, les deux cons- cients quittent Israël et décident de tenter leur chance aux Etats-Unis. Ils rachètent Cannon, une obscure petite société, et en font, après quel- ques années d'une croissance specta- culaire, le plus gros producteur indé- pendent outre-Atlantique que les majors d'Hollywood regardent avec un évident agacement. Mais d'hasardeuses manœuvres finan- cières brouillent Cannon avec Wall Street et mènent Menahem Golan et Yoram Globus au bord du dépôt de bilan. Survient l'homme providen- tiel, Gian Carlo Piretti, qui rachète Cannon, prend le contrôle de Pathé et propose les deux consorts à la tête d'un groupe international.

Vingt projets

La fête ne dure pas. Menahem Golan ne s'entend pas avec l'homme d'affaires italien, quitte Cannon et ses vieux complices Yoram Globus. Il repart de zéro en investissant toute sa fortune dans une nouvelle société, qu'il baptise 21th Century, nouveau pied de nez à l'establis- sement d'Hollywood. Le pari est fort risqué. Les années fastes de la pro- duction indépendante ne sont plus qu'un souvenir. Trop de films, le plus souvent médiocres, ont engor- gé le marché, et quelques faillites retentissantes ont entamé la confiance des investisseurs. De plus, Gian Carlo Piretti, qui avait promis un contrat de 160 millions de dol- lars à la jeune société pour alimenter le catalogue de Pathé, revient sur sa parole et préfère engager le produc- teur Alan Ladd.

Menahem Golan n'a qu'une solu- tion : trouver à Cannes le finance- ment nécessaire à ses productions en prévoyant ses projets à des distri- buteurs étrangers. 21th Century est née en mars. Golan n'a que huit

semaines avant l'ouverture du Fesi- val pour y parvenir. Fort heureuse- ment, il ne manque pas d'atouts. Il est parti de Cannon avec une bonne partie de l'équipe de création, quel- ques films en cours de tournage et les meilleurs scripts. De quoi présen- ter une vingtaine de projets dans un catalogue qui permet à 21th Cen- tury de se distinguer des autres indé- pendants et de peser face aux majors. Surtout, il a parfaitement compris que la production indépen- dante devait changer d'image. Can- non faisait dans Chuck Norris ou *Delta Force*. 21th Century annonce les adaptations de *l'Opéra de Quartier*, *le Paradis de l'Opéra*, *la Chute de la maison Usher* ou *le Masque de la mort rouge*. Avec, en prime, quelques stars : Joan Collins, Roger Moore, Michael Caine, Kevin Bacon et Ben Kingsley.

Le catalogue Golan, nouvelle manière, a séduit La Croisette. En cinq jours, ce diable d'homme a déjà négocié les droits d'exploitation de ses films en salles et en vidéo dans une dizaine de pays, pour 35 mil- lions de dollars. La compagnie amé- ricaine Viacom lui a acheté les droits télévisés de quinze titres pour 15 autres millions de dollars. La filiale hollandaise du Crédit lyonnais, qui avait déjà financé Can- non, escompte les contrats et lui per- met de lancer les tournages. Reste le délicat problème de la distribution dans les salles américaines. Pour percer dans un marché très encom- bré, il faut consacrer au moins un million de dollars par film pour tirer un million de copies, et investir trois à quatre fois cette somme en publi- cité.

Alain Jakubowicz, un technicien français, bras droit de Menahem Golan dans toutes ses productions, va trouver la solution la plus écono- mique. En trois jours à Cannes, il persuade le laboratoire Eclair de s'associer à 21th Century pour assu- rer le tirage des vingt films. Eclair se rembourse sur une part des recettes en salles et Menahem Golan ne débourse pas un dollar. Le pro- ducteur affirme qu'il va prochainement compléter cette alliance par un contrat du même type avec une grande agence de publicité euro- péenne ou japonaise.

Dans toute autre économie que celle du cinéma, cette troisième naissance de Menahem Golan passerait pour un méchant coup de bluff. Le producteur israélien réussit, lui, en deux mois et sur son seul nom, à séduire les investisseurs et à rassurer ses clients. « Les gens lui font confiance parce que c'est un vrai professionnel », explique Alain Jakubowicz. Connaissiez-vous dans le monde beaucoup de producteurs de sociétés cinématographiques qui soient capables de s'asseoir à une table de montage pour terminer un film et qui risquent leur fortune personnelle pour lancer une nouvelle société ? Menahem ne vit que pour le cinéma. C'est plus qu'un film maker, c'est un film director. Il ne fait pas seulement des films, il les rêve. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Ouverture américaine pour un laboratoire français

« Nous connaissons Menahem Golan depuis quatre ans. Nous avons tiré les copies de plusieurs de ses films et nous avons tou- jours été payés, même à l'épo- que où Cannon avait les pires diffi- cultés. C'est suffisamment rare dans le métier pour que nous ayons confiance dans la 21th Century. » M. Philippe Dor- moy, le président d'Eclair, est encore surpris d'avoir signé si vite le plus gros investissement qu'il ait fait sa société en qua- vingt-deux années d'existence.

Mais, pour le premier labo- ratoire français du long métrage, cette ouverture sur le marché américain ne pouvait pas se refu- ser. L'Europe de 1993 oblige les laboratoires français, handicapés par des salaires élevés et d'importantes charges sociales,

à réviser à la baisse des tarifs qui sont encore légèrement supé- rieurs à ceux de leurs concurrents étrangers. Certes, les nouvelles machines de tirage de copies en 35 mm, dans lesquelles Eclair a déjà investi 20 millions de francs, permettent des gains de productivité : elles tirent 10 mil- lions de mètres de pellicule par mois contre 2 millions il y a dix ans.

Mais, dans le même temps, le marché cinématographique fran- çais, bousculé par la crise de la fréquentation, a vu sensiblement diminuer le nombre de copies de film mises en circulation. Il est donc nécessaire de trouver de nouveaux marchés à l'étranger. Si 21th Century réussit son pari, Eclair doublera en un an sa pro- duction.

COULISSES

Crédit français pour les Etats-Unis

Les professionnels américains pré- sents à Cannes ont été satisfaits avec satisfaction l'entrée de la Caisse des dépôts dans le capital du Crédit lyonnais. La banque nationalisée est, en effet, par l'intermédiaire de sa filiale hollandaise, l'un des principaux banquiers de la production indépendante outre-Atlantique.

Elle a financé Cannon, le rachet de Pathé et vient d'accorder, avec la BNP et le Crédit du Nord, 100 millions de dollars de crédit au producteur américain Caroleo. Les producteurs français, eux, s'interrogent : est-ce vraiment la vocation d'une banque nationalisée d'investir exclusivement hors des frontières, dans un secteur de la production qui connaît, depuis plus d'un an, quelques difficultés économiques et dont les créations ne brillent pas toujours par leur qualité ?

J.-F. L.

Que les cinéastes s'interrogent sur l'image, sur le regard et, à partir de là, sur le voyeurisme et que le festival s'en fasse l'écho, quoi de plus logique.

Après *Sex, Lies and Videotapes*, de Steven Soderbergh en compéti- tion (le Monde du 16 mai), la Quin- zaine des réalisateurs a présenté deux films fondés sur ce que l'œil surprend, sur ce que la caméra reprend et retransmet.

Il y a eu d'abord *Marie des étoiles*, premier long métrage du chef opérateur allemand Thomas Munch. L'histoire se passe en une époque assez floue, en tout cas de haute pollution, dans une sorte de banlieue moitie HLM, moitie cam- pagne. Un étudiant s'y installe observatoire. Un étudiant s'y installe observatoire. Un étudiant s'y installe observatoire. Un étudiant s'y installe observatoire. Un étudiant s'y installe observatoire.

elle-même, qui couche avec tout le monde.

L'intérêt de Thomas Munch se porte essentiellement sur les diffé- rentes façons de mater de l'étudiant, qui, par jumelles et longues-vues interposées, à travers les fenêtres du HLM, lit sur les lèvres. A part ça, on n'aperçoit pas grand-chose. On entend les cris effrayants — suivis d'un envol d'oiseaux noirs — des hommes en train de faire l'amour avec Marie. A la fin, c'est Marie qui, dans les bras de l'étudiant, pousse des cris effrayants, suivis de l'envol d'oiseaux noirs. Ils s'épous- sent, et ne seront pas heureux.

L'histoire est bien filmée, mal racontée. La première projection s'est terminée sans un seul applau- dissement. Il est vrai qu'elle avait lieu à 8 heures et demie le matin, et qu'il était peut-être trop tôt pour un propos aussi prétentieux. Pourtant, la même heure, deux jours plus tard, le film d'Atom Egoyan *les Figu- rants* (*Speaking Parts*) était mieux accueilli, bien que le récit soit com- plexe, haché, énigmatique.

Le mystère vient de confusions soigneusement entretenues. Les per- sonnages ne sont pas situés d'entrée, il faut les découvrir. Ce n'est pas immédiat : ils communiquent la plu- part du temps par vidéo — directe ou différée. D'autre part, le film se fonde sur une affaire de ressem- blance physique. Une jeune femme, Clara (Gabrielle Rose), à qui on a greffé le poulmon de son frère, lequel est mort, a écrit un scénario sur ce drame. Pour interpréter le frère, elle choisit le valet de chambre d'un hôtel — à l'occasion gigolo — qui en est le son. Mais elle s'aperçoit que le scénario est changé, que son pro- pre rôle devient celui d'un homme, et doit être tenu par un acteur qui ressemble au valet de chambre.

Et ce n'est pas tout. Une des femmes de chambre de l'hôtel (Ariane Khanjian), terriblement introvertie, est amoureuse du valet — Michael McManus, troublant androgyne. Elle passe son temps à visionner des bandes dans lesquelles il a fait de la figuration. De même, Clara passe le sien dans une sorte de columbarium où les urnes funéraires

sont remplacées par une vidéo du mort. Après quoi, toujours en vidéo, elle se cline pour le plaisir solitaire de Michael McManus. Le film tiré de son scénario est censé se passer pendant un débat télévisé, reproduit avec de vrais spectateurs et des acteurs. Ariane Khanjian joue l'assistante d'un vidéaste qui va enregistrer une parlotte qui va marier.

Atom Egoyan malaxe toutes les utilisations possibles de l'image retransmise, de la vérité saisie ou truquée. Il dissèque la tendance schizophrène que provoque l'annu- lation des distances et du temps, l'émotion morbide de voir sourire les morts, et celle d'être vu sans voir, et toutes ces manipulations mentales auxquelles nous nous habitons pro- gressivement. A vrai dire, il le fait assez lourdement, mais ici, à Cannes, où l'on se agit dans un jeu de faux-semblants dont les règles réelles échappent, le film est à sa juste place.

COLETTE GODARD.

Culture

EXPOSITIONS

Au Musée d'Orsay : « La tour Eiffel et l'Exposition universelle de 1889 »

La bergère et son troupeau

En cette année de célébration, un anniversaire peut en cacher un autre. Le Musée d'Orsay fête ainsi le centenaire d'une construction et d'une exposition qui, en leur temps, évoquaient les cent ans de la République.

« Bergère à Tour Eiffel le troupeau de ses ponts bèle ce matin. » Apollinaire fut l'un des premiers à célébrer la tour, ce symbole parisien que l'on contemple aujourd'hui d'un œil attendri, mais que voulaient encore, au début de notre siècle, nombre d'intellectuels. En 1889, le « troupeau » qui se pressait à ses pieds était constitué par les pavillons de l'Exposition universelle pour laquelle la tour avait été dressée et dont elle était le cloch.

La carte de cette manifestation est d'ailleurs dressée sur le sol du Musée d'Orsay. Entre le palais du Trocadéro (construit en 1878) et l'Ecole militaire s'alignent toute une série de constructions plus ou moins hétéroclites. Les plus réussies sont un hymne au métal et à la polychromie. Les pays représentés par elles rivalisent d'ingéniosité. Mais la taille des bâtiments n'est pas toujours à l'échelle de la superficie des Etats. Le pavillon des Etats-Unis, écrasé par celui de l'Australie, est plus modeste que celui du Nicaragua. Celui de la République argentine couvre 1 600 mètres carrés. Ses structures métalliques sont garnies de mosaïques de porcelaine avec appliques et incrustations de verre.

A ses côtés, sur les bords de la Seine, s'étale une histoire de l'habitation humaine conçue par Charles Garnier, l'architecte de l'Opéra de Paris. L'abbé fait la joie des caricaturistes. Une série de maisonnettes raconte l'architecture à travers les âges, depuis la cité lacustre jusqu'à la villa gallo-romaine en passant par l'isthme russe et le temple persan, le chariot hun et la cabane inca. Cette promenade éducative conduit le visiteur jusqu'à l'esplanade des Invalides où s'élève, massif, l'entrée flanquée de tours crénelées, le palais du ministère de la guerre. Il s'agit, bien sûr, d'exorciser la défaite de 1870, encore proche.

En face, à l'ombre du palais des Colonies, c'est le domaine de l'exotisme : villages canaques, javanais, palous ou tonkinois, factorie du Gabon, cases tahitiennes et kiosques chinois se côtoient. On vient regarder les « indigènes » comme des bêtes curieuses, mais certains en profitent pour découvrir le gamelan indonésien ou le théâtre d'ombres javanais.

Bougeoir ou piédestal

Mais la tour Eiffel, qui domine toute l'Exposition, reste l'attraction principale. On a tout dit sur l'audace de sa construction et l'élégance de sa dentelle de fer. On a moins vu les projets présentés au jury. Le Musée d'Orsay nous en montre quelques-uns, peu connus ou inédits. Comme il expose les diverses transformations proposées pour la tour, une fois les lampions de la fête éteints. Comment utiliser ce bougeoir monumental ? On pensa en faire

un piédestal géant pour éléphants ; un lointain élève de Ledoux rêva de l'utiliser comme armature pour une colonne néo-classique ; un Néerlandais assoiffé d'altitude proposa de la recouvrir de terre et de rochers pour transformer le site en pay-

mais — « Le plus admirable effet que la métallurgie ait jamais tenté ».

L'écrivain en regrettait seulement la décoration académique, qui avait échappé à Dutert, son architecte. Mais, « suspendue sur



En 1889, les organisateurs de l'Exposition se payaient le luxe de reconstituer la Bastille et son quartier (BIVVP).

sage alpestre avec grottes et chutes d'eau ; un autre triplait son volume pour fabriquer une sorte de pagode métallique, ornée de clochetons. Si la tour est parvenue, intacte, jusqu'à nous, sa rivale, la galerie des Machines, a disparu.

La nef centrale de ce palais de métal, élevé en face de l'Ecole militaire, couvrait à elle seule près de 5 hectares. Longue de 515 mètres, la colonne Vendôme — 43 mètres — aurait tenu sous sa flèche. Ses grandes fermes avaient la forme d'un arc brisé et 110 mètres de portée. Cette cathédrale de fer éblouit Huys-

le vide, effleurant le sol de la pointe de ses supports, en rupture avec les lois d'équilibre admises en son temps, la galerie des Machines préfigurait la sensibilité esthétique de notre temps », souligne Marie-Laure Crossier-Leconte. Elle fut détruite en 1910. Ce n'était qu'architecture provisoire, il est vrai. Mais pour célébrer l'anniversaire de la prise de la Bastille, nos arrière-grands-parents voyaient plus grand que nos contemporains, qui se contentent de quelques modestes parpaings dans le jardin des Tuileries.

EMMANUEL DE ROUX.

* Musée d'Orsay, jusqu'au 15 août.

Le Bicentenaire aux Tuileries

La carpe et le lapin

Renverser l'ordre des choses, donner de nouveaux droits à la fantasia, couper le fil aux feux communs de l'espace, c'est ce qu'on pouvait attendre des manifestations populaires organisées aux Tuileries. C'était même la seule solution pour faire concurrence à l'enthousiasme constructif de 1889. Sauf à considérer que les grands travaux de l'Arche de

telle architecture pourrait donner un sens à une fête foraine.

Certes la succession gauche-droite-muche de 1989 a pu faire perdre le nord aux organisateurs et concepteurs du Bicentenaire de la Révolution. Un peu de réflexion tout de même, un peu de cohésion auraient permis de donner une portée symbolique, comme on pouvait l'espérer à un tel projet. Car si symbole il y a, il demande pour sa compréhension une fastidieuse explication de texte.

A quoi correspond cette accumulation qui relève du mariage de la carpe et du lapin, sans vouloir offenser la Société pour la protection des animaux ? Ici, deux bâtiments opaques, pas bêtes de conception, mais inutilement symétriques, qui sentent par trop le préfabriqué et n'ont pas même l'idée ni la vertu de rappeler le temps où les Tuileries fermaient le Palais face aux jardins qui portent aujourd'hui leur nom. Là, deux « tours » (pourquoi deux ?). Plutôt élégantes avec leur allure d'engins lunaires, mais qui n'ont aucune signification sensible, qui n'ont aucune fonction sérieuse, si elles ont sans doute la vocation et l'espoir d'être vendues à telle ou telle municipalité en manque de syndicat d'initiative.

Là enfin, sous un maquillage bucolique d'époque, une théorie d'échoppes au contenu pitoyablement mercantile ; de tristes sympathiques où de jolis et fringants jeunes comédiens rappellent les phrases immortelles de la Révolution ; et d'abreuvoirs pour les foules, puisqu'on ne peut décemment pas appeler autrement ces endroits trop typiques du mauvais génie de l'hospitalité et du commerce français.

Arguant du provisoire, on se dira bien sûr : tout cela n'est pas grave. Et il est en effet probable que cette absence de gravité dans la gestion, sinon dans la formulation des choses ne surprendra pas ceux des visiteurs étrangers qui n'aspirent qu'à la légèreté de l'esprit français. Mais elle ne les encouragera pas, pas plus que les Français, à réfléchir sur le sens réel de ces festivités.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

WOODY ALLEN · FRANCIS COPPOLA · MARTIN SCORSESE
 “Délicieux, pointu, implacable.”

ACTUEL
 “... Un film formidable... du grand art... 2 heures de bonheur”
 GLOBE

NEW YORK STORIES

SÉLECTION
 OFFICIELLE
 CANNES
 1989

ACTUELLEMENT

WOODY ALLEN
LE COMLOT D'YVETTE

FRANCIS COPPOLA
LA VIE SANS ZOE

MARTIN SCORSESE
APPRENTISSAGES

TOUCHSTONE PICTURES présente les films JACK ROLLINS · CHARLES H. JOFFE "NEW YORK STORIES" par ROBERT GREENHUT

"THE LESSONS" NICK NOITE ROSANNA ARQUETTE par THEMA SCHOONMAKER · KRISTI ZEA · NESTOR ALMENDROS, A.S.C. · BARBARA DAFFNA · RICHARD PRICE · MARTIN SCORSESE

"THE WITHOUT ZOE" GIANCARLO GIANNINI TADA SHIRE par BARRY MALKIN · DEAN TAVOLARIS · VITTORIO STONARO, A.I.C. · FRED ROOS · FRED RUCHS · FRANCIS COPPOLA & SOHA COPPOLA · FRANCIS COPPOLA

"CELESTUS WIRECKS" WOODY ALLEN MIA FARROW JULIE KAVNER par SUSAN E. MORSE, A.C.E. · SANTO LOQUASTO · SVEN NYKVIST, A.S.C. · ROBERT GREENHUT · WOODY ALLEN

DISTRIBUE PAR WARNER BROS. (Transatlantic), Inc.

UNIQUE ORIGINAL DU FILM SUR DISQUE ET CASSETTES ELEKTRA 1989

TOUCHSTONE PICTURES

كلنا من الأصل

Culture

THÉÂTRE

« Les Amis des amis », de Henry James

Si rares sont les rencontres

L'adaptation pour la scène d'une nouvelle d'Henry James sur le thème du rendez-vous manqué. Insolite et touchant.

« Hasard : aventure par laquelle on trouve fortuitement une personne ». C'est la définition que donne le Dictionnaire de la langue française.

Nature, vivre, donner la vie, exercer tel ou tel métier, tout est rencontre. La chose peut-être la plus importante, en ce monde, c'est l'infini des rencontres qui n'ont pas eu lieu. A plus forte raison pour le romancier, cet homme qui rencontre à la source, qui ne fait que révéler des rencontres, des non-rencontres, de leurs hasards, de leurs suites.

L'un des plus grands romanciers que nous puissions lire, Henry James, se consacrait, jour après jour, avec cet ami-ennemi du romancier : le phénomène de la rencontre. Il notait sur des carnets, des feuilles volantes, toutes les rencontres qui lui passaient sous le nez.

Et c'est sans doute par une obsession des rencontres, par un manque de rencontres réelles dans sa solitude

d'écrivain, qu'il ressentit un jour l'envie irrépressible de créer des pièces de théâtre. Il faisait la rencontre de directeurs de théâtre, de machinistes, d'acteurs et d'actrices, la rencontre d'un public moins absent que celui des lecteurs de romans.

C'était dans les années 1890, par là. Henry James était célèbre, il avait publié déjà des chefs-d'œuvre comme *Daisy Miller*, *Un portrait de femme*, *Les Papiers d'Aspern*.

Mais voici qu'il rencontre le théâtre. A son frère William, il écrit le 6 février 1891 : « J'ai enfin le sentiment d'avoir trouvé mon expression authentique, après de laquelle le petit art du théâtre de la fiction, tel que je l'ai pratiqué, n'a été pour moi qu'un pauvre substitut, limité ».

Il va suffire d'un échec (le ratage de sa pièce *Guy Domville*) pour que James admette : « Il se peut que je sois fait pour le drame — Dieu seul le sait — mais certainement pas pour le théâtre ».

Et, avant de donner, en trois ans (1902, 1903, 1904) les trois incommensurables moments de l'art du roman : *Les Amis de la colonie*, *Les Ambassadeurs*, *La Coupe d'or* (traduits en français chez Robert Lafont), Henry James va méditer sur

ses échecs de rencontres avec les acteurs ou les spectateurs en écrivant une très étrange et belle nouvelle : *Les Amis des amis*. Le propos de cette nouvelle est la non-rencontre. Une idée de gens, une foule d'amis, et d'amis d'amis, font des piéds et des mains pour organiser la rencontre d'une femme et d'un homme dont tout le monde croit qu'ils doivent s'entendre. Or tous les rendez-vous sont manqués, et cela durant des années, au point que cette femme, cet homme, finissent par être irrémédiablement, se sentent à partager la vie de cette femme, si l'on peut dire. Se sent, se vit, entièrement habité par la mort, les maux comme les jours.

Si général soit-il, Henry James n'était pas toujours « maître » de ses rencontres. Par exemple, il rencontre en 1880, à Florence, une jeune romancière, Constance Cooper (elle était la nièce de Fenimore Cooper, l'auteur du *Dernier des Mohicans*). James était un homme qui s'enflam-

maît de préférence pour les garçons. En Constance Cooper, il vit une remarquable amie. Il écrit chez elle *Les Papiers d'Aspern*. Les années passent. Et, parce qu'elle ressentait, pour sa part, que la « rencontre » ne s'accomplissait pas, Constance Cooper se tua, en 1894, à Venise.

En revanche, il semble probable que le prodigieux renouveau de l'art de James, à soixante ans, avec les trois grands livres de 1902-1904, doive quelque chose à la rencontre, partagée celle-là, à Rome, d'un beau sculpteur, Hendrick Andersen.

Par curiosité, on par amitié pour Henry James, on par vice, par manie du théâtre, il faut aller voir l'adaptation dramatique de la nouvelle *Les Amis des amis* donnée actuellement au Théâtre Marie-Stuart. C'est insolite, c'est rare si l'on veut, c'est touchant. Il y a Claude Aufaure, un acteur d'une finesse rare. Dans son beau livre, *Henry James, le champ du regard*, qui vient de paraître à la Table ronde, Laurette Vesa dit que le théâtre ne veut pas « projeter » l'art de James, « sa qualité presque tactile comme si ses antennes froiaient les âmes ».

MICHEL COURNOT.
* Théâtre Marie-Stuart. Tél. : 45-08-17-30.

MUSIQUE

Ouverture du Festival de Paris

Zarzuela, opéra et flamenco

Le Festival de Paris, que dirige

Jean-Albert Cartier,

marque chaque année

« une étape de plus

dans cet apprentissage

mutuel auquel

nous convie l'Europe »,

ainsi que le dit M. Racine,

directeur des affaires

culturelles de la capitale.

Mercredi, au Théâtre des

Champs-Élysées, c'est l'Orchestre

national des jeunes musiciens espagnols

qui a donné le coup d'envoi du

deuxième Festival, consacré à

l'Espagne (après l'Italie l'an der-

nier), en présence de M. Jorge Semprun,

ministre de la culture de ce

pays.

Le programme était, hélas ! bien

déconcertant. L'admirable inter-

mezzo des *Goyescas*, de Granados,

si méditatif et douloureux, est le

contraire d'une ouverture. On

s'interrogeait ensuite sur la présence

du *Concerto pour sept instruments*

de vent, du Suisse Frank Martin,

si on ne se rappelle que de 1950,

vigoureuse et claire, mettait en

valeur les excellents chefs de popi-

tres des bois et des cuivres de

l'orchestre.

Les *Éléphants ivres*, de Luis

de Pablo, d'une écriture embrouil-

lée, ne semblaient guère non plus à

leur place en ce premier jour offi-

ciel, et il fallait attendre le *Trio*, de

Falla, dans la version intégrale du

ballot, pour apprécier enfin les bril-

lantes qualités de cet ensemble

jeune, parfaitement entraîné par

Edmond Colomer ; avec quelle for-

veur il faisait revivre une musique

fringante, irrésistible de charme,

d'entraîne et d'humour, dont l'écrit-

ture prodigieuse égale celle d'un

Ravel ou d'un Stravinsky !

Quelques chiffres situeraient

l'importance de ces manifestations :

le budget total est de 22 millions de

francs, couvert en partie par les sub-

ventions de la Ville de Paris (10 mil-

lions), des ministères de la culture

espagnole (2,3 millions) et française,

ainsi que de divers mécènes.

JACQUES LONCHAMPT.

* Renseignements : 38, rue des

Blancs-Manteaux, 75004 Paris. Tél. :

40-27-99-07.

* Notre prochain supplément

« Arts-Spectacles » consacre quatre

pages à ce festival (mercredi 24, jeudi

25).

VARIÉTÉS

I Muvrini au Théâtre de la Ville

La Corse retrouvée

I Muvrini demeure

le groupe phare

de la musique

traditionnelle corse.

I Muvrini, en langue corse,

signifient les moutons, ces ani-

maux qui vivent en liberté dans

les montagnes. Formé il y a plus

de dix ans à Tuglie-Isulaccia, un

village à quarante kilomètres de

Bastia, le groupe a travaillé à par-

tir d'une tradition orale encore

vivace, notamment du chant poly-

phonique la *paghjella*, autrefois

improvisé à cappella au hasard

des veillées et des foires de vil-

lages. I Muvrini a su collecter les

chansons anciennes, s'ouvrir à

d'autres traditions méditerrané-

ennes comme la polyphonie de

Sardaigne, et plus largement au

folk-song d'aujourd'hui, celui du

Catalan Luis Llach par exemple

et du Guinéen Mory Kanté avec

qui les musiciens corses ont donné

des concerts. Car I Muvrini est un

groupe mixte s'appuyant sur les

techniques traditionnelles et aussi

sur l'instrumentation d'une forma-

tion moderne.

Le travail effectué par

I Muvrini est exemplaire et se

comparaît avec bonheur aux entre-

prises réussies en Irlande et en

Stoile : maintenir vivante une

musique populaire en l'adaptant,

en la modernisant, en l'enrichis-

sant d'apports nouveaux pour ne

pas se retrouver au bout du che-

min avec une pièce folklorique de

musée. Tout un patrimoine

mécenné sur le continent —

comme *Barbara Fortuna*, un

chant d'exil remontant au

onzième siècle à l'époque où les

Génois étaient les maîtres de l'île

— réapparaît ainsi avec des voix

CLAUDE FLÉOUTER.

* Vendredi 19 et samedi 20 mai,

18 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

ATHENÉE

LOUIS JOUVET

QUARTETT

de HEINER MÜLLER

avec EVELYNE DIDI et YANN COLLETTE

et JEAN-LOUIS MARTINELLI

avec PAUL HICKIN

Il s'agit de cruels, cyniques et

coarses. Et c'est magnifique.

LE MONDE

A ne manquer sous aucun

prétexte.

A cause d'une mise en scène de

la jouissance qui fait bander

l'intelligence.

LIBÉRATION

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

4742 07 27 AGENCES FRANCE PRESSES

Une lettre du directeur du théâtre

Création dramatique, politique et argent

Après la publication de notre compte-rendu de la troisième Nuit des Molières (le Monde du 9 mai dernier), nous avons reçu de M. Bernard Dort, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture, les précisions suivantes :

« Je ne crois pas que l'on puisse accuser, comme vous le faites, Jack Lang de se désintéresser de ses « anciens compagnons de théâtre depuis sa prise de fonction au printemps de l'année dernière ». En 1989, le budget de la direction du théâtre et des spectacles a connu une augmentation de près de 100 millions de francs pour les crédits de fonctionnement (soit environ 11 %) et de 17 millions de francs pour les crédits d'équipement (soit plus de 20 %). C'est la première fois depuis cinq ans que ce budget bénéficie d'un tel accroissement (...).

« D'autre part, vous n'êtes pas sans savoir que, au cours de ces derniers mois, M. le ministre a reçu lui-même, et à maintes reprises, des professionnels du théâtre et s'est entretenu avec eux, le plus librement et le plus largement possible, des problèmes qui les préoccupaient. Il en a été de même à tous les niveaux du ministère, au cabinet comme à la direction du théâtre. Depuis octobre dernier, je n'ai pas cessé, quant à moi, d'avoir, avec ces professionnels, des entretiens personnels ou de larges conversations avec leurs représentants syndicaux, dans toutes les branches. Le nombre de mes interlocuteurs doit aujourd'hui dépasser la centaine.

« J'avoue que lorsque vous écrivez que « personnes dans l'entourage de Jack Lang ne s'est attaqué depuis un an aux dossiers en suspens », je ne puis y reconnaître le travail que nous menons ici. Non seulement les dossiers en suspens font évidemment l'objet de nos préoccupations (au niveau de la répartition des crédits, des choix significatifs ont été faits), mais encore j'ai eu

le souci d'amorcer une réflexion d'ensemble sur l'état du théâtre. Cette réflexion, qui porte sur la décentralisation, les compagnies et les établissements d'action culturelle, a été le fait de plusieurs chantiers internes à ma direction. Elle devrait se prolonger et s'accomplir par une concertation avec la profession dans les prochaines semaines (...). J'ajoute qu'en ce domaine toute décision peu réfléchie, non concertée, serait prématurée, et sans doute dangereuse, précisément parce que la profession théâtrale, est, comme vous le dites d'une façon certainement excessive, « morcelée et divisée », ses structures étant « obsolètes » et ses « modes de financement dépassés ». Mais rassurez-vous, M. le ministre formera bientôt des propositions de réforme.

« Là où votre article touche à la fiction, c'est quand vous écrivez que « la seule décision du ministre fut cet hiver un resserrement des moyens d'action de la plupart des professionnels ». Je ne vois décidément pas ce à quoi vous faites allusion. Les crédits de ma direction, en augmentation, ont été distribués. Ils n'ont été ni resserés ni employés à d'autres fins. Je vous signale en outre qu'il n'est pas de la direction du théâtre pour avoir échappé aux mesures de gel des crédits qui ont affecté notre ministère comme plusieurs autres pour la constitution d'un fonds de régulation budgétaire. Cette « seule décision » n'est donc, bizarrement, inconnue.

« Je conviens, certes, que la profession théâtrale ait des motifs d'inquiétude. Ceux-ci viennent de loin, sont complexes et valent d'être pris en compte. Je regrette simplement que vous en attribuez la responsabilité à un ministre et à ses services dont je puis vous assurer qu'ils sont aussi attentifs au théâtre que par le passé. Et que, pour ce faire, vous ayez d'informations imaginaires. »

BERNARD DORT.

Quel que soit le montant de l'augmentation des crédits de la direction du théâtre, personne ne peut contester que la part du théâtre dans le budget total du ministère de la culture ait reculé de 11,84 % en 1988 à 10,25 % cette année. D'où l'emploi du mot « resserrement » — recadrage eût peut-être été mieux compris — des moyens d'action des professionnels dont il était question dans l'article en cause. Ce pourcentage en recul traduit clairement que le théâtre n'est pas la priorité de l'actuel ministre de la culture.

D'autant qu'aucun théâtre subventionné n'a retrouvé en 1989 les moyens dont il disposait en 1986, année après laquelle les budgets ont commencé de fondre.

Bernard Dort se félicite de l'augmentation de 100 millions de francs des crédits de fonctionnement des théâtres. Ce montant représente pourtant à lui seul moins que le budget annuel d'un seul théâtre, la Comédie-Française (112,6 millions de francs en 1989). Selon les informations dont nous disposons, c'est

par ailleurs la somme qu'aurait demandée il y a peu Giorgio Strehler pour continuer sa mission à la tête du seul Théâtre de l'Europe à l'Odéon l'an prochain. On mesure dans quelle impasse se trouve Bernard Dort lors de l'élaboration du budget 1990 et les moyens de la direction du théâtre ne sont pas considérablement accrus.

L'inquiétude de tous les créateurs est encore renforcée par le fait que le théâtre est la seule discipline qui n'ait pas fait l'objet, depuis le printemps dernier, d'une seule communication officielle de Jack Lang, qui a pourtant multiplié les déclarations et les décisions sur la musique — à propos, surtout, de la pénible affaire de l'Opéra-Bastille. — la danse, les arts et le cinéma. Prenons acte de l'annonce prochaine de « propositions de réforme » de Jack Lang. Rappelons toutefois qu'il les avait lui-même promises pour le mois d'avril dernier et qu'elles n'ont toujours pas été formulées. C'est la raison de cette « inquiétude des professionnels » que Bernard Dort ne conteste pas. — O. S.

LETTRES

Les éditeurs à la Porte de Versailles

Un Salon flottant

(Suite de la première page.)

N'est-ce pas faire sortir la lecture de son ghetto littéraire et se donner les chances de découvrir enfin ces nouveaux lecteurs que tout écrivain, tout éditeur, appelle de ses vœux ?

De côté des pessimistes, on qualifie volontiers ces arguments de démagogiques. Et l'on craint que les vrais lecteurs — ceux qui participent autrefois aux fêtes du Grand Palais, venaient rencontrer les auteurs, trouvaient des titres rares ou cherchaient leur miel dans l'écrasante masse de papier empilé qui leur était proposée — ne soient désormais chassés par les ramasseurs de prospectus et les collectionneurs de gadgets publicitaires en tout genre.

Parmi ces pessimistes, quelques-uns ont décidé de rester à la maison : Fayard, Albin Michel, Belfond n'ont pas de stand cette année. D'autres ont simplement réajusté leur surface d'exposition. Certains ne présentent que des livres de poche — « Les autres nous sont trop souvent volés », — d'autres ont renoncé à exposer l'ensemble de leur fonds pour se s'en tenir qu'à quelques nouveautés. D'autres enfin, prestige et politique de présence obligent, ont fait le même effort que l'an dernier mais en traitant les piéds et en promettant hautement de ne pas recommencer si le nouveau Salon devait présenter les mêmes caractères que le précédent.

Une petite révolution des mentalités

Les dirigeants du SNE sont conscients de ce mécontentement. Ils ont fait beaucoup d'efforts cette année pour essayer de rendre plus accueillant le pavillon rébarbatif de la porte de Versailles. On n'a pas lésiné sur la verdure, sur les jets d'eau, sur la signalisation. L'OIP (Organisation, idées, promotion), qui assure le légistère du Salon, a cherché des solutions pour vaincre le sentiment d'étouffement et d'enfermement. Cela suffira-t-il ? C'est le public qui, jusqu'à la fermeture, le 25 mai, va apporter la réponse.

Qu'il vienne plus nombreux que l'an dernier, qu'il participe aux innombrables manifestations qui lui sont proposées, qu'il achète des livres et ne se contente pas d'accumuler les ballons ou les marque-page, et les plus réticents devront rendre les armes et admettre que le livre, au prix d'une petite révolution des mentalités, peut avoir sa fête à défaut de Salon. Que le lecteur boude, que les frais engagés par les éditeurs pour ce Salon ne soient pas compensés par des ventes suffi-

santes, que le sentiment s'installe que cette réunion annuelle n'est qu'un marché, et il faudra bien chercher de nouvelles solutions pour que l'édition retrouve le goût de sa fête.

Les éditeurs allemands, eux, n'ont pas ces états d'âme. Invités pour la première fois au Salon de Paris, ils sont venus en force — 560 maisons sont représentées, 22 auteurs ont fait le déplacement, — avec un sens de la rigueur et de l'organisation qui a fait merveille. M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, accompagné de son homologue français, M. Roland Dumas, et de M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a pu se rendre compte, dès le premier jour, des résultats spectaculaires de cette mobilisation éditoriale germanique.

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMI RETROUVE. Film américain de Jerry Schatzberg, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Pathé Hautes-Frilles, 14^e (43-27-79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23) ; Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9^e (47-42-60-33) ; Les Nations, 12^e (43-36-23-44) ; UGC Gobelin, 13^e (43-36-23-44) ; Les Montparnasse, 14^e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

JESUS DE MONTREAL. Film canadien de Denys Arcand : Ciné Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Rospice, 6^e (45-74-04-04) ; UGC Biarritz, 6^e (45-74-04-04) ; UGC Opéra, 9^e (45-74-04-04) ; UGC Les Halles, 12^e (43-36-23-44) ; UGC Gobelin, 13^e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

NEW YORK STORIES. Film américain de Martin Scorsese, Francis Coppola, Woody Allen, v.o. : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57) ; Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23) ; Max Linder Parnassus, 9^e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-36-23-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

UN CRI DANS LA NUIT. Film américain de Fred Schepisi, v.o. : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-10-30) ; Pathé Hautes-Frilles, 14^e (43-27-79-38) ; George V, 6^e (45-42-41-40) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

LE PHILOSOPHE. Film allemand de Rudolf Thome, v.o. : Cluny Palace, 5^e (43-54-07-76) ; Les Trois Balcans, 8^e (43-25-10-30) ; La Bastille, 11^e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

ROSALIE FAIT SES COURSES (à partir de vendredi allemand de Percy Adlon, v.o. : Gaumont Opéra, 9^e (45-74-04-04) ; Les Nations, 12^e (43-36-23-44) ; UGC Gobelin, 13^e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

SALLE GARANCE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Hommage à Anna Magnani : Finitissimo soli (1942, v.o. s.f.), de Giacomo Gentiletoni, 14 h 30 ; Devant lui tremblait tout Rome (1946, v.o. s.f.), de Carmine Gallone, 17 h 30 ; Pamela Ross (1962, v.o. s.f.), de Pier Paolo Pasolini, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

La Tour Eiffel : Anniversaire : Actualités Gaumont, Monsieur Eiffel et sa Tour (1963) de Georges Franju, la Tour Eiffel (1978) de Jacques Fansten, 14 h 30 ; Le Lifting de la vieille dame : Actualités Gaumont, Autour de la Tour Eiffel (1984) de la Vidéotheque de Paris, les Ecuries (1981) de J.-M. Soyex, le Chantier de Mexico (1956) de R. Pottier, 16 h 30 ; L'autre Tour Eiffel : les Cauchemars de Monsieur Eiffel (1988) d'un groupe d'enfants, Chaire (1965) de Jean-Claude Hochinger, la Tour Eiffel qui tue (1966) de M. de R. et J.-R. Cadet, 18 h 30 ; En visitant la Tour : les Arrondissements de Paris (1910-1930), Entre le ciel et la terre (1988) de Bruno Mercier, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 20 h 30.

théâtre

A.M.O.E.C. (CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-CROIX)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

ANTOINE - SIMONE-BERNAUD

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

ARCANE (43-38-19-70)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

ATELIER (46-06-49-24)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-60-33)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

BERRY (43-45-72-81)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

BOUFFES DU NORD (42-36-34-50)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

BOUFFES PARISIENS (42-36-60-24)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

BOUFFES-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE ALADIN'S PALACE (48-06-36-20)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU XIIE (42-38-35-53)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

Vendredi 19 mai

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CENTRE WALLONNE-BRUXELLES (42-71-36-16)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CENTRE WALLONNE-BRUXELLES, ROSSAU-THÉÂTRE (42-71-36-16)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-09)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-73-37-21)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

DAUNOU (42-61-69-14)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

DEUX ANES (46-06-10-26)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

DIE-PUT THEATRE (42-26-47-47)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

EDGAR (43-20-45-11)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-60-33)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

FONDATION DEUTSCHE (43-21-22-22)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

MEURTRE (sans sur place) de La Mère et la Tour : La Mort à Venise (au même programme) : 21 h

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

FONTAINE (48-74-74-00)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

GUTHRIE (MONTPARNASSE) (43-27-84-50)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

HUCHETTE (43-26-38-99)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

HOTEL DES NATIONS (43-26-45-24)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

LA MAISON DU BRÉSIL (45-71-09-77)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

LE BOUVIER (43-73-47-84)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

LE GRAND EDGAR (43-20-45-11)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

LE PROLOGUE (45-75-33-15)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

LE RÉVÉLER (45-79-30-74)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02)

Opéra-Musette (1941), de René Lefèvre et Claude Rostis, 16 h ; La Mère (1955-1956, v.o.), de Mark Donat, 19 h ; La Femme sur la Lune (1928), de Fritz Lang, 21 h ; Les Muses du cinéma.

Informations « services »

CAMPUS

HEC diversifie son recrutement

Le concours d'admission directe en deuxième année d'HEC — qui permet de recruter une trentaine d'élèves par an — est réformé pour élargir et diversifier le recrutement des élèves désireux de se former aux techniques supérieures du management. Jusqu'à présent, cette procédure bénéficiait surtout aux diplômés en sciences économiques en raison de la nature même du concours. Celui-ci comportait une épreuve de cas de gestion qui pénalisait fortement les non-économistes. Cette épreuve-couperet est désormais supprimée. Les candidats pourront choisir entre cinq options : sciences économiques, sciences juridiques, mathématiques, lettres et sciences humaines, sciences de la vie.

Grâce à cette réforme, fruit d'une collaboration avec l'Université et d'autres grandes écoles, les médecins, les juristes, les ingénieurs et tous autres diplômés de l'enseignement supérieur, pourront aborder le concours avec de meilleures chances. « L'ancienne formule privilégiait l'optique formation complémentaire, explique la direction des concours de la chambre de commerce et d'industrie de Paris dont dépend HEC. Nous visons aujourd'hui une double formation. » Cette double formation, les entreprises comme les étudiants l'appellent de leurs vœux. Pour M. Jean-Paul Larçon, directeur d'HEC, la diversification du recrutement est « symbole de cohésion par la qualité des formations d'origine, renforcée par une parfaite maîtrise des langues et une formation de pointe au management ».

J.-J. B.

★ Les inscriptions seront reçues du 1^{er} juin au 15 juillet. Pour tous renseignements : direction des admissions et concours de la CCP, BP 31, 78350 Jouy-en-Josas. Tél : (1) 39-56-71-55 ou 39-56-70-00.

● La cartographie par ordinateur

Le laboratoire de modélisations et traitements graphiques en géographie de l'université de Rouen et l'ICI, une société informatique de Rouen (Seine-Maritime) ont contribué à la création de la société Edigraphie dont le domaine d'intervention, l'infographie, allie toutes les disciplines de la géographie à la PAO (Publication Assistée par Ordinateur). Cartes, plans cadastraux, banques de données, traitements de l'information par statistiques, cartographie manuelle et informatique, atlas, rapports techniques, formation à la cartographie informatique sont les activités d'Edigraphie.

● Révolutions et droit international

Le colloque de la Société française pour le droit international (SFDI) qui aura lieu à la faculté de droit et de sciences politiques de Dijon, les 1^{er}, 2 et 3 juin, sera consacré à l'étude du thème : « Révolutions et droit international ». Il étudiera l'apport de la

Révolution française au droit international. Les révolutions marquées seront présentées et comparées dans leurs effets sur la société internationale avec la Révolution de 1789. Une communication et une table ronde seront consacrées à la révolution islamique et au droit consensuel à l'expérience du Kampuchéa démocratique. Participeront à ce colloque de nombreux universitaires étrangers, des diplomates, des fonctionnaires internationaux et des juges à la Cour internationale de justice.

★ Institut de relations internationales. Université de Bourgogne, 4, boulevard Gabriel, 21000 Dijon. Tél. : 80-39-53-85.

● Thermique et régulation

L'Ecole des mines de Paris et l'université Paris VII organisent un DESS « Thermique et régulation » pour les ingénieurs du bâtiment.

★ Université Paris VII-UPM de physique. Formation continue, Tour 23-32, 2, place Jussieu, 75251 Paris. Cédex 05 ou Ecole des mines de Paris. Centre d'Énergétique, 60, boulevard Saint-Michel, 75272 Paris. Cédex 06.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 18 mai 1989 :

UN DÉCRET

● N° 89-318 du 17 mai 1989 portant convocation des électeurs pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale (3^e circonscription de la Gironde).

UN ARRÊTÉ

● Du 28 mars 1989 fixant les arrêtés relatifs aux prix de location des logements à usage locatif, des logements en accession à la propriété et des logements-foyers à usage locatif bénéficiant de subventions ou de prêts aidés par l'Etat.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 19 mai 1989 :

UN DÉCRET

● N° 89-319 du 17 mai 1989 portant publication de deux protocoles au traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande en date du 22 janvier 1963, faits à Paris le 22 janvier 1988.

DES ARRÊTÉS

● Du 28 mars 1989 fixant des mesures de protection des espèces animales représentées dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon.

● Du 11 mai 1989 fixant le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'ingénieurs de l'industrie et des mines.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

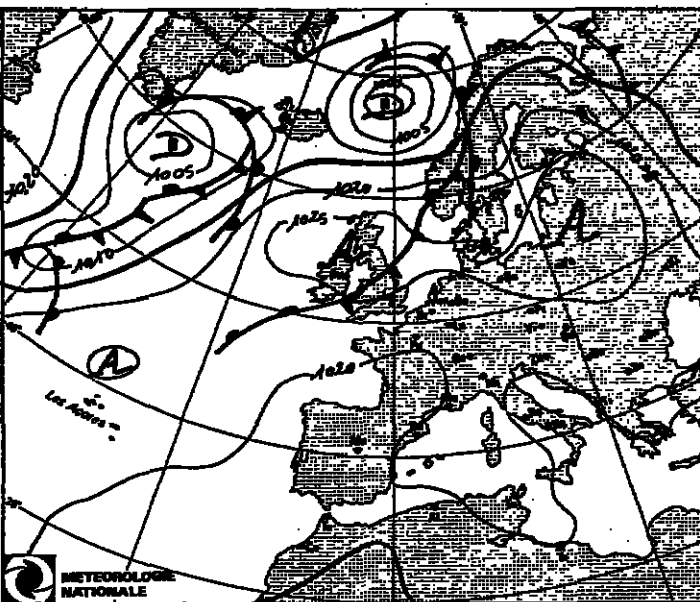
Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

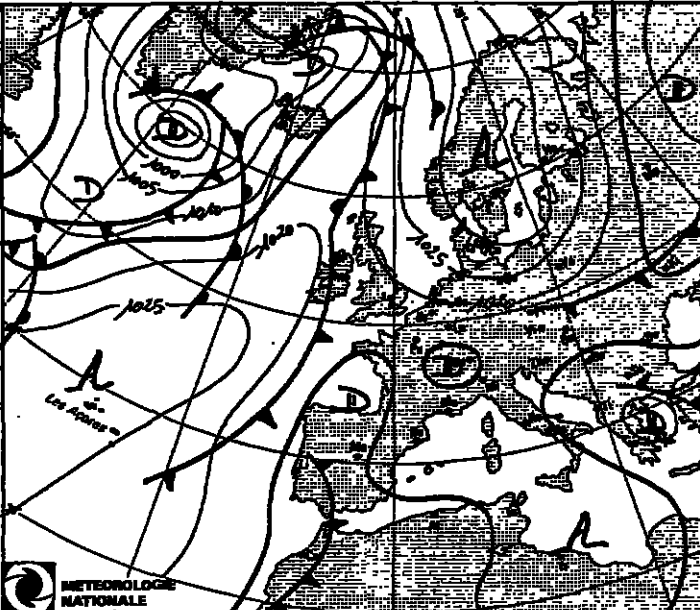
36.15 LE MONDE

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 MAI 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 MAI 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 19 mai à 0 heure et le dimanche 21 mai à 24 heures.

Un cours des probabilités quant à l'heure, une lente baisse de pression s'annonce sur la France, tandis que de l'air chaud et instable d'origine espagnole envahira le pays du Sud au Nord. Nous nous dirigeons donc vers un temps de plus en plus chaud et orageux, plus particulièrement sur l'ouest du territoire.

Samedi : ensoleillé, mais lourd et orageux.

La météo s'annonce partout bien ensoleillée, bien que légèrement brumeuse, surtout près des côtes de la Manche.

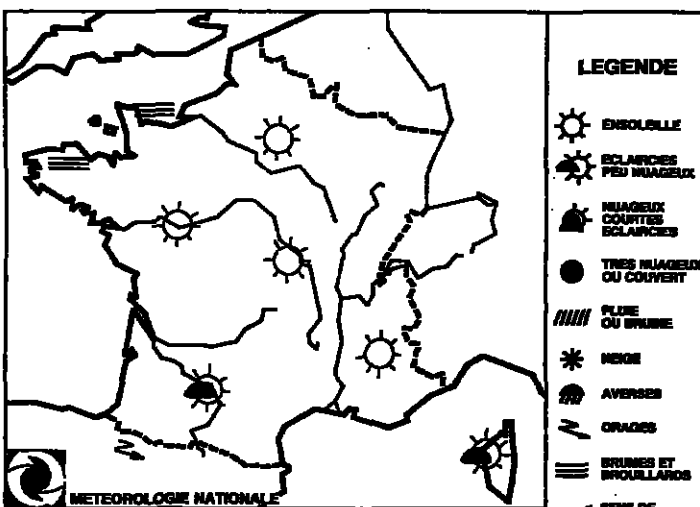
Le temps deviendra ensuite de plus en plus lourd dans le courant de l'après-midi. Des hautes de nuages apparaîtront sur une grande partie du pays et des

foyers orageux isolés se développeront. Seules les régions de la Bretagne au Nord et au nord de l'Alsace, ainsi que le pourtour méditerranéen, devraient échapper à la menace d'orage.

Dimanche : situation stationnaire ; chaleur et orages en perspective. Le matin, le soleil brillera en toutes régions dès le lever du jour, mais il sera quelque peu voilé de la Bretagne aux Pyrénées par des bancs de nuages élevés.

À fin des heures, la chaleur se fera de plus en plus lourde et les nuages deviendront menaçants. Des orages éclateront de manière sporadique sur la quasi-totalité du pays, épargnant seulement les régions de la Haute-Normandie et du Nord au nord de l'Alsace.

Le vent restera faible, il soufflera de secteur est sur les régions de la Bretagne au Nord-Est.



TEMPS PRÉVU LE 20-05-89 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

le 17-5-1989 à 6 heures TU et le 18-5-1989 à 6 heures TU

FRANCE				TOURS				LYONS				PARIS				BOULOGNE				STRASBOURG				LIÈGE				BRUXELLES				AMSTERDAM				OSLO				STOCKHOLM				HELSINKI				TALLINN				BERLIN				MOSCOU				VARSOVIE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES				SOFIE				BELGRADE				PRAGUE				VIENNE				BOLOGNE				GENÈVE				LAUSANNE				BRISGARD				STUTTGART				MUNICH				FRANKFURT				COLOGNE				DRESDEN				LEIPZIG				BERGAMO				MILAN				VENISE				ROMA				NAPLES				BARCELONE				MADRID				SEVILLE				VALENCIE				ALGER				TUNIS				CAIRO				ATHÈNES			
--------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	-----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------	--	--	--	-----------	--	--	--	----------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	--------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	-------	--	--	--	--------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	---------	--	--	--

Le Carnet du Monde

Décès

- Anzillac.

M^{me} Jean Alric, sa femme, Jacques et Sylvia Alric, Jean-Pierre et Claude Alric, Catherine et Michel Tenaillon, Paul et Florence Alric, Jean-Guillaume et Margot Alric, Louis-Antoine et Justine Alric, Christine et Michaël Martin, Isabelle Alric, ses enfants.

Corine, Elisabeth, Matthieu et Anaïs Alric, Valérie et Jean-Baptiste Alric, Stéphanie et Nicolas Tenaillon, Clotilde et Pauline Alric, Hugues, Noémie et Léa Alric, Delphine, Julien et Arthur Alric, Matthew et Julie Martin, Mathilde et Amélie Trubert, ses petits-enfants, Valérie Baptista, son arrière-petit-fils.

Les familles Alric, Aguttes, Carns, Trajillo, Fonteneau, Micelli, ses belles-sœurs et beaux-frères, ses neveux, nièces, cousins, cousines, alliés Et toute la famille, font part du retour à Dieu de

Jean ALRIC,

le 17 mai 1989, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques seront célébrées le samedi 20 mai, à 10 h 30, en l'église du Sacré-Cœur, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière d'Ytrac.

Priez pour lui.

Pas de condoléances.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

2, avenue de la Liberté, 15000 Aurillac.

- André Bletterie, Jacques et Catherine, Pierre et Muriel, Claire et Pierre, ses enfants, Florian, Clélia et Camille, ses petits-enfants, Marie Bletterie, sa mère, André et Berthe Lhermet, ses beaux-parents, Toute la famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

René BLETTERIE,

survenu le 18 mai 1989, à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 22 mai, en l'église de Bousy-Saint-Antoine (Essonne), à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière dudit lieu.

Un registre de signatures tiendra lieu de condoléances.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Que la richesse de sa vie nourrisse les nôtres. »

15, résidence Jarcy, 91480 Quincy-sous-Sénart.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
42-47-95-03



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Pierre BONNASSE,survenue subitement le 16 mai 1989, à Paris-17^e.

De la part de
Ses enfants,
Petits-enfants
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 22 mai, à 16 heures, en l'église Saint-Ferdinand des Termes, 27, rue d'Armaillé, Paris-17^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière nouveau de Neuilly-sur-Seine (boulevard circulaire, sortie n° 7).

11, avenue de Verzy, 75017 Paris.

- M. et M^{me} Michel Thoyer-Rozat, M^{me} Philippe Hallé, M^{me} Christine Poirat-Delpoch, M. et M^{me} Peter Nowak et leurs enfants, M. et M^{me} Patrick Bouilloux-Lafont et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Borgeaud et leurs enfants, M. et M^{me} Charles Thoyer-Rozat et leurs enfants, M. Patrice Hallé, M. et M^{me} Pascal Hallé, M^{me} Blaudine Hallé, M. François Hallé, M. Matthieu Poirat-Delpoch, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Robert KULA,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue le 18 mai 1989, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité le mercredi 24 mai, en l'église Notre-Dame-des-Champs de Maffliers (Val-d'Oise), suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, rue de Liège, 75008 Paris.

(Lire et contre.)

- M. Joël Nuffer, M. et M^{me} André Aubin, M^{me} Marika Aubin, M. Cyril Aubin, Les familles Lienard, Nuffer, Barbier et Carteret, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Raymond NUFFER,

leur mère, grand-mère et parente,

survenue le 16 mai 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Bondy (Seine-Saint-Denis).

La cérémonie religieuse est célébrée le vendredi 19 mai, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Noisy-le-Sec (rue Dombasle), sa paroisse, suivie d'une célébration religieuse en l'église Saint-Charles, de Sainte-Mancheville (Marne), le même jour à 14 h 30.

Selon la volonté de la défunte, prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Chaudfontaine (Marne).

11, rue de Douai, 75009 Paris, 16, rue Brantôme, B 6, 75003 Paris.

- M^{me} Maurice Pestel, M. et M^{me} Bernard Ladrangé et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Thevenard et leurs enfants, M. et M^{me} Olivier Pestel et leurs enfants, M. Yves Pestel, M^{me} Marcel Brule, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Maurice PESTEL, médecin honoraire des Hôpitaux de Paris, membre de l'Académie nationale de médecine, président d'honneur de l'Association générale des médecins de France,

survenue le 18 mai 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 22 mai, à 15 heures, en l'église de Barneville-la-Bertraie, Houffleur (Calvados).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

La mort de Dominique Pado journaliste et sénateur

Dominique Pado, sénateur (centriste) de Paris est décédé jeudi 18 mai à l'âge de soixante-cinq ans. Il sera remplacé au Sénat par M. Bernard Guyomard, directeur de cabinet de M. Alain Poirer.

Dominique Pado a mené avec constance une double carrière d'écrivain et de journaliste au cours de laquelle il a toujours marqué une totale fidélité à ses convictions. Mais s'il s'est engagé dans la politique en 1958 il était, par nature et fondamentalement, un journaliste, au point de n'avoir jamais voulu renoncer au métier qu'il avait embrassé en 1944, malgré les contraintes de ses mandats. A l'Aurore, où il avait été rédacteur, chef du service étranger, grand reporter et enfin codirecteur, c'est d'abord l'écriture qui l'intéressait.

Doué d'une grande sagesse de plume, saisissant en deux coups d'œil une situation au point d'en faire un long article, il a suivi non seulement les événements de l'après-guerre dans le monde, mais aussi le retour au pouvoir de De Gaulle, qu'il avait appelé de ses vœux. Ses reportages lui avaient valu la reconnaissance de ses pairs et il avait reçu tour à tour le prix Albert-Londres et le prix Aujourd'hui.

Partisan de l'Algérie française, il n'en avait pas moins, malgré sa déception, reconnu à De Gaulle sa dimension exceptionnelle. C'est le

[Né le 22 mai 1932 à Oletta, en Corse, Dominique Pado, après des études de droit, était entré comme journaliste à l'Aurore en 1942, puis en septembre 1944 à l'Aurore, où il a été successivement, chef du service étranger, rédacteur en chef adjoint, directeur des services de politique étrangère, rédacteur en chef, directeur politique avant de quitter le quotidien en octobre 1978 en raison des conditions dans lesquelles M. Robert Hersant l'avait racheté. Editorialiste de la Haute-Marne libérée depuis lors, il était membre de l'Association des journalistes français, de l'Association de la presse diplomatique, du jury du Prix Albert-Londres et du jury du Prix Aujourd'hui.]

Parallèlement à sa carrière journalistique, Dominique Pado avait mené une carrière politique. Conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine de 1959 à 1965, il siégeait depuis 1983 au Conseil de Paris comme adjoint chargé de l'enseignement. Entré au Sénat à la suite de l'élection de M. Jacques Baumel à l'Assemblée nationale en 1967, il s'était inscrit au groupe des républicains et indépendants avant de rejoindre celui de l'Union centriste, dont il était vice-président depuis 1977. Membre du conseil politique du Centre démocrate en avril 1966, et du bureau national de l'Union des réformateurs en 1971, il siégeait dans les instances dirigeantes du CDS. Au palais du Luxembourg, il s'était spécialisé dans les questions de politique étrangère et surtout de presse, en particulier de l'audiovisuel.

- Le docteur Paul Fleury, président, Et le conseil d'administration de l'Association générale des médecins de France ont le regret de faire part du décès de son président d'honneur, le

docteur Maurice PESTEL, médecin honoraire des Hôpitaux de Paris, membre de l'Académie nationale de médecine,

survenue le 18 mai 1989, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques auront lieu à 15 heures, le lundi 22 mai, à Barneville-la-Bertraie, Houffleur (Calvados).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

« Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité. »

changeant de République qui l'avait lancé en politique et fait de lui, dès 1959, un conseiller de Paris. Inscrit au groupe centriste, devenu sénateur de la capitale en 1987, Dominique Pado avait été séduit par le personnage de M. Jacques Chirac, dont il était l'un des interlocuteurs préférés pour les relations du maire de Paris avec les centristes. Car, à la différence d'autres, Pado était essentiellement un homme tolérant, à l'opposé de tout dogmatisme et estimant qu'un compromis était toujours préférable à un conflit.

Sans trop d'illusion sur les hommes et sur la politique, toujours affable et souriant, doté d'une grande mémoire historique, il s'était consacré à maintenir les bonnes relations entre sa famille centriste et les néo-gaullistes de M. Chirac. Aussi proche du maire de Paris que du président du Sénat, son rôle discret avait été efficace au cours des dernières années. Tout en demeurant journaliste dans l'âme - il donnait chaque jour un éditorial à la Haute-Marne libérée - il avait en charge le dossier de l'enseignement à l'Hôtel de Ville. Au Sénat, il se consacrait surtout à l'évolution de l'audiovisuel et à la protection de la presse. Il était vraiment dans le monde politique autant un acteur qu'un observateur journalistique, regardant les choses évoluer avec l'œil sceptique et distant du professionnel.

ANDRÉ PASSERON.

Membre dès 1974 de la délégation parlementaire pour la radio-télévision française qu'il avait présidée en 1976, 1978, 1980 et 1983, il avait présidé en 1982 le groupe sénatorial de réflexion sur l'audiovisuel.

Dominique Pado était l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Trois procès : Maurras, Bernus, Brailach*; *la Russie de Staline*; *13 mai, histoire secrète d'une révolution*; *les Cinquante jours d'Alain Poirer* et *le Procès Kravchenko*.

[Né le 2 juin 1926 à Paris, licencié en droit, M. Bernard Guyomard a été instituteur suppléant au collège Jean-Baptiste Sey (1945-1952), avant d'entrer dans l'administration. Administrateur civil au secrétariat général de la marine marchande de 1952 à 1971, il a présidé l'Association des secrétaires d'administration centrale de 1953 à 1955 avant de fonder et de présider de 1955 à 1964 l'Association des attachés d'administration centrale. Président du conseil d'administration de la coopérative de la marine marchande en 1960, M. Guyomard devient en 1969 chef adjoint du cabinet de M. Alain Poirer, président du Sénat. Suivant la liste de M. Pado, directeur du cabinet depuis 1972, il a présidé les comités de soutien à la candidature de M. Poirer lors de l'élection présidentielle de 1969. Président de la commission du 17^e arrondissement de Paris de 1977 à 1983, il a été de 1983 à 1986, conseiller de Paris, adjoint au maire et conseiller régional d'Ile-de-France.]

- M^{me} Théodore Strawinsky, M. et M^{me} Michel Jellatchitch, M^{me} Maxime Jellatchitch, M. et M^{me} Soelima Strawinsky, M^{me} André Marion, Ainsi que les familles parentes et amies, ont la douleur de faire part du décès de

Théodore STRAWINSKY, commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand,

endormi dans la paix du Seigneur, muni des sacrements de l'Eglise, le 16 mai 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La messe de sépulture sera célébrée le samedi 20 mai, à 11 heures, en l'église catholique d'Hermance (Genève).

L'inhumation aura lieu le lundi 22 mai, à 16 heures, au cimetière russe de Sainte-Genève-des-Bois (Paris).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés au Foyer Handicap, CCP 12 9296 5.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messes

- Tous ceux qui ont connu et aimé

Cino del DUCA

sont priés d'assister ou de s'en dispenser à la messe qui sera célébrée pour le vingt-deuxième anniversaire de son décès, le vendredi 26 mai 1989, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8^e.

De la part de M^{me} Simone Cino del Duca.

Priez pour lui.

Anniversaires

- Françoise R.-M.

nous a quittés le 20 mai 1987. Que tous ceux qui l'ont aimée se souviennent de son sourire radieux.

- Le 20 mai 1988,

Etienne MURAT

nous quitte.

Sa famille invite tous ceux qui l'ont estimé et aimé à s'unir à elle par la pensée et la prière.

10, rue Montaigne, 33500 Libourne.

- A l'occasion du septième anniversaire du décès de

docteur Alain RYFMAN,

Sa famille Et ses amis se réuniront pour la célébration d'un office religieux à sa mémoire, le dimanche 21 mai.

Rendez-vous le 21 mai, à 11 h 15, à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux.

Communications diverses

- Le Père François Brun, auteur du livre *Les morts nous parlent*, fera une conférence pour l'Unité universelle, dimanche 21 mai, à 16 heures, dans les salons Hoche, 9, avenue Hoche, à Paris-8^e.

Pour réserver vos places et tous renseignements : 48-74-80-89.

Madeleine Luka est décédée

Une peinture naïve au-delà du temps

La femme peintre Madeleine Luka est morte jeudi 18 mai 1989, à Paris, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Madeleine Luka mériterait d'occuper dans la peinture du vingtième siècle la place que le dix-neuvième accorda au Drouant Rousseau. Comme ce dernier, elle fut très tôt remarquée par des poètes et des écrivains aussi différents que Francis Jammes et Marcel Aymé. Dès le Salon d'automne de 1923 et jusqu'à ces dernières années, soit durant plus de soixante ans, cette autodidacte née peu avant le siècle a poussé la peinture naïve, beaucoup plus technique et composée qu'elle ne s'en donne l'air, jusqu'à une espèce de rayonnement intemporel.

Qu'elle ressuscite ses ascendants portoricains, qu'elle croque son cousin le préhistorien Henri Breuil, qu'elle assemble en bouquets ses filles et petits-enfants, endimanchés à l'ancienne, comme amandonnés, ou qu'elle rêve autour de sa maison romantique proche de L'Isle-Adam, une même lumière d'innocence baigne ses vifs sommets de tapisserie, ses roses virginales, ses ciels cuivrés par l'orage. Couleurs rêveuses et matières en relief, pelucheuses ou vernissées

comme des jousts, entourent chaque sujet, non sans humour, d'un climat de conte de fées, de carnaval onirique.

Cette poésie d'enfance inaltérable, et que l'horreur des guerres traversées effleure à peine de ses soldats de plomb, on l'a vue s'épanouir, sans aucun souci des modes, chez Drouant en 1928 et en 1930, aux galeries Fenwick (New York, 1930), Montaigne (1939), Chaperonier (1944), Zak (1951), Drouant-David (1954), Maurice Garnier (1976), ainsi qu'à Bruxelles, Berlin, Londres, Tokyo, Pittsburg...

Madeleine Luka participait régulièrement aux Salons d'automne, des Indépendants, des Femmes-peintres. Des toiles d'elle figurent au Musée d'art moderne, à Genève, Grenoble, Sceaux, Riom, Cagnes-sur-Mer, Amiens, Albi, Bayonne. Elle a décoré en partie le pavillon de la Femme à l'exposition de 1937 et la chapelle de Lucram (Alpes-Maritimes). Les manufactures de Beauvais et d'Aubusson ont réalisé des tapisseries d'après ses cartons.

Avec Madeleine Luka disparaît une grande artiste de l'émerveillement, au-delà du temps.

B. P.-D.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

9^e salon du Livre
SYNDICAT NATIONAL D'EDITION
19-25 MAI 89
CHACQUE JOUR DE LA SEMAINE
VISITEZ LE SALON DE 11H A 22H
PARIS Porte de Versailles HALL 7

Samedi 20, dimanche 21 : 10h - 19h
Vendredi 19, mardi 23, mercredi 24 : 11h - 22h
Lundi 22 : 17h - 22h - Jeudi 25 : 11h - 19h
Journée professionnelle : lundi 22 : 9h30 - 17h

كلنا من الواصل

Communication

La ruée des télévisions francophones vers le continent africain

La banque d'images de Canal France International

Voilà donc enfin lancé Canal France International - CFI - plus d'un an après son annonce quelque peu précipitée par le premier ministre d'alors, M. Jacques Chirac, ministre de la coopération, M. Aurillac, véritable initiateur du projet. Voilà donc enfin sur satellite - le canal d'IntéSat V était lancé depuis avril 1988 - ces images promises aux pays francophones d'Afrique, plus exactement à leurs télévisions publiques, puisque ce sont elles les principales destinataires. Car CFI n'est pas une chaîne comme les autres. Ce n'est pas un programme de plus déversé sur l'Afrique et imposé dans sa globalité. C'est une banque d'images, aux modules aisément intégrables dans n'importe quelle grille, destinée à alimenter et enrichir les programmations des chaînes nationales.

Équipées d'un matériel de réception de ces quatre heures quotidiennes d'images - matériel offert par le ministère français de la coopé-

ration (30 millions de francs pour 1989) - les télévisions choisissent donc les programmes les plus susceptibles d'intéresser leur public, complètent de commentaires, personnalisés les éléments bruts d'information également fournis, avant de les rediffuser par la voie hertzienne sur leur propre territoire.

Fort demande

La formule dissuade les velléités de détournement du satellite pour des particuliers, les responsables accablés de CFI n'excluent d'ailleurs pas un prochain cryptage de signal. « Notre idée est de travailler en partenariat avec les télévisions africaines, surtout pas de les concurrencer », souligne le PDG de CFI, M. Fouad Ben Halla, initiateur d'un comité consultatif de programmation incluant des représentants de pays concernés.

L'initiative plaît d'ailleurs aux Africains, soucieux de n'être pas

uniquement passifs, et rêvant même d'être associés à des coproductions et de voir un jour leurs propres produits diffusés vers d'autres pays d'Afrique, peut-être même en Europe. Mais la demande d'images est forte et les pays attendent avec impatience leur équipement de réception. Après la Côte d'Ivoire et le Sénégal depuis peu desservis, le Gabon et le Cameroun doivent sans tarder recevoir les images de CFI, un échéancier sur deux ans prévoyant l'extension du service à près de vingt-cinq pays africains.

La source des programmes ainsi proposés ? Des achats effectués à bas prix sur le marché par l'équipe de CFI (films de cinéma, documentaires...) et les apports de différentes chaînes (Antenne 2 en particulier avec « Apostrophes », le « Grand Échiquier » ou « Champs-Élysées », au titre de la diffusion culturelle prévue dans les cahiers des charges. Le budget limité de CFI (51 millions de francs du mini-

stère des affaires étrangères) ne permet guère de fantaisies, et ne laisse guère aux acheteurs une large marge de manœuvre dans la négociation des droits.

Un problème surmontable tant que CFI ne s'adressera qu'aux pays - la plupart du temps insolubles - du champ de la coopération ; mais un obstacle de taille pour le développement du projet, s'il lui prenait l'envie, comme le souhaitent M. Ben Halla et le ministère des affaires étrangères, d'étendre sa diffusion au Maghreb et au Proche-Orient.

Reste le problème de la concurrence... francophone et de l'arrivée éventuelle de la chaîne francophone TV 5 sur le territoire africain. « Rien de ma connaissance n'est décidé », commente Fouad Ben Halla, visiblement contrarié. « Soyons cohérent ! Nous n'allons pas proposer aux Africains les mêmes émissions sur deux supports différents. » Et de juger pour le

moins impérialiste la volonté d'arroser l'Afrique d'images sans lui proposer le moindre échange ou la moindre contrepartie.

Cette réserve, le ministre de la francophonie la partage. « Lancer TV 5 Afrique aujourd'hui, laisser entendre dans l'entourage de M. Alain Decaux, chargé en mars dernier par M. Michel Rocard de coordonner l'action télévisuelle extérieure, risquerait de dérouter nos partenaires africains. Alors, préférons l'avenir et étudions bien la complémentarité des deux projets. »

L'exécutif, c'est que la décision de lancer ou non TV 5 Afrique ne dépend pas de la France seule, mais des conclusions du sommet de Dakar qui réunira du 23 au 25 mai les chefs d'Etat et de gouvernement d'environ cinquante pays francophones.

Lancée à la hâte en janvier 1984, TV 5 n'était au départ qu'une « vitrine » pour l'Europe des télévisions francophones (1), dont elle rediffuse, par satellite, une sélection des meilleures émissions. En septembre 1988, TV 5 Québec-Canada démarrait à Montréal grâce à l'extension sur le continent nord-américain de la chaîne européenne. TV 5 Afrique se situerait dans ce prolongement-là. Il utiliserait, quatre heures par jour, le même satellite que CFI (et, par conséquent, les mêmes antennes réceptrices) et fonctionnerait selon les mêmes prin-

cipes une banque de programmes dans laquelle les télévisions africaines pourraient librement puiser.

Au départ, TV 5 Afrique s'appuierait essentiellement sur la grille de TV 5 Europe, enrichie d'une trentaine de minutes quotidiennes de programmes africains. Cette proportion pourrait s'accroître avec le temps et l'aide de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) qui a créé un programme d'aide à la production radiophonique et audiovisuelle à destination des pays du Sud.

Ainsi présenté, ce projet n'est pas directement concurrent de CFI, plaide M. Robert Wangermée, vice-président de TV 5 Europe et président du Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique. Il est vrai que les partenaires de la France dans TV 5 - Canada et Québec en tête - n'ont aucune envie de renoncer à leur projet africain, et surtout pour un concurrent auquel ils ne sont pas associés. Le sommet de Dakar pourrait donc réserver des surprises et obliger la France à mettre de l'ordre chez elle.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY.

(1) TF 1, A 2, FR 3, la RTBF belge, la SSR suisse et, depuis 1986, le Consortium Québec-Canada.

Liberté de la presse. - La place de l'Hôtel-de-Ville de Paris accueille jusqu'au 22 mai l'exposition sur « Le bicentenaire de la liberté de la presse » (le Monde du 25 avril et du 3 mai). Réalisée par Christian Bailly, fondateur du Musée de la presse parisienne (SPP), cette exposition montre, parmi de nombreux documents, une imprimérie de 1789 reconstituée à l'identique. Les quotidiens adhérents du SPP publient à cette occasion un journal à dix-sept voix. Entrée gratuite de 10 heures à 20 heures.

Les salariés de la BBC demandent la démission de leurs dirigeants. - Le conflit opposant salariés et dirigeants de la BBC ne s'apaise pas. Le syndicat des journalistes et celui des personnels de l'audiovisuel de la BBC ont demandé, mardi 16 mai, la démission du président de la société britannique, M. Marmaduke Hussey, et celle de son directeur général, M. Michael Checkland. Douze mille des vingt-huit mille employés de la BBC avaient déjà cessé le travail la semaine dernière, pendant deux jours, pour réclamer une augmentation des salaires de 10 % alors que la direction refusait de revenir sur son offre de 7 %. L'intersyndicale de la BBC a annoncé

son intention d'organiser une série de grèves surprises de vingt-quatre heures afin d'appuyer ses revendications.

Hachette lance Elle Québec. - Le groupe Hachette va lancer le 15 août prochain à Montréal et dans les principales villes du Canada une édition canadienne française de Elle. Elle Québec, quinzième version du célèbre magazine féminin à travers le monde, sera éditée par les publications Télémanie Hachette Inc., nouvelle maison d'édition créée dans le cadre d'une entente entre Hachette-presses et le groupe de communication canadien Télémanie, leader sur le marché des magazines au Québec. Elle Québec comportera 160 pages et sera tirée à 60 000 exemplaires la première année.

Accord entre Maxwell et McGraw-Hill dans les livres éducatifs. - Macmillan, l'éditeur américain racheté par le groupe Maxwell, et le groupe McGraw-Hill, ont décidé de créer une filiale commune consacrée à l'édition de livres scolaires et éducatifs. Dénommée Macmillan/McGraw Hill School Publishing Company, la nouvelle entité, basée à Chicago, devrait réaliser un chiffre d'affaires d'environ 440 millions de dollars.

Les convoitises des chaînes privées

Les acteurs publics ne sont pas seuls à s'intéresser au continent : Canal Plus pour son propre compte, et TF 1 via sa participation de 8 % dans la chaîne privée marocaine 2 M International, démarchent les capitaux africains pour conclure des accords de partenariat.

Basée à Casablanca, 2 M est une chaîne cryptée à majorité marocaine, qui émet depuis peu sur le royaume chérifien (le Monde du 8 mai). Elle souhaite relayer par satellite son programme arabophone et francophone vers les principales métropoles d'Afrique de l'Ouest, mais aussi vers les réseaux câblés européens.

De son côté, Canal Plus Afrique, filiale à 100 % de la chaîne française, poursuit les contacts noués depuis début 1988 par Hervé Bourges et Fouad Ben Halla, partie rejoindre l'un RMC et l'autre Canal France International. Canal plus souhaite être partenaire minoritaire dans l'exploitation de sociétés africaines utilisant son programme crypté français et l'enrichissant de productions locales ou achetées.

Pau avancée au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Cameroun, ces projets sont au point mort en Algérie depuis les événements de l'automne dernier. Tunisie et Gabon sont donc les priorités de Canal Plus Afrique, même si un démarrage n'est envisagé au plus tôt qu'en 1990.

Au Gabon, un tour de table réunissant Canal Plus, la société française (SCOA), et des intérêts majoritaires gabonais proches du président Bongo envisage le remplacement de Télé Afrique, la troisième chaîne gabonaise, par Canal Plus Gabon.

En Tunisie, un dossier appuyé sur une étude de faisabilité positive a été présenté aux autorités. A un prix de 15 dinars par mois (environ 120 francs), Canal Plus Tunisie pourrait espérer toucher cent mille abonnés en cinq ans, si elle dispose de fréquences hertziennes appropriées. La société exploitante prendrait l'engagement, dès l'équilibre économique atteint, de réinvestir une partie de ses bénéfices dans la production locale.

M. C. L.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

40 ANS DE LIBERTÉ
LE DROIT ET LE FAIT
REDÉCOUVREZ
LA CITOYENNETÉ

NATHAN
Le Monde

LA FRANCE
LIBERTÉ

Le Monde
NUMERO HORS-SERIE
FESTIVAL DE CANNES 1989

CINÉMA
&
LIBERTÉS

25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MEDIASPOUVOIRS

N° 14
TÉLÉVISIONS EN MUTATION

Michel SOUCHON et Alain Le DIBERDER
► DES PUBLICS INSEPARABLES

Nathalie COSTE-CERDAN
► COUPURES PUBLICITAIRES :
FAUX DÉBATS ET VRAIS ENJEUX

Dominique WOLTON
► POURQUOI UNE TÉLÉVISION PUBLIQUE ?

Michel SOUCHON
► QU'ATTEND LE PUBLIC DE LA TÉLÉVISION
ET DU SERVICE PUBLIC ?

Pierre MUSSO et Guy PINEAU
► LA TÉLÉVISION
ENTRE L'ÉTAT ET LE MARCHÉ

Jean-Claude SERGEANT
► LA TÉLÉVISION BRITANNIQUE
A L'HEURE DE LA DÉRÈGLEMENTATION
et un entretien avec ROBERT STEPHANE
administrateur général de la RTBF

MEDIASPOUVOIRS : 95 F tél. : 16 (1) 47.23.61.88

LE? LIVRES
DES PUF
QUEST?ONNENT
LE MOND?

10 années de communication publicitaire
des Presses Universitaires de France.

Quelle est la représentation du monde des Presses
Universitaires de France ? Quel est leur univers
culturel et esthétique ? Quels courants de pensée les
ont traversés ? Cet ouvrage, à travers dix années
de communication publicitaire analysées par un
sémioticien des langages visuels, esquisse le por-
trait des Presses Universitaires de France.

216 pages et 394 annonces - 39 F. puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Économie

Le 43^e congrès de la CGT

Un risque de décalage sur fond de déclin

SOMMAIRE

■ Les prix ont augmenté de 0,6 % à 0,7 % en avril en France et de 0,7 % aux États-Unis (lire ci-dessous). ■ La CGT tient à Montreuil son quarante-troisième congrès fédéral du 21 au 26 mai. Elle maintiendra à sa tête M. Henri Krasucki (lire ci-contre). ■ La suppression du monopole de la distribution des prêts bonifiés à l'agriculture a été accueillie avec réserve par les milieux syndicaux (lire page 31). ■ M. Michel Pecqueur a fait ses adieux à Elf-Aquitaine (lire page 32).

La CGT a dû de nouveau aménager, comme en 1985, le grand hall de son siège à Montreuil (Seine-Saint-Denis) pour accueillir du 21 au 26 mai son quarante-troisième congrès fédéral. Mille délégués — dont deux cent quarante de moins de trente ans — et de nombreuses délégations étrangères sont attendues à ce congrès placé, selon M. François Duteil, secrétaire de la CGT, sous le signe de la jeunesse et du « renforcement ». Mais le principal événement de ces assises sera-t-il qu'elles en seront en apparence dépourvues ? Rien de spectaculaire n'est à attendre en effet puisque, contrairement à la FEN, à la CFDT et à FO, il n'y aura pas de changement de secrétaire général. M. Henri Krasucki, soixante-quatre ans, va être reconduit pour un troisième mandat. Mais de là croire qu'il ne va rien se passer à Montreuil, ce serait aller vite en besogne.

Cette reconduction de M. Krasucki peut être justifiée par quelques points positifs dans le bilan qu'il peut présenter par rapport au précédent congrès de la fin 1985. Dans de nombreuses élections professionnelles — EDF, à la RATP, aux Charbonnages de France, dans plusieurs usines Renault, aux PTT, etc. — la CGT a enregistré une indéniable remontée de son influence. Aux élections prud'homales de 1987, elle est restée, avec 36,45 % et un demi-point de moins en cinq ans, quasiment stable alors qu'un échec aurait fragilisé M. Krasucki. Mais la centrale n'a fait que récupérer une partie de ses pertes : avec 26,8 % aux élections aux comités d'entreprise de 1987, elle a plus de dix points de moins que dix ans plus tôt.

M. Krasucki peut également mettre à son actif un regain de combativité des salariés. « Les travailleurs se redressent », affirmait-il en janvier 1987 au lendemain des grandes grèves à la SNCF. Mais dans cette grève comme dans les mouvements de l'automne 1988 dans la fonction publique, la CGT est loin d'avoir eu partout la maîtrise des actions engagées. Si elle a joué un rôle actif dans la grève des infirmières, elle a dû compter surtout avec la présence à leur tête des « coordinations ».

Les vingt et une journées nationales d'action qu'elle a organisées depuis la fin novembre 1985 n'ont souvent eu que peu d'échos, à l'exception de la manifestation parisienne du 22 mars 1987 sur la Sécurité sociale où elle a réussi à faire défiler deux cent mille personnes. La CGT n'a pas pu coordonner véritablement le mouvement des salariés ni organiser la « contre-offensive du monde du travail » que M. Krasucki annonce depuis août 1986.

Autorité à l'éclipse

A plusieurs reprises, M. Krasucki a paru asséoir son autorité sur sa centrale au point de présenter ses idées sur le « syndicalisme moderne » dans un livre au printemps 1987. Il a essayé de camper sur une ligne « médiane » entre les décrets de sa centrale et ceux qui souhaitent une plus grande ouverture. Mais cette autorité est apparue à l'éclipse et il a souvent semblé être placé sous la surveillance de la direction du PCF. Et les éléments négatifs dans le bilan de M. Krasucki ne sont pas minces. Dans une France très sous-syndicalisée, la CGT est toujours la première mais elle comptait officiellement en 1987 1 030 843 adhérents dont 797 662 actifs. De 1977 à 1987 la chute est de 55,61 % : 1 291 212 adhérents ont été perdus ! L'hémorragie est catastrophique. C'est dans ce contexte difficile que M. Krasucki a dû se résigner au départ, en septembre 1987, d'un de ses ex-fidèles en la personne de M. André Sainjon, responsable de la métallurgie.

M. Krasucki va donc rester à la tête de la CGT mais il va devoir partager de plus en plus son pouvoir avec M. Louis Vianet, qui, en étant consacré numéro deux, risque de devenir rapidement le numéro un bis. Comme en 1985, c'est M. Vianet qui défendra le projet de document d'orientation. C'est M. Vianet qui va être de fait chargé de la mise en application de ces orientations en supervisant l'activité des fédérations et des unions départementales. S'il « abandonne » l'action revendicative à M. Duteil, un autre postulant à la succession, il conserve la direction de la Vie ouvrière et la haute main sur les négociations nationales. Les prochains mois seront donc décisifs pour voir comment s'effectuera ce partage de pouvoir dans les faits et de quelle autorité réelle disposera M. Krasucki. Avant que la bataille de la succession reprenne.

La place des socialistes

Une autre interrogation du quarante-troisième congrès concerne le pluralisme des instances dirigeantes. A la commission exécutive, (CE), il y a 140 candidatures et le nombre de membres pourrait être porté de 124 à 130. Mais déjà les tensions sont vives. Ancien responsable au secteur immigration, M. Boualem Benkheulou se plaint de ne pas avoir été représenté à la commission exécutive en raison des positions non orthodoxes qu'il défend sur ce sujet : « La CGT, assurait-il le 18 avril, tourne le dos aux préoccupations particulières des travailleurs immigrés ».

Politiquement plus importante encore est la place des socialistes à la commission exécutive : sur 140 candidatures, on compte 117 communistes et 23 non-communistes. Les socialistes eux-mêmes passent

de 10 à 5... Au bureau confédéral, qui va être ramené de 18 à 16 membres avec les départs de M^{me} Poupon (communiste) et de M. Angleraud (socialiste), M. André Deluchat, membre du comité directeur du PS, sera le seul socialiste.

Les socialistes vont-ils accepter de voir leur influence se réduire comme une peau de chagrin ? La stratégie dépend aussi du PS lui-même. M. Deluchat a vivement dénoncé, dans plusieurs déclarations, ces atteintes au pluralisme en laissant même planer la menace d'une sortie collective des responsables socialistes de la CGT. Une crise semble toutefois peu vraisemblable en pleine campagne pour les élections européennes. Il semble acquis que les cinq candidats socialistes à la commission exécutive conserveront leurs responsabilités. Quant à la présence de M. Deluchat dans le bureau confédéral, elle ne devrait être tranchée qu'en fonction du déroulement du congrès lui-même. Mais, s'il remplit, M. Deluchat pourra-t-il rester durablement, au risque de jouer, à son corps défendant, les faire-valoir ?

De fait, le document d'orientation sur lequel les congressistes vont débattre à Montreuil peut donner lieu à une double lecture. D'abord une lecture politique. Les gouvernements qui se sont succédés depuis 1985 — Fabius, Chirac, Rocard — sont présentés comme s'inscrivant dans une même continuité, celle d'un soutien aux « forces du capital » avec comme conséquence un déclin économique et social encore accéléré par la perspective du marché intérieur européen de 1993. Dans le même temps, les convergences avec le PCF ont été encore accentuées au point qu'il y est fait référence dans le document d'orientation. En décembre 1987, un troisième membre de bureau confédéral, M. Duteil, est entré au bureau politique d'un PCF qui domine déjà complètement l'appareil cégétiste.

au niveau des directions de fédérations et d'unions départementales.

A l'élection présidentielle de 1988, la CGT a roulé presque ouvertement pour M. Lajoinie et, pour les élections européennes, les appels en faveur de la liste Herzog — sur laquelle figure M. Séguin — se multiplient, les derniers émanant de M. Waricholac, secrétaire de la CGT, et des fédérations de la santé et des travailleurs de l'Etat.

Dans les tribunes de discussions publiées par la presse confédérale, les contributions ont été moins nombreuses que précédemment mais les critiques parfois plus vives. Ainsi M. Gery, un cadre de la BNP à Paris, estime qu'« une vraie indépendance alderait beaucoup la CGT à passer mieux dans le monde du travail ». Et M. Larrivé, un syndicaliste des PTT de l'Allier, affirme que « la volonté délibérée de la direction confédérale de la CGT de nous inféoder au Parti communiste répond au souci de minimiser les effets du déclin de ce parti ».

Partenariat privilégié

Il est clair en effet que ce partenariat privilégié de la CGT avec le PCF est contradictoire avec la volonté exprimée par le document d'orientation, et chère à M. Krasucki, de promouvoir « un bouleversement de taille » de la pratique syndicale afin qu'elle soit plus démocratique et plus proche des salariés. C'est la lecture syndicale. Les « insuffisances » de la centrale y sont jugées « graves, tenaces et pour certaines insupportables ». « Trop souvent, lit-on par exemple, les revendications sont élaborées en cercle réduit ». Approuvant une telle démarche, M. Stoquent, de la fédération des transports, évoque « des militants qui expriment des accords très théoriques avec cette démarche mais qui dans la mise en œuvre font

tout le contraire : élaboration des revendications de sommet, délégation de pouvoir, centralisation des moyens ». Et le syndicat des bus-pistes civils de Strasbourg ajoute que, « si les bases en prennent trop à leur aise, sortent du cadre fixé, des mesures sont prises : dissolution des syndicats et suspension de dirigeants ». Il est vrai que plusieurs directions plutôt savaies — ou rénovatrices — ont payé parfois ainsi leurs audaces, comme au centre hospitalier de Grenoble.

Confrontée à son propre déclin, la CGT sait pourtant qu'elle doit se livrer à une véritable « persécution » pour remonter la pente en étant plus à l'écoute des différentes catégories de salariés et des syndicats d'entreprise qui n'attendent rien des conseils confédéraux ou fédéraux. Dans les Alpes-Maritimes, un syndicat CGT du Crédit agricole constatait récemment que le personnel « ne croit plus aux miracles et aux y-a-qu'à (...). Il se méfie aujourd'hui autant des discours des patrons que des réponses syndicales ». Un tel décalage va-t-il être accru ou résorbé par le quarante-troisième congrès ?

MICHEL NOBLECOURT.

● Manifestations CGT. — Après le défilé organisé le 18 mai, à Paris, par la fédération de l'énergie CGT, à l'approche du Congrès confédéral de la CGT, de nombreuses manifestations sont prévues. L'union régionale CGT d'Ile-de-France organise un rassemblement, le 23 mai, pour conclure la campagne de pétition en faveur des « dix » de Renault-Billancourt. La fédération CGT des officiers de la marine marchande appelle à une grève le 22 mai, pour des négociations. La fédération CGT de la métallurgie prévoit une journée nationale d'action, le 1^{er} juin, dans la construction navale, et celle de l'action sociale appelle à une grève, le 8 juin, dans les établissements sociaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE TRANSATLANTIQUE GROUPE CIC

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Banque Transatlantique s'est tenue le 16 Mai 1989 sous la présidence de M. François de SIEYES et a approuvé les comptes de l'exercice 1988 se soldant par un bénéfice net de F. 25.572.593, — (dont F. 1.722.126, — de plus-values nettes à long terme) contre F. 22.042.650, —.

Elle a fixé le dividende pour l'exercice 1988 à F. 11, — par action (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 5,50). Le dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juin 1989.

L'Assemblée Générale Ordinaire a nommé Administrateur M. Angelo TORCHIO, Directeur Central Adjoint du Credito Italiano, en remplacement de M. Pier Carlo MARENGO et renouvelé les mandats de MM. Luigi ROMEO et Bernard VAN TROEYEN.

Une Assemblée Générale Extraordinaire tenue le même jour a décidé une modification des statuts permettant la distribution du dividende en actions.

A l'issue de ces Assemblées, le Conseil d'Administration de la Banque a nommé M. Bernard VAN TROEYEN Vice-Président Directeur Général.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE POLICE

DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE sous-Direction de la Prévention

5^e Bureau

Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 20 mars 1989, la société Compagnie de raffinage et de distribution Total France, dont le siège social est 84, rue de Villiers, 92538 Levallois-Perret, a été autorisée à exploiter à Paris-13^e, à l'angle de la rue Jean-Baptiste Berlier et du quai d'Ivry, une station-service en plein air et en libre-service.

Cette station-service comprend un dépôt de 3 cuves de 10 m³ de carburant, 60 m³ de super carburant dont 10 sans plomb et 20 m³ de gasoil ainsi que 7 appareils dont 6 double de distribution de liquides inflammables qui relèvent de la nomenclature des installations classées sous les rubriques 253 B et 261 bis B et C (A).

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 17 novembre au 17 décembre 1988 inclus au commissariat de Police Judiciaire et administrative du 13^e arrondissement — 144, bd de l'Hôpital.

L'arrêté définit notamment les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que l'installation serait susceptible d'occasionner.

Des dispositions ont donc été prises en matière de bruit et de pollution des eaux.

La sécurité contre les risques d'incendie a fait l'objet de conditions spécifiques.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant l'exploitation de cette station-service peut être consulté au commissariat précité ou à la Préfecture de Police — 12/14, quai de Gesvres à Paris 4^e — direction de la Prévention et de la Protection civile, sous-direction de la Prévention, 5^e bureau.

P. le Préfet de Police, et par délégation, le directeur de la prévention et de la protection civile, MARCEL BURLLOT.

La hausse des prix de détail en France : entre 0,6 % et 0,7 % en avril

La hausse des prix de détail en France a été comprise entre 0,6 % et 0,7 % en avril, après 0,3 % en février et en mars. Cette forte hausse s'explique pour moitié (0,3 point) par la forte augmentation des prix de l'énergie ; le super notamment a augmenté de 30 centimes le mois dernier, passant en moyenne de 5,07 francs à 5,37 francs. La hausse trimestrielle des loyers explique également 0,1 point de hausse. Le

rythme de l'inflation reste donc — hors énergie — à peu près le même qu'au cours des mois précédents.

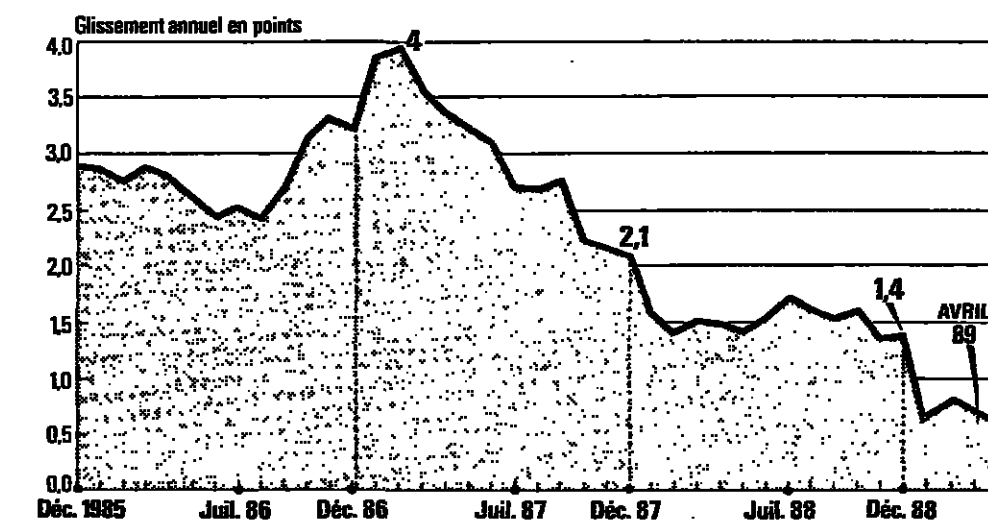
Sur un an (avril 1989 comparé à avril 1988), la hausse des prix de détail est de 3 % contre 2,7 % en mars et 2,6 % en janvier et février. Malgré cette accélération, la différence de taux d'inflation sur un an avec la RFA atteint son plus bas niveau : 0,6 point (la hausse

annuelle en RFA ayant été de 3 % en avril) après 0,7 point en mars et 1,5 point en avril 1988.

Dans presque tous les pays industrialisés (les Pays-Bas font exception), la hausse des prix a été très forte en avril : 0,6 % en RFA, 0,7 % en Italie et aux États-Unis.

Confrontée à la hausse des prix pétroliers, la France tire plutôt mieux son épingle du jeu que les autres pays.

ÉCART D'INFLATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE



REPÈRES

Chômage

Forte baisse en Grande-Bretagne en avril

Le chômage est tombé à son plus bas niveau en Grande-Bretagne depuis plus de huit ans avec 1 860 000 sans emploi annoncé, jeudi 18 mai le ministère de l'emploi. La chute mensuelle enregistrée, 60 200 sans-emplois en moins, est l'une des plus fortes que la Grande-Bretagne ait connue et ramène le taux de chômage à 6,5 % de la population active salariée. Le ministère souligne que ce phénomène a été général, les améliorations les plus spectaculaires ont été enregistrées dans le Sud-Est, les Midlands et le Nord-Ouest.

Prix de détail

+ 0,7 % aux États-Unis

Les prix de détail ont progressé de 0,7 % en avril aux États-Unis, gon-

flés par la hausse record de 5,1 % des prix de l'énergie, a annoncé jeudi 18 mai le département du travail. La composante énergie de l'indice limite la portée de l'accélération des prix qui, sur les quatre premiers mois de l'année, ont connu une augmentation, en rythme annuel, de 6,6 % contre 4,4 % en 1988 comme en 1987. La plupart des analystes prévoient pour l'avenir proche un apaisement des prix de l'essence à la pompe. L'inflation qui devrait, selon eux, tourner autour de 5 % en moyenne cette année est malgré tout jugée suffisamment forte pour exiger une surveillance plus grande.

Production industrielle

Croissance de 5,4 % en mars au Japon...

La production industrielle japonaise a augmenté de 5,4 % en mars par rapport au mois précédent, alors qu'une estimation préalable portait

sur une hausse de 4,2 %. Le résultat de mars représente la plus forte progression mensuelle de la croissance industrielle au Japon depuis 1983.

... et ralentissement

en France

Selon l'enquête de conjoncture d'avril de la Banque de France, la croissance de la production industrielle, soutenue en avril, devrait se poursuivre « à un rythme plus lent au cours des prochains mois ». Le mois dernier, la croissance de la production a été particulièrement vive dans les secteurs des biens de consommation, d'équipement, les biens intermédiaires et l'automobile. Cependant, la Banque de France note que « les marges de capacités de production se sont encore réduites et apparaissent très étroites dans les biens d'équipement et l'automobile ».

هكذا من الأصل

Économie

AFFAIRES

Air France dans le capital d'Austrian Airlines

Air France a acquis 1,5 % du capital de la compagnie autrichienne Austrian Airlines, pour une quarantaine de millions de francs. Cette prise de participation symbolique marque le début d'une démarche plus dynamique d'Air France pour trouver des partenaires et des alliés qui leur permettraient d'affronter plus efficacement la concurrence mondiale.

Au premier abord, l'entrée d'Air France dans le tour de table d'Austrian semble peu significative. Swissair n'y figure-t-elle pas depuis un an et ne porte-t-elle pas sa participation de 9 % à 8 % à la faveur de la même aug-

mentation de capital ? Ce n'est pas non plus une « première » pour la compagnie nationale, qui possède des actions de Middle East Airlines et de Royal Air Maroc.

Pourtant, cette acquisition fera date. Elle renforcera la coopération entre Air France et Austrian Airlines dans le domaine du développement du trafic de voisinage entre la France et l'Autriche, dans la recherche d'une complémentarité des réseaux et des systèmes de réservation et en matière de produits touristiques destinés à promouvoir l'Europe sur des marchés lointains.

Par cette démarche, Air France marque son désir de dépasser les

La RFA privatisera son contrôle aérien

Le ministre ouest-allemand des transports, M. Friedrich Zimmermann, a annoncé, le 18 mai, que les services du contrôle de la circulation aérienne, actuellement sous statut administratif, seront privatisés.

« Les autorités responsables du contrôle du trafic aérien, dans sa forme actuelle ne bénéficient pas de la souplesse nécessaire pour faire face au trafic aérien en croissance constante », a-t-il déclaré.

En effet, la RFA connaît un encombrement aérien important en raison de l'augmentation des vols civils, de l'omniprésence des militaires et des multiples routes aériennes qui traversent le pays.

Il faudra entre trois et cinq ans pour réaliser cette privatisation qui permettra, notamment, de mieux rémunérer les signaux du ciel sans pour autant déstabiliser les grilles salariales de la fonction publique ouest-allemande. — (Reuter.)

AGRICULTURE

Au congrès du CNJA

M. Henri Nallet précise son plan de « banalisation » des prêts bonifiés

FERROS-GUIREC
de notre envoyé spécial

Congrès-éponge pour le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) à Perros-Guirec (Côtes-du-Nord). Six cents congressistes attendaient, de pied ferme, le jeudi 18 mai, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet sur un dossier explosif : la fin du monopole de la CNCA (Caisse nationale de crédit agricole) en matière de prêts bonifiés et l'ouverture de ce domaine, jusque-là réservé, à la concurrence du secteur bancaire.

La veille, mercredi, M. Henri Nallet, président du CNJA, avait, dès le début de ce vingt-troisième congrès national, défini les « limites de l'insupportable » : l'ouverture au « libéralisme sauvage » du financement de l'agriculture et notamment de l'installation des jeunes, qui relève, selon le syndicalisme agricole, d'une « mission des services publics ».

Cet inacceptable se résume par un mot : l'« adjudication » des aides publiques, par lesquelles M. Pierre Bérégovoy se proposait de mettre en compétition l'ensemble des établissements bancaires.

Des arbitrages au fin fond, sous la houlette de M. Michel Rocard, ont finalement abouti, quelques heures à peine avant l'envoi de M. Henri Nallet pour le congrès, à un dispositif qui semble à priori satisfaisant, du moins rassurant un peu le syndicalisme agricole. « Nous avons évité le pire », ont commenté à chaud M. Henri Nallet et M. Raymond Lacombe, le président de la FNSEA, invité traditionnel du congrès.

En 1988, l'enveloppe des bonifications a atteint 13,56 milliards de francs destinés pour l'essentiel à l'installation des jeunes et à la modernisation des exploitations. Les taux des prêts ainsi distribués se situent dans une fourchette de 2,75 % à 8 %. Ils sont souvent générateurs de prêts complémentaires au taux habituel du marché. Pour un banquier, l'accès à l'enveloppe de bonifications peut jouer en quelque sorte le rôle de « produit d'appel » mais en se réservant l'examen des dossiers présentés, selon des critères de fiabilité qui ne sont pas nécessairement ceux de l'agriculteur. « On dit que les agriculteurs pourraient choisir leur banquier, mais ce serait en fait les banquiers qui pourraient choisir leurs agriculteurs », a résumé M. Henri Nallet, avec des risques mortels pour les régions défavorisées et de production à risques.

Un dossier encombrant

Devant une salle qui observe, durant tout son exposé, un silence glacial, M. Henri Nallet rappelle d'abord qu'il s'agit d'un « dossier dont il ne s'agit pas de le faire, et qu'il avait été l'un de ceux qui s'étaient opposés avec le plus d'énergie à la privatisation de la Caisse nationale du Crédit agricole voulue par François Guillaume et accueillie plutôt favorablement à l'époque par ce même syndicalisme agricole qui en redoute aujourd'hui les effets. Il a ensuite évoqué les axes essentiels du dispositif par lequel il entend pallier « les évolutions dangereuses pour le financement de l'agriculture que pouvait induire un tel changement ».

Premier point : le taux des prêts bonifiés restera fixe, pas question, donc, de dumping entre les banques. Ensuite, après la suppression du monopole, les établissements désireux de participer à l'attribution de prêts bonifiés seront, « à l'issue d'un processus de sélection », liés par un contrat avec l'Etat. L'enveloppe nationale des bonifications données par l'Etat sera répartie par département « en concertation avec les organisations professionnelles agricoles ». Ce qui devrait, selon le ministre de l'Agriculture, « écarter le risque de voir certaines régions se retrouver défavorisées dans la distribution des prêts ». Lesquels prêts, consentis par l'ensemble des banques d'un département, viendront au fur et à mesure s'imputer sur l'enveloppe départementale jusqu'à épuisement de celle-ci. « Ce système laisse les emprunteurs absolument libres de leur choix. Ce sont les avantages annexes qui leur seront offerts par les banques, par exem-

ple en matière de prêts complémentaires, qui guideront leur décision. Rien ne les empêchera de rester massivement fidèles au Crédit agricole s'ils le désirent ! »

Le ministre s'est déclaré « très favorable » à l'allongement de la période — cinq ans actuellement — durant laquelle un jeune agriculteur peut avoir accès au taux bonifié.

L'ensemble du dispositif sera géré par un établissement public où les professionnels seront représentés. Un établissement qui pourrait soit naître de l'adaptation d'une structure existante, par exemple le Conseil national d'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), soit être créé de toutes pièces. Ce dispositif devrait être opérationnel au début de 1990 et, à partir de 1993, s'ouvrir également aux banques européennes.

GEORGES CHATAIN.

Toute médaille a son revers : si les matériaux de synthèse font faire de plus en plus de progrès à la construction automobile, ils sont parfois la cause en frottant l'un contre l'autre, de petits bruits lancinants.

Des « couinements » qui pourraient faire penser qu'une souris a fait son nid dans la voiture ! On a tenté d'y remédier

sans succès avec des lubrifiants siliconés.

Alors que faire ? Tendre une souricière ?

Soyons sérieux ! Chez DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens, on a découvert la solution en mettant au point une matière plastique aux qualités multiples : très solide, durable, résistante à la chaleur, se teintant avec exactitude, s'usant sans difficultés particulières.

Et en plus, les tests le prouvent, tout « couinement » est éliminé.

Ainsi, sur la route, avec le silence retrouvé grâce à DSM, plus rien ne grince... conducteurs compris !



Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

PLUS BESOIN D'ÊTRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS.



FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER

11980 F
18 JOURS
CIRCUIT INDE

SEJOURS ET CIRCUITS

NEW YORK : séjour en Waldorf Astoria, 8 jours (juin) : 4380 F

LA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA : Hôtel de luxe 1/2 pension, Accomp. français, 12075 F

LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours, Hôtel de luxe 1/2 pension, Accomp. français, 13905 F

MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour, 16 jours : 9450 F

MEXIQUE-GUATEMALA : Circuit groupe 16 jours : 12000 F

TURQUIE : Circuit l'Essentiel de la Turquie, 8 jours : 3300 F

BALI : Séjour hôtel 4 étoiles, 28 jours : 7885 F

Etc.

* Prix au départ de Paris, à dates fixes, à partir de 15 jours (Circuit Inde), puis à partir de 30 jours (Circuit Inde), puis à partir de 45 jours (Circuit Inde).

À retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.89.07.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 42.51.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 45.74.39.34 / 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 45.44.38.61 / 76000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 33.98.32.59 - Minitel 36.15 code FV.

Je vous recommande de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le bon moins cher.

☐ Forum-Vols discount. ☐ Forum USA, Canada, Mexique.

☐ Forum Asie. ☐ Forum Bassin méditerranéen, Afrique.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER

Trop de voitures couinent... comme une portée de souris: nous y mettons bon ordre!



DSM, Boîte postale 6560, 63401 IH Heerlen, Pays-Bas.

Europe 1993

Rencontre avec un grand producteur privé d'Allemagne fédérale

Un pionnier de la télévision sans frontières

La télévision sans frontières n'existe pas que dans les textes. Certains professionnels la font au quotidien. Reiner Moritz, l'un des plus grands producteurs privés d'Allemagne de l'Ouest, est de ceux-là.

Qu'on le salue comme un grand producteur allemand, et il corrige aussitôt : « européen ». Et ce ne sont pas propos de circonstance chez cet homme à la quarantaine élégante, aux cheveux impeccablement tirés en arrière. Reiner Moritz a choisi Munich pour installer sa maison de production, RM Arts, Londres pour sa société de distribution de programmes de télévision, RM Associates, et c'est avec les Parlophone de Caméra continentale - une filiale de la Caisse des dépôts - qu'il vient de s'associer pour promouvoir dans le monde les programmes français

très haut de gamme (le Monde du 29 avril). Polyglotte et espiègle, il ne sait faire que ce qu'il aime : coproduire et distribuer des programmes culturels même si, échaudé, il se méfie de l'effet. « En télévision, dit-il, la valeur de l'émission n'a souvent aucune importance : c'est l'événement qui l'accompagne qui compte. Quelle chaîne se serait intéressée à Salman Rushdie l'année dernière ? »

Pourtant, ce producteur heureux que Peter Brook a choisi pour son Mahabharata et qui vient d'achever avec Magry Maria une nouvelle version de Cendrillon, est un Européen en collier, fiévreux de ce que le Vieux Monde fait aujourd'hui de sa télévision. Un Vieux Monde tiraillé entre « une conception élitiste de la culture et l'industrialisation du spectacle ». L'Europe, constate-t-il, est en train d'abandonner « sa conception traditionnelle de la télé-

vision de service public - informer, éduquer, distraire - au profit d'une conception américaine basée sur une fausse notion de l'éducation et de la démocratie. On assimile aujourd'hui culture et hermétisme et l'on confond la démocratie avec la satisfaction de la majorité. L'Europe est en train d'apprendre qu'il est impossible de marier la culture avec le plus grand nombre ».

Reiner Moritz a le cigare mythique du producteur et donne ses rendez-vous dans les bars des grands hôtels. Mais de sa profession il n'a ni le langage ni le souci. « C'est vrai, reconnaît-il, le grand public est spontanément attiré par « La route de la fortune ». Mais on oublie toujours que les 3 % de téléspectateurs qui suivent un opéra à l'écran sont infiniment plus nombreux que ceux qui assisteront jamais à ce même spectacle. Le public n'est pas

un, mais il est riche de multiples minorités aux intérêts variés. Pourquoi ces citoyens ne pourraient-ils aspirer, de temps en temps, à pouvoir regarder aux heures de grande écoute une émission qui leur ferait plaisir ? »

Le modèle anglais

Pour ce producteur qui vient d'investir 12 millions de francs dans « les nuits révolutionnaires » - une coproduction FR 3-SEPT déjà prévenue à Channel Four en Grande-Bretagne et à des chaînes scandinave, néerlandaise, belge, espagnole et portugaise, - la télévision européenne doit renouer avec ses ambitions passées. Mais, faute de pouvoir remettre en cause l'irrésistible croissance de la télévision commerciale, mieux vaut accepter, pense-t-il, une « coupure nette » entre deux univers audiovisuels et prôner l'abandon de toute publicité sur les antennes publiques. Sponsoring et parrainage compris, dont il dénonce « l'influence insidieuse, mais très réelle, sur le choix des scénarios, des acteurs, des lieux de tournage. Les intérêts commerciaux du monde des affaires sont toujours plus forts que la volonté des auteurs. Quel sponsor accepterait de mettre 2 millions de francs dans le tournage du Soulier de satin mis en scène par Antoine Vitez ? »

Atypique, iconoclaste parfois, provocateur souvent, Reiner Moritz se fait le chantre du modèle anglais. « Avec son souci de satisfaire les publics marginaux, Channel Four est le plus grand luxe qu'un pays puisse s'offrir ». La France, au contraire, ne trouve pas grâce à ses yeux. « Mme Catherine Tassot a parfaitement raison de dire qu'il y a une chaîne généraliste en trop. Vous n'avez, lance-t-il, ni suffisamment de talents ni suffisamment de ressources pour les faire vivre. Cinq, c'est une forme de record ! »

Reste cette télévision sans frontières dont il est l'un des pionniers, mais dont il se dit amer. Et profondément déçu. « Les Français s'opposent à toute coupure publicitaire dans les films ; ils n'ont pas été entendus ». L'Europe sans colonne vertébrale s'est rangée aux lois du marché et n'est plus qu'une vaste salle de spectacle pour les spectacles d'Hollywood.

PIERRE-ANGEL GAY.

La présidence espagnole de la Communauté

Mobilisation générale à Madrid

MADRID de notre correspondant.

« Nous savions que nous ne devions pas aspirer à une présidence historique, mais à une présidence efficace. Et je crois que, pour une première fois, nous n'y parvenons pas trop mal ! » Cet avis de M. Ignacio Arias, sous-secrétaire d'Etat au ministère espagnol des affaires étrangères, est largement partagé par les partenaires européens de l'Espagne, émus par le sérieux et le dynamisme avec lesquels l'administration madrilène a pris à bras le corps les affaires communautaires.

On tirera fin juin, lors de son achèvement, le bilan de cette première présidence espagnole de la Communauté. Mais on peut d'ores et déjà mesurer l'effort et les moyens que l'Espagne a mobilisés pour l'exercice. Ce dernier a non seulement révolutionné la vie déjà passionnément agitée de M. Francisco Fernandez Ordóñez, le ministre des affaires étrangères, mais il a mis, dans ce pays qui sort à peine de plusieurs décennies d'isolement franquiste, les diplomates espagnols, depuis le 1^{er} janvier, à vivre que par et pour l'Europe. Parler au nom des Douze implique en effet de s'intéresser à tout, de donner son avis sur tout, y compris sur les thèmes qui, hier encore, n'intéressaient guère au sud des Pyrénées.

M. Ignacio Arias peut en témoigner. C'est à lui qu'appartient la lourde tâche de « faire tourner la machine » du ministère. Il fait également office de ministre par intérim chaque fois que M. Fernandez Ordóñez - en tant que représentant des Douze - se trouve par moments et par

vaux. Il rappelle alors chaque jour, religieusement, entre 7 heures 20 et 7 heures 30 (heure locale bien sûr), afin de requérir les instructions sur les thèmes « chauds » et d'informer l'illustre voyageur des derniers développements de la politique espagnole.

Une « cellule européenne » a par ailleurs été mise sur pied, afin de coordonner toutes les activités en rapport avec la présidence. Quotidiennement, à 10 heures 30, elle se réunit pour dresser le menu du jour : la Communauté doit-elle se prononcer, et en quels termes, sur les affrontements du jour en Namibie, sur les derniers développements de l'intifada, sur l'affaire Rushdie ou la situation à Panama ? Comment alors les appels téléphoniques dans les autres capitales européennes.

« Pour chaque thème concret, nous avons tendance à commencer par les pays dont la position nous semble la plus proche de la nôtre, c'est-à-dire en pratique souvent par nos collègues français ou italiens. Rarement par les Britanniques ! »

A marche forcée

Mais la présidence de la Communauté n'est pas seulement faite de volutes de la haute politique. Il y a aussi les tâches obscures de l'administration. Depuis janvier déjà, des dizaines de fonctionnaires travaillent dans les moindres détails le Conseil européen de juin à Madrid. Les multiples réunions ministérielles informelles qui ont lieu, durant tout le semestre, aux quatre coins du pays mobilisent également les énergies. « Avant, les problèmes de l'administration ne se posaient vraiment que pour les

visites de chefs d'Etat, et concernaient essentiellement le service du protocole. Maintenant, ils se posent tous les quinze jours et mobilisent des dizaines de personnes », observe M. Arias.

Les sept cent sept diplomates recensés du ministère ne suffisent pas à la tâche. Il a fallu rappeler sous les drapeaux, le temps de la présidence, une vingtaine de diplomates déjà retraités, et hâter discrètement la sortie de l'Ecole diplomatique de quelques jeunes diplômés. En outre, certaines ambassades « périphériques » ont dû être dégragées, au grand dam de leurs titulaires, pour renforcer d'urgence les effectifs de la maison mère à Madrid, ainsi que ceux des ambassades dans les pays de la CEE.

« La présidence a mis en évidence notre insuffisance et nous a obligés à la combler plus vite », observe M. Arias, qui est un optimiste invétéré. Non seulement en matière d'effectifs, mais aussi, par exemple, de télécommunications : un étage entier du ministère est désormais consacré à ce secteur qui constituait l'un de ses traditionnels talons d'Achille, et des dizaines de fonctionnaires se sont initiés à la marche forcée aux mystères du chiffre, de la cryptographie et du téléphone codé.

Après des tourments quotidiens, le bilan de la présidence, chacun est persuadé, sera finalement positif pour l'Espagne elle-même. « Nos diplomates savent mieux désormais ce qu'est l'Europe concrète, réelle », observe M. Arias. « Et puis, les tensions de la présidence sont positives pour un pays qui a trop longtemps vécu réfréni sur lui-même. »

THÉRIY MALINIAK.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GTE CORPORATION

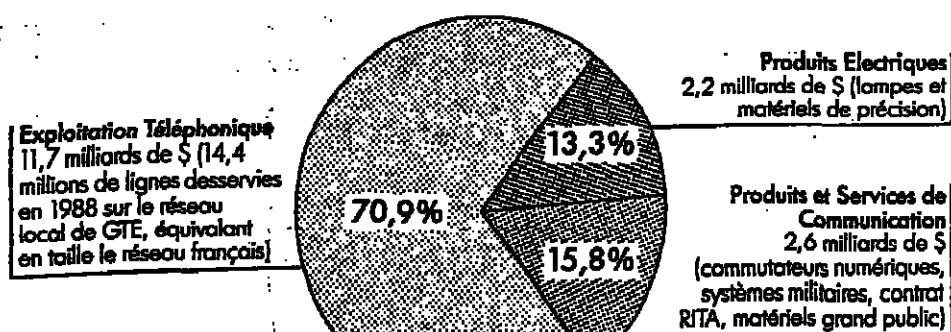
PROGRESSION DU BÉNÉFICE AU PREMIER TRIMESTRE 1989

	1 ^{er} trimestre 1988	1 ^{er} trimestre 1989	VARIATION
► Chiffre d'affaires consolidé (en milliards de dollars)	3,9	4,1	+ 5 %
► Bénéfice net consolidé (en millions de dollars)	286	329	+ 15 %
► Bénéfice par action (en cents)	84	97	+ 15 %

GTE Corporation, multinationale cotée à la Bourse de Paris, représentait en 1988 :

- 1,2 milliard de dollars de bénéfice net consolidé
- 16,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires consolidé
- 3,58 dollars de bénéfice par action
- 161 000 personnes dans le monde dont 1 600 en France

Ventilation du chiffre d'affaires 1988



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

البنك العربي والتجارة

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE
S.A. au capital de 300 000 000 FF

Réuni le 10 mai 1989, sous la présidence de M. Mohamed Nour-Eddine Keras, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque intercontinentale arabe, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le bilan totalise 7 271 514 740 francs contre 8 022 136 805 francs au 31 décembre 1987.

Le bénéfice net après impôts en instance d'affectation ressort à 470 805 francs contre 189 586 francs pour l'exercice 1987.

La dotation nette aux comptes de provisions d'exploitation s'est élevée à 54 011 139 francs contre 51 225 820 au 31 décembre 1987.

La structure financière a été renforcée par les actionnaires, les prêts subordonnés sont passés à 263 038 221 francs contre 23 489 761 francs au 31 décembre 1987.



FINANCIÈRE COLBERT

Réuni le 10 Mai 1989, sous la Présidence de Monsieur Jacques LIENARD, le Conseil d'Administration de la FINANCIÈRE COLBERT, Société filiale du Groupe MAAF, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1988 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 Mai 1989.

La FINANCIÈRE COLBERT a, au cours de l'exercice écoulé, poursuivi de manière significative une politique dynamique de développement, accroissant sensiblement ses capacités d'intervention sur les différents marchés et renforçant ses moyens administratifs et commerciaux.

Ce dynamisme s'est traduit par une vive croissance du total du bilan qui est passé de 893 Millions fin 1987 à 1 908 Millions au 31 Décembre 1988.

Les produits d'exploitation bancaire, quant à eux, ont enregistré une progression de 76 % par rapport au précédent exercice et s'élevaient à 362,74 Millions de Francs. Le résultat net bancaire atteignait 74,64 Millions avec une croissance de 104 %.

Le bénéfice net de la Société s'inscrit à 33,2 Millions de Francs contre 14,4 Millions précédemment, soit une progression de plus de 129 %.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 Mai 1989, la distribution d'un dividende global de 90 Francs par action (60 Francs net + un avoir fiscal de 30 Francs) ainsi que l'affectation en comptes de réserves du résultat non distribué de 29 Millions de Francs.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Avis SuperValue. Miami à 86 \$* la semaine, c'est mieux que Dallas!

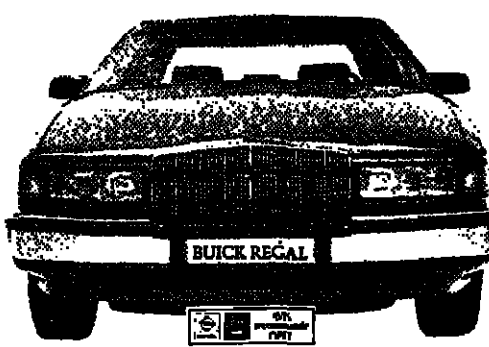


* À titre indicatif : 545 FF au 14.02.89



Décidés à faire mille fois plus.

Où que vous alliez aux USA, vous allez vivre une vraie série américaine : grâce au forfait Avis SuperValue, vous pourrez choisir la voiture de vos vacances parmi un très grand choix de modèles, et parcourir autant de kilomètres qu'il vous plaira. Tout ceci à un prix jusqu'à 30% moins cher que le tarif standard, garanti jusqu'à fin mars 1990 et payable en France. Avis SuperValue, c'est la formule simplissime pour les vacances à l'étranger.



Marchés financiers

BOURSE DU 18 MAI

**Cours relevés
À 17 h 30**

Compan- ation	VALEURS	Cours préfid.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compan- ation	VALEURS	Cours préfid.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compan- ation	VALEURS	Cours préfid.	Prémier cours	Dernier cours	% + -
2827	C.I.E. 204 *	2872	2878	2917	+ 1.18	10000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1110	Edco Roy Mines	88 05	88 05	88 05	....
1022	B.N.P. T.P.	1070	1071	1071	+ 0.06	1022	B.N.P. T.P.	1070	1071	1071	+ 0.06	1022	Edco Roy Mines	88 05	88 05	88 05	....
1282	C.E.F. T.P.	1230	1236	1238	+ 0.60	1282	C.E.F. T.P.	1230	1236	1238	+ 0.60	1282	Edco Roy Mines	88 05	88 05	88 05	....
1746	Châ. Lyon. T.P.	1130	1121	1121	- 0.80	1746	Châ. Lyon. T.P.	1130	1121	1121	- 0.80	1746	Edco Roy Mines	88 05	88 05	88 05	....
1701	Hesselt T.P.	1701	1688	1688	- 0.18	1701	Hesselt T.P.	1701	1688	1688	- 0.18	1701	Hesselt T.P.	1701	1688	1688	....
760	Ch. de France	1622	1620	1620	- 0.12	760	Ch. de France	1622	1620	1620	- 0.12	760	Ch. de France	1622	1620	1620	....
1318	St-Thomas T.P.	1362	1360	1360	- 0.15	1318	St-Thomas T.P.	1362	1360	1360	- 0.15	1318	St-Thomas T.P.	1362	1360	1360	....
1363	Thomson T.P.	1362	1360	1360	- 0.15	1363	Thomson T.P.	1362	1360	1360	- 0.15	1363	Thomson T.P.	1362	1360	1360	....
630	Alcan.	630	622	633	+ 0.48	630	Alcan.	630	622	633	+ 0.48	630	Alcan.	630	622	633	....
530	Al. Liquide	534	563	591	+ 1.20	530	Al. Liquide	534	563	591	+ 1.20	530	Al. Liquide	534	563	591	....
2270	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	2270	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	2270	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
670	A.L.S.P.I.	388	387	388	- 0.64	670	A.L.S.P.I.	388	387	388	- 0.64	670	A.L.S.P.I.	388	387	388	....
975	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	975	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	975	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	....
400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	+ 0.23	400	Al. Supra.	2190	2195	2195	....
575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	+ 0.18	575	Aluminium	584	582	585	....
2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	+ 0.27	2650	Aluminium	2580	2580	2587	....
1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204 *	10622	10620	10650	+ 0.29	1000	Alcan. 204				

Comptant (reflection)

SICAV (separation)

18/5

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net
Obligations			C.L.C. (Financ. de)	.....	220 50	Lucas	.....	1401	Victor	.....	1298	A.A.A.	991 83	967 44	France-Obligations	449 18	444 73	Pontinsville-Patella	.....	193 82
3,00 % 78/83	121 80	8 678	C.L. Melrose	.....	981	Machinon Ind.	.....	1008	Wolpert	.....	146 10	Acélon	228 79	223 84	Acélon	401 03	447 80	Pavard	.....	632 04
10,00 % 78/84	102 95	7 576	Classe Ind.	.....	1750	Magnetics S.A.	.....	1800	Wattman S.A.	.....	80	Actions France	518 81	489 77	France-Panor	101 97	98	Panor	.....	256 25
12,25 % 80/83	104 20	12 098	Citigroup Corp.	.....	1004	M&M	.....	420	Wattman S.A.	.....	145 10	Actions sélectionnées	618 29	602 08	France-Négocié	1167 93	1104 20	Place Investiss.	.....	730 37
16,20 % 82/90	104 81	8 848	Congel	.....	539	M&M Part.	.....	158	Wattman S.A.	.....	158 16	Actions sélectionnées	1108 16	1108 11	France-Négocié	28 17	27 48	Place Investiss.	.....	668 68
16 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145 10	Wattman S.A.	.....	158 16	A.G.E. Automobile	610 81	595 72	France-Négocié	32 46	31 57	Place Investiss.	.....	677 12
16,20 % 84/85	109 18	10 098	Congel	.....	347	M&M Part.	.....	145												

SS	Count
----	-------

	prec.	count
Actions		
Agencia (S&P, Fin.)	1600	Francia (L.A.R.D.)
A.G.P. (S&P Cont.)	807	France (A.L.)
Aviation (S&P)	730	France (Paul Rouss.)
Aviel	241	GAUL
Autony	585	G.F.I.I.
Avenir Publied	327	Guanaco
Ban C. Monaco	1376	Guanico
Banco (Hypoth.)	1376	Gérald
Billing (J.C.I.)	320	Gu. Fin. (S&P)
Bloody-Crest	450	Gu. Marine Park
B.N.P. International	395	G. Trump, Ind.
BioScience	\$400	Ind. Financ. Monaco
BioScience	743	Immunol.
B.T.P. (Compagnie)	105 50	Immunol.
Cambridge	700	Immun. Marcella
C.A.M.E.	674	Immun.
Cambridge (S&P)	674	Invent. (S&P Cont.)
Casa-Picchi	80	Jaguar
C.E.G. (Pip)	44	Laifon-S&P
Case, Bancy	470	Lambert-Palme
Contract (H)	254	Life-Security
Chapman (H)	185	Long-Expansion
		Longitudinal
		Local
		Local
		Local (S&P)

0	Sains du Midi	500
1	Seyren	95 16

670	Stearns (B)	300	312
312	Stearns		618
7170	S.E.P. Inc.	100	461
	S.E.P. Inc.	100	171
	Sell		522
280	Shaw (S)		
	Shaw		370
	Shaw (S)		370
332	Sid. Inc.		2446
516	Sid. Inc.		1050
467	Sid. Inc.		560
853	Sid. Inc.		879
480	Sid. Inc.	263 30	258
	Sid. Inc.		1120
	Sid. Inc.	182	182
624	Sid. Inc.		728
738	Sid. Inc.		630
6400	Sid. Inc.	150	248 70
481 10	Sid. Inc.		760
350	Sid. Inc.		2639
218	Sid. Inc.		
438 20	Sid. Inc.		
408 80	Sid. Inc.		
1020	Sid. Inc.	470	514
286	Sid. Inc.		230
359	Sid. Inc.		408
482	Sid. Inc.		357 20
1000	Sid. Inc.		2214
2340	Sid. Inc.		2480

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 16/5/78	COURS Achat
Banque de 50	8 680	8 798	6 480
ECU	7 047	7 042	
Allemagne (100 DM)	338 820	338 570	328 500
Belgique (100 F)	16 173		
Espagne (100 Ptas)	200 000	300 210	251
Danemark (100 kr)	86 570	85 800	83 500
Monnaie (10 k)	83 860		
Grèce-Schengen (5 E)	10 771	10 767	78 000
Grèce (100 drachmes)	10 771	10 767	10 450
Suède (100 kr)	4 646	4 651	4 400
Suisse (100 S)	378 240	379 390	367 500
Suède (100 kron)	100 140	100 120	98
Autriche (100 sch)	100 140	100 120	98
Portugal (100 esc)	2 512	6 421	5 200
Portugal (100 esc)	4 052		3 800
Canada (100 cts)	5 928	5 908	5 400
Canada (5 cts)	5 928	5 908	5 400

Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COUPONS	
Ventes				COURS 18/5	
8 050	Or fin balai en barres	79890	79760		
348 500	Or fin (en lingots)	79490	79760		
47 800	Pièce Interglobe (20 fr)	455	455		
11 150	Pièce Interglobe (10 fr)	385	385		
312	Pièce Interglobe (5 fr)	459	461		
90 900	Pièce Interglobe (20 fr)	458	458		
47 800	Souverains	576	576		
11 150	Pièce de 20 dollars	2620	2618		
4 800	Pièce de 10 dollars	1616	1587		
389 500	Pièce de 50 pesetas	730	732		
103	Pièce de 50 pesetas	2350	2350		
45 700	Pièce de 10 florins	471	477		
5 900	Or Lyonnais				
4 800	Or Zurich				
4 800	Or Hongkong				
10 000	Or (en lingots)				

Hors-cote

Basque Hydro-Electric	351		Basque Long-Term	180 83	178
Robert	1023		Georgia Metals	2948 57	3210
Calphalon	210	208	Georgia Petroleum	12576 23	127
Chenoweth Bldg.	878		Georgia Ship.	103 27	103
Citizens	85		Georgia Supply	1132 27	1132
Coca-Cola	65	65	Georgia Union	1325 36	1325
C. O'Neil, Petroleum	180		Georgia-Valley	446 43	434
Coyne	32	34	Graham	1778 29	1708
Cummins	55	52, 50	Grainco Limited	1065 71	1035
Gay Dome	630	627	Gray-Gee	1191 47	1182
Hague Hydro-Elec. Sys.	230		Gray-Gee	6145 47	5865
Hammaker	297		Gray-Met	28 27	28
Hawkins	245		Grice Placement	5768 94	5765
Matamorros (Braz.)	19 40	16	Grice Petroleum	13811 18	13540
Alcohol	10 10	10 10	Grice Sales (per 10)	16796 22	16760
Parilla, Paper	242		Grice Sales	125 10	125
Parkway	360		Grice Supply 4 1/2 Hrs.	1 04	1
Atlanta N.Y.	182	183	Grice Trans.	8203 43	7824
Santa Maria	408	404 50	Grice Trans.	262 22	261
Spr. Equip. Vah.	55 30		Grice-Indus. Syst.	102 68	99
St. Lawrence	533	550	Grice-Invest.	447 10	428
St. Lawrence de Merits	380				
Utah	144	121 90			
Union Resources	147	1470			
Wander					

o : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d :

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 à 8 La conférence de presse du président de la République. 9 La crise en Chine. 10 Éthiopie : le président Mengistu annonce que la rébellion a été menée en Erythrée. 11 Panama : la « rentrée » du général Noriega.	13 Les sénateurs adoptent le livre I du projet de code pénal. — Les déclarations de M. Georges Marchais sur TF 1. — La situation en Nouvelle-Calédonie.	14 Les Églises européennes de l'Est jouent les troubles-filés au rassemblement œcuménique de Bâle. — « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 15 Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe.	21 CANNES 89. 22 L'exposition sur « La tour Eiffel et l'Exposition universelle de 1889 », le Bicentenaire aux Tuileries. 23 Les Amis des amis, de Henry James, au Théâtre Marie-Stuart.	30 Le 43 ^e congrès de la CGT. 31 M. Naflet précise son plan de « banalisation » des prêts bonifiés. 32 Les fincaillies européennes de Casino. 33 Europe 1993. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 27 Campus 28 Carnet 28 Loto 28 Météorologie 29 Jeux 30 Philatélie 30 Radio-Télévision 28	Après Pékin, Shanghai : les manifestations en Chine, heure par heure Abonnés-vous au Monde La Bourse en BOURSE 3615 tapez LEMONDE Le Mini-Journal... JOUR 3615 tapez LM

L'Assemblée nationale renforce la législation contre le dopage des sportifs

Les députés ont adopté à l'unanimité, jeudi 18 mai, le projet de loi présenté par M. Roger Bambuck, secrétaire d'État chargé de la jeunesse et des sports, destiné à lutter contre le dopage des sportifs (répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et des manifestations sportives). Ce texte reprend la philosophie de celui préparé par son prédécesseur, M. Christian Bergelin (RPR). Ce projet remplacera la loi du 1^{er} janvier 1965, qui s'est révélée difficilement applicable. Le principe de 1965 est retenu, mais la notion de dopage est élargie : substances et procédés de nature à modifier artificiellement les capacités ou à masquer l'emploi de substances ou de procédés ayant cette propriété. Le caractère intentionnel du dopage qui apparaissait dans la loi de 1965 est abandonné. Le simple constat de l'usage de dopant suffira pour sanctionner les fautes. Les athlètes dopés seront punis de sanctions disciplinaires. La répression des pourvoyeurs de substances dopantes est renforcée. Par ailleurs, les membres de la commission des affaires sociales ont, avec l'accord de M. Bambuck, créé un important volet prévention.

Un beau plateau pour un bon débat : un champion olympique (M. Guy Drut, RPR), un recordman du monde (M. Roger Bambuck), un champion du monde de patinage (M. Alain Calmat, PS), un vainqueur de l'Everest (M. Pierre Mazeaud, RPR). Réunis par l'amour du sport, le vrai, sans pitié ni piquette, les députés présents ont tous rappelé que le phénomène de « la dope » avait pris ces dernières années une telle ampleur que l'ensemble des disciplines sportives s'en trouvaient affectées. M. Thierry Mandon (PS, Essonne) a dénoncé la tendance actuelle à la « banalisation » du dopage, les aveux de cette pratique, amplement médiatisés, devenant un morceau de choix vendu à travers le monde (exemple : le témoignage au Canada du médecin et de l'entraîneur de Ben Johnson). « Cette banalisation est le signe d'une relative institutionnalisation du dopage dans certains pays et dans certaines disciplines », a expliqué M. Mandon. Le rapporteur de la commission, M. Alain Néri (PS, Pyrénées-Orientales), a affirmé que la lutte contre le dopage était devenue « un impératif national » : « Le dopage dénature le sport, il porte atteinte à son éthique et le dévalorise dans l'esprit du public, car c'est une tricherie. »

Campagne d'information

S'agissant des sportifs soignés avec des substances considérées comme dopantes, le rapporteur a précisé qu'ils seront momentanément écartés des compétitions sportives tant que durera le traitement. « Rendre le sport irréprochable », c'est le but que s'est fixé M. Bambuck. « Ce projet confère au ministre chargé des sports des pouvoirs nouveaux pour prendre à l'encontre des contrevenants, quelles que soient leur activité ou leurs fonctions sportives, des mesures disciplinaires, spécialement en cas de carence de la fédération concernée », a déclaré le secrétaire d'État.

De nombreux amendements ont été adoptés de façon à préciser les contours du projet. Un article additionnel traitant de la prévention a

été inséré. Il comprend notamment la mise en place d'une campagne d'information auprès des jeunes. Toujours dans le cadre d'une meilleure protection des mineurs, M. Néri a défendu et fait adopter un amendement qui renforce les peines d'emprisonnement (de deux à quatre ans) lorsque des mineurs auront été incités à utiliser des substances dopantes. Les pourvoyeurs pourront être punis, d'une façon générale, d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 5 000 F à 100 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Un amendement de précision permet, par ailleurs, au pouvoir réglementaire d'interdire l'utilisation de produits qui, au-delà d'une certaine dose, peuvent être considérés comme dopants (stéroïdes, caféine, produits anesthésiques, etc.). S'agissant de la commission de lutte contre le dopage (composée de représentants de l'État, du mouvement sportif et de personnalités qualifiées), il a été précisé que des sportifs de haut niveau ainsi que des spécialistes médicaux ou scientifiques de la lutte contre le dopage en feront partie.

Cette commission est chargée, notamment, d'émettre des avis concernant l'harmonisation des réglementations des fédérations sportives pour la lutte contre le dopage et de proposer des mesures pour lutter plus efficacement contre lui. Les députés, toutes couleurs politiques confondues, ont rejeté un amendement du gouvernement tendant à supprimer l'article 5 du projet, qui institue un mécanisme de visites domiciliaires à des fins administratives (sous réserve d'une autorisation judiciaire). A la réflexion, M. Bambuck estimait qu'il n'y avait pas lieu de retenir un cadre juridique dérogatoire, le code de procédure pénale permettant déjà aux officiers de police judiciaire de procéder à des visites et à des saisies. Les députés ne l'ont pas suivi, estimant notamment que la disparition de cet article empêcherait, par exemple, les perquisitions au domicile des sportifs.

PIERRE SERVANT.

Les banques centrales tentent d'enrayer la hausse du dollar

La Bundesbank n'a pas participé aux interventions concertées sur les marchés des changes

Les banques centrales des pays industrialisés ont intervenu véritablement sur les marchés des changes le jeudi 18 mai pour procéder à des ventes de dollars et tenter ainsi d'enrayer le vif mouvement de hausse de la devise américaine. Ces interventions ont réussi à provoquer une décade, au moins passagère, de la devise : celle-ci cotait 6,625 francs environ et 1,96 mark le vendredi 19 mai au fixing, alors qu'elle avait été fixée officiellement à 6,7080 francs et 1,9793 mark la veille avant les débuts des actions des banques centrales.

Cette baisse s'explique par le nombre important de banques centrales présentes sur les marchés (celles des États-Unis, du Japon et la plupart des instituts européens) et par les montants de dollars considérables qui ont été vendus, entre 3 et 5 milliards selon les estimations des cambistes. En outre, les banques ont choisi d'intervenir conjointement seulement après plusieurs jours de forte hausse. Juste avant l'arrivée des banques centrales sur le marché, la décision de la Bundesbank de maintenir ses taux directeurs inchangés et l'annonce d'une hausse de 0,7 % de son taux de refinancement en avril ont incité les investisseurs à poursuivre leurs achats de billets verts.

Cependant, cette salve d'interventions dans la plus belle tradition de

la coopération monétaire du groupe des Sept n'a pas surmonté véritablement le sentiment haussier à l'égard du dollar et a été marquée par une faille importante. La Bundesbank n'est pas intervenue, malgré le net affaiblissement du mark. Faut-il trouver dans le comportement de l'institut d'émission allemand des fondements économiques ou faut-il voir une preuve plus politique de la volonté de la RFA de reléguer en second plan la coopération monétaire internationale ? Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, a tenté le 18 mai de dramatiser la situation, en expliquant à la télévision allemande que les problèmes posés à la RFA par la hausse du dollar étaient « surmontables » et que le mark conserve une position « fondamentalement favorable ».

Il apparaît cependant clair qu'à l'heure actuelle certains pays, comme le Japon et la RFA, se trouvent confrontés à des difficultés économiques nouvelles, qui leur font privilégier leurs politiques intérieures. Plusieurs déclarations de dirigeants japonais confirment cette priorité, et le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, aurait été jusqu'à remettre en cause le principe de la fixation par le groupe des Sept de fourchettes de parités de changes.

F. L.

Nouveaux engagements sur la libération des mouvements de capitaux au sein de l'OCDE

A l'issue de rudes discussions, les vingt-quatre pays industrialisés membres de l'OCDE se sont accordés pour mettre à jour et clarifier la portée des engagements pris en 1961 pour libérer les mouvements de capitaux, a annoncé, jeudi 18 mai, à Paris, l'Organisation de coopération et de développement économiques. Ces modifications touchent deux « codes de libération », qui couvrent désormais les mouvements de capitaux à court terme comme les opérations sur les marchés monétaires et les marchés à terme, les swaps, options et autres nouveaux instruments financiers. Ces codes révisés entreront en vigueur lors du premier semestre 1990, les pays membres disposant d'environ un an pour émettre des réserves avant que les textes ne deviennent irréversibles.

● Omnium candidat à la reprise du groupe publicitaire BMP. — Le groupe publicitaire britannique BMP, qui réside actuellement à une OPA du français BDDP, vient de trouver un « chevalier blanc » avec le groupe publicitaire américain Omnium. Celui-ci a fait une offre de reprise sur la base de 365 pence par action, et envisagerait de fusionner avec le propre filiale DDB-Needham. Cette offre a été acceptée par les dirigeants de BMP. BDDP doit maintenant décider s'il augmente son OPA, actuellement fixée à 350 pence par action.

CHAQUE MERCREDI DANS LE DATÉ JEUDI

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE DU MONDE

C'est + de choix d'affaires en vente et en location
C'est une exclusivité du Monde :
« La Sélection des Institutions »

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

Dans les territoires occupés Trois Palestiniens et un soldat israélien tués

Trois Palestiniens et un soldat israélien ont été tués, vendredi 19 mai dans le village cisjordanien de Beit Oula, lors d'une fusillade entre des militaires et des activistes recherchés pour l'agression d'Arabes soupçonnés de collaboration avec Israël, a indiqué l'armée. Sept soldats, dont un commandant de bataillon, ont été blessés dans cette fusillade, la plus sanglante depuis le début de l'intifada. — (Reuters.)

GRÈCE

M. Koutsyorgas ancien vice-premier ministre est exclu des listes électorales du PASOK

Le comité central du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique, ou pouvoir) a décidé, jeudi 18 mai, d'exclure des listes pour les élections législatives prévues du 18 juin l'ancien numéro deux du gouvernement, M. Agathangelos Koutsyorgas, impliqué dans les scandales politico-financiers qui ébranlent la Grèce.

Au cours d'un vote secret, les 132 membres du comité, réunis sous la présidence du premier ministre, M. Andreas Papandréou, ont voté à une forte majorité 98 contre la candidature de l'ancien vice-premier ministre et ministre de la Justice, dont le nom a été cité dans le cadre du détournement de fonds de plus de 200 millions de dollars au centre d'un scandale de fraude bancaire et magnat de presse Georges Koskotas, aujourd'hui emprisonné aux États-Unis.

M. Koutsyorgas, qui assistait aux travaux du comité, a toujours nié toute implication dans le scandale Koskotas. M. Agathangelos Koutsyorgas, impliqué dans les scandales politico-financiers qui ébranlent la Grèce, a déclaré qu'il respecterait la décision de son parti, mais qu'il était convaincu que les habitants de sa circonscription, à Achaea (ouest du Péloponnèse), le « vengeraient ». — (AFP.)

Sur le vif

Ciné chic, ciné choc

Tiens, je suis allée au cinéma hier après-midi, aux Champs-Élysées. Ça n'était pas arrivé depuis six mois. New York Stories. La dernière, celle de Woody Allen, venait à peine de commencer. Ça tombait bien, je suis en vacances devant lui. A l'entracte, j'ai hésité : Qu'est-ce que tu fais ? Tu pars ou tu restes pour le Coppola et le Scorsese ? Je suis restée, et... je suis partie. Dire qu'on se plaint de la pub à la télé ! C'est un plaisir à côté de ces énormes, de ces interminables écrans Marlboro, Coca-Cola, J & B qu'on est obligé d'avaler, tête renversée, dans le silence et l'obscurité. Aucune échappatoire. Si, les toilettes. Mais, bon, on en a vite fait le tour.

Le cinéma permanent, par contre ! Le plus souvent, ça n'a pas le droit d'entrer après le début de la séance. Faut pointer dans le hall comme au théâtre. Quant au prix des places, vous savez de combien il a augmenté en dix ans ? De 239,9 %. Moi, j'en ai eu pour 30 belles. Ouais, ce coup-là, ô miracle ! Ils l'ont acceptée, ma carte verte. D'habitude, la caisse, haute, me prie de la remettre dans ma culotte. C'est pas le jour, c'est pas l'heure, sauf le jour et à l'heure où il y a pas un chat. Si, moi. Alors, pour la grande fête de la convivialité

dans des salles chaleureuses et bondées, on respire !

De toute façon, le ciné, un Français sur deux — c'est un sondage du Fig Mag — n'y va jamais. Trop loin, trop cher, pas de salles de quartier, le banlieusard c'est le désert, et puis il y a le parking, et puis il y a la baby-sitter, et puis, et puis... La barbe ! On attendra, bien sûr, qu'ils passent au pied de notre lit ou de notre canapé, tous ces chefs-d'œuvre présentés au Festival de Cannes et dont on nous rebat les oreilles à longueur d'ondes, de colonnes et d'antennes pendant cette longue quinzaine de la pellicule. Là, en ce moment, c'est d'autant plus exaspérant que nos envoyés spéciaux, au lieu de nous montrer les stars, nous montrent des Cannes, Cannes devant les marches du palais, regarder des stars qu'on ne voit pas ! Ça fait plus peuple.

Allez vous étonner, après ça, si le peuple se rue sur les magazines de télé — ils tirent à des millions d'exemplaires — pour y découvrir, à la petite semaine, qui joue quel, où et quand, les photos de vedettes et critiques à l'appui. La voilà, la presse populaire, une presse au service de l'art populaire contemporain : le ciné à domicile.

CLAUDE SARRAUTE.

EN BREF

● SUÈDE : arrestation de quinze membres présumés du FPLP-CG. — La police de sécurité suédoise a interpellé, jeudi 18 mai, quinze personnes d'origine arabe soupçonnées d'appartenir à l'organisation palestinienne FPLP-CG, groupe dissident de l'OLP et auteur présumé de deux attentats commis en juillet 1985 au Danemark, a-t-on appris, vendredi de source policière à Stockholm.

● Le scandale Recruit-Cosmos. — L'ancien premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, témoignera devant le Parlement le 25 mai à propos du politico-financier Recruit-Cosmos, ont annoncé, vendredi 19 mai, des responsables parlementaires. M. Nakasone doit être interrogé sur son rôle dans ce scandale, qui a conduit le premier ministre, M. Noboru Takeshita, à démissionner. — (Reuters.)

● PHILIPPINES : M. Marcos opéré d'urgence. — L'ancien président Marcos a été opéré d'urgence jeudi 18 mai, à la suite d'une défaillance rénale. Les médecins du centre médical Saint-François de Honolulu, où il est hospitalisé depuis le 15 janvier, ont déclaré que l'ancien dictateur était dans un « état très critique ». Selon un porte-parole de l'hôpital, M. Marcos, âgé de soixante et onze ans, « n'a que de faibles chances sur cent de survivre ». (AFP, Reuters.)

● Une détention de Fleury-Mérogis gravement brûlée dans un incendie. — Une jeune femme, détenue au centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis a été gravement brûlée, jeudi 18 mai, lors d'un incendie

qui s'est déclaré vers 21 h 30 dans sa cellule. Huit surveillants ont été intoxiqués. La détention a été transportée à l'hôpital des prisons de Fresnes et les surveillants ont été placés en observation au centre hospitalier d'Evry. L'incendie a été éteint avant l'arrivée des pompiers : seuls les matelas de la détention et sa couverture ont été consumés.

● Le scandale Recruit-Cosmos. — L'ancien premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, témoignera devant le Parlement le 25 mai à propos du politico-financier Recruit-Cosmos, ont annoncé, vendredi 19 mai, des responsables parlementaires. M. Nakasone doit être interrogé sur son rôle dans ce scandale, qui a conduit le premier ministre, M. Noboru Takeshita, à démissionner. — (Reuters.)

● PHILIPPINES : M. Marcos opéré d'urgence. — L'ancien président Marcos a été opéré d'urgence jeudi 18 mai, à la suite d'une défaillance rénale. Les médecins du centre médical Saint-François de Honolulu, où il est hospitalisé depuis le 15 janvier, ont déclaré que l'ancien dictateur était dans un « état très critique ». Selon un porte-parole de l'hôpital, M. Marcos, âgé de soixante et onze ans, « n'a que de faibles chances sur cent de survivre ». (AFP, Reuters.)

M. Dominique Baudis invité du Grand Jury RTL-Le Monde

M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, député apparenté UDC de la Haute-Garonne, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 21 mai, de 18 h 15 à 19 h 30. M. Baudis qui figure parmi les initiateurs du complot des « rétrogrades » de l'opposition et qui a appelé à titre personnel à voter pour la liste de M^{me} Veil aux élections européennes répondra aux questions d'André Fessenden et d'Anne Chaussegros, du Monde, de Dominique Pélissier et de Bernard Létour, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Délicate...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

CHEZ LAMAZÈRE Paris 8^e

VOLVIC

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITE

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Moquette-Vison, enfin abordable chez Artirec

En moquette, il n'y a pas mieux que le velours de pure laine vierge tissé selon la tradition, grillé Woolmark.

C'est le plus beau revêtement textile existant actuellement, la « moquette-vison », habilement réservée aux acheteurs « aisés ». Distribuée à usage résidentiel, on peut la trouver chez Artirec, presque au prix d'un synthétique.

Qualité super exceptionnelle qui vieillira bien, facile à nettoyer, anti-feu et antistatique par nature.

3 largeurs, dont une exceptionnelle : 5,50 m. 30 couleurs merveilleuses et, chose rare, visibles en rouleaux (et non sur échantillons, sans surprise). En stock limité. Affaire à saisir rapidement. Prix calculés à l'avantage du client.

Cela vaut vraiment le déplacement chez Artirec, 4, bd de la Bastille, 75012 Paris, tél. 43.40.72.72, M^{re} Qu. Rapée. Artirec est agréé Fnac. Park. gr.

Le numéro du « Monde » daté 19 mai 1989 a été tiré à 346 707 exemplaires

MODE : LES METRES DU PLAISIR...

Leurs noms : Shantung, Fil à Fil, Toffetas, Satin, Prince de Galles, Ottoman, Brocart, Organdi, etc.
Leur repaire : chez Rodin, pour votre plaisir, au milieu des imprimés, des toiles, des lins, des cotons, des soies, etc.
Leurs talents : Des mètres exigeants et irréprochables, des tissus jeunes et nouveaux, depuis 30 F le mètre !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H

كلنا من الأصل